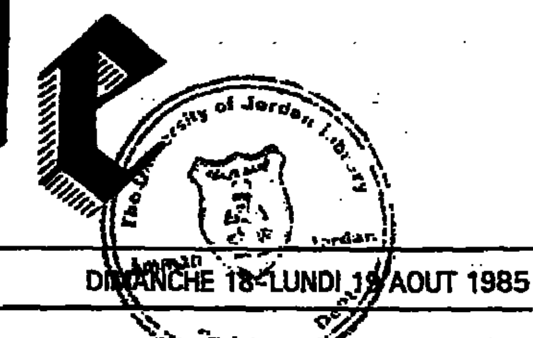
DERNIÈRE ÉDITION 2

Le Monde



QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12613 – 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 18 - LUNDI 19 AOUT 1985

M. Hernu, un « fusible » menacé

Dans l'affaire Greenpeace M. Mitterrand devrait prendre des sanctions malgré la discrétion actuelle de l'opposition

Fait divers passé presque inaperçu au début de l'été, l'affaire Greenpeace est devenue un mauvais feuilleton, une affaire d'Etat ; elle est sur le point de se transformer en un problème politique aigu pour le président de la République lui-même. La culpabilité des services secrets français paraissant établie, deux images viennent à l'esprit ; deux questions se posent.

Les images appartiennent au passé : l'affaire dite des « fuites » en France, le Watergate aux Etats-Unis. L'une et l'autre expliquent, en partie, l'attitude du chef de l'Etat.

La lettre de M. Mitterrand à M. Fabius, le 7 août, tendait à accréditer l'idée d'une machination dirigée contre lui-même. Elle paraissait signifier que l'intention du pouvoir n'était pas seulement de faire, pour les citoyens, la lumière sur une ténébreuse affaire ; elle était, aussi, de déjouer le piège qui lui avait été tendu. Comment comprendre autrement l'annonce de sanctions exemplaires en un domaine où les acteurs ne sont certes jamais couverts (lorsqu'ils échouent) mais jamais punis non plus, cela au nom de la raison d'Etat ? Habile utilisation de simples prémices mettant en cause l'extrême droite néo-calédonienne (comme le laissaient entendre à l'origine certaines sources australiennes), ou crainte réelle d'une machination, nul ne le sait.

Mais chacun se souvient que M. Mitterrand, prompt à déceler les complots ourdis contre lui, a en mémoire un épisode pénible : en 1954, il avait été la cible (avant d'être totalement blanchi) de l'affaire des fuites impliquant la police ; preuve, s'il en était besoin, que ses ennemis ne reculaient devant rien pour l'abattre, politiquement s'entend (1).

Le choix de M. Tricot relève, lui, du souci d'exorciser le syndrome du Watergate. La nomination, le 8 août, de cette personnalité incontestable et incontrôlable était, certes, le révélateur de la gravité de l'affaire. Elle était, aussi, le signe de la volonté du pouvoir de ne rien faire, ou dire, si peu que ce soit, qui puisse enclencher un processus de type Watergate ; celui-ci étant né bien davantage des mensonges de la Maison Blanche que de l'action d'un commando du Parti républicain dérobant des documents au siège du Parti démocrate. Cette fois, ni l'Elysée ni Matignon ne diront rien : seul M. Tricot est censé détenir la vérité.

Le fait que M. Tricot soit un gaulliste historique et appartienne, donc, à l'opposition, ne suffit pas à expliquer le relatif consensus dont bénéficie, pour l'heure (et pour l'heure seulement), M. Mitterrand ; à l'exclusion du PCF – le *« terrorisme d'Etat »* – et de l'extrême droite, qui parle de *« l'hypocrisie »* du gouvernement.

La première question qui se pose, en effet, est de connaître la *raison du silence des responsables de l'opposition.*

A première vue, elle est simple. On ne touche pas, surtout lorsque approche le retour au pouvoir, à deux sujets explosifs, si l'on ose dire : la dissuasion nucléaire, admise comme l'axe de notre système de défense, et les services secrets, que l'on n'aurait garde de mécontenter. Au reste, fondamentalement, ces derniers ont (maladroitement) tenté de défendre la campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique, indispensables aux progrès de ladite dissuasion. Et cela, il ne se trouve personne pour le contester dans l'opposition, ou ce n'est pas le bien-fondé de l'opération qui est en cause, mais le *fait qu'elle ait tourné à la déconfiture de ses auteurs.*

Ce silence est-il destiné à durer ? Vraisemblablement non, si les sanctions frappent les seuls services secrets. Car l'opposition pose, tacitement, la seconde question : le seuil n'est-il pas déjà atteint au-delà duquel le pouvoir politique n'est plus à l'abri ?

Les composants d'une bombe politique sont donc réunis. A droite, une pression tacite, mais réelle, conduit à situer les responsabilités au plus haut niveau. A gauche, ce trop-plein de réalisme (qui a conduit à avaliser le sabotage) est difficilement supportable. L'affaire ne peut donc plus être désamorcée sans le sacrifice d'un « fusible » politique. Or, dans ce domaine, il n'y a pas trente-six fusibles possibles. D'autant que c'est la seconde fois, depuis 1981, qu'une initiative mystérieuse rejaillit sur la présidence : qui ne se souvient du fiasco de l'arrestation, par des gendarmes, des « Irlandais de Vincennes » ? Certains avaient *alors reproché – déjà –* à M. Charles Hernu un excès de zèle dans la promotion à l'Elysée de ses protégés militaires, en l'espèce des gendarmes.

C'est donc le « fusible » Hernu *qui est menacé. Sauf à considérer* (comme le fait, avec gourmandise, un opposant hostile à la cohabitation) que M. Mitterrand doive se *« punir lui-même »*.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire nos autres informations page 8.)

(1) L'affaire des « fuites » fut une *machination montée* par des policiers vichystes, haut placés dans la hiérarchie de la préfecture de police, contre M. Mitterrand, ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Pierre Mendès France. Soupçonné d'avoir communiqué au Parti communiste les délibérations du Comité de défense nationale, M. Mitterrand confondit ses accusateurs grâce à la perspicacité de la DST et de son directeur, M. Roger Wybot.

Avec ce numéro

LE MONDE AUJOURD'HUI

Cinéma : retour aux studios

Coptes de Paris

CRITIQUES ET INQUIÉTUDES EN AFRIQUE DU SUD

Feux croisés contre M. Botha

De notre correspondant

Johannesburg. – L'Afrique du Sud affiche sa déception après le discours de M. Botha. Le chef de l'Etat a manqué la chance exceptionnelle qui lui était offerte de démontrer à la communauté internationale *qu'il était véritablement* engagé sur la voie des réformes. Fait exceptionnel ici, le quotidien *Business Day*, destiné aux milieux d'affaires, a demandé le départ de M. Pieter Botha, estimant qu'*« il fait partie des problèmes du pays et non des solutions »*. Ce journal, peu coutumier de ce genre d'éditorial fracassant, écrit : *« Il s'est comporté comme un « péquenaud » de la politique. Il s'est moqué du soutien qu'il a reçu dans le passé du monde des affaires. Il a ridiculisé nos amis à l'étranger. Il a montré qu'il n'était pas un homme d'Etat. Il a démontré qu'il était aussi coupé du monde moderne que du courant de la pensée noire dans ce pays et ailleurs [...]. Il s'est montré arrogant, autoritaire et intransigeant [...]. Qu'il retourne dans sa campagne, la campagne à laquelle il appartient, et que quelqu'un de plus capable que lui dirige le pays. »*

D'une manière générale, les *milieux économiques* n'ont guère apprécié la prestation de M. Botha. Les présidents de l'Institut des affaires afrikaner et des chambres d'industrie regrette que, *« en cette époque de crise, le président n'ait pas été plus précis en engageant la nation plus positivement dans la direction des réformes »*, tandis que le président des chambres de commerce demande que les intentions *« soient traduites en résultats concrets »*.

Signe de l'effet désastreux produit par la déclaration du chef de l'Etat sur le monde des affaires, le rand, la devise sud-africaine, a perdu 10 % de sa valeur en une seule journée par rapport à la monnaie américaine. Le rand a clôturé à 40,45 cents contre 45 la veille, après avoir atteint le plancher record de 38,5 cents à l'ouverture de la séance.

M. Pieter Botha a réussi la performance de mécontenter également la majeure partie de la classe politique, à l'exception des *membres de son parti. Et encore* cela n'est pas tout à fait sûr. Selon certaines rumeurs, il semble que l'unité était loin d'être réalisée au sein du cabinet ministériel, certains voulant aller plus loin, d'autres estimant que c'était encore trop. *Le bruit a même* couru que des ministres avaient l'intention de démissionner si une révision majeure de la politique des homelands était annoncée. M. Botha a-t-il été contraint d'adopter une position intermédiaire pour contenter les uns et les autres ou n'a-t-il fait que selon sa *volonté ? La deuxième hypothèse* est sans doute la plus vraisemblable, même si des divergences sur l'ampleur des réformes envisagées sont probables.

Il est indéniable qu'une partie de la base de la formation majoritaire, le Parti national, renâcle au changement pourtant bien timide : l'électorat des campagnes et des petits fonctionnaires qui subit les conséquences de la crise *économique et critique l'« aventure réformiste »*, les hésitations du pouvoir et les difficultés du gouvernement à sortir le pays de la crise et du marasme ; des supporters traditionnels du Parti national qui ont maintenant *tendance à se tourner vers les formations de droite*, et plus précisément le Parti conservateur.

MICHEL BOLE-RICHARD.

(Lire la suite page 3.)

LE VIETNAM ENLISÉ AU CAMBODGE

La tentation de Hanoï

Pour la première fois depuis l'intervention, fin 1978, de ses *troupes au Cambodge*, le Vietnam semble prêt à négocier un règlement du conflit cambodgien. Surtout, Hanoï paraît vivement souhaiter une normalisation de ses relations avec Pékin et, avant tout, avec Washington.

C'est du moins l'impression donnée par le communiqué publié, vendredi 16 août, à Phnom-Penh, à l'issue d'une réunion des ministres des affaires étrangères indochinois (*le Monde* du 17 août).

Dix ans après la chute de Saigon et plus de six ans après avoir occupé militairement le Cambodge, les communistes vietnamiens seraient-ils décidés à tenter de cohabiter avec leurs voisins, à *commencer par la puissante* Chine, et à régler le contentieux qui les *oppose encore à leurs* anciens adversaires américains ? Intervenant après plusieurs semaines d'échanges diplomatiques, dans lesquels Djakarta a joué un rôle d'intermédiaire, notamment entre Hanoï et Washington, le communiqué de Phnom-Penh donne crédit à une telle hypothèse.

Sur le fond, les Vietnamiens s'engagent à un *« retrait total en 1990 »* de leurs troupes station*nées au Cambodge, qui comptent*, selon les experts occidentaux, entre 150 000 et 170 000 soldats, alors que, dans leurs précédentes déclarations, ils parlaient d'une période *« de cinq à dix ans »* pour mener à son terme une telle opération.

Ils se réservent, cependant, le droit de prendre des *« mesures appropriées »* au cas où des *« forces hostiles »* – entendez la résistance khmère – *« profiteraient de ces retraits pour s'opposer à la paix et à la sécurité du Cambodge »*.

La position du Vietnam s'est *également infléchie à l'égard des « négociations indirectes »* proposées, en juillet, par l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), une initiative que Hanoï avait critiquée sur le moment sans toutefois la rejeter *officiellement*.

A ce sujet, le communiqué de vendredi précise : *« La République populaire du Kampuchéa* (le régime de Phnom-Penh) *se déclare prête à discuter avec les khmers ou groupes de khmers opposants, en vue de la réalisation de la réconciliation nationale sur la base de l'élimination de Pol Pot et d'élections générales après le retrait total des troupes vietnamiennes. »*

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 7.)

LE « CHAINON MANQUANT » AURAIT ÉTÉ DÉCOUVERT EN BIRMANIE

L'Asie, berceau de l'homme ?

Quel est l'ancêtre commun de l'homme et des singes supérieurs, *ou singes anthropoïdes*, que sont le gibbon et l'orang-outang d'Asie, d'une part, et, de l'autre le gorille et le chimpanzé d'Afrique ? Quand les primates ont-ils évolué vers la lignée des hominidés ? Où se situe la différence entre un hominidé préhumain et un hominidé humain ? *Le puzzle est difficile* à reconstituer et les questions précises ne *reçoivent le plus souvent* que des réponses incomplètes ou largement controversées. Ainsi pensait-on généralement que l'histoire de l'homme avait vraisemblablement commencé en Afrique. Or voilà que les résultats obtenus par une équipe de chercheurs américains et birmans (1), *lors de l'analyse* récente des restes fossiles de la *mâchoire d'un très vieux primate* mis au jour en 1978 en Birmanie, risquent de bousculer, s'ils sont avérés, les théories le plus généralement admises.

En effet, selon M. Russel Ciochon, co-auteur de cette étude et paléontologue au département d'anatomie de l'université de New-York, les fragments de mâchoire du primate qu'il aurait étudiés avec ses collègues seraient vieux de quarante-quatre millions d'années et *démontreraient que cet animal*, dont il estime qu'il mesurait *entre 75 et 90 centimètres* de haut et pesait de 7 à 9 kilogrammes, constitue le « chaînon manquant » entre les primates inférieurs et les primates supérieurs. S'il en est ainsi, cela pourrait signifier, ajoute-t-il, que *« l'origine des primates supérieurs se trouve très probablement en Asie »*. Une hypothèse qui ne manquera pas de faire des remous, puisqu'on pensait jusqu'à présent que ce chaînon devait se trouver en Afrique.

S'il est vrai que le Purgatorius, le premier primate (connu par ses dents et ses mâchoires), vivait il y a quelque soixante-dix *millions d'années dans le Montana* (Etats-Unis), il est vrai aussi que le plus ancien primate chez lequel commencent à se dessiner les caractères annonçant la lignée commune aux singes supérieurs et à l'homme vivait en Egypte il y a trente à trente-cinq millions d'années. *C'est ce que paraissent en effet* démontrer les restes de l'*Aegyptopithecus* découverts dans le Fayoum égyptien. Cet animal de 40 centimètres de long sans la queue n'avait, semble-t-il, que trente-deux dents, et les chercheurs ont *pu montrer que* la forme de sa dernière molaire annonçait celle de l'homme. Mais ses canines étaient grandes. Son os frontal commençait à se redresser et les aires visuelles de son cerveau étaient déjà bien développées, alors que les aires olfactives étaient réduites. Cependant, il présentait nombre de caractéristiques des primates primitifs telles que l'absence de conduit auditif externe, un museau allongé, une longue queue, de grandes orbites, etc.

Reste que cet Aegyptopithecus est plus jeune de cinq millions d'années que le protégé de M. Russel Ciochon, qui affirme que même s'il ne peut pas dire que le primate birman qu'il a étudié *« est l'ancêtre direct des formes ultérieures d'anthropoïdes, il est certainement l'un des représentants du groupe ancestral »*. Une hypothèse que tous n'acceptent pas, *si on en juge par les premiers* commentaires de M. John Van Couvering, du Muséum d'histoire naturelle de New-York, qui estime qu'*« il n'y a pas encore suffisamment de preuves pour que l'on considère l'Asie comme le lieu d'origine des primates supérieurs »*.

J.-F. A.

(1) Ont participé à cette étude : M. Donald Savage, de l'université de Californie, et deux chercheurs birmans : MM. U Than Tint et U Ba Maw.

Dates

RENDEZ-VOUS

Mercredi 21 août. – Visite du ministre vietnamien des affaires étrangères à Djakarta.

Samedi 24 août. – Rencontre entre M. Kohl et M. Mitterrand à Brégançon.

Dimanche 25 août. – Grève de mineurs en Afrique du Sud.

SPORTS

Dimanche 18 août. – *Athlétisme :* Coupe d'Europe à Moscou ; *Automobilisme :* Grand Prix d'Autriche de formule 1 à Zeltweg.

Lundi 19 août. – *Voile :* course de l'Europe (4e étape : Torquay-Lorient) ; *ULM :* championnat du monde à Millau (jusqu'au 24).

Mercredi 21 août. – *Football :* France-Uruguay à Paris (Coupe intercontinentale).

Vendredi 23 août. – *Automobilisme :* rallye des Mille-Lacs en Finlande.

Samedi 24 août. – *Football :* championnat de France (8e journée).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Imprimerie du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IXe

1984

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE			
354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS			
399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE			
504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 550 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 160 pes. ; E.-U., 1,10 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 95 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.

IL Y A QUARANTE ANS

L'occupation française en Allemagne

Il y a quarante ans, la France s'installait dans « sa zone » en Allemagne. Le principe d'une occupation totale et conjointe, après la reddition du Reich, avait été adopté sans difficulté majeure, dès octobre 1943, par les ministres des affaires étrangères des trois Grands réunis à Moscou.

Le 15 février 1944, la Grande-Bretagne avait proposé de créer trois zones, Berlin devant être occupée en commun par les trois puissances. Le 18 du même mois, l'Union soviétique présenta un projet à peu près identique. En avril, Roosevelt donna son accord de principe, tout en s'opposant à l'octroi aux Anglais du nord-ouest de l'Allemagne (qui comprenait notamment les ports et la zone industrielle de la Ruhr), estimant insuffisante la part accordée aux Américains.

En septembre, Anglais et Américains, réunis au Québec, avaient fini par s'entendre sur leurs zones respectives. De la France, de sa présence parmi les « puissances occupantes », il n'était alors pas question. Mais dans l'esprit du général de Gaulle, en revanche, son exclusion était inconcevable. Il infléchit l'attitude des alliés, russes notamment, par son énergique intransigeance et, aussi, par la poussée de la Ire armée française. Sur les champs de bataille de la ligne Siegfried et du Palatinat, du Bade et du Wurtemberg, de la Forêt-Noire et des Alpes, les Français sauront *« prendre et conquérir »* pour *« occuper »*.

Mais il a fallu attendre le 10 février – dernier jour de la conférence de Yalta – pour que Staline, sur l'insistance de Churchill, qui ne voulait pas laisser à l'Union soviétique la possibilité de devenir la seule grande puissance en Europe après le départ des Américains, donne son accord quant à l'attribution d'une zone d'occupation à la France, *« à la seule condition qu'elle soit prélevée sur celle devant échoir aux Anglo-Américains »*. La « ZOF » eut, de ce fait, une configuration bizarre : deux triangles disposés de part et d'autre du Rhin mais qui ne se touchent pas, étant séparés – c'était à prendre ou à laisser – par un couloir américain.

La « zone » ne comprend que quatre villes de seconde importance, entre 100 000 et 150 000 habitants : Mayence, Sarrebruck, Ludwigshafen et Fribourg. Stuttgart, la seule grande ville conquise par l'armée française sans l'aide des Américains, a dû être rendue à ces derniers, ainsi que Karlsruhe, cité de moindre importance.

Le 31 juillet 1945, la « ZOF » reçoit un *« gouvernement civil des militaires »* que dirigera, du début à la fin, le général Pierre Koenig, héros de Bir-Hakeim. Il a pour principaux collaborateurs le général de Monsabert, qui commande les troupes, Schmittlein, directeur de l'éducation publique, Granval, délégué supérieur pour la Sarre, et Laffont, qui occupera jusqu'en novembre 1947 le poste d'administrateur général adjoint.

Des parades dérisoires

Pour les Allemands, ils ne sont que des *« combattants de l'après-guerre »* arrivés dans les bagages des Américains. Aussi, alors que Russes, Américains, Anglais n'auront aucune difficulté à imposer leur loi aux vaincus, les Français vont-ils devoir faire continuellement étalage de leur force et de leur détermination afin de surmonter le double handicap de la défaite de 1940 et de la collaboration.

Face au mépris affiché du vaincu, l'occupant français, tant militaire que civil, ne surmontera jamais tout à fait cet obstacle psychologique qui faisait de lui l'usurpateur de la victoire des autres. Dépendant des Américains pour son armement, sa nourriture, son habillement, il éprouvera même un sentiment de frustration qui le poussera, bien souvent, à se montrer plus dur qu'il ne l'aurait souhaité. A faire aussi, au point d'en paraître parfois ridicule, étalage d'une puissance reconquise par l'organisation de défilés militaires peut-être grandioses à l'échelle de la France, mais dérisoires pour des spectateurs gavés, pendant treize longues années, de parades impressionnantes, et dont les soldats victorieux avaient défilé dans les rues de Varsovie, de Prague et de Paris.

Avoir contribué avec beaucoup de courage et au prix de lourds sacrifices à l'écrasement de l'Allemagne nazie ne suffira pas aux soldats français pour imposer leur présence à six millions d'Allemands, qui garderont l'habitude tenace de se gausser de l'occupant français.

Bien avant que les hommes de la Ire armée ne franchissent le Rhin, leurs chefs avaient cru de leur devoir de préparer moralement les soldats à une occupation qu'on espérait alors longue et bénéfique, tant pour la France, qui pourrait ainsi se dédommager du pillage systématique de ses richesses, que pour les Allemands, qu'il allait falloir *« rééduquer »*.

A ce moment précis de l'histoire, la haine et le mépris sont les sentiments dominants des deux côtés du Rhin. Pour l'Allemand, qui fait à son tour la difficile expérience de l'occupation étrangère, le mépris sert en quelque sorte d'exutoire en attendant des jours meilleurs. S'y ajoute la peur du Français, moins enclin que quiconque à faire des concessions maintenant que l'« ennemi héréditaire » est devenu synonyme de SS et de Gestapo, de massacres et de tortures, de répression et de privations.

Des rumeurs folles

Des rumeurs folles courent. On assure qu'en zone française tous les enfants entre huit et quatorze ans seront déportés en Sibérie et remplacés en Allemagne par des enfants français ou encore que tous les prisonniers de guerre allemands en France seront condamnés aux travaux forcés à perpétuité. Certains croient savoir que l'alcool et le tabac seront interdits aux Allemands.

L'occupant n'a que faire des états d'âme d'une population dont tout, à ce moment-là, le sépare. A son intention, des règles de conduite *« à appliquer avec la dernière rigueur »* ont été mises au point par les services compétents du ministère de la guerre bien avant l'entrée des troupes en territoire ennemi. Ce *Guide du soldat français en Allemagne* porte en préambule : *« Il ne faut attendre du peuple allemand ni une coopération étroite ni une obstruction violente. Il est plus probable que son attitude restera apathique. »*

Le *« peuple allemand »* se réduit à moins de 10 % de soixante millions de *« boches »* traumatisés par la défaite. Les directives, appliquées, faute de mieux, à une échelle très réduite, témoignent de l'état d'esprit régnant en France à une époque où il était enfin permis de faire payer à l'Allemagne ses dettes passées et même futures.

« Il faut, précisent les textes officiels, *rétablir le prestige de la France en Allemagne par la force, car c'est par la force, c'est-à-dire par l'armée française, que le peuple allemand acceptera, avec le sentiment de sa défaite, la croyance au rétablissement de notre puissance. »*

Mais aux recommandations d'ordre général succèdent bientôt les ordres donnés à chaque officier, chaque soldat, afin de leur inculquer la certitude d'être des vainqueurs redoutables :

« Soldat français, méfie-toi : de l'Allemand qui se prétend ami ; de l'Allemand qui te sourit. Ils préparent peut-être ta perte. En tout cas, ils songent à la revanche. Souviens-toi toujours que tu es en pays ennemi ! Tu as gagné la guerre, il faut gagner la PAIX. De ton comportement actuel dépend le sort de tes enfants. (...) Que ta haine et ta supériorité de vainqueur ressortent de ton attitude... »

C'est au tour des Allemands de vivre au rythme des *« Verboten »* et des *« Avis à la population »* qui, pendant cinq ans, ont fait trembler la majeure partie des peuples de l'Europe. Et, là encore, les Allemands de la zone française vont être soumis à un régime beaucoup plus rigoureux que dans les zones anglaise et américaine voisines.

« Nous représentons, rappellent les affiches apposées sur les murs des villes et des villages, *un pays dont la population a été martyrisée et pressurée pendant quatre ans par votre gouvernement, votre armée, votre police.*

» Vous avez employé à notre égard des procédés relevant de la barbarie du Moyen-Age : la cruauté et le sadisme de vos agents de la Gestapo ont déchaîné la haine du monde civilisé. Leurs crimes nous ont fait considérer les Allemands qui les tolèrent comme des êtres sauvages et sans morale.

» (...) Nous pourrions nous venger, incendier vos villages. Mais nous réprouvons de tels actes... Nous exigerons, par contre, une obéissance stricte à tous nos ordres et une soumission totale... »

« La zone d'occupation française passait pour la plus dure des quatre zones qui partageaient l'Allemagne en 1945 », notera plus tard un témoin, August von Kagenek. *« Elle était même plus dure que celle des Russes. On ne s'y efforçait pas de gagner la population à une idéologie. Il s'agissait là de la punir, de se faire dédommager, de réparer quatre ans d'occupation de la France. »*

Exigeants et arrogants

Un million de Français, militaires et civils, du combattant de la première heure à l'ex-fonctionnaire du gouvernement de Vichy, de l'administrateur de province au simple gendarme, de la secrétaire à l'épouse, aux enfants, à la tante, la mère du colonel voire de l'adjudant vont, quatre années durant, goûter aux joies de l'occupation. Dès la fin de 1945, on comptera à Baden-Baden près d'un Français et demi par habitant, soit 44 000 occupants et familles pour 31 000 Allemands.

Animés, dans leur grande majorité, par ce complexe de vainqueur et ce besoin d'afficher leur mépris à l'égard des vaincus, les Français de la « zone », par leur attitude arrogante, n'œuvreront guère, c'est le moins qu'on puisse dire, en faveur du rétablissement de ce prestige auquel la France tenait tant.

« Enclins à faire de la récupération individuelle, accessibles aux tentatives du trafic et du marché noir, exigeants et arrogants envers la population allemande, prétendant profiter de façon assez basse d'une victoire à laquelle ils n'avaient la plupart du temps pris aucune part, ces occupant oisifs et parasites ont été la plaie de la présence française en Allemagne », note justement et férocement Alfred Grosser (1).

L'opinion publique française, convaincue une fois pour toutes qu'il fallait *« faire payer aux « boches » ce qu'ils avaient fait aux autres »*, se désintéressait complètement de la zone d'occupation en particulier, de l'Allemagne et de son avenir en général.

Présentant, en septembre 1946, le bilan d'une année de « présence française en Allemagne » – c'est ainsi qu'on désignait officiellement l'occupation, – le général Koenig, grand patron de l'administration, affirme : *« Nous ne quitterons pas l'Allemagne avant d'avoir la certitude que les idées démocratiques sont solidement ancrées dans le peuple allemand. Il faut compter trente à quarante ans avant que les Allemands puissent comprendre les avantages d'une telle démocratie. »*

Koenig voit grand. L'occupation alliée ne dure pas plus de quatre années, pendant lesquelles trop de Français côtoient sans les voir, sans essayer de les connaître, six millions d'Allemands.

ROUIL

A contre-courant

Ceux qui, dans un tel climat, décident de marcher à contre-courant sont peu nombreux. Ces hommes de bonne volonté ne croient pas à la « responsabilité collective » du peuple allemand.

Très tôt, ils comprennent qu'il ne faut à aucun prix tomber dans les erreurs de 1918 si l'on veut, ensemble, reconstruire l'Europe. L'œuvre en profondeur entreprise par ces intellectuels est admirable. Elle sera d'ailleurs approuvée et encouragée par le commandement français en Allemagne puis, par la suite, par le gouvernement français lui-même après l'arrivée au pouvoir de Robert Schuman et d'Alain Poher.

Dans le seul domaine où la France peut se passer de l'aide américaine, la propagation de sa culture, se développe, dans sa zone, la politique la plus riche, la plus ouverte, la plus diverse malgré le manque de moyens. Dans ce cadre naît, pour Joseph Rovan, Alfred Grosser, le père du Riveau, Emmanuel Mounier et quelques autres, la conception la plus féconde de l'action à exercer sur les Allemands des jeunes générations.

« Il faut mettre Français et Allemands en situation de réaliser des œuvres communes, depuis un camp d'écoliers jusqu'à la paix du monde », écrit Emmanuel Mounier. Sur son initiative sera créé en France *« le comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle »*.

D'autres organismes verront le jour, et notamment le BILD (Bureau international de liaison et de documentation), lequel n'a cessé, depuis de se développer. Dès 1945 ont lieu, timidement et de manière presque clandestine, les premières recontres, gouttes d'espoir dans l'océan de la haine et du mépris. A l'été 1946, ils seront déjà quelques centaines à vivre côte à côte à Fribourg et à Tubingen, où vainqueurs et vaincus sont traités à égalité.

« Les rapports franco-allemands ne seraient pas ce qu'ils sont s'il n'y avait pas eu tout ce travail d'échanges auquel nous avons pris modestement part », nous dira Alfred Grosser. *« Il y a eu toute une génération d'Allemands qui a été orientée du côté français à cause de ces échanges. »*

Quelques dizaines seulement à se rencontrer en 1945, un millier en 1946, 2 000 en 1948, 5 000 en 1949, année où pour la première fois la frontière fut ouverte aux jeunes Allemands, ils seront, quarante ans plus tard, plus de sept millions de jeunes, Français et Allemands, à avoir traversé le Rhin sans autre préoccupation que de se connaître.

Officiellement, la zone d'occupation française en Allemagne cesse d'exister le 21 septembre 1949. Tout aussi officiellement, deux années plus tard, l'ennemi allemand cesse d'exister à son tour.

Le décret numéro 51-883 du 9 juillet 1951 porte : *« Le président du conseil des ministres, sur le rapport du ministre des affaires étrangères, décrète : article 1 : à dater de la publication du présent décret, les ressortissants allemands ne seront plus réputés ennemis... »*

Trente-quatre ans plus tard, un sondage de l'IFOP réalisé pour *le Monde* démontre que pour 41 % des personnes interrogées l'Allemand de l'Ouest est *« le plus proche d'elles »* tant par sa mentalité que par son comportement, que l'Allemagne fédérale est un pays démocratique (55 %), et que la France *« se devrait de la défendre en cas de danger grave. »* Vertigineux retournement !

MARC HILLEL,
auteur de *l'Occupation française en Allemagne*.

(1) Alfred Grosser, *l'Allemagne de notre temps*, Fayard 1970.

CORRESPONDANCE

La guerre du Chaco

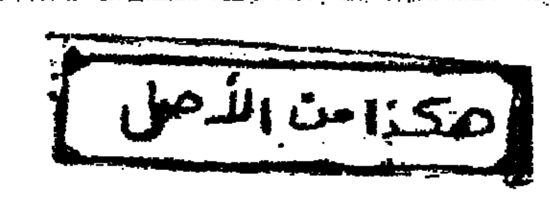
A propos du cinquantième anniversaire du conflit du Chaco (le Monde daté 7-8 juillet), M. Fernando Laredo, délégué permanent de la Bolivie auprès de l'UNESCO, nous a adressé une lettre dont voici les principaux extraits :

(...) J'aurais aimé que votre chroniqueur mentionne aussi les graves difficultés rencontrées par la Bolivie, qui, loin d'être fin prête pour la guerre, n'y était guère préparée et dont la situation géographique et climatique devait l'obliger à faire un effort infiniment supérieur à celui consenti par le Paraguay.

Tandis que les hommes des Hauts Plateaux mettaient des semaines pour rejoindre le front au Chaco, l'armée paraguayenne s'y rendait en quelques jours. L'armement et la logistique paraguayenne bénéficiaient aussi de l'appui d'un pays voisin dont le président d'alors était le beau-frère d'un des propriétaires de la maison Casado, entreprise toute-puissante au Chaco paraguayen, et dont le ministre des affaires étrangères en était l'avocat d'affaires.

La formelle neutralité des voisins a donc surtout profité au Paraguay. Toutefois, le tableau ne serait pas complet sans mentionner la gravité, pour un peuple de montagne froide, d'être acculé à une guerre dans des plaines chaudes et lointaines. (...)

Ce conflit où se sont affrontés les deux peuples les plus pauvres de l'Amérique du Sud est l'exemple le plus frappant de l'absurdité de la guerre. Les deux pays se sont battus en fonction de fumeux litiges frontaliers qui traînaient depuis leur indépendance concernant l'interprétation des documents coloniaux et de l'*Uti Possidetis Juri* des débuts du dix-neuvième siècle, mais surtout en fonction d'intérêts impérialistes extra-continentaux, économiques et politiques.



Étranger

LA VISITE DU PAPE AU KENYA

Jean-Paul II précise ses vues sur la nature d'un « concile africain »

Jean-Paul II est attendu, lundi 19 août, au Maroc, dernière étape d'une tournée africaine commencée le 8 août et qu'il a poursuivie durant le week-end au Kenya.

De notre envoyé spécial

Nairobi. — Jean-Paul II est arrivé vendredi 16 août, en fin de journée, à Nairobi, avant-dernière étape de son voyage en Afrique. Au cours de cette seconde visite au Kenya, le pape clôturera le quarante-troisième Congrès eucharistique international — le premier à se tenir en Afrique noire, — dont le thème est « L'eucharistie et la famille chrétienne ».

A plusieurs reprises au cours de ses escales précédentes, Jean-Paul II a évoqué ce congrès eucharistique, qui a commencé le 11 août et qui sera pour lui l'occasion de développer le thème de la famille. Dans son discours d'arrivée, il a souligné *« le signe de maturité et de vigueur que démontre l'Eglise en Afrique en organisant ce congrès eucharistique à Nairobi ». « L'Eglise en Afrique est entrée dans une nouvelle ère, une ère au cours de laquelle elle sera appelée toujours davantage à rayonner au-delà de ses frontières nationales et continentales et à mettre ses ressources et ses dons au service de l'Eglise universelle »*, a-t-il dit.

Il n'est pas sans signification que ce congrès ait lieu au Kenya, où le problème de la famille est parmi les premières préoccupations de l'Eglise locale. Les coutumes traditionnelles (comme la polygamie répandue dans toute l'Afrique), mais aussi une démographie galopante, posent à l'Eglise du Kenya des problèmes majeurs : elle s'est notamment lancée dans une action pastorale de la famille, dont un élément est la promotion des méthodes de planification familiale acceptables du point de vue évangélique. La conférence épiscopale a préparé une lettre pastorale sur ce sujet.

La dernière escale de Jean-Paul II au Zaïre avait été Lubumbashi, la ville la plus prospère du pays, capitale de la région minière du Shaba (ancien Katanga). Au cours d'une messe dédiée à la sœur Anuarite, béatifiée la veille à Kinshasa, Jean-Paul II a tenu à évoquer le sort des religieux et des religieuses qui ont été victimes de la rébellion qui suivit l'indépendance de l'ex-Congo belge. Le témoignage de sœur Anuarite *« ne nous fait pas oublier d'autres victimes de la violence, de l'injustice et de la guerre en ce pays et ailleurs (...) ; je pense notamment aux prêtres, religieux, religieuses et laïques qui ont témoigné d'un grand courage dans le don d'eux-mêmes au servie de leur prochain et dans l'attachement à leur foi et aux exigences de la vie chrétienne au risque de leur vie »*, a-t-il déclaré.

Une « assemblée panafricaine »

Ce troisième voyage en Afrique a été pour Jean-Paul II l'occasion de préciser la manière dont il concevait une concertation des Eglises africaines sur le thème de l'inculturation (adaptation du message évangélique à une culture autochtone), qu'il évoqua notamment dans son discours aux intellectuels à Yaoundé. Mais sans doute a-t-on pu penser un peu hâtivement que cette concertation pourrait se faire dans le cadre d'un « concile africain ».

Dans un communiqué, le directeur de la salle de presse du Vatican, M. Navarro, a donné à ce propos la précision suivante : *« Le terme « concile africain » est apparu à plusieurs reprises dans la presse, sans tenir compte de la notion canonique de concile. Une concertation ou une assemblée panafricaine des évêques semble plus adéquate à la réalité de l'objectif poursuivi. Quand et où devra se tenir cette assemblée, si elle a lieu, et quelle sera sa nature, cela est l'objet d'une consultation en cours. »*

L'évangélisation

Cette mise au point du Vatican appelle quelques commentaires. Tout d'abord, il ne s'agit pas d'une *marche en arrière du Saint-Siège* : au contraire, pour la première fois, au cours de ce voyage, Jean-Paul II s'est officiellement prononcé en faveur d'un projet d'une assemblée des Eglises au niveau du continent africain, et le communiqué confirme la position du pape. L'idée (on parlait alors effectivement d'un concile) avait été lancée lors de la première réunion à Abidjan de la Société africaine pour la culture réunissant des intellectuels catholiques. Elle avait été reprise par certains épiscopats, et notamment par le cardinal zaïrois Malula, qui l'avait soumise au pape en 1983, lors de la visite *ad limina* des évêques de son pays à Rome. La question avait encore été débattue dans le cadre de la septième assemblée du Symposium des conférences épiscopales d'Afrique et de Madagascar (SCAM). A l'époque, l'hypothèse d'un concile africain avait à nouveau été évoquée.

La mise au point du Vatican vise à éclaircir une question de vocabulaire. Elle fait référence à la définition donnée du concile par le code de droit canon promulgué en 1982 : il ne peut y avoir de concile qu'annuel et présidé par le pape. S'agissant, dans le cas d'une consultation panafricaine, d'une réunion au niveau d'un continent, la notion de concile ne peut être retenue.

Le problème de la nature de cette assemblée n'est pas réglé pour autant. La notion de synode (réunion des évêques), dont la définition est moins stricte, pourrait être retenue. Il existe des synodes provinciaux (ce fut le cas du synode hollandais). Paul VI institua, en outre, les synodes ordinaires tous les trois ans. A Rome, en novembre, se tiendra un synode extraordinaire réunissant les présidents des conférences épiscopales. Dans le cas de l'Afrique, il pourrait s'agir d'un quatrième type de synode, réuni non plus dans le cadre d'une province ecclésiastique (ce fut le cas de la Hollande), ne rassemblant pas seulement des élus des conférences épiscopales (synode ordinaire) ou les présidents de celles-ci (synodes extraordinaires), mais les évêques de tout un continent.

Au-delà des arguties, deux points sont importants dans ce débat sur le « concile africain ». Tout d'abord, l'idée de concile étant écartée, le pape n'a pas voulu pour autant s'engager sur la forme que devra prendre la concertation des évêques africains, car c'est à eux de se mettre d'accord pour décider du cadre de leur réunion. Le projet d'une concertation panafricaine ayant désormais l'accord du pape, il devrait avancer. Or l'idée avait été diversement reçue par les épiscopats africains : certains, comme celui du Zaïre, y étaient favorables, mais d'autres faisaient preuve de réticences. Les déclarations du pape devraient contribuer à donner des arguments à ceux qui, parmi les évêques africains, sont favorables à la tenue de cette assemblée au cours de laquelle serait examinée la vaste question de l'évangélisation en Afrique et des problèmes culturels qu'elle pose. Mais l'Eglise africaine étant loin d'être homogène, les évêques risquent de ne pas se mettre d'accord avant quelque temps.

PHILIPPE PONS.

Dernière étape : le Maroc

Le dialogue avec l'islam

Superficie : 712 000 kilomètres carrés.

Population : 22 400 000 habitants.

Situation religieuse : Près de 98 % des Marocains sont musulmans. La communauté catholique, composée presque exclusivement d'étrangers, comporte 65 000 baptisés, dont moins de 10 % de pratiquants réguliers. Il y a deux diocèses, à Rabat et à Tanger, 97 prêtres (26 diocésains et 71 religieux) dont la majorité (54) sont français, et 406 religieuses. La communauté chrétienne est très cosmopolite, représentant plus de trente nationalités, appartenant, outre à l'Eglise catholique, aux Eglises protestantes, à l'Eglise orthodoxe (du patriarcat d'Alexandrie et du patriarcat de Moscou) et à l'Eglise anglicane.

Les relations œcuméniques entre chrétiens sont bonnes, ainsi que celles, en général, entre chrétiens et musulmans. Il y a une longue tradition de tolérance envers les chrétiens dans ce pays, qui est l'un des plus pro-occidentaux du monde arabe. Les religieuses ont des activités très variées et sont souvent implantées dans les quartiers populaires où elles exercent une profession dans les services d'Etat (infirmières, enseignantes). Les écoles catholiques ne regroupent plus que des jeunes enfants marocains. Dix mille élèves sont répartis dans dix-sept écoles primaires et techniques.

Le prosélytisme envers les musulmans est interdit, et les femmes chrétiennes mariées à des musulmans se trouvent dans une position délicate, sur le plan religieux, certaines gardant des contacts discrets avec des prêtres ou des religieuses. Cependant, dans la lettre qu'il adressa à Jean-Paul II en décembre 1983, le roi Hassan II écrivait : *« L'Eglise catholique continuera, au royaume du Maroc, d'exercer publiquement et librement ses activités propres, en particulier celles relatives au culte, au magistère, à la juridiction interne, à la bienfaisance de ses fidèles et à l'enseignement religieux. (...)*

» Les prêtres, religieux, religieuses et assimilés qui exercent



leurs activités dans les œuvres de l'Eglise — y compris dans les établissements d'assistance et d'éducation — ne seront soumis à aucun impôt du fait qu'ils ne perçoivent pas de salaire. De même, bénéficieront de l'exonération fiscale les édifices du culte et les bâtiments religieux. Afin de subvenir à sa subsistance, l'Eglise est habilitée à recevoir l'aide nécessaire. Le statut ainsi octroyé à l'Eglise catholique comprend, en outre, le droit de créer des associations à but confessionnel, éducatif et charitable, ainsi que le droit de visite aux prisonniers de confession catholique. »

Les deux diocèses de Rabat et de Tanger se retrouvent dans le cadre plus général de la conférence épiscopale, qui regroupe les évêques de Libye, de Tunisie, d'Algérie, du Maroc et de Mauritanie, et qui se réunit deux fois par an.

Des relations diplomatiques

La présence chrétienne au Maroc remonte à la période romaine et a persisté jusqu'à nos jours. Malgré les vicissitudes de l'histoire, il est vrai, comme l'écrit le roi Hassan II dans sa lettre au pape, que *« depuis les temps immémoriaux, un esprit d'entente fraternelle a toujours marqué, dans notre pays, les rapports entre chrétiens et musulmans »*. Dans la période moderne, l'Eglise a eu la sagesse de s'adapter aux changements opérés par la décolonisation. Dès avant 1956, Mgr Amédée Lefèvre, alors archevêque de Rabat, prenait vigoureusement parti pour l'indépendance du Maroc, et l'Eglise s'est définie peu à peu comme se voulant au service du pays qui l'avait accueillie.

Sans doute dans un pays où le souverain est aussi chef religieux, où l'islam est religion d'Etat et la population presque entièrement musulmane — sans parler des atteintes aux droits de l'homme qui heurtent la conscience chrétienne — l'Eglise ne peut être qu'étrangère par ses fidèles. Toutefois, le Maroc et le Saint-Siège ont établi, depuis quelques années, des relations diplomatiques.

Le 2 avril 1980, le roi Hassan II avait rendu visite à Jean-Paul II, à la tête d'une délégation islamique, en sa qualité de président de la Commission *Al Quods* (Jérusalem en arabe). En acceptant de lui rendre la politesse, par l'escale à Casablanca le 19 août — c'est la première fois, en effet, que le pape accepte de se rendre dans un pays à l'invitation d'un chef religieux musulman — Jean-Paul II prouve qu'il est parfaitement conscient du poids croissant de l'islam sur la scène internationale, aussi bien du point de vue religieux que politique.

En Afrique noire, son taux de croissance pendant les cinquante dernières années a été de 235 % ! Et le slogan lancé par les pays arabes dit bien ce qu'il veut dire : *« Un milliard de musulmans en l'an 2000 ! »* Cela explique l'importance de l'escale marocaine de Jean-Paul II. Outre une *rencontre inhabituelle* avec quatre-vingt mille jeunes musulmans, le pape sera reçu au palais royal pour s'entretenir avec le roi, « commandeur des croyants », et « diverses personnalités », dont, sans doute, des représentants palestiniens. Outre la situation générale au Proche-Orient, en particulier celle de la communauté chrétienne du Liban, il sera sûrement question du statut de Jérusalem, dont le Saint-Siège ne cesse de réclamer l'internationalisation, afin de préserver son caractère de ville sacrée pour les *trois religions monothéistes* : l'islam, le christianisme, le judaïsme.

ALAIN WOODROW.

APRÈS LE DISCOURS DU CHEF DE L'ÉTAT SUD-AFRICAIN

Washington et Londres restent hostiles à des sanctions économiques

A Washington et à Londres, l'embarras et la déception manifestés tout de suite après le discours de M. Botha se sont atténués et certains responsables ont affirmé leur espoir en l'avenir. Le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires africaines, M. Chester Crocker, qui donnait la réponse officielle de Washington au discours de M. Botha, s'est déclaré, dans la soirée du vendredi 16 août, en faveur du partage du pouvoir entre Blancs et Noirs pour mettre fin à l'apartheid, *mais il s'est dit opposé* aux sanctions économiques et à un retrait des investissements occidentaux d'Afrique du Sud, ce *« qui ne ferait que porter un coup à la croissance économique de ce pays et, par là même, de l'actuelle et des prochaines générations de Sud-Africains »*.

« Je note avec plaisir que nos plus proches alliés partagent notre ferme sentiment que la croissance économique aidera au processus de réformes » en Afrique du Sud, a ajouté le secrétaire d'Etat adjoint. Faisant allusion à une phrase prononcée par M. Botha, il a indiqué que *« pour les Etats-Unis, franchir le Rubicon, ce n'est pas de savoir s'il faut en finir avec l'apartheid, mais plutôt de savoir comment et quand »*. L'apartheid est *« répugnant »*, a-t-il ajouté, et y mettre fin *« est l'un des principaux objectifs de notre politique »*.

« Aucun d'entre nous [au sein du gouvernement américain] *ne prétend que le progrès économique suffit*, a-t-il dit. *Le vrai problème est politique. »*

« Nous estimons que le discours du président Botha est important », a souligné M. Crocker, relevant que, selon M. Botha, des *« éléments-clefs de l'apartheid — comme le contrôle des mouvements de population — sont au programmes des changements »*.

« Ecrit dans le langage codé d'une culture étrangère », le discours de M. Botha *« n'est pas facile à interpréter et soulève de nombreuses interrogations »*, a-t-il toutefois reconnu.

Il est nécessaire, a poursuivi M. Crocker de, *« développer plutôt que de réduire notre influence* (en Afrique du Sud) *et d'être prêts a en faire usage »*. Si l'Afrique du Sud connaît une période de grande *« tension »*, *« les compromis et la réconciliation dans cette région troublée sont encore possibles »*.

Les Etats-Unis, a-t-il ajouté, devraient éviter de dicter une solution à l'Afrique du Sud en demeurant *« des constructeurs et non des destructeurs »*. M. Crocker a conclu en demandant au gouvernement d'Afrique du Sud de faire preuve *« d'imagination et d'autorité »*.

A Londres, un porte-parole du Foreing Office a indiqué vendredi que le discours de M. Botha n'entraînerait aucun changement de la politique de la Grande-Bretagne à l'égard de Pretoria.

« Des sanctions économiques constitueraient une réponse totalement négative. Il serait inapproprié de se désengager d'Afrique du Sud. Nous devons utiliser notre influence politique et économique pour obtenir des résultats et non pas pour saper le changement », a-t-il dit.

La position de la Grande-Bretagne apparaît nettement en retrait de celles d'autres pays européens qui préconisent une action communautaire concertée pour faire pression sur Pretoria. Ce souhait est notamment celui de la France et des Pays-Bas.

Paris *« espère que les Dix publieront une déclaration »* au sujet du discours du président Botha, a indiqué vendredi le Quai d'Orsay, dans la perspective de la prochaine réunion des directeurs des affaires politiques des dix pays de la Communauté politique européenne et des ambassadeurs accrédités à Pretoria.

Cette réunion, décidée le mois dernier à Helsinki, doit se tenir avant la fin du mois.

Réprobation unanime en Afrique

Même son de cloche à La Haye. Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, a estimé qu'après le discours de M. Botha, il était plus que jamais nécessaire de définir une politique commune des pays du Marché commun à l'égard de la République sud-africaine. Sans exclure d'éventuelles sanctions de son pays, M. Lubbers a indiqué qu'il attendait les résultats du voyage que doit effectuer en Afrique du Sud une délégation comportant le ministre néerlandais des affaires étrangères et ses homologues luxembourgeois et italien.

Dans une déclaration très nuancée, un porte-parole ouest-allemand a à la fois exprimé la *« déception »* du gouvernement de Bonn devant un discours n'annonçant guère de mesures concrètes et son *« espoir »* en la possibilité d'un dialogue. Il a redit l'opposition du gouvernement fédéral à des sanctions économiques, affirmant que ce genre de mesure n'avait jamais été efficace.

Alors que se dessinent les différences d'appréciation entre pays occidentaux, la réprobation est unanime en Afrique. Le chef de l'Etat sénégalais, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a exprimé *« sa profonde indignation et sa grande déception »*. Au nom de l'OUA, il a demandé aux pays occidentaux *« une plus grande compréhension de la juste cause du peuple sud-africain et une assistance accrue sur le plan moral, matériel et diplomatique à leur lutte, afin que soient prises les sanctions économiques obligatoires, seules capables de ramener les tenants de l'apartheid à la raison »*.

Feux croisés contre M. Botha

(Suite de la première page.)

Le dirigeant du principal parti d'opposition, le Parti fédéral progressiste (PFP), M. Van Zyl Slabbert, a d'ailleurs souligné que M. Botha s'était comporté *« en politicien s'adressant au Congrès de son parti plutôt qu'en homme d'Etat donnant sa nouvelle vision des choses au monde »*. Un aspect relevé également par le prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, a estimé qu'il avait *« agi en politicien vénal pour gagner quelques voix »*. L'évêque s'est déclaré très découragé. *« Manifestement*, a-t-il fait remarquer, *le président Botha n'est pas prêt à entamer des négociations pacifiques, et il faudrait un miracle pour que le pays échappe au bain de sang. »*

Levée des ambiguïtés

Une opinion partagée tant par l'extrême-droite, qui est convaincue que les propos du chef de l'Etat accroîtront l'instabilité, que, pour des raisons différentes, par les mouvements anti-apartheid, et notamment le pasteur Allan Boesak, fondateur du Front démocratique uni (UDF), qui qualifie la politique gouvernementale de *« complète banqueroute »*.

Ce que le président Botha a appelé son manifeste a provoqué la déception, le découragement et le désenchantement. *« Il va devenir de plus en plus difficile de persuader les Noirs qui ont perdu leurs illusions qu'ils doivent continuer à user de moyens pacifiques pour aboutir à un changement politique »*, a déclaré le secrétaire général des Eglises sud-africaines (SACC), le révérend Beyers Naude.

A Lusaka (Zambie), le président en exil de l'ANC (Congrès national africain), M. Oliver Tambo, a une nouvelle fois appelé les Noirs à rejoindre *« la lutte pour détruire le Frankenstein monstrueux de l'apartheid ». « Nos objectifs ne sont pas les civils blancs*, a-t-il indiqué, *mais nous devons étendre le combat à un degré tel qu'il sera impossible pour les Blancs d'éviter d'être touchés. »*

Le discours de M. Botha a donc suscité une brassée de critiques de toutes parts. Mais pour beaucoup cette allocution a au moins le mérite de lever certaines ambiguïtés et de remettre les pendules à l'heure de l'apartheid perpétué. Chacun sait aujourd'hui exactement à quoi il faut s'attendre, qu'il s'agisse de M. Ronald Reagan, des chefs d'Etat occidentaux et de leurs ambassadeurs, qui attendent de pouvoir regagner leurs chancelleries respectives. L'espoir mirifique fait place au pessimisme. Rien n'a véritablement changé pour les Noirs, qui continueront à attendre et à se battre, espérant qu'enfin la communauté internationale leur prêtera main-forte.

Jovial et détendu, comme s'il avait joué un bon tour à tout le monde, M. Pieter Botha s'est déclaré *« amusé »* par la *« confusion générale »* créée par sa prestation. *« Laissons-leur le temps d'étudier le discours*, a-t-il déclaré vendredi. *Apparemment, certains ont mal dormi cette nuit. Espérons que la raison triomphera et que la sagesse l'emportera. Nous avons trouvé la voie raisonnable, la voie de la dévotion, la voie de l'acceptation des autres Sud-Africains vivant dans ce pays. C'est aussi la voie par laquelle nous disons au monde que nous n'abdiquerons pas. »*

MICHEL BOLE-RICHARD.

Étranger

Moscou propose la convocation d'une conférence sur « l'utilisation pacifique et la non-militarisation » de l'espace

De notre correspondant

Moscou. – L'Union soviétique a proposé vendredi 16 août la convocation, *« au plus tard en 1987 »*, d'une conférence internationale qui examinerait *« l'utilisation pacifique de l'espace dans le cadre de sa non-militarisation »*. Cette conférence devrait, selon Moscou, aboutir à la création d'un *« organisme spatial mondial »* qui aurait notamment pour mission de veiller *« au contrôle du respect des accords déjà conclus à Venise en vue d'empêcher la course aux armements dans l'espace »*. Cette proposition est contenue dans un message de M. Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des affaires étrangères, adressé au secrétaire général des Nations unies et qui a été rendu public vendredi soir 16 août dans la capitale soviétique.

M. Chevarnadze tranche sur M. Gromyko par son sourire épanoui et sa spontanéité de Géorgien, mais le fil de la diplomatie soviétique apparaît immuable à la lecture de ce document aux lourdes formules juridiques. Tout au plus la « touche » particulière du nouveau ministre, qu'on dit de sensibilité plus « tiers-mondiste » que son prédécesseur, apparaît-elle dans l'accent mis sur la participation des pays en voie de développement à l'exploitation de l'espace par le biais de cet *« organisme spatial mondial »*.

L'exposé des motifs de la démarche soviétique commence par un appel passablement triomphaliste des succès passés, tels que le Spoutnik de 1957 et le vol de Gagarine de 1961. Vient ensuite l'évocation des projets américains de « guerre des étoiles ». *« Il s'agit d'un tournant dans le développement de la civilisation. Ou bien s'ouvrira une ère d'utilisation de grande envergure de l'espace pour le bien de l'homme, ou bien l'espace deviendra une source de danger mortel pour l'homme »*, écrit M. Chevardnadze.

L'Union soviétique exhorte donc tous les Etats, *« surtout ceux qui possèdent un important potentiel dans le domaine spatial »*, à prendre des *« mesures efficaces »* pour empêcher la militarisation de l'espace. L'objectif des Soviétiques est donc de constituer un cadre international contraignant, qui obligerait l'administration Reagan à renoncer à son « initiative de défense stratégique ». M. Chevardnadze insiste en effet à plusieurs reprises sur le fait que la création d'un organisme spatial mondial ne serait possible que si *« la non-militarisation de l'espace était garantie de façon sûre et efficace »*. Le message aux pays en voie de développement et à certaines nations industrielles moyennes est donc celui-ci : si les Etats-Unis abandonnent la « guerre des étoiles », l'URSS est prête à vous faire participer à son propre effort de recherche spatiale pacifique.

La première grande initiative diplomatique de M. Chevardnadze ne manque donc pas d'habileté. Il s'agit d'occuper le terrain lors de la quarantième Assemblée générale de l'ONU cet automne. De nombreux pays, notamment dans le tiers-monde, peuvent être séduits par l'idée d'un organisme qui leur permettrait, au moins théoriquement, d'aborder la technologie spatiale. Cet organisme aurait, en effet, pour tâche d'*« assurer l'accès sans aucune discrimination de tous les Etats aux résultats des réalisations scientifiques et techniques touchant l'exploitation et la domestication pacifique de l'espace »* et, notamment, d'*« apporter une aide multiforme aux pays en voie de développement »* dans ce domaine.

La promesse ne coûte pas cher dans la mesure où il est extrêmement peu vraisemblable que Washington renonce à ses recherches actuelles. L'ensemble de la proposition soviétique constitue donc un « habillage » assez étoffé à l'habituelle demande de Moscou à Washington d'interrompre le programme de la « guerre des étoiles ». L'Union soviétique a déposé une résolution en ce sens à chaque session de l'ONU depuis 1981. La présentation est seulement plus complète et plus chatoyante cette fois-ci.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Espagne

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT BASQUE

M. Ardanza préconise une négociation avec la représentation politique de l'ETA militaire

De notre envoyé spécial

Le statut de Guernica, approuvé par référendum en 1979, a prévu un certain nombre de transferts de souveraineté du gouvernement central de Madrid au gouvernement autonome basque, installé à Vitoria. Dans les domaines les plus divers (emploi, sécurité sociale, recherche, universités, police, tourisme, loisirs, transports, industrie). Ces transferts, qui devaient théoriquement être achevés en 1983, se poursuivent non sans débats et difficultés entre les parties. Le statut de la Sécurité sociale, en particulier, est un grave sujet de controverse. La police autonome basque jouit déjà de certaines prérogatives, jugées très larges par Madrid, et insuffisantes par les Basques. Un thème qui est au cœur de la lutte contre les indépendantistes de l'ETA.

Vitoria. – *« Je crois que le Parti socialiste a toujours été divisé entre une tendance jacobine, franchement hostile à l'autonomie basque, et une autre plus girondine. J'ai voulu renforcer la seconde aux dépens de la première, en montrant aux socialistes qu'une collaboration loyale avec le nationalisme basque était la meilleure solution pour tous. »*

M. José Antonio Ardanza en est persuadé : l'avenir de l'autonomie dans sa région passe par un accord avec la formation au pouvoir à Madrid, quelle qu'elle soit, c'est-à-dire aujourd'hui avec les socialistes.

Cette idée a guidé son action depuis qu'il s'est installé en janvier à la tête du gouvernement autonome basque de Vitoria, nommé par son parti, le PNV, (Parti nationaliste basque). En succédant à ce poste à M. Carlo Garaikoetxea, M. Ardanza, alors peu connu, héritait d'une situation difficile et tendue. Tensions entre la direction du PNV et M. Garaikoetxea, qui entendait échapper au contrôle parfois pesant de son propre parti. Tensions entre le gouvernement régional de Vitoria et le gouvernement central de Madrid, qui s'accusaient mutuellement de toutes les vilenies.

« Brefs espoirs et longues déceptions

Aussi, M. Ardanza décida-t-il de placer son mandat sous le signe de la « décrispation ». Un mot qui convient particulièrement bien à cet homme à l'apparence sereine et placide, à la voix posées et dont le discours se veut avant tout inspiré par le bon sens et la sagesse. Deux qualités il est vrai des plus précieuses pour celui qui se retrouve du jour au lendemain plongé au cœur du drame basque.

M. Ardanza mit rapidement en pratique ses idées de « pacification », puisqu'au lendemain même de son investiture il signait avec les socialistes un « pacte de législature » qui fit grand bruit. Pour mieux expliquer les raisons de cet accord, il effectue un petit retour en arrière :

« L'histoire récente des relations entre le Pays basque et Madrid, dit-il, *est celle d'une succession de brefs espoirs et de longues déceptions. En 1978, la majorité des Basques ont fait le pari d'accepter le statut d'autonomie octroyé par Madrid. Puis le désenchantement est venu. Car cet instrument ne semblait guère opérationnel. Ce n'est qu'en 1980, lorsque nous sommes enfin parvenus à un accord avec Madrid, prévoyant le déploiement de la police autonome basque et la possibilité pour notre région de lever l'impôt, que l'espoir a commencé à renaître. »*

« Il aura été de courte durée, poursuit M. Ardanzas. *A partir du putsch militaire manqué du 23 février 1981, la politique du gouvernement central à l'égard des régions est devenue beaucoup plus restrictive. Les banques ont alors commencé à perdre confiance tant dans leurs interlocuteurs de Madrid que dans le statut d'autonomie. La victoire des socialistes aux élections législatives de 1982 a créé une certaine expectative dans notre région. Mais il est devenu rapidement évident que les partisans des thèses centralistes avaient réussi à imposer leurs vues en sein du Parti socialiste. Il y eut alors radicalisation – de part et d'autre il est vrai – et, à la fin de 1984, les relations entre Madrid et Vitoria étaient au plus bas. »*

Le PNV se rendait alors compte, estime M. Ardanza, que cette situation lui était préjudiciable. *« Nous ne pouvions espérer obtenir plus de pouvoirs politiques pour notre région, alors qu'il s'agit là, précisément, de l'objectif principal d'un parti nationaliste. De plus, cette situation favorisait les partisans de l'ETA, qui nous traitaient d'ingénus pour avoir accepter le statut d'autonomie octroyé par Madrid. Il était donc urgent de débloquer la situation. »*

M. Ardanza n'en reconnaît pas moins que l'entente est encore loin d'être parfaite avec les socialistes. *« J'ai souvent le sentiment que le gouvernement de Madrid agit au Pays basque en fonction de la conjoncture, sans vision d'ensemble. Pourtant, on peut difficilement aspirer à résoudre le problème basque si l'on s'en tient à de simples préoccupations à court terme, électorales ou autres. Prenez l'exemple de la police autonome : j'ai proposé maintes fois à Madrid, mais sans succès, d'élaborer un plan à trois ou quatre ans, prévoyant son déploiement échelonné. Mais les socialistes ne veulent pas d'accord à long terme ; ils préfèrent manœuvrer au jour le jour, suivant les considérations politiques du moment. »*

La défiance mutuelle n'a pas disparu entre socialistes et nationalistes basques. M. Ardanza en est conscient et s'irrite plus particulièrement de l'accusation d'« ambiguïté » que le gouvernement de Madrid adresse encore au PNV.

La violence ? Un « message patriotique »

« Peu importe si les nationalistes basques rêvent parfois d'indépendance au fond de leur cœur, réplique-t-il. *On ne peut pas condamner quelqu'un pour ses sentiments. Ce qui importe, c'est que notre parti ait clairement accepté les règles du jeu constitutionnel. Tout comme les socialistes à Madrid ont accepté les règles du jeu de la monarchie : est-ce que nous leur demandons si, au fond de leur cœur, ils ne se sentent pas plutôt républicains ? »*

« D'ailleurs, poursuit notre interlocuteur, *nous pourrions également demander au gouvernement de Madrid de dissiper ses propres ambiguïtés à propos du problème basque. Les socialistes croient-ils réellement au droit des régions à l'autonomie ? Croient-ils réellement qu'il existe dans ce pays certaines régions comme la nôtre dont l'histoire justifie une autonomie plus profonde ? Je ne suis pas sur que tous pourraient répondre par l'affirmative à ces questions. »*

S'il est un problème qui suscite toujours de grandes susceptibilités entre Madrid et Vitoria, c'est bien celui de l'ETA et de la violence. Chacune des deux administrations fait un diagnostic différent. *« On ne peut parler dans notre région d'un terrorisme du type de celui des Brigades rouges en Italie ou de la bande à Baader en Allemagne,* souligne M. Ardanza. *La violence au Pays basque se veut message patriotique et nationaliste et non pas marxiste révolutionnaire, ce qui lui assure l'appui d'un secteur non négligeable de l'opinion publique. Toute stratégie qui n'implique pas la perte de cet appui est vouée à l'échec. »*

M. Ardanza est-il pour autant, comme son prédécesseur, en faveur d'une négociation avec l'ETA militaire ? Il répond sans hésitation par la négative. *« Toute négociation politique ne peut avoir lieu qu'avec des formations qui ont fait preuve de leur représentativité devant les électeurs. L'ETA, elle, n'a fait preuve que de sa force militaire. Si nous acceptons de négocier avec elle pour cette seule raison, il faudrait aussi accepter demain à Madrid de négocier avec les militaires ! Le Pays basque n'a que faire de messie. Nous pouvons au plus discuter avec l'ETA les problèmes techniques comme la libération des prisonniers ou les garanties de sécurité pour ceux qui abandonnent les armes. »*

Pour M. Ardanza, la seule *« négociation politique »* possible doit avoir lieu avec Herri Batasuna, la coalition qui se présente aux élections en défendant les mêmes thèses que l'ETA militaire et qui obtient régulièrement 15 % des voix. Ses élus refusent toutefois de siéger au Parlement tant à Madrid qu'à Vitoria.

« Que ceux qui affirment vouloir l'indépendance viennent exposer leurs thèses au Parlement basque, souligne M. Ardanza. *Qu'ils viennent défendre concrètement la viabilité de leurs grandes idées ! Nous pourrons alors leur expliquer que ce n'est pas avec 15 % des voix que l'on peut prétendre imposer ses propres règles du jeu. Le peuple basque n'a pas lutté pendant quarante ans contre la dictature pour accepter qu'une minorité lui impose à nouveau ses vues. »*

Propos recueillis par
THIERRY MALINIAK.

A travers le monde

Etats-Unis

● UN PLAN CONTRE LE TERRORISME EN AMÉRIQUE CENTRALE. – Le département d'Etat a proposé un plan de 53 millions de dollars pour lutter contre le terrorisme en Amérique centrale, à la suite de l'assassinat de six Américains au Salvador, en juin, rapporte samedi 17 août, le *Washington Post*. Ce projet confidentiel prévoit, selon le journal, 27 millions d'aide militaire et 26 millions de crédits destinés à la formation de policiers au Salvador, au Honduras, au Costa-Rica, au Guatemala et au Panama. S'il est approuvé par M. McFarlane, conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, ce plan pourrait être soumis au Congrès en septembre. – *(AFP.)*

Gabon

● LIBÉRATION DES SIX DERNIERS DÉTENUS POLITIQUES. – Le président Bongo a annoncé vendredi 16 août la libération des six derniers détenus politiques du pays. Dans son discours à la nation, prononcé à la radio et à la télévision, à la veille du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance, M. Bongo a dit avoir décidé de *« pardonner, une fois encore, une fois de plus, à ceux qui se sont égarés ». « Amnesty International et la Ligue des droits de l'homme ne pourront plus dire qu'il y a des détenus politiques au Gabon »*, a ajouté le chef de l'Etat. Les six détenus, se réclamant du mouvement de redressement national (Morena, interdit), avaient été arrêtés en novembre 1982. Il s'agit de MM. Simon Oyonaba, Jean-Baptiste Nguema Metogue, Michel Owono, Jean-Pierre Nzgue Nguema, Jean-Marc Eko et Noël Ngoua Nguema. – *(AFP.)*

Inde

● ATTENTAT DANS L'ÉTAT D'ASSAM. – Trois personnes ont été tuées et quatre autres blessées lors de l'explosion d'une bombe, jeudi 15 août dans la soirée à Tezpur, près de Gauhati, capitale de l'Assam (nord-est de l'Inde), a annoncé vendredi l'agence indienne de presse PTI, citant des sources policières. D'autre part, l'annonce d'un accord conclu jeudi à New-Delhi entre le gouvernement indien et des représentants de la campagne en Assam contre les immigrés a été accueillie avec joie à Gauhati *(le Monde* du 16 août). – *(AFP.)*

Pakistan

● RAPATRIEMENT DU CORPS DE SHAH NAWAZ BHUTTO. – La dépouille mortelle du fils de l'ancien président du Pakistan, décédé le 18 juillet à Cannes, sera transférée lundi dans ce pays, a indiqué vendredi 16 août, à Cannes, l'avocate de la famille, Mᵉ Granier-Zarrabi. Elle a précisé que, les formalités administratives étant achevées, le corps sera transféré vers Karachi via Zurich. La sœur de la victime, Mˡˡᵉ Bénazir Bhutto, devrait emprunter le même avion. Les obsèques seront célébrées dans les jours suivants au village natal de Shah Nawaz Bhutto, près de Larkana (sud-ouest du Pakistan). Une autopsie a été pratiquée. Ses résultats n'ont pas été divulgués, mais l'on a appris de bonne source que le cadavre présentait des symptômes de décès par asphyxie.

● DEUX EXPLOSIONS FONT QUINZE MORTS. – Quinze personnes ont été tuées et quarante-quatre autres blessées par l'explosion de deux bombes, mercredi 14 août, dans la ville de Sadda, près de la frontière afghane, a-t-on appris vendredi de source autorisée *(nos dernières éditions du 17 août)*. Plusieurs bâtiments et véhicules ont été détruits par les explosions, pour lesquelles les autorités n'ont pas encore donné d'explication. Mais selon le quotidien *Machrik*, contrôlé par le gouvernement, l'hypothèse d'un sabotage n'est pas exclue. Plusieurs réfugiés afghans figurent parmi les victimes. La première bombe a détruit un autocar qui s'apprêtait à quitter la ville pour Peshawar et incendié un réservoir de pétrole situé à proximité. Douze minutes plus tard, une autre explosion s'est produite sur un marché dont plusieurs échoppes, notamment des magasins d'armes, ont pris feu. – *(Reuter.)*

URSS

Gendre d'Alexis Kossyguine

M. GVICHIANI DEVIENT PREMIER VICE-PRÉSIDENT DU GOSPLAN

Moscou *(AFP)*. – Un avocat de la modernisation de l'économie soviétique, âgé de cinquante-sept ans, M. Germen Gvichiani, a été nommé premier vice-président du Comité du Plan, l'organisation chargée de l'ensemble de la planification en URSS. Les observateurs estiment qu'il s'agit d'un nouveau pas dans la mise en place de personnalités plus jeunes à des postes de responsabilité par Mikhaïl Gorbatchev.

Cette nomination est intervenue *« il y a un mois »*, selon le département du protocole du Gosplan, qui l'a confirmée le vendredi 16 août à l'AFP.

[D'origine géorgienne, M. Gvichiani était le gendre de l'ancien président du Conseil des ministres d'URSS, Alexis Kossyguine, vice-président, depuis 1965, du Comité d'État pour la science et la technologie ; il a, à ce titre, beaucoup voyagé à travers le monde. Il avait, antérieurement, effectué des stages à l'université de Harvard aux Etats-Unis. Outre ses compétences en matière de coopération scientifique et technique avec l'étranger, M. Gvichiani est également un spécialiste des problèmes de gestion économique – auxquels il a consacré un livre où sont évoqués les travaux des économistes américains.

Sa nomination au Gosplan attire d'autant plus l'attention que les travaux de cet organisme ont été récemment critiqués par M. Gorbatchev. Le président du Gosplan, M. Baibakov, âgé de soixante-quatorze ans, occupe ses fonctions depuis plus de vingt ans.]

Assassinat d'un Français soupçonné de participer à la lutte clandestine contre l'ETA

De notre correspondant

Madrid. – L'un des protagonistes supposés de la « guerre sale » menée au Pays basque contre l'ETA militaire par des groupes d'extrême droite, M. Clément Perret, de nationalité française, âgé de quarante-six ans, a été assassiné, le vendredi 16 août, à Castellon-de-la-Plana, au nord de Valence. Après M. Joseph Couchot, abattu en novembre 1984 à Irun, c'est le second citoyen français soupçonné de collaborer à la lutte clandestine contre l'ETA qui est tué en Espagne.

M. Perret était en train de déjeuner avec son frère Gilbert dans le restaurant dont il est propriétaire lorsque, vers 15 heures, deux inconnus ont fait irruption dans le local et ont tiré à plusieurs reprises dans sa direction, avant de s'enfuir dans une voiture ayant une plaque française. Il est mort sur le coup. Son frère n'a pas été atteint.

Le nom des frères Perret a été cité avec insistance depuis l'apparition au Pays basque espagnol, à la fin des années 70, des premiers groupes d'activistes décidés à mener par des méthodes expéditives la lutte contre l'ETA ; le Bataillon basque espagnol d'abord et le GAL (Groupe antiterroriste de libération) ensuite. L'un des rares membres jamais arrêtés et condamnés en France pour ces activités, M. Maxime Szonek, reconnu coupable en 1980 de l'assassinat d'un réfugié basque, avait affirmé à la justice française que le numéro de téléphone des frères Perret à Castellon était celui d'un de ses « contacts » en Espagne.

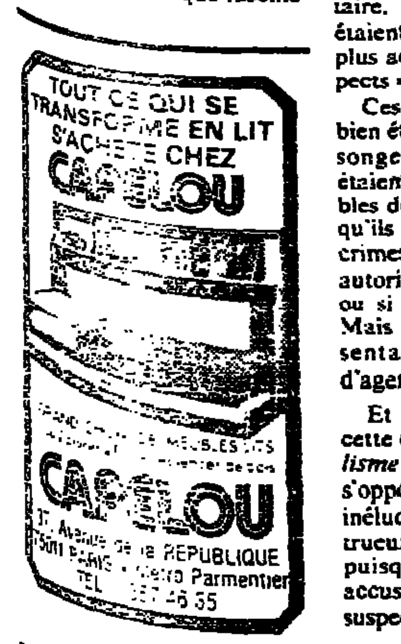
La possible participation des frères Perret a ensuite été évoquée dans le mitraillage en novembre 1980 d'un bar de Hendaye fréquenté par des réfugiés basques. Cette action fit deux morts. Les trois auteurs présumés de l'attentat devaient ensuite franchir la frontière française et être mis en liberté du côté espagnol, sur l'ordre des services du commissaire Ballesteros, principal responsable à l'époque de la lutte antiterroriste. Ce dernier a précisément été condamné à trois ans de suspension de fonction par la justice espagnole, en mai, pour s'être refusé à révéler les noms des trois inconnus.

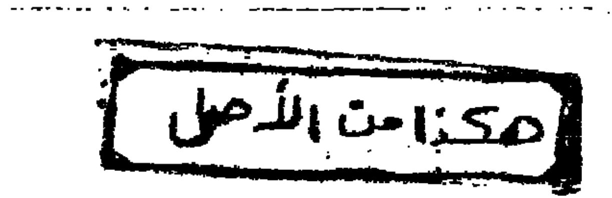
Les frères Perret étaient-ils en cheville avec certains services de la police espagnole ? Ils semblent qu'ils furent effectivement en contact avec le commissariat général à l'information, chargé de la lutte antiterroriste, à l'époque où celui-ci était dirigé par le commissaire Roberto Conesa, à la fin des années 70. Son principal « bras droit », le commissaire Antonio Gonzalez Pacheco, était personnellement lié aux frères Perret. Plus récemment, ces derniers semblaient être en rapport suivi avec certains membres supposés du GAL, dont M. Mohamed Khiar, soupçonné d'avoir participé à plusieurs attentats au nord des Pyrénées, et qui fut arrêté, puis relâché, pour vice de forme, par la justice française.

Les activités des frères Perret sont d'ailleurs amplement détaillées et commentées, depuis plusieurs années, par la presse espagnole. Rien d'étonnant si, dans ces conditions, ils étaient devenus une cible de tout premier plan pour l'ETA militaire !

Th. M.

● *Trois véhicules français incendiés à Saint-Sébastien.* – Trois voitures immatriculées en France ont été incendiées dans la nuit du jeudi 15 au vendredi 16 août à Saint-Sébastien, sans faire de victime, mais provoquant la destruction totale des véhicules, a annoncé la police locale. *(Nos dernières éditions datées 17 août).*





Les premiers dirigeants socialistes de Pologne se confessent

Qu'est-ce qui faisait « courir » les premiers responsables de la Pologne socialiste, mis en place par l'Union soviétique ? La vanité ? La peur ? Un nationalisme dévoyé ? Tout cela à la fois, sans doute. C'est ce qui ressort d'un ouvrage publié récemment en Pologne par une maison d'édition clandestine alors qu'il avait été commandé à Teresa Toranska par un éditeur officiel... Mais c'était en 1980, et la jeune femme, alors journaliste dans un hebdomadaire aujourd'hui dissous, avait soumis son projet à la maison d'édition Iskra, qui lui versa même une avance sur droits d'auteur. C'est forte de cette commande officielle — à cette « folle » époque, presque tout semblait possible en Pologne — que la jeune femme entreprit de convaincre les anciens dirigeants staliniens encore en vie de livrer leur témoignage. Le livre est donc fait d'une série d'entretiens recueillis au cours de très nombreuses rencontres, avec divers personnages qui occupèrent de hautes, et parfois de très hautes fonctions, entre 1944 et 1956. En décembre dernier, le manuscrit fut remis au « commanditaire » qui, comme on pouvait s'y attendre, n'a pas donné suite. Le livre a donc été publié, quelques mois plus tard — en l'absence de l'auteur qui se trouvait à l'étranger, — par un éditeur concurrent... et illégal.

J. K.

Une ingénue chez les vieux « stals »

Ils étaient les hommes les plus mystérieux, les plus redoutés, les plus détestés aussi de leurs « victimes » : la première génération de dirigeants communistes, ceux qui avaient importé d'URSS le nouveau régime, ou plutôt ceux qui avaient été chargés de le mettre en place. Arrivés en Pologne en 1944, dans les bagages de l'armée rouge et du NKVD (la police secrète soviétique), ils avaient exercé le pouvoir jusqu'à la mort du stalinisme. Ces vieux messieurs s'apprêtaient, vingt-cinq ans plus tard, à disparaître avec tous leurs secrets, quand une jeune femme eut le toupet d'aller leur faire raconter leur étrange aventure.

Une entreprise qui, en d'autres circonstances, aurait été vouée à l'échec, car chez « ces gens-là » on ne parle pas, surtout pas à une jeune personne qui se présente ouvertement comme « de l'autre bord », anticommuniste, catholique, et vous somme de rendre des comptes devant l'histoire avec un mélange de fausse ingénuité et de vraie agressivité.

Le moment, pourtant, était favorable. 1980 et 1981 ne furent pas seulement les années de Solidarité, mais aussi celles d'un formidable retour du pays sur soi-même, sur son histoire, sur le non-dit. Sans doute ces hommes voulurent-ils saisir cette occasion de réhabiliter leur passé à eux — la dernière occasion. Certains, entre-temps, sont morts, comme Jakub Berman, ancienne éminence grise du régime, responsable, entre autres, de l'idéologie, de la culture, des affaires étrangères, de la sécurité, et donc de la police politique, et qui s'impose comme la grande figure de ce livre. Il est mort en avril 1984.

L'auteur dut pourtant surmonter bien des réticences. Ces vieux messieurs qui avaient fait trembler tant de leurs compatriotes avaient peur à leur tour — ils n'avaient d'ailleurs sans doute jamais cessé d'avoir peur, y compris au pouvoir. Edward Ochab — qui précéda Gomulka au poste de premier secrétaire du parti, n'accepta de parler que dans le secret d'une forêt — et le moindre pic-vert le faisait sursauter. Berman, lui, ne donna son accord qu'après la proclamation de l'état de guerre, sentant peut-être que le temps, décidément, pressait, que tous les fils se coupaient.

Le résultat est un livre exceptionnel, intitulé tout simplement *Eux*, et dont on se demande à chaque instant comment il a été possible, d'autant que presque tous ces entretiens ont reçu, une fois transcrits sur le papier, l'agrément des intéressés.

Son intérêt n'est pas seulement historique et anecdotique. On y trouve largement de quoi satisfaire l'appétit de ceux que fascine toujours l'examen des ressorts psychologiques des dirigeants communistes. Une mentalité que des écrivains comme Koestler ont explorée avec brio — mais qui apparaît ici à l'état brut.

De quel bois, ou de quel marbre, étaient donc faits ces hommes, ou du moins quels principes élémentaires guidaient leur action ? Le point commun le plus immédiatement apparent, c'est une sujétion totale à l'URSS, à Staline et à ses représentants. C'est Staline qui prend personnellement toutes les décisions, qui choisit les hommes qu'il placera à la tête des différents pays socialistes, c'est lui qu'on consulte sur toutes les décisions importantes. Et c'est parce qu'il a des habitudes nocturnes qu'il commence à travailler vers 18 heures jusque tard dans la nuit, qu'en Pologne — comme bien sûr dans tous les autres pays de l'Est — les principaux dirigeants restent vissés à leur bureau jusqu'à 1 heure du matin dans l'attente d'un éventuel coup de téléphone du maître.

Les conseillers soviétiques

C'est Staline qui charme *(voir ci-contre)* et qui terrorise, et c'est donc auprès de lui qu'il faut tenter sa chance quand on veut espérer influencer une décision, plaider parfois l'intérêt de son pays — car ces hommes étaient persuadés d'agir pour le bien de leur pays. Pour eux, il n'y avait tout simplement pas d'autre voie que celle de l'obéissance totale à celui qui était le plus fort, tout comme son pays était le plus puissant.

Le « réalisme », c'était d'aller dans le sens de l'histoire, et l'histoire allait dans le sens de l'URSS. Tout le reste n'étant qu'« enfantillages », le terme revient sans cesse dans la bouche des anciens dirigeants, mais aussi, par parenthèse, dans celle des dirigeants d'aujourd'hui.

Fascination et sujétion qui s'accompagnent en fait, on s'en aperçoit très vite, d'une haine profonde. Ces hommes — qui pour certains avaient adopté dès 1939 la nationalité soviétique alors que leur pays venait d'être partagé entre Hitler et Staline — se considéraient en effet, à leur manière, comme des patriotes. Ils se méfiaient de ceux qui, parmi eux, étaient soupçonnés d'être de purs agents (polonais) des Soviétiques, recrutés dès avant la guerre pour certains, plus tard pour d'autres — et le processus se poursuit peut-être aujourd'hui, remarque Berman.

Il y a de plus les fameux « conseillers » soviétiques, présents dans toutes les administrations, mais avant tout dans la police politique et surtout dans les services du renseignement militaire, dont on apprend ici qu'ils étaient les plus impitoyables, les plus acharnés à envoyer les « suspects » en prison ou à la potence.

Ces confidences laissent une bien étrange impression, quand on songe que ceux qui les font étaient, théoriquement, responsables de la police et de la sécurité, qu'ils savaient parfaitement quels crimes étaient commis sous leur autorité, et qu'ils n'ont rien fait — ou si peu — pour les empêcher. Mais eux-mêmes avaient peur, se sentaient surveillés, entourés d'agents et d'espions divers.

Et puis, là encore, il y avait cette étrange conception du « *réalisme* » qui commande de ne pas s'opposer au plus à ce qui semble inéluctable, même si c'est monstrueux. Comment agir, d'ailleurs, puisqu'à l'époque, dès qu'une accusation était portée contre un suspect (espion, trotskiste, etc), il ne s'agissait pas de démontrer sa culpabilité, mais d'essayer de prouver son innocence...

Toutes ces bonnes raisons donnent des résultats proprement aberrants : en 1949, l'UB (la police politique) arrêta — après bien d'autres — les membres d'un réseau de résistance, le Zegota, « coupable » d'avoir, pendant l'occupation allemande, tenté, parfois avec succès, de sauver des juifs de l'extermination. Or le responsable de l'UB au sein du bureau politique, Berman, était juif (son propre frère était membre du *Zegota*), et tous les chefs de l'UB, pratiquement sans exception, étaient des juifs qui s'étaient réfugiés au début de la guerre en URSS ou s'y trouvaient déjà (ce fut d'ailleurs l'un des ressorts de la campagne dite « antisioniste » de 1968).

Mais, pour Berman comme pour les autres, parfaitement conscients de la vague antisémite qui commençait alors à déferler sur l'Union soviétique et dans le cerveau de plus en plus paranoïaque de Staline, il n'était pas question de broncher — sous peine d'aggraver une situation déjà délicate, de nourrir les soupçons... *« C'étaient des gens d'une exceptionnelle noblesse*, explique Berman [ils ont tous été « réhabilités » en 1956]. *Mais, comprenez-moi, je commençais à comprendre ma propre situation et les sentiments de Staline à mon égard. J'estimais que si je me mêlais de certaines choses, si je m'opposais aux conseillers soviétiques, Staline recevrait des rapports sur mon comportement. J'avais le choix entre démissionner ou manœuvrer... »*

Ces manœuvres, Berman et les autres s'y sont essayés, non sans quelques succès. Ne soulignent-ils pas, à juste titre, que les années noires (les leurs) furent sensiblement moins sanglantes en Pologne que dans d'autres pays de l'Est ? Berman s'efforçait ainsi — mais parfois en vain — que les victimes ne soient condamnées qu'à la prison (tout acquittement était évidemment impensable) et non au poteau, pour préserver l'avenir.

Le maïs de Khrouchtchev

Il y eut bien d'autres exemples de « petites » résistances, parfois risquées : ainsi Ochab, alors premier secrétaire du parti en Silésie, tenta-t-il, en vain, bien sûr, de s'opposer à un allongement du temps de travail des mineurs, censé permettre un accroissement des livraisons (gratuites) de houille à l'URSS.

Il fallait aussi une certaine forme de courage pour s'abstenir lorsque le bureau politique vote sur une *« proposition de rebaptiser Katowice en Stalingrad »*.

De même, lorsque — Staline étant déjà mort — Khrouchtchev vient en Pologne, en 1954, avec un seul mot à la bouche : le maïs. C'est sa marotte, il veut qu'on en plante partout. Pas question, évidemment, de s'y opposer, de dire que, vu le climat polonais, l'idée est idiote. Mais tout en approuvant avec enthousiasme, on fait discrètement en sorte de limiter les dégâts. Les nouveaux ensemencements figureront au plan, mais guère dans la réalité...

Mais c'était déjà une autre époque et aussi un autre maître. Du temps de Staline, et sur les sujets importants, toute opposition était vouée à l'échec — Gomulka en fit l'expérience quand il voulut tenter de s'opposer à la création du Kominform, en 1948.

Gomulka — le héros de 1956 — ne figure pas parmi les personnes interrogées par l'auteur. Il était déjà gravement malade et refusait tout contact. Mais à travers les souvenirs de ses anciens camarades — et ennemis politiques, car ils étaient au pouvoir quand lui était en résidence surveillée, on en apprend beaucoup sur les points forts et les limites du personnage. Un personnage pour lequel les vieux « staliniens » n'ont guère d'indulgence, car il avait péché par présomption. N'avait-il pas cru possible de s'opposer à l'Union soviétique, avant, effrayé par sa propre audace, de revenir bien vite sur toutes les promesses de 1956 ?

Des élections truquées

Car les héros du livre, eux, restent persuadés d'avoir eu raison. Il y eut des crimes, des erreurs, des injustices et des souffrances terribles. Mais ils ne regrettent rien et continuent à voir le monde en noir et blanc, en prolétaires et capitalistes, internationalistes et impérialistes (un seul d'entre eux, Stefan Staszewski, ancien premier secrétaire du parti à Varsovie, a rompu avec le parti).

Qu'on ne leur parle donc pas de démocratie bourgeoise, ou d'élections libres. L'essentiel, c'est le pouvoir, et, quand on l'a, c'est un devoir de le conserver. Ainsi, Berman explique sans fard comment les élections de 1945 ont été truquées : *« Et alors*, ajoute-t-il. *C'était ça ou remettre le pouvoir à d'autres et il n'en était pas question, il n'en est toujours pas question. Maintenant non plus nous ne pouvons pas organiser d'élections libres, encore moins maintenant qu'il y a dix ou vingt ans, car nous les perdrions. »* Aveu de faiblesse, ou foi en la seule vertu de la force, comme on voudra.

Ces étranges personnages, en tout cas, ne laissent pas indifférents. Celle qui a recueilli leurs « confessions » et reste sans indulgence pour leurs actes ne peut dissimuler aujourd'hui une sorte de tendresse à leur égard. Berman, dont le seul nom faisait frémir toute une génération de Polonais, restera aussi, pour elle, ce vieillard droit et digne, si cultivé, si bien élevé, qui, après chaque entretien, la raccompagnait avec une exquise politesse et qui en lui parlant semblait regarder autre chose.

JAN KRAUZE.



UN EXTRAIT DE L'ENTRETIEN AVEC JAKUB BERMAN

Quand Molotov dansait avec le responsable de la police polonaise

« Staline était un homme plein de charme, qui savait faire preuve de beaucoup de cordialité, et même d'attentions, à l'égard de ceux avec lesquels il allait travailler. Ainsi, quand nous revenions de nos vacances en Crimée, il nous demandait toujours en détail si notre famille était satisfaite, si nous nous étions bien reposés (...). Il posait des questions simples, humaines, qui touchent l'interlocuteur et le rapprochent de soi.

— *Les dîners commençaient à 10 heures du soir ?*

— Ils commençaient tard et duraient jusqu'au matin. Il y avait des plats exquis et beaucoup de bonnes choses à boire. Je me souviens d'un excellent rôti d'ours. Bierut (alors premier secrétaire du parti polonais) était toujours assis à côté de Staline, et moi à côté de Bierut. Staline portait des toasts (...), puis il mettait des disques, en général de la musique géorgienne, qu'il adorait. Une fois, c'était sans doute en 1948, j'ai dansé avec Molotov. (Rire.)

— *Voulez-vous dire : avec Mme Molotov ?*

— Non. Mme Molotov n'était pas là, elle était détenue dans un camp. J'ai dansé avec Molotov : une valse je crois, quelque chose de très simple. Je ne sais pas danser, je bougeais seulement les pieds en mesure.

— *Vous faisiez la femme ?*

— Oui, c'est Molotov qui conduisait la danse ; moi, je n'aurais pas su (...).

— *Et Staline dansait avec qui ?*

— Staline ne dansait pas. Il s'occupait du gramophone, considérant que c'était son devoir de maître de maison. Il ne s'en éloignait jamais. Il mettait des disques et il nous regardait danser.

— *C'était gai ?*

— Gai, mais il y avait une tension interne.

— *Vous ne vous amusiez pas vraiment, en fait...*

— Staline s'amusait vraiment. Pour nous, c'était l'occasion de nous dire discrètement ce qu'on ne pouvait exprimer à voix haute. Molotov me mit alors en garde contre une infiltration par diverses organisations hostiles.

— *Il vous menaçait ?*

— Non, cela s'appelait une mise en garde amicale. Il profitait des circonstances, à moins qu'il ne les ait suscitées lui-même (c'est lui qui m'avait invité à valser), pour laisser tomber quelques mots qui pouvaient me rendre service. J'ai écouté sans rien lui répondre.

— *Il y avait aussi des femmes ?*

— Jamais. Dans l'entourage de Staline, on ne rencontrait pas de femmes. Ces choses-là se réglaient avec une exceptionnelle discrétion et ne sortaient pas du cercle des plus intimes. Staline veillait soigneusement à ce qu'on ne puisse faire courir aucune rumeur sur son compte. Les rumeurs sont toujours dangereuses (...) ; Staline voulait paraître parfaitement irréprochable.

— *Le service était fait par des soldats ?*

— Quand j'étais là, par des serveuses, habillées normalement. Une fois, une fille assez grande, qui était en train de servir le thé, s'est arrêtée auprès de nous pour disposer les couverts. Nous étions trois, et alors Staline explosa : qu'est-ce qu'elle a à écouter ce que nous disons ? Un frisson m'a parcouru, car tout d'un coup j'ai vu Staline sous un autre aspect. Une serveuse, c'est-à-dire une personne qui avait été contrôlée mille fois avant d'être admise à l'approcher directement, une personne sûre à tous égards, pouvait susciter en lui une telle explosion de méfiance. Je me dis que c'était sans doute quasi pathologique.

[*Dans un autre passage, Berman est interrogé sur le sort de Mme Molotov, qui était juive et avait été arrêtée dans le cadre de la lutte contre le « cosmopolitisme ». Molotov, lui, eut la chance de garder son poste.*]

— *Et il n'a pas aidé sa femme ?*

— Il l'a aidée en ceci qu'on l'a envoyée dans un camp, car elle aurait aussi bien pu perdre la vie, n'est-ce pas ? On l'a apparemment poussé au divorce, car il a divorcé ; mais, après la mort de Staline, quand elle est rentrée à Moscou, ils ont vécu ensemble jusqu'à la fin de sa vie. »

[*Sa vie à elle... Molotov, ministre des affaires étrangères au temps du pacte germano-soviétique, puis pendant de longues années un des principaux membres du bureau politique, est lui toujours en vie, et il a été récemment réintégré dans le parti, dont il avait été exclu à l'époque de la déstalinisation.*]

PAYS-BAS

Finie la contrition

A trop se garder du chauvinisme, les Néerlandais finissaient par tout admettre de certains étrangers venus leur faire la leçon, tournant en dérision les vertus dont on crédite généralement ce pays. Mais cette fois c'en est trop : ils se rebiffent

De notre correspondant

La Haye. — Le nationalisme cocardier n'est guère coté aux Pays-Bas. Dans les milieux intellectuels, on semblait même, jusqu'à ce jour, prendre un plaisir quelque peu masochiste lorsqu'un de ces auteurs étrangers installés de longue date aux Pays-Bas faisait, à l'occasion d'un livre ou d'un article, l'inventaire des préjugés ancrés dans ce pays et dressait du Néerlandais un portrait peu aimable : égoïste, xénophobe, matérialiste, pingre, voire dernièrement un peu négligent dans le domaine de l'hygiène personnelle... Les auteurs de ces diatribes pouvaient être assurés d'un accueil enthousiaste dans la presse néerlandaise.

Le sociologue américain Derek Phillips, professeur à l'université d'Amsterdam depuis douze ans et auteur d'un ouvrage de cette veine, vient cependant de découvrir que les temps ont changé. Finie la contrition. Son livre a été accueilli par un tir groupé de la critique et le colibet d'un présentateur de télévision très *« dans le vent »*.

D'où vient cette volte-face ? Les commentateurs interrogés n'ont pas encore mis de l'ordre dans leurs pensées sur ce phénomène qui, disent-ils, les préoccupe beaucoup. L'un d'entre eux avance tout de même une théorie : M. Phillips aurait heurté la sensibilité néerlandaise par le simple fait qu'il est américain, et donc suspect de vouloir s'ériger en donneur de leçons.

Son prédécesseur dans le genre néerlandophobe a pour lui, en revanche, l'avantage d'être européen et plutôt de gauche. Il s'agit de M. José Rentes de Carvalho, professeur, lui aussi, à l'université d'Amsterdam (en langue et littérature portugaises), qui s'était auto-exilé à Amsterdam pendant la dictature portugaise à laquelle mit fin la « révolution aux œillets ». Ces deux principaux pourfendeurs des mythes néerlandais ne devaient plus quitter la capitale, justement parce que l'on y trouve une authentique atmosphère cosmopolite qui fait tellement défaut dans les autres villes de leur pays d'adoption.

Médiocres, grégaires, veules

M. Rentes de Carvalho, ce travailleur intellectuel immigré qui a abandonné tout espoir de s'intégrer jamais au peuple néerlandais, était interrogé récemment, à l'occasion de la parution — la énième réédition — de son livre *Là où habite un autre Dieu*.

« Prenez par exemple cette médiocrité, qui, aux Pays-Bas est élevée en vertu, dit-il. *On chérit le sacro-saint juste milieu à tel point que celui qui tente d'en sortir risque de se faire dévorer par la meute. »* L'interviewer acquiesce docilement, plaint M. Rentes de Carvalho, contraint de vivre dans un pays où l'esprit grégaire est la norme absolue, et le remercie de lui avoir accordé cet entretien.

Il en alla tout autrement lorsque l'Américain déversa dans son livre *grosso modo* la même bile que son co-exilé portugais. Il n'a pas, il est vrai, le charme du Méridional ni la chance d'éveiller un complexe de culpabilité envers un pays pauvre, chez ses interlocuteurs nordiques et nantis.

Les deux hommes font flèche de tout bois. Rien n'y résiste, pas même l'image de tolérance que se sont forgée les Pays-Bas. M. Rentes de Carvalho affirme avoir, plus d'une fois, essuyé des remarques antisémites quand on le prenait pour un juif portugais, dont il subsiste une communauté importante à Amsterdam.

Quant à M. Phillips, il prétend qu'on a attribué à tort à une politique de mœurs particulièrement tolérante le développement de la pornographie aux Pays-Bas, qui ne relève, selon lui, que de la veulerie des autorités. L'Américain paraît d'ailleurs choqué par les devantures des supermarchés du sexe d'Amsterdam et souhaitait, lors d'un débat télévisé, qu'Amsterdamois et touristes soient enfin protégés de ces *« agressions »*. Jugement de conservateur ? L'étiquette n'a guère de sens dans ce pays, et le secrétaire d'État chargé de la condition féminine, qui participait à la même émission, conseilla simplement à M. Phillips de détourner ses chastes regards.

Le public, ravi de voir ce philistin ainsi remis à sa place, pouffa. Il oubliait seulement que M. Phillips n'avait fait qu'exprimer en matière de pornographie les mêmes réserves que M. Rentes de Carvalho, lequel ne s'était, de la sorte, attiré que louanges. *« La prétendue révolution sexuelle aux Pays-Bas a dégénéré en un spectacle dégradant auquel il est difficile d'échapper*, a-t-il écrit. *Mais le Néerlandais préfère se taire, car il a toujours peur de ne pas être considéré comme moderne »*.

Le Néerlandais, d'ailleurs, contrairement à une image répandue, est tout sauf individualiste. Si l'on en croit M. Phillips, ce serait même un conformiste invétéré. *« Aux Pays-Bas,* écrit-il, *l'individu a acquis comme une seconde nature la faculté de ne rien faire qui puisse le différencier d'autrui dans le cadre de son environnement social... C'est le groupe plutôt que l'individu qui, à mon avis, forme l'unité de base de la société néerlandaise. »*

M. Phillips discerne tout de même un aspect positif dans ce conformisme : l'excellent système de protection sociale néerlandais est en partie le résultat de ce nivellement, justement parce que la société ne reconnaît pas l'échec individuel, mais le situe traditionnellement dans le cadre du groupe social.

Cette observation vaut à l'auteur l'accusation de propager au fond la bonne parole reaganienne. L'accusé nie avec lassitude, mais il ne cache pas son sentiment que le « Néerlandais moyen » est moins sympathique, moins courtois et moins cordial que l'« Américain moyen » et... radin par-dessus le marché. De là à inviter M. Phillips, en termes couverts, à rentrer chez lui fut un pas qu'un critique respecté n'hésita pas à franchir.

Pour les commentateurs à court de sujets pendant la saison creuse, l'auteur est en passe de devenir une tête de Turc venue à point nommé.

RENÉ TER STEEGE.

SZLAKMANN

CANADA

Haro sur la crème des fromages français

Protectionnisme caché ou souci sanitaire. Le dernier snobisme canadien qui consiste aujourd'hui à offrir du fromage français accompagné de bon vin millésimé est menacé. Le Canada, qui produit son propre fromage, ne veut pas se voir totalement supplanté et tente de freiner la ruée des fromages français. Une tâche difficile car les habitudes sont déjà ancrées...

Correspondance

Montréal. — Rue Victoria à Westmount, riche quartier anglophone de Montréal, une limousine avec chauffeur s'arrête devant un magasin presque banal. Le maître pénètre sans hésiter dans cette épicerie fine, un des rares antres de la ville où se côtoient deux cents sortes de fromages (dont cent vingt-cinq françaises). Il est suivi de peu par un « Français de France », sûrement ingénieur ou cadre supérieur d'une multinationale.

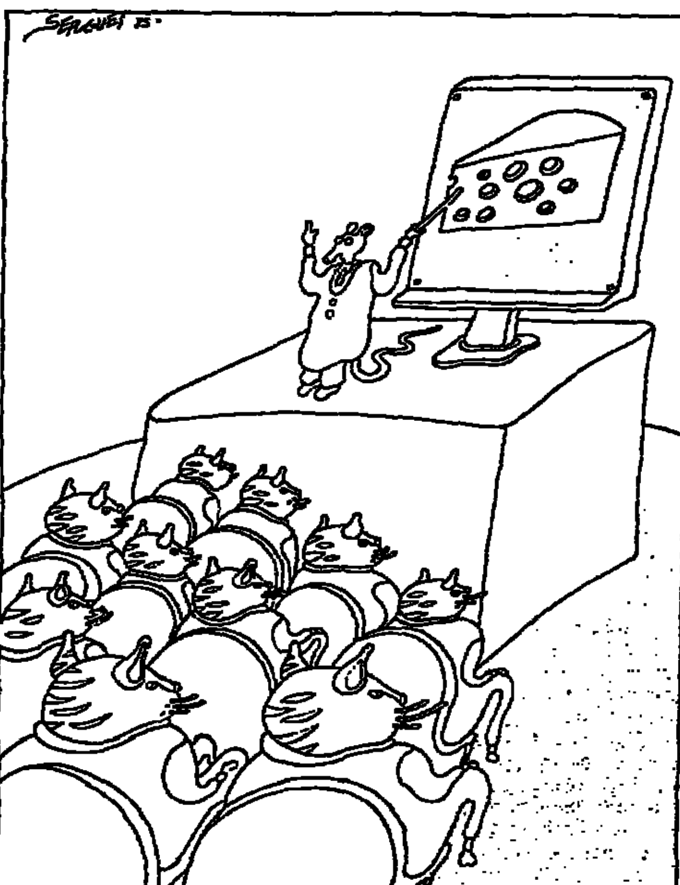
Le premier commande pour sa prochaine *Wine and Cheese Party* — dernière fantaisie du snobisme nord-américain — un assortiment des meilleurs fromages, spécialement ceux qu'il ne connaît pas, avec fiche signalétique et vins millésimés conseillés. Hôtes et invités sauront-ils qu'ils dégusteront ainsi quelques-uns des plus beaux fleurons de la gastronomie française... en toute illégalité ? Sûrement pas.

« Vous me mettrez un livarot, un boursault et un pont-l'évêque », susurre le second, l'œil gourmand, le sourire complice, prêt à payer cinq à six fois le prix que lui coûteraient en France ces petites délices.

Il suffirait d'ajouter à cette liste reblochon, fougeru, époisse, münster, maroilles, coulommiers et vacherin pour avoir fait le tour des dangereux suspects parfois activement recherchés au Canada. Les fonctionnaires des ministères concernés affirmeront toutefois qu'ils ne sont absolument pas interdits de séjour dans leur pays.

La loi canadienne exige seulement que tous les fromages faits de lait non pasteurisé, produits au Canada ou à l'étranger, soient entreposés au moins soixante jours à une température de deux degrés avant d'être mis en vente.

Seulement voilà, après une telle période de fermentation (délai de livraison par bateau d'une semaine en été, le double ou le triple en hiver quand les eaux du Saint-Laurent sont gelées, plus le « purgatoire » imposé), ces dignes et grands fromages deviennent deux fois sur trois d'infectes pourritures immangeables donc invendables.



SERGUEI

Objectif inavoué de la loi : protéger l'industrie fromagère locale. Les Canadiens, qui consomment seulement 8 kg de fromage par habitant et par année (contre plus de 17 kg en France) produisent en grosses quantités (34 000 tonnes par an) un cheddar archi-stérilisé, une vulgaire pâte pressée, qui n'a plus rien de fermier et laisse les papilles délicates complètement indifférentes. Telles sont peut-être précisément les raisons de son succès en Amérique du Nord, où tout ce qui dégage une quelconque odeur inhabituelle est à aseptiser d'urgence. Roqueforts et bleus d'Auvergne rebutent systématiquement par leur aspect les trois quarts des néophytes nord-américains.

Ils fabriquent aussi 37 000 tonnes de mozzarella et 16 tonnes de ce que les statistiques appellent fromage à pizza, dont la seule vertu, une fois chauffé, est de s'étirer sans fin autour d'une fourchette. Surtout, les fromagers québécois sont très fiers de certains produits apocryphes, des copies honteuses de notre brie national (947 tonnes par an), de piètres imitations de notre saint-paulin (version inodore et sans saveur). Sur certains emballages, il faut de bonnes lunettes pour décrypter *« fait à Verdun (Québec) »*, en banlieue de Montréal, de quoi déclarer une guerre...

Tandis que le goût pour les fromages de caractère se développe à peine, au Québec en particulier — sur les quelque quatre mille restaurants de Montréal, une cinquantaine seulement proposent du fromage à leur menu, — le Canada veille à maintenir ses quotas. Les pays de la CEE ne peuvent y exporter que 12 000 tonnes chaque année, que se partagent à parts à peu près égales la France, les Pays-Bas, la Suisse et l'Italie.

Camemberts à l'eau de Javel

Le but déclaré des législateurs paraît, quant à lui, tout à fait louable. Il s'agit en effet de protéger la santé des très fragiles consommateurs canadiens. Pendant ce « purgatoire » imposé, le fromage détruit ses bactéries pathogènes au profit de ses bactéries lactiques. Ainsi, pour sauver le dégustateur de mille maux éventuels, on tue le fromage « racé ».

Car le Canada, décidément pas à prendre avec des pincettes, impose d'autres normes sévères : au maximum 500 coliformes et 1 000 staphylocoques par gramme de fromage. Direction poubelle pour tout ce qui dépasse.

Les inspecteurs du ministère canadien de l'agriculture ont intensément reniflé, ces derniers temps, du côté de chez Froche à Montréal, le plus gros importateur de fromages fins français (l'autre gros importateur, Anco, Québécois lui aussi, se contente de produits plus courants, pâtes cuites ou pressées pour la plupart). Bilan des trois dernières années : 1 000 reblochons carrément détruits au lance-flammes, 600 camemberts passés à l'eau de Javel, une amende de 1 500 dollars canadiens (environ 11 000 F) pour 120 malheureux boursault hors-la-loi. *« C'est cher payé, d'autant que depuis ces prises, les contrôleurs ne nous lâchent plus d'une semelle au moment des arrivages »*, commente le directeur de chez Froche, qui passe la plus grande partie de ses vacances dans son pays natal à la recherche de trésors des montagnes ou des plaines françaises, fabriqués dans les règles de l'art.

Mais alors, d'où viennent les perles rares proposées dans les trois ou quatre fromageries fines de Montréal ? Première filière : les voisins de l'Ontario. Les Québécois fines bouches ont indirectement contribué à former l'œil, le nez et le palais de leurs inspecteurs. Difficile de leur faire passer du gruyère pour du comté ou du beaufort. Leurs collègues ontariens, en revanche, sont moins subtils devant ces produits exotiques, jugés pestilentiels et destinés à leurs yeux à une minorité de loufoques nostalgiques de leurs vertes vallées. De là à cacher un des proscrits sous l'étiquette d'un innocent camembert ou sous le nom de son fabricant... Et de Toronto à Montréal, il n'y a que 500 kilomètres, que les fleurons français parcourent en douce et en vitesse dans des camions.

L'« American Connection » fournit une bonne partie du reste. Non que les Etats-Unis soient beaucoup plus « coulants » sur les normes, mais leurs contrôles sont moins fréquents et leurs connaissances encore plus rudimentaires.

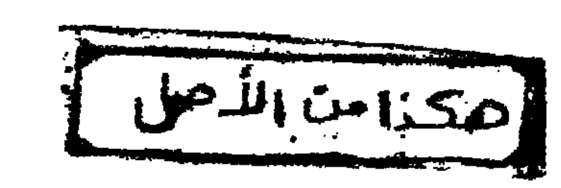
« Combines »

Autant de « combines » risquées qui font grimper les prix des fromages français. 11 dollars minimum (80 F) pour un boursault, 7 pour le petit Livarot ou le pont-l'évêque, par exemple.

La clientèle, pourtant, continue d'augmenter, à la faveur d'un éveil gastronomique qui gagne petit à petit les couches moyennes de la population canadienne et d'un engouement croissant pour les grands vins.

Les grosses entreprises canadiennes vont jusqu'à organiser des séances éducatives de dégustation, afin que leurs cadres envoyés en Europe cessent de faire très mauvaise impression en s'évertuant à mâcher l'enveloppe écarlate d'un babybel, lors du repas qui précède, par exemple, la signature d'un important contrat...

BRIGITTE MALLIÉ.



Liban

UNE SEMAINE DE COMBATS A BEYROUTH : 51 morts et 250 blessés

Les duels d'artillerie opposant chrétiens et musulmans se sont poursuivis vendredi 16 août pour le sixième jour d'affilée à Beyrouth, alors que le président Amine Gemayel essayait en vain d'arrêter les affrontements. Selon des responsables, au moins deux personnes ont été tuées, dont un enfant de dix ans, et cinq blessées au cours des derniers échanges de tirs, ce qui porte le bilan connu des affrontements depuis une semaine à cinquante et un morts et deux cent cinquante blessés.

D'autre part, des coups de feu ont été tirés vendredi sur la voiture de l'ambassadeur d'Allemagne de l'Ouest au Liban, M. Antonius Eitel, qui n'a pas été touché ; mais son chauffeur, un Libanais chrétien, a été tué. C'est alors que le véhicule passait la ligne de démarcation entre l'ouest et l'est de Beyrouth que les coups de feu ont été tirés. Le ministère ouest-allemand des affaires étrangères a estimé vendredi soir, à Bonn, qu'« *il n'y avait aucun indice tendant à montrer qu'il s'agissait d'une attaque ayant pour cible l'ambassadeur* ».

Enfin une délégation des familles des treize étrangers détenus au Liban, parmi lesquels figurent quatre Français, a remis vendredi une pétition au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, lui demandant de les aider à obtenir la libération des otages.

La pétition, patronnée par la Ligue internationale des droits de l'homme, prie M. de Cuellar d'intervenir auprès des gouvernements libanais et syrien.

Alors que plusieurs indices ont montré que les otages étrangers étaient toujours en vie, on reste en revanche sans aucune nouvelle, depuis plusieurs mois, de cinq citoyens libanais juifs enlevés dans le secteur musulman de Beyrouth et de la journaliste libanaise chrétienne Florence Raad, enlevée dans le Chouf. – *(AP, AFP, Reuter.)*

LE RAID AÉRIEN DE L'IRAK SUR KHARG

Le marché pétrolier ne sera pas bouleversé par la destruction partielle du port iranien

Avec les deux vagues de bombardements du port pétrolier iranien de l'île de Kharg – confirmé par le département d'Etat américain comme par les milieux maritimes du Golfe et par le Lloyds de Londres, – la guerre irano-irakienne connaît un regain d'activité. Il est difficile de se faire une idée exacte de l'ampleur des dégâts de ce port, situé à 225 kilomètres au sud-est de la côte irakienne et à 35 kilomètres au large de la côte iranienne, et dont le bon fonctionnement est vital pour l'économie iranienne.

Si Bagdad affirme avoir « *détruit* » le terminal, les milieux occidentaux estiment que les installations portuaires ont simplement été endommagées. Les témoins oculaires des deux raids du 15 août – les équipages des tankers en cours de chargement – laissent penser que la jetée T sur la côte est de l'île, qui peut accueillir simultanément dix pétroliers jaugeant jusqu'à 250 000 tonnes, a été fortement touchée. En revanche, la jetée H, située sur la côte ouest de l'île, et qui peut recevoir des pétroliers géants de 500 000 tonnes, n'a pas été atteinte. C'est cette jetée qui avait été partiellement détruite par un premier raid sur Kharg en juin 1984, ce qui n'avait pas empêché l'Iran de maintenir son rythme d'exportation, sans pour autant réparer les capacités défaillantes.

Incertitudes

Pour ce qui est des autres destructions, l'incertitude est plus grande encore. Ainsi, la destruction totale ou partielle du centre de contrôle annoncée par des sources maritimes à Dubaï – sans autre confirmation – et dont le rôle est essentiel pour mesurer la quantité de pétrole brut chargée par les pétroliers. Ainsi pour le nombre de navires touchés par le raid. A Bahrein, selon l'agence Reuter, on affirme que dix bateaux auraient été touchés. L'opérateur radio d'un tanker panaméen, l'*Ogol*, précise que son bateau a été atteint. Mais ce navire n'est pas enregistré au Lloyds de Londres, qui confirme uniquement l'endommagement d'un pétrolier norvégien battant pavillon maltais le *Torril*.

Bien que la stratégie avouée de l'Irak soit d'étrangler économiquement l'Iran pour la forcer à négocier, il y a peu de chances que ce raid amène la République islamique à composer dans ce que l'ayatollah Khomeiny qualifie de « *guerre entre l'Islam et le Blasphème* ». Cette attaque aérienne a d'ailleurs coïncidé avec une escalade des combats sur le front dans les régions d'Al-Shehabi (centre du front) et d'Al-Fakkeh (secteur sud).

Les responsables des compagnies maritimes du Golfe cités par l'Agence France-Presse redoutaient aussi des représailles iraniennes dans le Golfe contre les navires commerçant avec l'Irak et ses alliés arabes du Golfe, comme Téhéran l'a déjà fait il y a un an en réponse au blocus irakien de Kharg. La République islamique a toujours affirmé qu'en cas de destruction de Kharg elle agirait de la sorte.

Il est vrai que cet îlot quasi désert de 35 kilomètres carrés est le véritable poumon du pays. Si les exportations directes aux clients s'y font plus rares – du fait des risques encourus et du coût des primes d'assurance pour se rendre dans cette zone de guerre, – 90 % des ventes de pétrole iranien à l'étranger y transitent. Simplement Téhéran a mis en place un système de cabotage et de stockage sur supertankers, qui permet de livrer ses clients 350 kilomètres plus au sud, à l'abri des raids irakiens sur l'île de Sirri. L'Iran possède en outre, légèrement au nord de Sirri, sur l'île de Lavan, un petit terminal qui lui permet d'exporter la production de ses champs offshore (de l'ordre de 200 000 barils par jour, soit l'équivalent de 10 millions de tonnes par an).

La destruction partielle des capacités d'exportation pétrolière de l'Iran, s'il ne pouvait y être remédié rapidement, serait plus inquiétante pour la République islamique que pour le marché pétrolier. Le pétrole représente encore 90 % du revenu national iranien, et le pays a fort besoin des quelque 20 milliards de dollars que lui rapporte le brut pour régler une facture d'importation d'un montant à peu près identique.

Escalade

Les opérateurs sur le marché pétrolier, en revanche, restent sereins. Comme le dit l'un d'eux : « *le marché peut aujourd'hui très bien se passer de Kharg* ». Ce serait même une aubaine pour des pays qui, comme le Venezuela, le Nigéria, le Mexique, hors du Golfe, l'Arabie Saoudite aussi, dont la production est au plus bas depuis plus de vingt ans, ne parviennent pas à vendre leur brut. De plus grandes difficultés de navigation dans le Golfe ne devraient pas entraîner de pénurie physique sérieuse, encourus malgré la faiblesse relative actuelle des stocks des compagnies des pays industrialisés. Une interruption totale du trafic dans le Golfe – peu vraisemblable – laisserait une pénurie de trois millions de barils par jour, soit moins de 7 % de la demande mondiale. Mais les prix, actuellement orientés à la baisse malgré la fermeté de ces dernières semaines, pourraient en subir les conséquences.

Encore faut-il se méfier des raisonnements logiques sur un marché où les éléments psychologiques sont importants : la forte hausse des prix de 1979-1980 s'était produite en l'absence de tout déséquilibre entre offre et demande.

BRUNO DETHOMAS.

Iran

SELON LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR

Un seul incident grave a marqué l'élection présidentielle

Selon l'agence de presse officielle de Téhéran, la participation à l'élection présidentielle a été très importante, vendredi 16 août, et les autorités ont décidé de prolonger de deux heures l'ouverture des bureaux de vote. L'imam Khomeiny avait été l'un des premiers à accomplir son devoir électoral. Le ministre de l'intérieur, M. Ali Akbar Nategh-Nouri a rapporté un seul incident : un homme a été tué par la grenade qu'il s'apprêtait à lancer contre un bureau de vote de la ville de Zanzan.

Selon le ministre, « *le scrutin s'est déroulé calmement dans les bureaux de vote, après l'arrestation de membres d'une vingtaine de groupes terroristes dépendant des Moudjahidins du peuple qui s'apprêtaient à commettre des actes terroristes à Zanzan et à Téhéran.* »

Pour sa part, l'organisation clandestine des Moudjahidins du peuple a revendiqué plusieurs attentats commis en Iran à l'occasion de l'élection présidentielle, dans un communiqué publié vendredi en France où vit son chef, M. Massoud Radjavi.

Il ne fait guère de doute, en tout cas, que le président sortant, le religieux Ali Khameneï, sera réélu. Toutefois, Téhéran a indiqué « *qu'il faudra plusieurs jours aux quarante-huit mille scrutateurs pour dépouiller les bulletins des vingt-quatre mille urnes installées dans les villes, les ambassades à l'étranger et sur le front de la guerre du Golfe* ». Cent urnes avaient même été envoyées à La Mecque, où quelque cent cinquante mille Iraniens participent en ce moment au pèlerinage.

A Paris, des affrontements, à coup de bâtons et de pierres entre khomeinistes et opposants monarchistes iraniens ont fait deux blessés légers vendredi matin, près du Trocadéro, non loin de l'ambassade d'Iran. – *(Reuter, AP, AFP.)*

Sri-Lanka

NOUVEAUX INCIDENTS MEURTRIERS DANS LE NORD

Vingt et une personnes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont été tuées dans la ville de Vavuniya (nord de Sri-Lanka), par l'explosion d'une mine déposée par les séparatistes tamouls, a affirmé vendredi 16 août un porte-parole du ministère sri-lankais de la défense. Les victimes appartiennent aux communautés cinghalaise et tamoule (nos dernières éditions du 17 août).

A Madras, dans le sud de l'Inde, un porte-parole du Front national de libération Eelam (FNLE), qui regroupe les quatre principales organisations séparatistes tamoules, a donné une autre version, affirmant que près de cent civils avaient été tués et deux cents blessés par l'armée sri-lankaise. « *Les combattants tamouls n'étaient pas impliqués dans l'incident. L'explosion s'est déclenchée à l'intérieur du camp des militaires. Les soldats sont ensuite sortis et ont massacré environ cent civils innocents* », a-t-il déclaré. Il a ajouté que le cessez-le-feu, décidé il y a deux mois pour permettre l'ouverture de négociations, était désormais sans valeur, les soldats ayant quitté leurs casernes. De leur côté, les autorités sri-lankaises ont elles aussi accusé les militants tamouls d'avoir violé le cessez-le-feu.

Ces incidents sont intervenus alors que les pourpalers engagés au Bouthan entre représentants sri-lankais et séparistes tamouls sont dans l'impasse. *(Reuter.)*

Pérou

- UN MOUVEMENT DE GUÉRILLA ANNONCE UNE TRÊVE. – Le Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA, extrême-gauche, nationaliste) a fait connaître qu'il était prêt à suspendre ses actions militaires, afin de donner au nouveau gouvernement du président Alan Garcia la possibilité de mettre en application des mesures en faveur des classes populaires, a-t-on appris vendredi 16 août à Lima. Cette décision a été transmise par l'intermédiaire d'un journaliste du quotidien *La Republica*. Selon cette source, cette trêve se prolongera « *tant que ne se produiront pas de nouvelles agressions contre le peuple* ». Le mouvement de guérilla maintient, cependant, sa détermination de « *châtier exemplairement* » quiconque, « *en uniforme ou pas* », a violé les droits de l'homme sous le précédent régime. – *(AFP.)*

Vietnam

La tentation de Hanoï

(Suite de la première page.)

En d'autres termes, les Vietnamiens continuent de refuser tout dialogue avec M. Pol Pot, qui demeure le principal dirigeant des khmers rouges, dont la guérilla continue d'être la composante la plus forte d'une résistance khmère placée sous la houlette du prince Sihanouk. Mais ils se montrent moins rigides à l'égard du mouvement proprement dit des Khmers rouges, dont le principal appui extérieur est Pékin.

Autre point « positif » du communiqué de Phnom-Penh : le Vietnam et ses deux alliés indochinois – Vientiane et Phnom-Penh – préconisent des négociations à l'échelon régional pour parvenir à des accords qui, le cas échéant, seront « *garantis et supervisés* » par une « *conférence internationale* » dont la « *composition* » fera l'objet d'un « *commun accord* » entre les membres de l'ASEAN et les Etats indochinois.

Une position de repli

Mais le communiqué de Phnom-Penh ne revêt pas que des aspects « positifs ». Les Vietnamiens s'assurent une position de repli non seulement en envisageant la poursuite de combats au Cambodge, mais également en affirmant que la « *base* » des négociations demeure le précédent communiqué des ministres indochinois des affaires étrangères, publié à l'issue de la « conférence » réunie à Ho-Chi-Minh-Ville en janvier. Tout en « *souhaitant* » un règlement politique, ce texte déclarait que « *le prétendu problème du Kampuchéa* (Cambodge) *se sera résolu de lui-même en cinq à dix ans, même en l'absence d'une solution négociée* ».

En outre, la déclaration de vendredi intervient après le renforcement des positions vietnamiennes sur le terrain – leur offensive de saison sèche, de novembre en avril, leur a permis de démanteler les principales bases de la résistance cambodgienne sur la frontière avec la Thaïlande, – à la veille de l'Assemblée générale de l'ONU, qui continue de reconnaître le gouvernement du prince Sihanouk et non celui du régime pro-vietnamien de Phnom-Penh.

Il reste, selon la formule de M. Ha Van Lau, ambassadeur du Vietnam à Paris, qui a réuni vendredi la presse, qu'« *une solution militaire ne mène nulle part* » au Cambodge. D'un autre côté, les échanges diplomatiques se sont multipliés ces dernières semaines, y compris, semble-t-il, entre Vietnamiens et Chinois. A Phnom-Penh, les ministres indochinois ont annoncé qu'une nouvelle rencontre aura lieu, dès le 21 août, entre le ministre vietnamien des affaires étrangères, qui les représente, et son homologue indonésien, chargé de négocier au nom de l'ASEAN.

Normalisation avec Washington ?

Les Indochinois se sont également « *félicités des négociations de haut niveau entre les Etats-Unis et le Vietnam* » sur le sort des militaires américains disparus pendant la guerre. A ce sujet, un porte-parole du département d'Etat américain a annoncé, vendredi à Washington, que des responsables de son administration, de la Maison Blanche et du Pentagone, ainsi que le directeur de la Ligue nationale des prisonniers et des disparus de guerre, seront reçus à Hanoï les 28 et 29 août. Cette délégation sera dirigée par le secrétaire-adjoint à la défense des affaires de sécurité, M. Richard Armitage, et le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires asiatiques, M. Paul Wolfowitz.

Dix années après la fin du conflit, Hanoï paraît d'ailleurs se préoccuper, en priorité, d'une normalisation de ses relations avec Washington.

Tout, il est vrai, devrait l'y encourager. Le Vietnam et ses protégés laotiens et cambodgiens semblent bien isolés dans une région où les Etats-Unis, après avoir digéré leur échec au Vietnam, ont rétabli leurs positions stratégiques (quelle que soit la menace sur leurs bases aéronavales aux Philippines). L'Indochine est déjà devenue une poche de pauvreté au cœur d'une Asie sinon encore en pleine expansion économique, du moins en évolution rapide. D'autre part, l'occupation militaire du Cambodge peut devenir, pour le Vietnam, un véritable boulet, tant Hanoï semble incapable non seulement d'y imposer une sécurité durable – face à une résistance qui ne manque pas de complicités intérieures et d'appuis extérieurs – mais même de consolider les assises toujours fragiles du régime de Phnom-Penh. Enfin, sans parler d'un rééquilibrage de leur alliance avec le seul bloc soviétique, les communistes vietnamiens n'ont jamais eu tant besoin de rencontrer d'autres interlocuteurs, sur la scène internationale, que les « *camarades et frères* » de Moscou et d'Europe de l'Est.

Ceux qui s'étaient taillé une stature de « révolutionnaires » et de « libérateurs » sont devenus les administrateurs d'un Etat dont on déplore la pauvreté et les aventures guerrières, dont on dénonce les « camps de rééducation » et qui engendre des « réfugiés de la mer ». Cette image ternie fait un peu penser à l'opinion que se faisaient encore les Américains de la « *Chine rouge* » au début des années 70, alors que M. Kissinger négociait déjà secrètement une réconciliation qui devait réveiller la *fascination en* veilleuse de l'Amérique pour l'Empire du milieu. La direction vieillissante du Parti communiste vietnamien, aujourd'hui le dos au mur, serait-elle tentée par une opération du même genre, qui lui permettrait de laisser un autre héritage que celui d'un gouvernement qui a, selon la formule consacrée, gagné la guerre pour perdre la paix ?

La tentation, certes, existe, ainsi que le montre le jeu diplomatique de ces derniers mois. Selon certains diplomates occidentaux, la chance est même réelle de réinsérer l'Indochine dans la région ou, au moins, de réduire ce foyer de tensions. Mais même les plus optimistes pensent que le processus sera relativement long et qu'il faudra attendre encore un an ou deux pour s'assurer qu'il est bien amorcé. Dans cette perspective, le communiqué de Phnom-Penh doit être accueilli, avant tout, comme un signal.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

France

LES DÉVELOPPEMENTS DE L'AFFAIRE DU « RAINBOW-WARRIOR »

Un cinquième homme et une fuite à la DGSE

Le roman d'espionnage se transforme en pamphlet politique. Maintenant que la responsabilité de la DGSE, le service secret français, dans l'organisation de l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* est établie, l'on s'interroge sur les responsables politiques qui ont pu couvrir un tel « coup tordu » devenu un lamentable fiasco. Dans l'attente des conclusions de l'enquête administrative de M. Bernard Tricot, qui pourraient survenir dans le courant de la semaine du 19 au 25 août, le ministre de la défense, M. Charles Hernu, est logiquement sur la sellette. M. Brice Lalonde, ancien candidat écologiste à la présidence de la République, demande la démission de ce proche de M. Mitterrand. Selon une rumeur non vérifiée, le ministre de la défense pourrait, de retour d'Espagne, se rendre ce week-end à Latché, dans les Landes, où le président de la République prend quelques jours de repos.

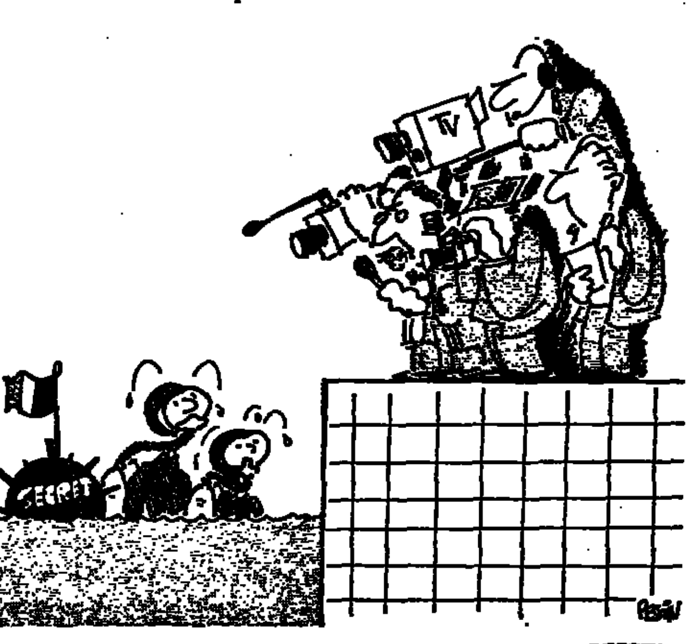
L'enquête policière n'en continue pas moins. Deux nouveaux éléments viennent de s'ajouter aux faits déjà connus. Pour mémoire, on sait d'ores et déjà qu'un agent féminin de la DGSE, « Frédérique Bonlieu », a réalisé en mai, à Auckland, les repérages nécessaires à l'attentat ; que trois sous-officiers français ont embarqué depuis Nouméa à bord de l'*Ouvea* à destination de la Nouvelle-Zélande ; que le faux couple « Turenge », une femme travaillant pour la DGSE et un commandant spécialisé dans la plongée sous-marine, ont très probablement rencontré l'équipage entre les 5 et 7 juillet aux alentours du Beach Comber Hotel de Paihia, à 250 kilomètres au nord d'Auckland.

A ces faits connus, qui n'élucident pas pour autant le scénario précis de l'attentat ni l'abondance de traces matérielles laissées par ses auteurs, s'ajoutent donc deux nouveaux éléments. D'abord la présence d'un cinquième homme qui, selon *l'Express*, aurait été l'organisateur technique de l'opération au départ de Nouméa mais qui, comme c'est de tradition dans ce genre d'affaire, n'aurait pas été présent sur place en Nouvelle-Zélande. Son nom, probablement faux : Philippe Dubast. Il est arrivé, avec Velche, Andrenc et Berthelo, les trois passagers de l'*Ouvea*, le 7 juin en Nouvelle-Calédonie. Se présentant comme un analyste originaire de Reims (Marne), il a logé à l'hôtel Nouméa Beach, comme a pu le vérifier le correspondant de l'AFP. Il est rentré à Paris le 14 juin, au lendemain du départ du voilier pour la Nouvelle-Zélande.

Second élément, que nous rapportons à partir de témoignages de membres de la « Piscine », le surnom de la DGSE : la possibilité d'une fuite à l'intérieur du service secret sur l'opération montée contre Greenpeace. *« Nous avons été vendus de l'intérieur »*, nous a-t-on déclaré. La diligence de l'enquête policière néo-zélandaise pourrait s'expliquer par des informations transmises par un autre service de renseignement qui aurait eu vent des projets de la DGSE. Ou qui, plus prosaïquement, aurait identifié le faux couple « Turenge » comme de vrais « espions français » dès leur départ, à partir de Londres, pour la Nouvelle-Zélande. On comprendrait alors pourquoi ceux-ci furent interpellés dès le 12 juillet, deux jours après l'attentat, quand ils rendaient leur camping-car Toyota au loueur d'Auckland, alors que leur inculpation pour meurtre et incendie volontaire, sur la foi de témoignages visuels, n'est intervenue que le 17 juillet.

En tout cas, ces agents français, désormais si peu secrets, ne sont pas abandonnés *par leurs amis* et leurs chefs. Aux multiples et coûteux abonnements payés à Paris, en liquide, pour six mois, à un large échantillon de la presse française, s'ajoutent les honoraires d'un avocat parisien que notre confrère *Libération* a rencontré. Il se nomme Philippe Deroutin, est inscrit au barreau de Paris depuis 1973 et s'est rendu déjà deux fois en Nouvelle-Zélande. Sa ligne de défense : non coupable pour l'attentat, les témoins pouvant, selon lui, s'être trompés. En revanche, il reconnaît que la détention de faux passeports et les fausses déclarations d'identité seront plus difficiles à réfuter, tant les faits sont patents.

E. P.



PESSIN.

DES AGENTS DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS TÉMOIGNENT

« Nous avons été vendus de l'intérieur »

Des agents — en la circonstance il s'agit d'officiers — de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) sont formels : *leurs collègues en Nouvelle-Zélande n'ont pas pu agir sans un ordre signé de la haute hiérarchie de leur « maison », à Paris. Techniquement, cet ordre ne peut être ambigu ou laissé dans un flou artistique. Dans le cas précis, cet ordre pouvait aller jusqu'à la destruction du Rainbow-Warrior, le « navire amiral » du Greenpeace et, dans cette éventualité, le but de la mission est consigné avec précision dans l'ordre donné par la direction générale.*

« Aucun d'entre nous, explique un officier de la DGSE, *n'accepterait de partir à l'étranger, dans le cadre d'opérations internationales d'envergure à mener, sans l'ordre écrit et signé de la direction générale. Certes, il a pu exister dans le passé et il peut encore exister des « bavures » résultant d'improvisations sur le terrain. Mais ces actions commises en sous-main sont devenues quasiment impossibles tant les frais engagés sont importants et tant les risques pris sont sans communes mesures avec l'enjeu. »*

L'officier qui parle ainsi est l'ami de l'un des protagonistes de l'affaire du *Rainbow-Warrior*. S'il reconnaît que chaque mission attribuée à des agents — la destination et la nature du « coup » envisagé — est ignorée de leurs camarades en vertu du « cloisonnement » interne au service, il n'en admet pas moins qu'il existe des règles générales à toutes les opérations, à savoir la nécessité d'un ordre écrit et signé de la direction générale du service, surtout lorsque l'action programmée sort de l'ordinaire.

Comme s'il voulait excuser sa direction générale, un autre fonctionnaire de la DGSE croit pouvoir, *toutefois*, ajouter que la mission conduite à Auckland est de celles qui requièrent, de surcroît, *« une approbation venue au-dessus de la maison »*, c'est-à-dire, *s'empresse-t-il de noter*, au moins du ministère de la défense qui est, en France, l'administration de tutelle du service.

Reste à expliquer la maladresse apparente des agents sur place, qui, dans le cas du *Rainbow-Warrior*, ont semé derrière eux autant d'indices qui les accusent aujourd'hui. Sur ce point précis, un troisième officier de la DGSE s'étonne que les policiers néo-zélandais puissent ainsi disposer d'autant de preuves confondantes.

« Notre division « action », explique-t-il, *est composée de gens compétents ou, alors, c'est à désespérer de tout. Leurs gars sont entraînés. En particulier, on leur demande de ne pas laisser de noms sur un carnet d'adresses et de les apprendre par cœur. »* Allusion au fait que les policiers néo-zélandais auraient retrouvé le nom d'Alain Turenge sur un carnet attribué à Raymond Velche. *« Je dois à la vérité de dire*, ajoute cet agent de la DGSE, *que, d'ordinaire, nous partons en mission sans rien qui puisse nous trahir. »*

Alors, ces mêmes fonctionnaires du renseignement à Paris imaginent qu'il y a eu des *« fuites »* et, pour reprendre l'expression de l'un d'entre eux, que *« l'affaire a été éventée »* dès l'origine. *« Nous avons été vendus de l'intérieur »*, suppose-t-il, avant d'ajouter : *« On nous a fait un croche-pattes. »* Qui, plus précisément ? *« Des Anglais »*, consent-il à avancer sans avoir de preuves.

Invités à développer encore cette argumentation, les agents de la DGSE avouent qu'ils ont toutes les raisons de croire — mais sans les révéler pour autant — *que « les Anglo-Saxons »* n'ont jamais accepté l'indépendance et la modernisation de la force française de dissuasion, qui passent par la continuation des expérimentations nucléaires dans le Pacifique. *« C'est la force de frappe française qui est visée »*, dit l'un. *« On veut nous mettre dans l'obligation de devoir arrêter nos essais*, ajoute-t-il, *et, sur ce point, les alliés de la France ne sont pas toujours ses amis ».*

Solidarité

C'est, de toute évidence, un aspect de l'affaire du *Rainbow-Warrior* sur lequel ces fonctionnaires du renseignement n'entendent pas transiger. Les actions écologistes de Greenpeace sont jugées trop unilatérales et trop visiblement applaudies à l'Est pour qu'elles puissent inspirer la sympathie de ces officiers.

Pour l'instant, s'ils devaient s'apitoyer, ces agents de la DGSE le feraient d'abord sur le sort de leurs collègues incarcérés en Nouvelle-Zélande. Le métier de fonctionnaire du renseignement est suffisamment éprouvant et risqué pour ne pas créer, entre tous les membres du service, même s'ils ne se connaissent pas tous, une solidarité de fait, une camaraderie qui tendent à les protéger de l'adversité. C'est donc à la libération des « époux Turenge » que certains d'entre eux pensent. Devront-ils rester longtemps en prison, s'ils venaient à être condamnés par la justice ? *« Il y a suffisamment de Néo-Zélandais qui grouillent à Nouméa*, dit l'un, *pour qu'on puisse les échanger ».*

JACQUES ISNARD.

L'Elysée et les services de renseignement

Jusqu'à son départ de la présidence de la République en juin dernier, M. François de Grossouvre suivait en tant que chargé de mission auprès de M. François Mitterrand les affaires de renseignement et de défense à l'Elysée, ces fonctions pouvant aller jusqu'à s'occuper des affaires de police et de terrorisme international. A ce titre, M. de Grossouvre a effectué de nombreux déplacements discrets à l'étranger pour le compte du chef de l'Etat.

Ami intime et de longue date de M. Mitterrand, M. de Grossouvre avait, en 1981, travaillé aux côtés de M. Charles Hernu avec lequel il avait réfléchi, au sein des Conventions pour l'armée nouvelle, à des projets de réorganisation de la défense et des services de renseignement. M. de Grossouvre n'a jamais démenti des informations faisant état de son recrutement, en 1950, par le SDECE (Service de documentation extérieure et de contre-espionnage, ancêtre de l'actuelle DGSE), comme informateur bénévole, non rémunéré (autrement appelé honorable correspondant ou HC).

Depuis le départ de l'Elysée de M. de Grossouvre, qui est âgé de soixante-huit ans, les mêmes affaires dont il s'était occupé sont suivies, au cabinet civil, par M. Gilles Ménage, directeur adjoint du cabinet, et par le général d'armée Gilbert Forray, nouveau chef d'état-major particulier de la présidence, reprenant en cela les responsabilités de son prédécesseur, le général d'armée aérienne Jean Saulnier, qui a été nommé chef d'état-major des armées.

Egalement en charge, depuis 1981, des affaires de police au cabinet de M. Mitterrand, M. Ménage avait suivi, pour celui-ci, les activités de la cellule antiterroriste instituée à l'Elysée de 1982 à 1984 sous le commandement de M. Christian Prouteau. Depuis la nomination, en juillet 1984, de M. Pierre Joxe au ministère de l'intérieur, son rôle, en cette matière, s'était amoindri, M. Joxe n'ayant jamais caché son hostilité aux initiatives parallèles des conseillers élyséens dans les domaines de sa compétence.

M. LALONDE ESTIME QUE M. HERNU DOIT DONNER SA DÉMISSION

M. Brice Lalonde, ancien candidat écologiste à l'élection présidentielle, déclare dans une interview publiée par *le Matin de Paris* (daté 17-18 août), que l'affaire Greenpeace est *« un énorme faux pas, qui, dans tout pays démocratique, aurait provoqué la chute d'un gouvernement »*. Pour M. Lalonde, *« la démission d'Hernu est indispensable, elle est du même ordre que celle du président de la Japan Air Lines, même si l'un et l'autre ne sont pas responsables directement ».*

« C'est par décence que Charles Hernu doit démissionner et c'est par décence que les hommes politiques doivent parler, ajoute M. Lalonde. *C'est insupportable de penser que la classe politique française va se retrouver d'accord pour se taire. »* L'animateur des Amis de la Terre se dit inquiet de ce que, selon lui, M. Bernard Tricot, chargé par le premier ministre d'enquêter sur cette affaire, *« préfère la raison d'Etat ».*

● *Les Verts français s'associent à la campagne de Greenpeace.* — Les « Verts » (écologistes français) s'associent à la campagne de Greenpeace contre les essais nucléaires et ils demandent à leurs adhérents de *« prendre les initiatives non violentes nécessaires pour que cette campagne soit un succès »*. Le mouvement a renouvelé ses accusations contre M. Charles Hernu, ministre de la défense : *« Ou bien il savait et sa responsabilité est engagée, ou bien il ne savait pas et ce ministre est incapable. »*

Greenpeace attend les conclusions de M. Tricot avant d'engager une éventuelle action en justice

M. David McTaggart, président de Greenpeace international, a déclaré, vendredi 16 août à Paris, qu'il *« attendrait les résultats de l'enquête sur l'attentat contre le* Rainbow-Warrior, *prendrait ensuite son temps et verrait les réactions du gouvernement français »*, avant d'intenter une action en justice contre qui que ce soit.

Il a confirmé qu'une *« petite flottille »* se rendrait sur le site des essais nucléaires français de Mururoa *« vers la fin de septembre »*. Le *Rainbow-Warrior* sera remplacé par le *Greenpeace*, un ancien remorqueur de haute mer actuellement basé à Amsterdam, aux Pays-Bas, qui sera équipé d'un matériel permettant de mesurer la radioactivité.

Selon M. McTaggart, la flottille de Greenpeace doit étudier la fuite éventuelle de radiation qui aurait pu être provoquée par le plus important essai nucléaire souterrain jamais réalisé par la France — une explosion de 150 kilotonnes — effectué le, 8 mai dernier à Mururoa (1). La flottille doit visiter les îles habitées proches de l'atoll pour recueillir des informations sur l'état sanitaire des populations.

Le président de Greenpeace a fait preuve d'une grande prudence dans sa mise en cause des autorités françaises, s'abstenant notamment de mentionner la responsabilité de l'armée française ou des services secrets de la France dans l'attentat contre le *Rainbow-Warrior*. *« S'il s'avérait que le gouvernement français était impliqué dans l'attentat, alors le président Mitterrand serait certainement responsable »*, a-t-il cependant ajouté. Au départ de l'affaire, cette éventualité ne lui semblait guère plausible : *« Je ne pensais pas que les autorités françaises puissent être aussi stupides »*, a déclaré M. McTaggart.

« Des Français sont emprisonnés en Nouvelle-Zélande, et il est tout à fait clair qu'ils sont payés par le gouvernement français. Je me moque de savoir pour quelle agence ils travaillent. Ils sont payés par ce gouvernement et ce gouvernement est responsable », a poursuivi le président de Greenpeace.

Le remorqueur *Greenpeace* a été acquis, au début de l'année, pour 500 000 dollars (plus de 4 millions de francs). Après la campagne de Mururoa, le remorqueur doit continuer son voyage en Antarctique et protester contre les projets d'exploitation minière et pétrolière des régions polaires.

(1) *La puissance du tir du jeudi 9 mai 1985, soit 150 kilotonnes, avait été évaluée par les services néo-zélandais (le Monde du 11 mai) mais non confirmée par la France qui se livrait ainsi à sa soixante-dixième expérience souterraine à Mururoa depuis 1975. Sans avoir signé l'accord conclu entre les Etats-unis et l'Union soviétique, qui limite à 150 kilotonnes l'énergie dégagée par leurs tirs souterrains, la France respecte en réalité le traité de Moscou conclu en juillet 1974. — (NDLR.)*

DANS LA PRESSE PARISIENNE

« Qui portera le chapeau ? »

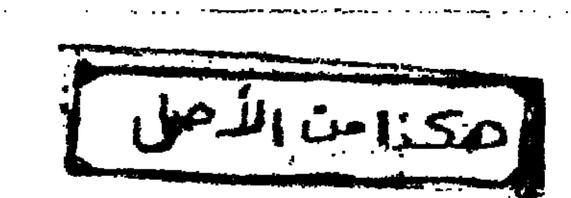
Libération apprécie les images maritimes : *« Greenpeace : Hernu face à la lame, le gouvernement français dans l'œil du cyclone. »* Ou plus scabreuses : *« L'heure est grave dans les coulisses de la République : petit pipi menace de devenir grand caca. » L'Humanité* préfère les références ethnologiques : *« Le boomerang »* titre l'organe central du PCF, en rappelant qu'il s'agit d'une *« arme des îles polynésiennes »*. *Le Figaro* opte plutôt pour la cadence d'un roman d'espionnage : *« Greenpeace : l'étau se resserre. »* Quant au *Quotidien de Paris*, il s'en tient aux bons vieux titres façon Série noire : *« Affaire Greenpeace : le pot-au-noir. »*

Quelles que soient les références, la tonalité est la même dans la presse quotidienne de ce samedi 17 août : le pouvoir ne peut échapper aux *retombées* politiques du fiasco de « nos agents » en Nouvelle-Zélande. Pour Gérard Dupuy, dans *Libération*, *« l'ombre du Watergate plane désormais sur la douce France »*. Si la nomination de M. Tricot constitue *« un contre-feu astucieux »*, son enquête ne résoudra pas tout.

« Il restera à justifier le manque de maîtrise du gouvernement de gauche » ajoute *Libération* qui conclut : *« Hernu a eu plus que le temps de faire ses classes. S'il s'avère qu'il a été incapable de « tenir » son ministère, il faudra bien en tirer les conclusions. Dans la plupart des pays civilisés, le ministre de la défense aurait déjà présenté sa démission. Mais peut-être est-il trop directement issu de la cuisse de Jupiter pour ne pas sentir à tout jamais l'eau de rose. »*

Sur un ton plus mesuré, *le Figaro*, qui estime que *« le feu vert a pu être donné par un ex-conseiller très influent de l'Elysée »* (notre confrère pense bien sûr à M. François de Grossouvre, qui n'est pas nommé), s'inquiète surtout du sort de la DGSE : *« Son avenir est en jeu »*, écrit Jacques Lesinge. M. Mitterrand ne va-t-il pas profiter de l'occasion pour la *« faire exploser »*, ou *« purement et simplement, la rattacher à Matignon »* ?

L'Humanité vise plus haut, sous le titre *« Qui portera le chapeau ? »* : *« Qui pourrait croire qu'un mitterrandiste de la vieille obédience comme l'est le ministre de la défense ait pris de si lourdes responsabilités sans avoir obtenu un assentiment ? »*, demande Claude Lecomte, qui voit dans *« cet acte terroriste »* un retour *« au temps des canonnières des expéditions coloniales ».*



La France tente de convaincre l'Espagne de participer à la construction de l'avion Rafale

De notre correspondant

Madrid. – Le futur avion de combat européen (FACE) a dominé les entretiens que le ministre français de la défense, M. Charles Hernu, a eus avec son collègue espagnol, M. Narcis Serra, jeudi et vendredi 16 août à Palma-de-Majorque. Les deux hommes se reverront en octobre prochain à Paris, où ils participeront à un séminaire bilatéral consacré aux problèmes de sécurité.

La France et l'Espagne s'étaient toutes deux refusées à souscrire à l'accord, sur le FACE, conclu le 1er août à Turin par les délégués nationaux de l'armement de la Grande-Bretagne, de la RFA et de l'Italie (*le Monde* du 3 août). Paris alléguait des raisons techniques : *elle aurait préféré un avion léger et* apte également aux missions air-sol, alors que le type d'appareil retenu à Turin, plus lourd, est essentiellement conçu pour les opérations air-air. Madrid, de son côté, avait avancé des raisons plus politiques : il ne voulait pas signer un accord qui n'ait pas reçu l'approbation des cinq pays intéressés au projet.

Depuis, l'Espagne a tenté de jouer les « bons offices » entre Paris d'une part, Londres, Bonn et Rome de l'autre, mais elle ne semble pas avoir réussi dans son entreprise. Quelles conclusions va-t-elle tirer de *ce* *prévisible échec* ? Après la rencontre de Palma, le porte-parole du ministère espagnol de la défense s'est contenté d'affirmer que *« l'Espagne signera si la France signe aussi »* (l'accord de Turin), ce qui, dans les circonstances actuelles, apparaît peu probable. Trois options se présentent dès lors au gouvernement espagnol :

1) S'adresser à des fournisseurs américains. Ce serait poursuivre dans la direction suivie en 1983, lorsque les socialistes, peu après leur arrivée au pouvoir, avaient signé, au grand dam de l'aile gauche du parti, un contrat d'achat de soixante-douze appareils F-18 A avec la *société* McDonnell-Douglas. C'est aujourd'hui l'hypothèse la *moins* probable ;

2) Se joindre aux trois pays qui ont signé l'accord de Turin, en abandonnant la France. Cette solution offre l'avantage d'associer l'Espagne *à ce qui constitue le premier* embryon d'industrie aéronautique européenne ;

3) S'associer d'une façon ou d'une autre à un projet français. M. Hernu a tenté de convaincre son interlocuteur des avantages de cette formule. Il s'agirait d'étendre au domaine de l'aéronautique une collaboration en matière d'armements terrestres et navals que les deux pays ont fortement intensifiée ces dernières années. A court terme, la France peut ouvrir à l'Espagne le dossier de l'avion Rafale, le plus moderne conçu par l'aéronautique française, qui devrait voler pour la première fois en 1986. A plus long terme, Paris pourrait associer Madrid non seulement à la construction de cet avion de Dassault et de la SNECMA, *mais également à* l'étude et à l'élaboration d'un nouvel appareil conçu pour les années 90.

L'Espagne pourrait être intéressée par une telle formule dans la mesure où les besoins des deux armées de l'air sont assez semblables. Les préoccupations stratégiques de Madrid sont avant tout centrées sur l'Afrique du Nord (Canaries, Ceuta et Melilla), et tout conflit sur ce théâtre d'opérations supposerait l'utilisation d'appareils aptes pour des missions au sol. Par ailleurs, la crise économique pourrait inciter l'Espagne à préférer un appareil plus léger, donc moins coûteux.

La décision finale du gouvernement espagnol ne sera sans doute connue qu'à la fin du moins d'août ou au début de septembre.

Th. M.

EN CORSE

Pinia ou le syndrome d'Aléria

De notre envoyée spéciale

Domaine de Pinia (plaine orientale). – *« Pinia menace d'exploser. Ce serait pire qu'Aléria... »* La rumeur franchissant la mer est montée jusqu'à Paris. Aléria, c'était il y a dix ans... Le 21 août 1975, Edmond Simeoni et ses amis autonomistes occupaient la cave d'un viticulteur pied-noir accusé de *« coloniser »* leur île. Intervention des forces de l'ordre, *deux gendarmes mobiles tués*. Edmond Simeoni arrêté puis condamné par la Cour de sûreté de l'Etat. Une foule immense défile pour réclamer sa libération.

Aujourd'hui, à quelques kilomètres à peine d'Aléria, Pinia sent le soufre. Ce domaine est exploité par des jeunes qui, d'occupants sont devenus locataires pour un an. Situation précaire, *tensions explosives... Ce sont les enfants d'Aléria*, devenus adultes, qui ont occupé Pinia en 1981. Autonomistes en 1975, ils sont devenus nationalistes. Qui plus est, la plaine orientale – leur région – est à la veille d'une nouvelle reconversion agricole. Dès l'automne, et en raison des récents accords européens, commenceront des arrachages de vignes.

Pinia, domaine convoité depuis toujours et situé en enclave dans le vignoble environnant, est déjà devenu en trois ans le symbole de la reconversion souhaitée par ses occupants. Céréales, colza et fourrage cultivés en plaine y seront complémentaires d'un élevage qui permettra *de revitaliser la montagne*. La brève histoire de Pinia fournit déjà des résultats convaincants.

Mais un profond différend persiste entre les exploitants et l'administration. Les premiers exigent un bail emphytéotique de location sans partage du domaine. *« Tous pour un, un pour tous »*, clament les mousquetaires de la plaine orientale. L'administration refuse. Elle veut lotir en plusieurs morceaux pour répartir les risques de l'exploitation. Bref, *Pinia doit se normaliser*. Car du règlement foncier qui se négocie à Pinia peuvent dépendre de futures vocations, d'autres occupations...

Premiers succès

Dans cette sourde bataille s'agitent en coulisse d'autres partenaires insulaires, telle la SAFER. Evitera-t-on la *rupture* ? Tous les acteurs le souhaitent. Du moins l'affirment-ils. Car Pinia pour eux tous *« c'est d'abord un pari économique à gagner »*.

Pleins feux donc sur les vastes cultures du domaine...

Par ce chaud matin d'août 1985, le camion sillonne les prés aux chaumes courts et les landes sèches où broutent quelque deux cents brebis. Au volant Mathieu Filidori, natif d'un village voisin. Trentaine austère, c'est le gérant de Pinia qui regroupe vingt exploitants. Les récoltes sont finies. Bientôt commenceront les labours de la prochaine campagne. 882 hectares dont 660 cultivables *s'étalent entre la côte déserte*, un large étang touristique et le *vignoble irrigué* des Fernandez. Pinia appartenait officiellement jusqu'en 1982 à cette famille venue d'Oranie. Elle le vendit à la SEGESPAR, filiale du Crédit agricole, pour une somme plus que confortable. Au creux des vignes des Fernandez s'affairent des ouvriers marocains. Juste en face, dans leurs champs, travaillent les jeunes Corses. Deux conceptions du développement insulaire s'affrontent ainsi. C'est de cette divergence que naquit l'expérience de Pinia il y a quatre ans.

Le 22 octobre 1981, le Centre cantonal des jeunes agriculteurs de Ghisoni – une localité proche – occupe le domaine *« pour mettre fin à la spoliation des terres »*. Mathieu Filidori et ses compagnons d'enfance *« refusent la spéculation au profit du tourisme »*. Ils veulent produire et transformer sur place. Le 12 novembre, ils mettent fin à leur occupation, après avoir reçu des assurances de Paris. Avec l'aide des spécialistes de la Direction départementale de l'agriculture (DDA), ils préparent leur dossier de développement.

Le 11 février 1982, à Ajaccio, Mme Edith Cresson, alors ministre de l'agriculture, confirme la création, avec l'aide financière de l'Etat, d'un groupement foncier agricole sur Pinia. Elle promet qu'il n'y aura ni partage du domaine ni appropriation individuelle du sol. C'est *l'état de grâce*. Mais les mois passant, la réalité *« traîne les pieds »* aux yeux des promoteurs de Pinia. Groupés en association, ils réoccupent le domaine le 19 mars 1983. Nantis d'un prêt de campagne consenti par le Crédit agricole, les enfants terribles défrichent, sèment et récoltent.

Leur première saison est fructueuse. Sur 300 hectares plantés de céréales, le rendement atteint 52 quintaux. La deuxième saison qui vient de s'achever est celle de la diversification. 550 hectares ont été *mis en culture. La récolte céréalière* est moins bonne que la précédente ; en raison de la sécheresse, le rendement a chuté de moitié. Mais le colza nouvellement introduit donne 30 quintaux à l'hectare et *« dépasse ainsi tous les espoirs »*, selon M. Nassié, directeur de la DDA. En termes de production, Pinia tient la route. *Ces premiers succès* ont permis la réouverture de la coopérative céréalière de Vadina. *La société* civile agricole, qui a pris le relais de l'association autodissoute, veut s'étendre. Elle vient d'acquérir un terrain en montagne pour la future bergerie. Elle se prépare à engraisser des porcs pour plus tard ouvrir un atelier de charcuterie... en montagne encore.

Comme tout agriculteur qui s'installe, les jeunes de Pinia ont bénéficié d'aides diverses et de crédits qu'ils commencent à rembourser. Déjà ils ont formé une CUMA, coopérative de matériel, avec tracteurs flambant neuf. Serge, compagnon de Mathieu et père de trois enfants, a laissé en novembre dernier son garage pour installer à Pinia un atelier de réparation mécanique. Tous ces investissements ont été financés par un prêt amortissable sur plusieurs années. *« Nous n'avons pas attendu le règlement définitif de leur statut foncier pour leur accorder cette facilité. Nous avons pris le pari. De quoi se plaignent-ils encore ? »*, disent certains qui ajoutent : *« Ils ont bénéficié d'une autre fleur : une formation permanente assurée sur le domaine. D'autres jeunes agriculteurs n'en ont pas autant »*.

Des vingt occupants de Pinia, douze ont suivi cette formation, devenant ainsi agriculteurs au même titre que les autres. Ils ont été rémunérés au SMIC. Mais cette formation se terminera fin octobre. Avec elle disparaîtront ces salaires. A la prochaine campagne, *« il faudra encore resserrer les ceintures d'un cran »*, dit-on à Pinia. Le domaine fera-t-il vivre tout ce petit monde ?

Un kolkhoze ?

Pinia n'est en rien un kolkhoze. Certes, on y travaille en équipe avec une réunion de coordination par quinzaine. Mais chacun a gardé sa maison au village. Pinia n'évoque guère non plus les communautés pastorales d'après 1968. On y vise le développement, on veut être exemplaire. La comptabilité est transparente, tenue par le centre de gestion de la chambre d'agriculture. Seulement voilà. Sur Pinia les terres sont sèches et les récoltes aléatoires. Le pari reste à gagner. Car il faudra attendre 1988 pour bénéficier de l'irrigation prévue par l'Office hydraulique (1).

Les trois prochaines années seront difficiles. Les membres de l'équipe tiendront-ils ? Pour eux c'est un symbole. La difficulté du cap à franchir est également l'argument qu'ils avancent pour obtenir un statut foncier définitif. Sous cette question couve le *brûlot du moment*, à *Pinia*, qu'attise le syndrome d'Aléria.

DANIÈLE ROUARD.

(1) L'activité de l'Office dépend de l'application des contrats de plan. Or *ces contrats ont été votés* avec beaucoup de retard par l'assemblée régionale de Corse, à majorité de droite.

QUERELLE PÉDAGOGIQUE DANS LE VAL-DE-MARNE

Un été pourri pour la Limace bleue

A première vue, c'est un conflit comme il en éclate chaque année dans de nombreux établissements scolaires. D'un côté, *trois institutrices militantes de* l'ouverture de l'école *« sur la vie et sur la ville »*. Elles ont installé, en 1982, un labo-photo à l'intérieur de la maternelle Frédéric-Joliot-Curie, située dans un quartier populaire d'Orly (Val-de-Marne) et incitent parents et jeunes du quartier à « investir » l'établissement. De l'autre, des enseignantes et, depuis la dernière rentrée, une directrice aux méthodes classiques qu'insupportent les audaces de leurs collègues, à qui *elles reprochent une certaine* arrogance. Par le hasard des affectations, les unes et les autres sont condamnées à travailler ensemble. Collaboration impossible, d'autant que pèse sur le clan des évolutionnistes le lourd passé de la Limace bleue (1), une école maternelle de Roubaix dont l'expérience d'ouverture sur le quartier et les méthodes non conformistes avaient dû être interrompues *sous la pression des élus locaux* et de l'administration.

Mutée à Orly, l'équipe de la Limace bleue a transporté sa passion *dérangeante et* ses certitudes. Les mêmes pratiques ont *provoqué le même malaise* chez les autorités. L'appel à cinq jeunes désœuvrés pour animer la maternelle, l'atelier de ferronnerie d'art ouvert aux habitants du quartier, les veillées avec les familles, ont achevé d'envenimer l'atmosphère. Dernière étape dans cette petite « guerre » pédagogique : profitant des vacances, les services municipaux d'Orly ont *déménagé* le mobilier installé dans leurs classes par les institutrices rebelles. *« On veut nous forcer à partir*, tonnent-elles. *Le fruit de notre travail a été broyé à la décharge municipale. »*

A la mairie, on assure que le *matériel, déménagé sur ordre de* la directrice pour permettre des travaux, est en lieu sûr, à la disposition de ses propriétaires. La directrice, elle, se retranche derrière le personnel de service, *« qui a besoin de nettoyer »*. Chez les élus, et d'un bout à l'autre de la hiérarchie de l'éducation nationale, l'obsession est la même : l'école Frédéric-Joliot-Curie doit *« tourner à la rentrée »* et se consacrer à son *unique fonction* : l'accueil des enfants de deux à six ans.

La directrice affirme qu'aucun dialogue n'est possible avec les *institutrices turbulentes*, qui *« contestent son autorité »* et *« se croient détentrices de la vérité pédagogique »*. Les accusées s'accrochent à leur conception et se disent soutenues par des parents d'élèves ; elles réclament la direction collégiale de la maternelle, ce que l'administration n'accepte pas.

Les « dissidentes » se trouvent donc devant ce triste choix d'ici la rentrée : quitter le *métier*, rentrer dans le rang, ou continuer de se déchirer. En attendant, les hostilités continuent... au nom de l'« intérêt des enfants », bien entendu.

PHILIPPE BERNARD.

(1) *La Limace bleue*, par Michèle Carlier. Editions la Découverte (1984).

PARIS

Des vacances informatiques pour les enfants qui ne partent pas

Patricia dessine le rêve de ses quinze ans de petite Parisienne du dix-huitième arrondissement : une fermette avec un hangar à foin et un poulailler. C'est là qu'elle aurait souhaité passer ses vacances. Mais cette année pas question de partir. Sa mère a *trouvé* un travail au Forum des Halles ; ce n'est pas le moment d'aller dans les prés.

Ce dessin naïf n'est pas tracé au crayon, mais sur l'écran d'un ordinateur. Sur le clavier, Patricia pianote avec application, toute à son affaire. Elle est entrée presque par hasard dans ce centre d'accueil du Forum, au premier sous-sol, en attendant sa maman. Sur la porte vitrée et largement ouverte une inscription en lettres blanches : *« Ici micro-informatique pour les jeunes. »*

Chaque après-midi, depuis le début de juillet, le centre est ouvert à tous. On entre, on s'asseoit devant un écran, un animateur s'approche et explique. C'est tout. Au mur, de grands tableaux indiquent l'alphabet informatique, l'abécédaire de l'ordinateur. Ensuite, chacun questionne, s'amuse à satiété. On ne lui demande rien, mais à 19 heures, il faut le pousser gentiment dehors *tant la passion s'y met*.

Trois animateurs de l'association Inter service migrants s'activent ici tout l'été. Leur but : accueillir les enfants qui traînent dans les sous-sols du Forum, leur éviter de faire des bêtises, les initier à des manipulations qui seront demain aussi banales que l'usage du téléphone. *« Cela les oblige à se concentrer, à raisonner juste et accessoirement à être à l'heure »*, dit l'un d'eux.

Car depuis le début des vacances, le centre ne désemplit pas. Il faut être là dès 14 heures pour trouver sa place devant un ordinateur.

Ce libre-service informatique est gratuit. Il ne fonctionne que grâce à la foi de ses animateurs et à l'aide financière de l'Etat et de la ville de Paris. Cette année encore, l'administration a lancé l'opération « prévention été » et y a consacré, à Paris, plus de 1 million de francs. Une foule d'associations et de clubs de quartier ont reçu le coup de pouce *financier qui les aide à tenir, en* juillet et en août. Sports, sorties de plein air, spectacles, ateliers d'artisanat, montages audio-visuels, le jeu continue pour les petits Parisiens.

A jeu continu

Mais cette année, on a innové en ouvrant plusieurs centres d'initiation à l'informatique comme celui-ci. Le préfet de Paris, M. Jean Béreaux, a *tenu à en visiter lui-même un certain* nombre. *« L'an dernier*, dit-il, *trois mille cinq cents gosses de Paris ont bénéficié de cette opération. Compte tenu du succès rencontré, nous dépasserons ce chiffre en 1985. Et c'est tant mieux. Voilà de l'argent et des loisirs bien employés. »*

Car c'est un beau cadeau que l'on fait à *« ceux qui ne partent pas »*. S'il fallait facturer ces jeux informatiques, cela leur coûterait 25 francs l'heure, sans compter l'amortissement du matériel. Or certains y passent des après-midi entiers.

Peu importe les locaux pourvu qu'on ait des ordinateurs. Dans le vingtième arrondissement, ils sont installés à la Maison des Amandiers, une grosse maison de quartier employant quatorze permanents et *qui tourne à plein* durant l'année. Les vacances sont mises à profit pour tout repeindre, mais l'atelier informatique reste ouvert. Il reçoit chaque jour des écoliers désœuvrés de dix à quinze ans.

Dans le treizième arrondissement, ce sont de simples baraques de chantier plantées dans la cour de l'ancienne gare de Rungis qui abritent l'association Micro ouvert. Les adolescents du quartier y ont aussi porte ouverte. Premier contact avec l'informatique pour les plus jeunes : on leur met entre les mains un mini-*robot qu'il faut programmer pour lui* faire parcourir un chemin semé d'obstacles. Le degré au-dessus, pour les plus âgés, c'est le train électrique. Il s'agit également de programmer les manœuvres, déjà plus difficiles, mais aussi de fabriquer soi-même le petit appareillage de commande. Ça marche très fort pour les jeunes chefs de gare. Rachid, dix-sept ans, en a les yeux tout brillants. *« Les copains sont à la plage*, dit-il, *mais nous aussi on s'amuse bien. Et ils vont être drôlement épatés en rentrant, quand on va leur dire qu'on sait faire marcher un ordinateur. »*

MARC AMBROISE-RENDU.

● Pour tous renseignements sur les centres ouverts pour l'Opération prevention été, s'adresser à la préfecture de Paris, *75915 Paris CEDEX 04, tél. :* 277-15-50.

En bref

Erreur judiciaire à Montpellier

Un condamné est reconnu innocent après quinze mois de prison

Condamné à cinq ans d'emprisonnement pour un hold-up, M. Pierre Subirats, trente-quatre ans, a *été* reconnu innocent et vient d'être remis en liberté après avoir passé quinze mois en cellule. Il a quitté, mercredi 14 août, la maison d'arrêt de Mauzac (Haute-Garonne).

Sur la foi de plusieurs témoignages, M. Subirats avait *été* condamné, en première instance, par le tribunal de Narbonne, le 14 décembre 1984, pour un hold-up qui avait eu lieu le 16 mars précédent au bureau de poste de Sainte-Valière (Aude). Le 19 février 1985, la cour d'appel de Montpellier devait confirmer la condamnation, alors que, dans les jours précédents, les gendarmes de Limoux avaient reçu une *lettre anonyme* suivie d'une communication téléphonique par lesquelles un inconnu s'accusait du hold-up.

Au mois d'avril dernier, l'avocat de M. Subirats, Me Bernard Richard, convaincu de l'innocence de son client, reçoit une aide inespérée d'une consœur du barreau de Carcassonne. *Un des clients de celle-ci*, M. Mohamed Braza, arrêté *pour* attaque à main armée, reconnaît qu'il a commis le hold-up de Sainte-Valière. Il est aussi l'auteur de la lettre anonyme.

Me Bernard Richard a alors engagé un recours en révision et formé une requête de sursis à exécution de la peine. C'est sur ce dernier point que l'avocat vient d'obtenir gain de cause.

● *L'enquête sur le meurtre d'un enfant*. – Le demi-frère d'un enfant de quatre ans étranglé le 14 août au domicile de ses parents à Sainte-Agnès (Alpes-Maritimes) a été retrouvé le 16 août en Italie. L'adolescent, seize ans, considéré comme le témoin principal dans cette affaire, avait disparu mercredi, jour de la découverte du corps de son cadet, dont l'autopsie a révélé qu'il avait été frappé puis étranglé (*le Monde* du 16 août). L'adolescent, qui habite dans l'Est chez sa mère, était en vacances depuis un mois et *demi chez son père et* sa belle-mère. Ces derniers s'étaient absentés mercredi matin et lui avaient confié leur jeune fils.

● *Hold-up au Havre : un butin de 2,8 millions de francs*. – Au cours d'un hold-up, le 16 août, quatre malfaiteurs *armés et masqués ont* dérobé la paie hebdomadaire des trois mille dockers du port du Havre, emportant un butin d'environ 2,8 millions de francs.

Peu après 10 h 30, les quatre hommes ont fait irruption dans les bureaux de la Caisse de congés payés du port, alors que le personnel préparait les salaires des dockers. Menaçant de leurs pistolets-mitrailleurs les quinze employés, ils se sont emparés des enveloppes individuelles *contenant* l'argent de la paie, sans pouvoir toutefois tout emporter.

● *Iparretarrak revendique un attentat*. – L'attentat à l'explosif, commis le 16 août contre le palais de justice de Bayonne, a été revendiqué par le groupe nationaliste clandestin Iparretarrak. *Dans un message* adressé à plusieurs organes de presse, le groupe réclame *« la libération des prisonniers »*. L'attentat est *intervenu après des décisions* judiciaires confirmant le maintien en détention de deux membres d'Iparretarrak en attente de jugement : MM. Jean-Pierre Sainte-Marie et Marie-France Héguy.

M. Marchais en Crimée

De notre correspondant

Moscou. – Un jeune pionnier s'avance, foulard rouge autour du cou et salue d'une voix aiguë la présence de M. Gorbatchev et de... M. *Georges Marchais*, secrétaire général du Parti communiste français. Les caméras s'attardent sur M. Gorbatchev en bras de chemise, puis sur sa femme Raïssa en robe d'été, mais on ne parvient pas à distinguer la silhouette du dirigeant communiste français. La télévision *soviétique montrait*, vendredi soir 16 août, en Crimée, la colonie de vacances d'Artek, qui célébrait son soixantième anniversaire.

M. Marchais est en URSS depuis le 30 juillet dernier. Il a séjourné dans les Républiques baltes, puisque des journaux *locaux* y *ont signalé sa présence*. Le reportage télévisé de vendredi *soir ne permet* pas de savoir si la rencontre avec M. Gorbatchev, souhaitée par M. Marchais, a déjà eu lieu. Brejnev recevait volontiers les camarades étrangers *lors de leur villégiature* sur la mer Noire. M. Gorbatchev va-t-il *reprendre cette tradition* ?

La colonie de vacances d'Artek a toute une histoire. Fondée par le régime soviétique pour *les enfants des dirigeants ou des* personnalités qu'on voulait *récompenser*, elle a vu défiler des petites têtes blondes aux noms célèbres. *« Des milliers d'enfants d'URSS et de soixante pays étrangers s'y reposent actuellement »*, écrit Tass. C'est là que les enfants de Maurice Thorez passaient jadis leurs vacances dans une atmosphère à la fois *luxueuse* et surveillée.

D. Dh.

Culture

UN CONCOURS LITTÉRAIRE TOUS LES DEUX SIÈCLES...

La langue française, d'Antoine Rivarol à Charles Hélou

Cherchant en 1984 comment célébrer dignement, l'année suivante, le quinzième anniversaire de sa fondation – à Niamey, en 1970, – l'Agence (francophone) de coopération culturelle et technique tomba sur le concours relatif à l'universalité de la langue française organisé par l'Académie de Berlin... il y a deux cents ans.

Elle décida donc de lancer, pour 1985, un grand concours littéraire ouvert aux ressortissants des trente-neuf pays des cinq continents membres de l'Agence francophone (voir encadré). Le thème proposé était : *« L'Europe et le monde ont bien évolué depuis le concours organisé par l'Académie de Berlin. Comment les peuples qui (...) utilisent entièrement ou partiellement le français comme langue de pensée ou de communication peuvent-ils coopérer à l'évolution de cette langue pour lui permettre de mieux jouer son rôle international* [et] *assurer la diffusion la plus large de leurs cultures ? »* Le concours reçut le nom de Charles Hélou, ancien chef de l'Etat libanais, écrivain et l'un des pères du mouvement francophone avec Charles de Gaulle, Habib Bourguiba (Tunisie), Norodom Sihanouk (Cambodge), Léopold Senghor (Sénégal) et René Levesque (Québec).

Le concours de Berlin, qui fit grand bruit à l'époque à travers l'Europe intellectuelle, de Saint-Petersbourg à Lisbonne, posait la question : *« Pour quelles raisons la langue française s'est-elle élevée au rang d'une langue universelle ? Qu'est-ce qui lui vaut une telle prérogative (...) ? »*

La compétition fut remportée par Antoine Rivaroli, dit Rivarol, citoyen français d'origine italienne, né en Languedoc en 1753 et mort à Berlin – lieu de sa plus grande gloire – en 1801. Cet auteur qu'on ne lit plus, mais dont un hebdomadaire français d'*« opposition nationale »* porte le nom (*Rivarol*, fondé en 1951), et dont la Monnaie a récemment gravé le profil, connut le succès à la veille de la Révolution grâce à ses pamphlets, véritable condensé de l'esprit parisisn sans pitié de la fin du dix-huitième siècle. Lorsque Mirabeau se rapprocha de Louis XVI, Rivarol s'écria : *« Il est capable de tout pour de l'argent, même d'une bonne action ! »*

Dans son *Discours* – un essai de cent pages, réédité en 1964 par le Club français du livre avec une préface de Georges Duhamel, – Rivarol s'attache à démontrer que la qualité essentielle du français est la *« clarté »* ; quand un auteur étranger est traduit (Rivarol lui-même traduisit *l'Enfer* de Dante), sa pensée s'en trouve expliquée, interprétée avec exactitude pour la première fois, estime Rivarol, qui conclut que le français est le seul idiome ayant la *« probité de son génie »*.

L'éclat rivarolien, dans lequel certains voient plus d'agilité que de profondeur, a occulté que le prix de l'académie berlinoise fut remportée *ex aequo* par Rivarol et par... l'écrivain germanophone Jean-Christophe Schwab (1743-1821). Sa *« dissertation »* sur l'universalité du français, écrite en allemand et traduite dans notre langue à Paris en 1803, reste l'œuvre principale de cet obscur anti-kantien.

Peut-être est-ce pour se référer un peu plus au choix des académiciens berlinois que le jury du prix Charles-Hélou, présidé par l'ancien président du Liban et comprenant des personnalités aussi diverses que Léopold Senghor, Yvette Roudy, ministre des droits de la femme, Paulette Decraene, secrétaire particulière du président Mitterrand, Philippe de Saint-Robert, commissaire général de la langue française, Stelio Farandjis, secrétaire général du Haut Conseil de la francophonie, etc., ont couronné *ex aequo* deux des quatre-vingts copies parvenues à Paris d'une vingtaine de pays. Les lauréats, tous deux enseignants, le Zaïrois Tshisungu wa Tshisungu et le Français Didier Lamaison, se sont partagés 100 000 F, et leurs *« discours »* seront publiés par l'ACCT.

Nous donnons ci-après des citations de leur travail ainsi que quelques passages de la copie d'autres candidats sélectionnés et qui feront également l'objet d'une publication par l'Agence francophone.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Négritude et Vaugelas

par LÉOPOLD SEDAR SENGHOR, de l'Académie française

Maintenant que nous avons résolu de créer la *francophonie*, comme en témoigne son Haut Conseil, le respect de la langue française est un devoir pour chacun de nous, que nous soyons de l'Hexagone ou de l'outre-mer, militants de la négritude ou de l'arabité, sans oublier les Vietnamiens ni les Québécois.

C'est pourquoi je voudrais, une fois de plus, dénoncer la manie qu'ont certains auteurs d'étaler leur science linguistique, parfois toute neuve. Et voici que la maladie s'est répandue hors de l'Hexagone, singulièrement en Afrique, et jusque chez ceux qui se réclament de la négritude.

Comme on le sait, le capitaine Thomas Sankara, ayant réussi son coup d'Etat l'autre année, s'est dépêché de remplacer le nom de Haute-Volta par celui, plus africain, de Burkina-Fasso. L'intention était louable. Mais voilà que le nouveau chef d'Etat, qui est très intelligent, mais pas linguiste ni même grammairien, donne à son pays un adjectif : *burkinabé* (au lieu de burkinais). Or cette création, de toute évidence, n'obéit pas aux règles de la grammaire française. Je ne crois même pas que Burkina-Fasso y réponde, car je ne connais pas de langue africaine qui ait une voyelle aiguë, semblable au *u* français, que la phonétique note *ü*.

Je sais bien que certains chercheurs, voire certains écrivains, qui veulent faire montre de leur science, écrivent tels quels, et dans ce qu'ils croient l'écriture phonétique, les noms, adjectifs ou déterminants qui désignent les peuples. C'est ainsi qu'on lit souvent, pour désigner les peuples de l'Afrique équatoriale : les « Bantus ». C'est déjà un peu mieux quand, pour désigner les nomades du Sénégal, on écrit : *« un Poulo, des Foulbe »*.

L'exemple du Sénégal est d'autant plus intéressant que, dans ce pays, qui fut la plus vieille colonie française d'Afrique, on a résolu le problème depuis longtemps. En appliquant, tout simplement, les règles de la grammaire française. Et cela depuis la première organisation de l'enseignement primaire, *sous la* Restauration.

Mais encore, me demandera-t-on ? Mon ancien maître en Sorbonne, Ferdinand Brunot, l'historien de la langue française, nous le disait souvent, *« en grammaire, ce n'est pas la rationalité qui joue, mais l'analogie »*. C'est ainsi que les responsables, en commençant par les enseignants, ont toujours justement écrit : *« un Peul, des Peuls ; un Bantou, des Bantous »*.

En vérité, les faux savants et les militants de la *« nouvelle négritude »* ont tort, même si nous avançons sur leur terrain. Puisqu'ils parlent de *« rationalité »*, de *« logique »*, de *« science »*, ils devraient écrire : *« un Pulo, des Fulbe »*, avec un *b* implosif, et *« un Muntu, des Bantu »*. Les paysans sérères de mon village natal sont, dirai-je, plus logiques, qui « sérérisent » le mot de « Français ». En effet, ils disent, en pratiquant l'alternance consonatique : *« O Faranse oxe, Faranse we »*. Je traduis : *« le Français, les Français »*.

Je dirai, en conclusion, que refuser de franciser les adjectifs, comme les substantifs au demeurant, c'est faire un complexe d'infériorité. On aura tout vu.



CAGNAT.

L'avenir au-delà des mers

Ceux qui pensent que la langue française est menacée et qui affirment péremptoirement qu'elle est en péril fondent leur rapide constat sur trois phénomènes majeurs, qu'il ne serait pas, ici, inutile de mettre en lumière. Il s'agit en premier lieu d'une angoisse, qui mine la France officielle, d'assister un jour à la naissance d'un nationalisme linguistique pur et dur, agressif et brutal qui bousculerait et renverserait la hiérarchie des langues dans les pays qui, naguère, appartenaient à son empire colonial, et où le français jouit d'un prestige social et surtout d'un statut privilégié, celui de langue officielle.

En deuxième lieu, il s'agit d'une certaine désintégration structurelle du français qui mettrait en cause l'unité grammaticale de la langue. En effet, certains craindraient une évolution spécifique du français sur chaque continent ; évolution qui le ferait peu à peu diverger comme dans le cas du portugais et du brésilien.

Et en troisième lieu, il s'agit du phénomène de l'emprunt linguistique. En effet, le nombre sans cesse croissant de mots anglais qui envahissent le lexique français est considéré par beaucoup comme un signe sinon de l'abâtardissement, du moins de l'appauvrissement de la langue française.

(...) Le français eut son passé de cocagne, et ce qu'il a perdu au fil des siècles en Europe, il l'a gagné au-delà des mers.

TSHISUNGU WA TSHISUNGU.
Lubumbashi (ex-Elisabethville), Zaïre.

Les ailes de la francophonie

La francophonie est absolument rebelle à un traitement politique univoque. On ne peut assigner l'île de la Réunion à un rôle tant soit peu comparable à celui de la Belgique dans l'évolution future de la langue française. Les productions de la culture ruandaise ne peuvent occuper la tribune francophone au même titre que celles du Canada. Les liens de solidarité, s'ils existent, qui rapprocheraient l'Algérie et la Nouvelle-Calédonie, ne donneront jamais la moindre idée de ceux que l'histoire a tissés entre la France et le Sénégal. La nécessité de rassembler autour de quelques idéaux des populations aussi différentes n'autorise pas à évacuer le problème posé par la disparité des *moyens* et des *motivations*que chacune peut mettre au service de la langue française. Il est bon que la francophonie se sente des ailes, mais elle ne pourra faire qu'on élève de la même façon tous les oiseaux de la création sous prétexte qu'ils ont généralement en commun la capacité de voler.

DIDIER LAMAISON.
Paris.

Racines au Liban

La connaissance du fançais est particulièrement répandue (au Liban). Elle est enseignée, concurremment avec l'arabe, dès l'école primaire (le taux de scolarisation est élevé), et employée tout au long du cycle éducatif, au minimum pour les matières scientifiques. Ce schéma s'applique à la grande majorité des écoles primaires et secondaires, qu'elles soient privées ou gouvernementales, les autres ayant recours à l'anglais dans les mêmes buts. Les épreuves scientifiques du baccalauréat sont rédigées dans les deux langues, au choix des candidats, qui, pour la plupart, optent pour le français. L'épreuve de langue étrangère, donc presque toujours de français, comporte des questions sur la littérature. Enfin, trois universités sur cinq, dont l'Université nationale, l'utilisent, soit uniquement, soit majoritairement (...). Le français est suffisamment enraciné dans le pays pour que la quasi-totalité de ceux qui l'enseignent à tous les niveaux soient autochtones.

ELIE JEAN GÉDÉON
(Beyrouth).

« Foutez-moi *la* camp ! »

Une belle blonde américaine se promène dans Paris ; elle est suivie par un jeune Français qui la talonne (...). La jeune blonde esquive ses tentatives, essaie de le dépasser mais ne réussit pas. A un moment donné, elle crie à tue-tête : *« Foutez-moi LA camp ! »* Le jeune Français se tourne vers elle, lui dit : *« Excusez-moi, madame, mais c'est foutez-moi LE camp »*, et il se retourne, ne la poursuivant plus. Cette correction d'un article masculin pris pour un article féminin a ainsi détruit la belle image de l'Américaine, la faute linguistique faisant partie d'une faute esthétique.

HEDI BOURAOUI,
écrivain tunisien, enseignant au Canada.

Les 39 membres de l'ACCT

Bien que dans la pratique le traitement réservé aux membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) soit le même, il existe trois formules juridiques de participation à l'Organisation internationale de la francophonie.

– **Trente Etats membres :** Belgique, Benin (ex-Dahomey), Burkina (ex-Haute-Volta), Burundi, Canada, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, France, Gabon, Guinée, Haïti, Liban, Luxembourg, Mali, Maurice, Monaco, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu (ex-Nouvelles-Hébrides), Vietnam, Zaïre ;

– **Sept Etats associés :** Cameroun, Egypte, Guinée-Bissao, Laos, Maroc, Mauritanie ;

– **Deux gouvernements participants :** Sainte-Lucie, Québec, Nouveau-Brunswick.

★ Agence de coopération culturelle et technique, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris. Tél. : (1) 575-62-41.

L'UNIVERSITÉ LAVAL ET LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Un jeu de mots-matière

A la suite de notre enquête sur la Bibliothèque nationale (le Monde *du 11 juillet*), *nous avons reçu des précisions de Céline R. Cartier, directeur général de bibliothèque de l'université Laval. Nous avions écrit en effet, à propos de l'informatisation :* « La liste des mots-matière elle-même a réservé des surprises. Pour gagner du temps, on a cru bon d'emprunter celle de la bibliothèque de Laval, au Canada. Mais si elle s'est bien révélée d'une étonnante précision, c'est pour les thèmes religieux, spécialité de l'université locale... »

Décrivant l'histoire des relations entre les deux institutions, Céline R. Cartier nous écrit :

L'université Laval, située dans la ville de Québec (Canada), est la plus ancienne université de langue française en Amérique du Nord. Elle a été créée en 1852 et porte le nom du premier évêque, François de Montmorency Laval, qui a fondé en 1663 le séminaire de Québec.

L'université Laval accueille à l'heure actuelle quelque trente mille étudiants et dispense des enseignements de 1er, 2e et 3e cycles. Ses programmes couvrent toutes les disciplines du savoir humain, et ses centres de recherche, dont quelques-uns sont connus internationalement, s'intéressent à des disciplines aussi nombreuses que variées. Ell a décerné à la fin de 1984-1985 plus de cent doctorats aussi bien dans les sciences humaines et sociales et les sciences pures que dans les sciences de la santé.

Je crois qu'on peut difficilement qualifier une telle institution d'*« université locale »* spécialisée dans *« les thèmes religieux ! »*

∴

La bibliothèque de cette établissement est aussi ancienne que l'université elle-même, et elle est reconnue parmi les importantes au Canada ; elle est, à tout le moins, au premier rang des bibliothèques universitaires de langue française en Amérique. Ses collections documentaires multi-média, qui supportent l'enseignement et la recherche, totalisent quelque deux millions de documents couvrant tous les champs de connaissance. Elle dispose d'effectifs importants : quelque 280 employés dont 80 professionnels de la documentation. Son budget annuel atteint presque les 12 millions de dollars, soit approximativement 84 millions de francs, et les crédits affectés au développement de ses collections sont actuellement de 2 800 000 dollars, soit un budget, selon les chiffres cités par votre journal, supérieur à celui que la Bibliothèque nationale de France consacre à ses acquisitions.

Cette bibliothèque de l'université Laval a élaboré, au milieu des années 60, un vaste programme d'automatisation de l'ensemble de ses opérations, programme qui a été progressivement implanté (...) La *« liste des mots-matière »*, que vous mentionnez dans votre article a été entreprise en 1946, au moment où la Bibliothèque de l'université Laval avait décidé de réorganiser ses services documentaires. Depuis ce temps, elle a assumé le développement intellectuel et la mise à jour de cet instrument de travail indispensable pour l'indexation de la documentatio. Le *Répertoire de vedettes-matière* constitue à l'heure actuelle le seul thésaurus encyclopédique à vocabulaire contrôlé en langue française qui existe dans le monde. Il a été reconnu, par la Bibliothèque nationale du Canada, dès 1974, comme seule norme nationale pour l'indexation des ouvrages en langue française. Neuf éditions du *Répertoire* ont été publiées entre 1962 et 1983. La dernière, entièrement automatisée et accessible par terminal aussi bien que sous forme imprimée, comprenait 50 000 dossiers. Plus d'un millier d'institutions à travers le monde l'ont adoptée pour le traitement de leurs collections documentaires.

En 1979, après des études qui avaient duré plusieurs années, la Bibliothèque nationale de France décidait, à l'instar de la bibliothèque publique d'information du Centre Pompidou, d'utiliser le répertoire de Laval. En décembre, le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'université Laval rencontrait à Paris les responsables du projet et discutait avec eux des perspectives à court et à long terme qui pouvaient être envisagées par les deux institutions. Un spécialiste de Québec s'est rendu par la suite à la BNF, en mars 1980, pour initier l'équipe française à l'utilisation de la liste. Les difficultés d'application s'étant révélées plus sérieuses que prévu, la Bibliothèque nationale déléguait à l'université Laval, à la fin de la même année, une bibliothécaire qui put approfondir sa formation et prendre connaissance de la structure d'organisation et de gestion du *Répertoire*. Par la suite, les deux équipes affectées à l'indexation par matières à Québec et à Paris ont été en constante communication, la BNF expédiant à Québec des listes de cas-problèmes et de questions pour lesquels la bibliothèque de Laval s'efforçait de trouver des solutions et des réponses.

∴

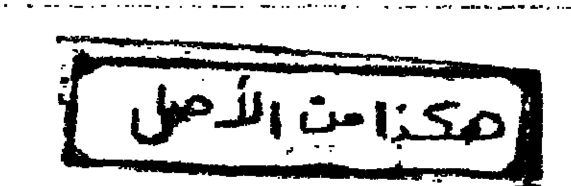
Des deux côtés de l'océan, on a constaté le peu d'efficacité de ce mode de communication, et très rapidement des échanges ont eu lieu en vue d'explorer les possibilités d'une liaison informatique entre les deux institutions...

Consciente également, malgré l'expertise de ses professionnels, de certaines lacunes quasi inévitables de son thésaurus dues à l'environnement nord-américain dans lequel il est élaboré, la bibliothèque de l'université Laval espérait aussi pouvoir compter sur l'apport technologique d'une institution essentiellement de langue française...

Les échanges en rapport avec ces projets de coopération et cette éventuelle liaison par télécommunications ont cessé depuis quelques années et nous en avons déduit que certains problèmes devaient obliger la BNF à reporter à plus tard ses objectifs. Toutefois, quant à l'« emprunt » de la liste, la BNF nous demandait de nouveau l'an dernier de lui faire parvenir quinze exemplaires de la neuvième édition, geste qui ne nous a pas paru correspondre à une « remise » ou un abandon du thésaurus... Récemment encore, nous acceptions, suite à ses appels téléphoniques, de recevoir les 26 et 27 août prochain des spécialistes français qui sont intéressés par le *Répertoire de vedettes-matière.*

∴

Ces faits « historiques » que je vous rappelle peuvent difficilement, me semble-t-il, être associés à une décision momentanée *« pour gagner du temps »*, comme vous l'indiquez dans votre article. Ils le peuvent d'autant moins que la bibliographie de la France, qui est une publication officielle de la BNF diffusée à travers le monde, reproduit depuis le mois de mai 1984 les vedettes-matière du *Répertoire* de la bibliothèque de l'université Laval, et ce dans toutes les disciplines. Les vérifications sommaires que nous avons effectuées par échantillonnage ces jours-ci dans la liste microfilmée des mots-matière produite par la BNF nous indiquent que près de 83 % des vedettes de noms communs qui y sont inscrites sont celles du système de Laval.



théâtre

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30 : *Tailleur pour dames.*

COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), sam. 17 h, + 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

FONTAINE (874-74-40) sam., 21 h : Du rififi dans les labours.

JARDIN SHAKESPEARE (241-81-93) sam. et dim., 15 h. et 16 h. : la Fête à Shakespeare.

GALERIE 55 (326-63-51), dim., sam., 19 h. : Sexual Perversity in Chicago ; 21 h. : Madam's Late Mother.

LUCERNAIRE (544-57-34) sam, I. 18 h., 20 h. : C'est rigolo (dern.). II. 18 h : Parlons français nº 2 ; 20 h : Chêne qui peut ; 21 h 45 : Commedia dell'arte ; Petite salle, sam. 21 h 30 : Max Mahler et S. Courtecuisse (dern.).

MATHURINS (265-90-00) sam., 21 h : les Mystères du confessionnal.

MICHODIÈRE (742-95-22), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. 30 : Le bluffeur.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h *45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Din*don.

PORTE ST-MARTIN (607-37-53), sam., 18 h 30 et 21 h 15 : Deux hommes dans une valise.

SAINT-GEORGES (878-63-47), dim. 15 h. sam. 19 h et 21 h 30 : On m'appelle Emilie.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Bubas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

TOURTOUR (887-82-48), sam., 20 h 30 : Agatha ; 22 h 30 : Tango pile et face.

VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 20 h 45, dim. 15 h 30 : N'écoutez pas mesdames.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (354-94-97), sam., dim., 21 h : Chansons françaises.

ESPLANADE DE LA DÉFENSE, sam., 22 h : Broadway Hollywood (spectacle gratuit).

GYMNASE (246-79-79), sam., 21 h : Thierry le Luron.

La danse

ESPACE RONSARD (264-31-31), sam., 20 h 45 ; dim., 17 h : Jeune ballet classique de France.

MAIRIE DU IVe (278-60-56), sam., dim. à 21 h : Ballets historiques du Marais.

Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)

SAMEDI 17 AOUT

Eglise St-Julien-le-Pauvre, 20 h : R. Parrot, Th. Fèvre (Vivaldi, Albinoni, *Corelli...*).

La Table Verte, 22 h : T. Chagnot (Bach, Rodrigo, Ponce...).

DIMANCHE 18 AOUT

Eglise Saint-Julien-le-Pauvre, 20 h : voir samedi.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim., 21 h 30 : G. Mighty Flea Connors.

FONDATION ARTAUD, sam., 22 h : Men in the Hill.

MONTANA (548-93-08), sam., dim., 22 h : R. Urtreger.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim., 23 h : R. Weston, M. Ben Fatah.

PHIL'ONE (776-44-26), dim., 22 h : Soirées fresh de Dan, sam., Gazoline.

SLOW CLUB (233-84-30), sam., 21 h 30 : De Preissac Jazz Group (dern.).

TROIS MAILLETZ (354-00-79), sam., 23 h : Voices of America ; Paul Cooper.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam., 22 h 30 : A. Penon, R. Pelinski, E. Klainer.

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

BATEAUX-MOUCHES, sam., à 15 h 30 : Quatuor de Saxophones de Paris (Bach, Albeniz, Turpin...).

SAINTE-CHAPELLE, sam., à 19 h et 21 h : The Hilliard Ensemble (Power, Dunstable, Byrd...).

ÉGLISE SAINT-SÉVERIN, dim., à 19 h : La Grande Ecurie et la Chambre du roy (Bach).

XVIIe Festival de l'Orangerie de Sceaux

(660-07-79)

ORANGERIE, sam., à 17 h 30 : L. de San, N. Lee, A. Adorjan, R. Loewenguth (Ravel) ; dim. à 17 h 30 : *H. Austbo* (Chopin, Schumann).

Samedi 17 - Dimanche 18 août

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA MAISON ET LE MONDE (Ind., v.o.) : *Olympic, 14e (544-43-14).*

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56) : Calypso, 17e (380-30-11).

MASK (A., v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52).

MISHIMA (A.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

NOM DE CODE : OIES SAUVAGES (A., v.f.) : Paris Ciné II, 10e (770-21-71).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, *11e (805-51-33).*

LES NUITS CHAUDES DE CLÉOPATRE (It., v.f.) (**) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

PARIS TEXAS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-51-36).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

POREY'S CONTRE-ATTAQUE (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; *UGC Rotonde, 6e* (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LE RETOUR DU CHINOIS (Brit.), v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

LES RIPOUX (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Danton, *6e* (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; 14-Juillet Beaugrenelle, *15e (575-79-79).*

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

SPÉCIAL POLICE (Fr.) : UGC Montparnasse, *6e (575-94-94) ; UGC Normandie*, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40).

STARMAN (A.) (V.f) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

STEAMING (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

SUBWAY (Fr.) : St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : *Quintette, 5e (633-79-38).*

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE *(Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).*

UN ÉTÉ POURRI (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

VENDREDI 13, CHAPITRE 5, UNE NOUVELLE TERREUR (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : 14-Juillet *Parnasse, 6e (326-58-00) ; St*-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-990-81).

WITNESS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; *Bretagne, 6e* (222-57-97) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LES ZÉROS DE CONDUITE (A. s.f.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07).

LES FILMS NOUVEAUX

LA CAVALE IMPOSSIBLE, (*), film américain de Stephen Gyllenhaal (v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; V.f. : UGC Gare de *Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobe*lins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Secrétan, 19e (241-77-97).

COMMENT CLAQUER UN MILLION DE DOLLARS PAR JOUR, film américain de Walter Hill (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; V.f. : Rex, 2e (235-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

DREAMSCAPE (*), film américain de Joe Ruben (v.o.) : *Forum Orient* Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-789-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Gaumont Berlitz, 2e (742-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; *Fauvette, 13e (331-56-86)* ; Gaumond Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, *15e (828-42-27)* ; Images, 18e (522-47-94) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

PALE RIDER, film américain de Clint Eastwood (v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Mercury. 8e (562-75-90) ; *Montparnasse Pathé, 14e* (320-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

UNE DÉFENSE CANON, film américain de Willard Huyck (v.o.) : Ciné-Beaubourg. 3e (271-52-36) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

Les grandes reprises

L'ACROBATE (Fr.) : Olympic entrepôt, 14e (544-43-14).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace *Gaîté, 14e (327-95-94).*

AMERICAN COLLEGE (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LE *BAL* DES VAMPIRES (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

BARRY LYNDON (Angl., v.o.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Calypso, 17e (380-30-11).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

BORN TO BE BAD (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-14-04).

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.) : *Saint-Lambert, 15e (532-91-68).*

CABARET (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Georges-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40).

LE CHAT NOIR (A., v.o.) : Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20).

LA CROISÉE DES DESTINS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

DÉLIVRANCE (A. v.o.) (*) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Elysées-Lincoln, 8e (354-36-14).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) : Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

DERSOU OUZALA (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

2001 L'ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70).

DUNE (A., v.o.) : Grand Pavois (h. sp.), 15e (554-46-85).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'ÉTOFFE DES HÉROS (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

EXTÉRIEUR NUIT (Fr.) : Ciné Beaubourg, (h.sp.), 3e *(271-52-36) ; Espace* Gaîté, 14e (327-95-94).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

LA FEMME MODÈLE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

GUERRE ET PAIX (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

HAIR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, *6e* (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

IL ÉTAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION (A., *v.o.) : Gaumont* Halles, 1er (297-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; *14 Juillet* Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; *Nation, 12e (343-00-67)* ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont *Convention, 15e* (828-42-27) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

LES LARMES AMÈRES DE PETRA VON KANT (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

MAMAN KUSTERS S'EN VA-T-AU CIEL (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

MÉDÉE (It., v.o.) : Studio Galande *(h. sp.), 5e (354-72-71).*

MERLIN L'ENCHANTEUR (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Studio Galande (h. sp.), 5e (354-72-71) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Saint-Ambroise (h. sp.), 11e (700-89-16).

METROPOLIS (All.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MOGAMBO (A.) : Champo, 5e (354-51-60).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Logos, 5e (354-42-34) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PAIN, AMOUR ET FANTAISIE (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

PAIN AMOUR ET JALOUSIE (It., v.o.) : Médicis, 5e (633-25-97).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (508-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PHASE IV (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

PIERROT LE FOU (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

POUR UNE POIGNÉE DE DOLLARS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16).

LE PROCÈS (A., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

PROVIDENCE (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76)) ; v.f. : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) : Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-56-85).

SCANNERS (A., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37).

SOLEIL VERT (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).

TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Boîte à films, 17e (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA TAVERNE DE LA JAMAIQUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

THÉORÈME (It., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01).

TO BE OR NOT TO BE (Lubitsch, v.o.) : *Champo, 5e (354-51-60).*

TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Montparnos, 14e (327-52-37) ; Tourelles, 20e (636-10-96).

LES VALSEUSES (Fr.) (*) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., *v.o.*) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Balzac, 8e (561-10-60).

WARGAMES (A.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (575-33-00).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 17 AOUT

Carte blanche à P. Vecchiali : 15 h, les Nuits moscovites, de A. Granowsky ; 19 h, la Maison de la Flèche, de H. Fescourt ; 17 h, El bruto, de L. Bunuel ; 21 h : Cinéma japonais contemporain : Zigeunerweisen, de Seijun Suzuki.

DIMANCHE 18 AOUT

Carte blanche à P. Vecchiali ; 15 h, les Aventures du Roi Pausole, de A. Granowsky ; 19 h, l'Emigrante, de L. Joannon ; 17 h, Cendres et diamant, de A. Wadja ; 21 h : L'eau était si claire, de Yoichi Takabayashi.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 17 AOUT

15 h, Alexandre le Grand, de T. Angelopoulos ; 21 h, Si c'est ça le destin, de H. Reidemeister ; 19 h, Cinéma chinois : la *Lumière de l'Aube, de Wu Yinxun.*

DIMANCHE 18 AOUT

15 h, Alambrista, de R. M. Young ; 17 h, Science-fiction et fantastique : la Mouche noire, de K. Neumann ; 19 h, Cinéma chinois : l'Orchidée de la Ruelle, de Kon Wei ; 21 h, la Dernière Vague, de P. Weir.

Les exclusivités

ADIEU BONAPARTE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, *6e* (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'ARBRE SOUS LA *MER* (Fr.) *: Grand* Pavois (H. sp.), 15e (554-46-85).

L'AVENTURE DES EWOKS (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

LA BASTON (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

LE BÉBÉ SCHTROUMPF (Belge) : *Templiers, 3e (772-94-56)* ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).

BIRDY (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, *14e (320-30-19).* – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5e (354-42-34) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Rialto, 19e (607-87-61).

CINQ FEMMES A ABATTRE (**) (A., v.o.) : Paris Ciné I, 10e (770-21-71).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : Républic, 11e (805-51-33).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, 5e (325-78-37).

DAVID, THOMAS ET LES AUTRES (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; *Epée de Bois, 5e (337-57-47).*

LA DÉCHIRURE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER DRAGON (A., v.f.) : Rex, 2e (326-83-93) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

DESIDERIO (It., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

DÉTECTIVE (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

DIESEL (*) (Fr.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

L'EAU ET LES HOMMES (Fr.) : Géode, 19e (245-66-00).

EMMANUELLE IV (**) : George-V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Rialto, 19e (607-*87-61).*

ESCALIER C (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; *Convention Saint-Charles, 15e* (579-33-00).

LE FACTEUR DE SAINT-TROPEZ (Fr.) : George-V, *8e (562-41-46) ; Maxé*ville, 9e (770-72-86) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – *V.f.* : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA FORET D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Bretagne, *6e* (222-57-97) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

GROS DÉGUEULASSE (Fr.) : Gaîté Boulevard, 9e (233-67-06).

LA GROSSE MAGOUILLE (A., v.o.) : Gaumont Colisée, 8e (359-29-46).

GYMKATA (A., v.f.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Gaîté Rochechouart, 9e (878-81-77).

L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Saint-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (**) (A., v.o.) : UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : George-V, 8e (562-41-46) ; Bergère, 9e (770-77-58).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Bienvenüe-*Montparnasse, 15e (544-25-02)* ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, *16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e* (758-24-24).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Gaumont *Ambassade, 8e (359-19-08).* – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

SAINT-TROPEZ INTERDIT (Fr.), (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SALE TEMPS POUR UN FLIC (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

SANG POUR SANG (A.) (**) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Mosco Ciné, 9e (225-09-83). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4033

HORIZONTALEMENT

I. Avec lui, il n'y a tout de même pas de quoi avoir la grosse tête. – II. Ne figure pas sur toutes les cartes. Mit sur les genoux. – III. Article qu'on ne trouve que dans certains rayons. Brillant sujet. Note. – IV. Cours franco-belge. Fait boire la *tasse à bien du* monde. Partie d'échecs. V. Est on ne peut plus évocatrice. – VI. A du fil *mais pas d'aiguilles.* Un homme parmi tant d'autres. Etait, en quelque sorte, un homme d'argent. – VII. *Conjonction.* Avaient une certaine grandeur tout en restant assis. A l'origine de très *nombreuses fugues.* – VIII. Un truc qui vaut de l'or. Idéale pour collectionner les images. On a souvent l'occasion d'y prendre l'habit. – IX. Adverbe. En fin de soirée. Peut faire partie d'un groupe de cent. N'est pas attendu pour rien. – X. Marque de duplicité. Fait courir le risque d'être couvert de boue. – XI. Cité péruvienne. Végétal ou joyeux drille. S'est toujours fait énormément désirer. – XII. Homme de robe. Peut nous faire voir rouge. N'a rien à voir avec le gros lot. – XIII. Finit toujours par trouver la branche qui lui convient le mieux. Privées de l'essentiel. – XIV. Parlent souvent à tort et à travers. Etre rosse ! Pour ne pas perdre le fil. – XV. Propriété nippone. N'arrête pas de « cavaler ».

VERTICALEMENT

1. N'est vraiment pas destinée aux enfants. Note. 2. Œuvres moyenâgeuses. Souvent visibles en bout de ligne. – 3. Façon de vivre... Porte ses fruits. – 4. Refuges pour « crapauds ». Lettres de service. – 5. Interjection. Fait perdre sa place. Loup de mer. – 6. Nécessite une connaissance approfondie des bulbes et des troncs. Note. – 7. Trous d'air. A eu un mal de chien à mettre fin à une calamité. – 8. Parlait de la pluie mais jamais du beau temps. Rien de tel pour un changement d'air. – 9. Romains. « Signes » de malheur. Met un terme à certaines menaces. 10. Morceau de gâteau. Etait souvent entre deux « feux ». Est bien rond. – 11. Pronom. Note. Partie fragile d'une « porcelaine ». – 12. A nécessité un travail aux pièces. Un point c'est tout ! – 13. Ne manqua pas d'éliminer. Un trou dans le tissu. Toujours en dépression. – *14. Une* coupe qui donne des éclats de... vers. Conjonction. Est donc tombé sous le sens. – 15. Ont peut-être obligé à tirer la langue. Sortir du noir.

Solution du problème nº 4032

Horizontalement

I. Alevinier. – II. Demi. Imbu. – III. Ovate. Pé. – IV. Luce. Boni. – V. Eristales. – VI. Sées. Di. – VII. Epître. – VIII. Ego. Agée. – IX. Nabotes. – X. Crus. Ossu. – XI. Esse. Néos.

Verticalement

1. Adolescence. – 2. Levure. gars. – 3. Emacié. Obus. – 4. Vitesse. Osé. – 5. Pat. – 6. Ni. Badigeon. – 7. Impolitesse. – 8. Ebène. Ré. Se. – 9. Ru. Isée. Sus.

GUY BROUTY.

France / services

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 17 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 40 Au théâtre ce soir : la Malibran.
De J. Josselin, avec S. Voyze-Valayre, Y. Folliot, V. Pradal.
Aventures et mésaventures d'une illustre chanteuse – la Malibran – morte tragiquement en Angleterre à l'âge de vingt-huit ans. Pièce en deux actes et douze tableaux, mise en scène de Philippe Rondest.
22 h 35 Nuits vagabondes (et à 23 h 05).
Emission présentée par Roger Gicquel.
Le jeu du flâneur ; Deux places au soleil ; Pacific Express ; Fiction Express ; Transhémisphère Express.
22 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 22

20 h 35 Variétés : Gala des grandes écoles 1984.
Un spectacle de cirque et de music-hall par des élèves des grandes écoles françaises.
21 h 40 Magazine : Les enfants du rock.
Rock'n'roll graffiti, *avec les Beatles, Sylvie Vartan, les Beach Boys, les Chats Sauvages, Johnny Hallyday ; en deuxième partie,* les Afros du rock, *avec Manu di Bango, Ghetto Blaster, Ray Lema, Fela.*
23 h Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Boulevard du rire.
Emission de J.-L. Tribes.
Septième émission d'une série de huit dont la qualité des scènes de plateau dépend des invités présents. On regrette toujours la fausse cordialité des acteurs et des chanteurs réunis autour d'une table. Quelques bons moments quand même ! Cette semaine, des extraits de spectacles de Dorothée, Luis Rego, Jacques Delaporte, Coluche, Sylvie Joly...
21 h 35 Journal.
21 h 55 Feuilleton : Dynastie.
Aventures et mésaventures d'une famille américaine.

22 h 40 Au nom de l'amour.
Emission de Pierre Bellemare.
23 h Musiclub.
Concert Offenbach (2e partie), par l'Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-C. Casadesus. Au programme extraits de la Belle Hélène, la Périchole *et* Orphée aux enfers.

CANAL PLUS

20 h 30 Téléfilm : Swengali ; **22 h 5** Les superstars du catch ; **23 h 5 Inseminoïd,** film de N.-J. Warren ; **0 h 30,** La Garce, film de C. Pascal ; **2 h Humongus,** film de D. Lynch ; **3 h 30** Séries rock ; **4 h 5, Elle voit des mains partout ; 5 h 25** Hill street blues.

FRANCE-CULTURE

19 h 15 *« Bird », ou la légende de Charlie Parker...* **1970,** 50e anniversaire de la naissance du musicien de jazz (rediffusion).
23 h 25 *Dits et récits :* le loup gris.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 04 Avant-concert.
20 h 30 Concert : (donné le 20 juillet dans la cour Saint-Louis) : « Widmung » de Schumann, « Der Jungling an der Quelle », « Gretchen am Spinnrade » de Schubert, « Chants de bergers de Haute-Auvergne » de Canteloube, « Extraits de Die tote Stadt » de Korngold, « S. Wonderful », « The man I love », « Love is here to Stay », « By Strauss » de Gershwin, « Tu pupil est azul » « Besa si aura que guimé blandemente » de Turina, « Cantata », « Prélude », « Rondo », « Récitatif », « Toccata », de Carter, par les Chorégraphies d'Orange, W. Fernandez, chant, G. Dadan, piano.
23 h 05 Le club des archives : œuvres de Brahms, Kreisler, Bazzini, Paganini...

Dimanche 18 août

PREMIÈRE CHAINE TF 1

8 h Bonjour la France.
9 h Emission islamique.
9 h 15 Source de vie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe à Tharon-Plage (Loire-Atlantique).
Préd. : Père Marc Joulin.
12 h Feuilleton : Arnold et Willy.
12 h 30 Dessin animé : Tom et Jerry.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 15 Sports dimanche vacances.
Tiercé à Deauville ; Formule 1 : grand prix d'Autriche ; Athlétisme : coupe d'Europe à Moscou.
17 h 45 Les animaux du monde.
Défense sous la mer.
18 h 10 Série : Guerre et Paix.
19 h Reprise : Infovision.
Durant tout l'été, TF 1 rediffuse les meilleurs sujets de ce magazine. Aujourd'hui : Ventre à louer, Guyane, la terre convoitée ; Pour des chiffres et des lettres.
20 h Journal.
20 h 35 Cinéma : Vacances à Venise.
Film américain de David Lean (1955), avec K. Hepburn, R. Brazi, I. Miranda, D. McGavin, M. Aldon, J. Rose.
Une Américaine entre deux âges vient passer ses vacances à Venise. Un antiquaire (marié), la courtise. Une comédie sentimentale dont le sujet rappelle Brève rencontre, *dans des décors touristiques. On admire Katharine Hepburn.*
22 h 15 Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 10 Informations et météo.
10 h 15 Les chevaux du tiercé.
10 h 40 Récré A 2.
11 h 10 Gym tonic.
11 h 45 Série : Le bar de l'escadrille.
12 h 15 Jeux de bandes.
12 h 45 Journal.
13 h 15 Il était une fois le cirque.
14 h 10 Série : Switch.
15 h Série : Cette terre si fragile.
Kalahari (Afrique), émission proposée par F. Rossif (rediff.).
15 h 55 Téléfilm : Deux amies d'enfance.
de N. Companeez, avec L. Mikael, A. Clément, C. Mossbrugger (1re partie). (Rediff.).
Sous l'occupation allemande, deux jeunes femmes qui ont vécu ensemble sont brusquement séparées par la guerre.
17 h 35 Les carnets de l'aventure.
15 ans, l'aventure.
18 h 30 Stade 2.
19 h 30 Série : Casse-noisette.
20 h Journal.
20 h 35 Une édition spéciale.
Les préparatifs et le départ de l'expédition de Dieuleveult sur le fleuve Zaïre sont diffusés à la place de « La chasse aux trésors » suivis par un documentaire inédit Akhenaton, le pharaon oublié, *de Nicholas Kendall, tourné sur les rives du Nil.*
21 h 35 Sports : Catch à Champigny.
22 h Harlem nocturne : Lightnin Hopkins et Mance Lipscomb.
Production INA, réal. M. Villiers.
Le blues urbain et le blues des campagnes à travers le portrait de deux bluesmen mythiques, Hopkins et Lipscomb, filmés dans les années 60. Un document sur les origines de la musique noire.
22 h 50 Journal.
23 h 15 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 35 Série : Méditerranée.
Réal. F. Quilici, avec la collaboration de Fernand Braudel, historien, professeur au Collège de France (rediff.).
Sur le plan politique et économique, l'Empire romain n'a pu durer. En revanche, les voies de communication, l'unité culturelle, les facilités d'échanges favorisent l'expansion spirituelle du monothéisme. La Méditerranée, anciennement païenne, commence à s'exprimer à travers la symbolique chrétienne.
21 h 30 Court métrage.
Les animaux en liberté (deuxième partie : La lutte pour la vie).
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Dans les rues.
Film français de Victor Trivas (1933), avec J.-P. Aumont, M. Ozeray, P. Dubost, V. Sokoloff, M. Jean-Worms, R. Legris (N.).
Un jeune chômeur se laisse entraîner dans un cambriolage pour les beaux yeux de la nièce du recéleur. Mélo social et populiste dans les faubourgs de Paris, dont l'atmosphère étrange, fascinante, est due à l'apport d'émigrés d'Allemagne et de Russie. Un film récemment redécouvert.
23 h 50 Prélude à la nuit.
« Humoresque », d'A. Dvorak par les solistes de l'Harmonie de la garde républicaine.

CANAL PLUS

7 h 5 L'homme au katana ; **7 h 45, Document :** Les derniers marins ; **8 h 45,** Cabou Cadin (et à 13 h 5 et 19 h 30) ; **9 h 10, l'Amour par terre,** film de J. Rivette ; **11 h 15, le Vol du sphinx** film de L. Ferrier ; **13 h 30,** Téléfilm : Les poupées de l'espoir ; **16 h 5,** Les superstars du catch ; **16 h 55** Les pionniers du Kenya ; **17 h 55,** *le* **Bourreau des cœurs,** film de C. Gion ; **20 h 30, A nous la victoire,** film de J. Huston ; **22 h 40, Un soir au music-hall,** film de H. Decoin ; **0 h 15, Haro,** film de G. Behat ; **1 h 45,** Andrzej Zulawski, metteur en scène de cinéma.

FRANCE-CULTURE

0 h Les nuits de France-Culture ; 7 h *Heure d'été* ; **8 h Foi et tradition. ; 8 h 25 Protestantisme ; 9 h 5 Ecoute Israël ; 9 h 35 Divers aspects de la pensée contemporaine :** la Grande Loge de France ; **9 h 50 Horizon,** magazine religieux ; **10 h** Messe à l'abbaye des cisterciennes de Laval ; **11 h Histoire du futur,** entretien avec Roland Castro, architecte ; **12 h Entretien avec...** Pierre Tal Coat ; **12 h 45 Anthologie insolite :** le réel et son double ; **13 h 40 Chansons pour un été :** chansons d'outre-France (la Réunion - île Maurice) ; **14 h 00 Radio-Canada :** le bestiaire de l'été ; **14 h 30 Mattis et Hégé,** ou le dernier été de Mattis la Houpette, par F. Oger (d'après « les Oiseaux » de T. Vesaas). ; **16 h 40 Musées-promenades :** le musée départemental du Prieuré à Chantilly ; **17 h Musique :** festival international de piano de La Roque-d'Anthéron.
19 h 15 *« Bird »* ou la légende de Charlie Parker... 1970, 50e anniversaire de la naissance du musicien de jazz (rediffusion).
23 h 10 La criée aux contes : la Chine.

FRANCE-MUSIQUE

2 h *Les nuits de France-Musique* ; **7 h 3** Concert-promenade : œuvres de Beethoven, Offenbach, Strauss, Sandauer, Fucik... ; **9 h 5 Les voyages musicaux du docteur Burney :** œuvres de Beethoven, Cupis, de Machaut, Helmont, Krafft... ; **11 h Concert** (Festival de Salzbourg, en direct du Mozarteum) : œuvres de Mozart, par l'orchestre du Mozarteum, dir. H. Graf, avec M. Werba, basson, G. Sieber, soprano, K. Rydl, basse, H. Wildhaber, ténor ; **13 h 5 Rosace :** magazine de la guitare ; **13 h 18 Joaquin Rodrigo et la guitare ; 14 h Harmonies :** œuvres de Roussel, Spohr, Koechlin, Gohlmieh ; **15 h 4 Opéra :** « Orlando Paladino », de Haydn ; **19 h 5** *Le temps du jazz :* euro-jazz.
20 h 4 Avant-concert.
21 h Concert (donné à la Philharmonie de Berlin, le 18 décembre 1984) : « la Grotte de Fingal, ouverture », Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn, « Sieben Frühe Lieder » d'A. Berg, Symphonie n° 8 en si mineur de Schubert, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. S. Ozawa, sol. V. Mullova, violon, H. Hagegard, baryton.
23 h 10 Parcours Stravinski.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF 1	20 h 35, Cinéma : *la Loi du silence,* d'A. Hitchcock ; 22 h 15, Portrait de Bruno Bettelheim ; 23 h 15, Journal ; 23 h 30, Choses vues.
A2	20 h 35, Le grand échiquier : Carnet de notes ; 23 h 15, Journal.
FR3	20 h 35, Cinéma : *le Jour et l'Heure,* de R. Clément ; 22 h 25, Journal ; 22 h 50, Thalassa, magazine de la mer ; 23 h 35, Rencontres de l'été ; 23 h 40, Prélude à la nuit.
CANAL PLUS	20 h 30, Cinéma : *la Bande des quatre,* de P. Yates ; 22 h 20, Les plus grandes corridas mexicaines et espagnoles ; 23 h 20, Festival de jazz d'Antibes 1984 ; 23 h 50, Hill street blues ; 0 h 35, Cinéma : *Inseminoid,* de N.-J. Warren ; 2 heures, Entre ciel et glace.

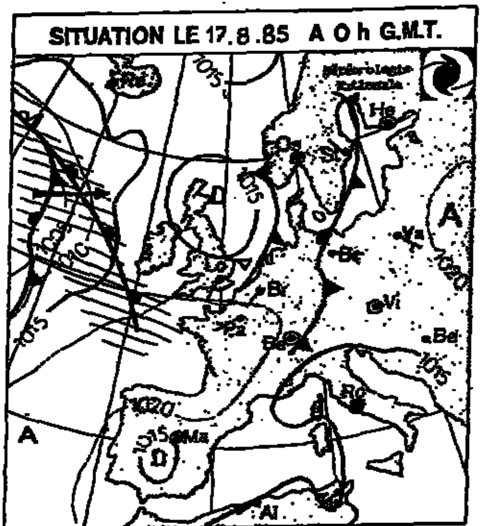
TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 18 AOUT

– *M. Louis Mermaz,* président de l'Assemblée Nationale, est l'invité de l'émission « Forum » de RMC, à 12 heures.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 17.8.85 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 18 08 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Evolution générale. – Un anticyclone s'étend sur la France, ralentissant la progression vers notre pays d'une perturbation océanique qui circule de l'océan aux îles Bbritanniques.

Dimanche matin, ciel nuageux de la Bretagne et de la Vendée au Pays de la Loire, à la Normandie, à la région parisienne et au Nord, de faibles pluies de la Picardie aux Ardennes et à la pointe de la Bretagne.

Ailleurs, ciel peu nuageux ou clair comme dans le quart Sud-Est. Les températures minimales seront de 12° à 14° sur le Nord-Ouest, 10° dans l'Est, 9° à 12° du Sud-Ouest au Centre et 16° sur le Midi méditerranéen.

En cours de journée un ciel passagèrement nuageux au nord de la Loire sur la Normandie et le Nord. Du soleil partout ailleurs. Les températures maximales atteindront 20° à 22° près de la Manche, 25° à 28° sur la majeure partie du pays et 30° à 33° sur le bord de la Méditerranée.

En soirée nuages et pluies arriveront sur la Bretagne et le Cotentin, le ciel se voilera progressivement sur le nord-ouest d'une ligne Bordeaux-Paris-Lille.

En Manche et sur les côtes bretonnes le vent de Sud-Ouest se renforcera soufflant en rafales.

Températures (le premier chiffre indique le minimum enregistré dans la nuit du 16 au 17 août, le second, le maximum de la journée du 17 août) : Ajaccio, 15 et 30 degrés ; Biarritz, 15 et 23 ; Bordeaux, 9 et 24 ; Bréhat, 14 et 20 ; Brest, 14 et 18 ; Cannes, 20 et 29 ; Cherbourg, 13 et 16 ; Clermont-Ferrand, 12 et 25 ; Dijon, 11 et 25 ; Dinard, 14 et 20 ; Embrun, 12 et 29 ; Grenoble-St-M.-H., 17 et 30 ; Grenoble-St-Geoirs, 14 et 30 ; La Rochelle, 12 et 22 ; Lille, 12 et 22 ; Limoges, 12 et 21 ; Lorient, 14 et 19 ; Lyon, 13 et 26 ; Marseille-Marignane, 20 et 32 ; Menton, 20 et 30 ; Nancy, 11 et 24 ; Nantes, 11 et 21 ; Nice-Côte d'Azur, 20 et 29 ; Nice-Ville, 30 max. ; Paris-Montsouris, 15 et 22 ; Paris-Orly, 13 et 23 ; Pau, 13 et 23 ; Perpignan, 21 et 31 ; Rennes, 12 et 21 ; Rouen, 13 et 19 ; Saint-Etienne, 11 et 25 ; Strasbourg, 12 et 25 ; Toulouse, 15 et 26 ; Tours, 9 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 32 ; Genève, 14 et 29 ; Lisbonne, 17 et 26 ; Londres, 10 et 19 ; Madrid, 17 et 34 ; Rome, 20 et 33 ; Stockholm, 10 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Carnet

Décès

– Mme Marius Binont,
son épouse,
Sœur Irène Binont,
sa fille, moniale bénédictine
et sa communauté monastique,
Sa famille, ses filleuls,
et ses amis vous font part du retour à Dieu de

M. Marius BINONT,
président honoraire
de la Société amicale
des administrateurs et commissaires
du bureau d'aide sociale de Paris,
confrère de Saint-Vincent de Paul,

doucement endormi dans la paix du Seigneur, muni des sacrements de l'Eglise et de la bénédiction apostolique à l'hôtellerie de l'abbaye Sainte-Marie de Maumont le 14 août 1985 dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le 16 août en l'église de l'abbaye.

L'inhumation aura lieu le 19 août à 16 h 15 au cimetière de Montrouge, métro Porte-d'Orléans.

Un office religieux aura lieu plus tard en l'église des Blancs-Manteaux, sa paroisse.

2 *bis*, rue des Rosiers,
75004 Paris.
P.F. Bourinet,
Au Myosotis,
Les Trois-Chênes,
Angoulême,

– Mme Louise Damiens,
son épouse,
M. et Mme Bernard Damiens,
M. et Mme Pierre Damiens,
M. et Mme Jean-Luc Mercier,
M. André Damiens,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André DAMIENS,

survenu le 12 août 1985 dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'église Saint-Vigor de Marly-le-Roi dans l'intimité de la famille.

23, avenue La Bruyère,
Marly-le-Roi 78160.
Le Pont,
L'Aigle 61300.

– La direction,
et les collaborateurs des Etains du Manoir,
32, rue de Paradis, 75010 Paris,
ont le regret de faire part du décès de leur directeur général,

M. André DAMIENS,

survenu le 12 août 1985.

– Chambéry (Savoie).

Madeleine Lecoanet,
sa sœur,
Mme André Lecoanet,
sa belle-sœur,
Chantal et Dominique Robitaillie,
leurs enfants Laetitia, Pauline, Cécilia,
Joëlle et Bernard Scheurer,
leurs enfants Philippe, Sylvie, Xavier,
Bénédicte et Jean Souletie,
leurs enfants Nicolas, Fabrice, Magali,
Yann et Marie-Anne Lecoanet,
leurs enfants Sophie, Priscille, Isabelle,
Françoise et Pierre-Yves Divisia,
leurs enfants Pierre-André, Claire, Laure, Bénédicte,
Anne et Michel Bouvard,
Patrick et Véronique Lecoanet,
leurs enfants Valérie et Alix,
Dominique Lecoanet
et Georg Baumann,
Olivier et Fabienne Lecoanet,
leur fils André,
Ses neveux, nièces, petits-neveux et petites-nièces,
Lili Gimard,
Françoise Manier,
toute sa famille et ses nombreux amis, ses camarades de la Résistance et de la Déportation, vous font part du décès de

Marguerite LECOANET,
sous-lieutenant FFI,
ex-déportée de Ravensbrück,
matricule 35397,
vice-présidente nationale de l'ADIR,
Officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
Officier de la médaille de la Résistance,
médaille du combattant 1939-1945,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
médaille de la déportation
et de l'internement,
médaille d'argent du conseil municipal
de Chambéry.

Les obsèques ont eu lieu le 13 août 1985 dans la plus stricte intimité selon la volonté de la défunte.

– Roland Tubiana,
M. et Mme Bruno Rufi,
M. et Mme Didier Bigot,
ses enfants,
Les familles Tubiana, Habib, Slama, Timsit,
parents et alliés,
ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Elie Lilo TUBIANA,
née Andrée Habib.

Les obsèques auront lieu le lundi 19 août, à 16 h 30, au cimetière de Pantin-Parisien.

Remerciements

– Le médecin général inspecteur

Yves MARTIN-SIBILLE,

et tous les siens, incapables de répondre actuellement à toutes les marques d'affection et d'amitié reçues pour leur grand deuil, vous demandent de croire à leur profonde gratitude.

Anniversaires

– Il y a un an, deux amis nous quittaient :

André CIVET, le 12 août,
Jean MILLOT, le 18 août.

Pensez à eux. Croyants, priez pour eux

– Une pensée est demandée à tous ceux qui ont connu et aimé

Robert SULTAN,

décédé le 19 août 1983.

De la part de :
Mme Jacqueline Sultan,
son épouse,
Alain, Nicolas, Isabelle,
ses enfants,
Le docteur et Mme Georges Sultan,
ses parents.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 17 août :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret du 2 février 1978 relatif aux prêts à long terme bonifiés consentis par les caisses du Crédit agricole mutuel pour permettre la réalisation de certaines opérations foncières.

UN ARRÊTÉ

● Portant approbation d'une augmentation de capital de la Régie nationale des usines Renault.

DES CIRCULAIRES

● Relatives à la mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement public.

PARIS EN VISITES

LUNDI 19 AOUT

« La haute bourgeoisie du XIXe sous le règne de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie. Décor des salons de l'Opéra », 13 h et 15 h 30, hall Opéra (C.-A. Messer). « Le Père Lachaise du XXe siècle », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise. « Cent personnages célèbres au cimetière Montmartre », 14 h 45, 16, avenue Rachel (V. de Langlade). « L'Opéra de Paris », 13 h 15, hall d'entrée (E. Romann). « L'hôtel de Lassay », 14 h 30, 2, place Palais-Bourbon (carte d'identité). « L'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou. « Le donjon du Louvre, l'enceinte de Ph.-Auguste », 15 h, musée du Louvre, entrée porte Saint-Germain-l'Auxerrois (Paris autrefois). « La place Vendôme à l'époque de Mme de Pompadour. Les hôtels de Chabon, de Durfort, de la Grande-Chancellerie, l'histoire de la foire Saint-Ovide », 15 h, sortie Mo Tuileries (I.-L. Hauller). « Les hôtels de la rue du Bac, la fontaine des Quatre-Saisons, le jardin des missions étrangères », 15 h (A. Ferrand). « Les salons de l'Hôtel de Ville », 14 h 30, entrée sur la place. « Le Jardin des Plantes ou jardin du roi », 15 h, entrée rue Geoffroy-Saint-Hilaire. « L'église Saint-Germain-des-Prés, les vestiges de l'ancienne abbaye », 14 h 30, Mo Saint-Germain-des-Prés, sortie église, ou 15 h, entrée église. « La cathédrale russe, histoire de l'orthodoxie », 15 h, 12, rue Daru.

MARDI 20 AOUT

« Versailles : quartier Saint-Louis », 14 h 30, 7, rue des Réservoirs. « Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 14 h 30, entrée principale. « Une heure au Père-Lachaise », 10 h et 11 h 30, entrée principale. « Un cimetière et ses mystères insolites et médiumniques », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade). « L'Opéra », 14 h 45, en haut des marches gauche. « L'habitat populaire autrefois », 15 h, 2, rue des Archives (Paris autrefois). « Provins et ses environs », tél. (1) 274-22-22. « Le quartier du Sentier », 15 h, devant le « Rex ». « Exposition les Grands Boulevards au musée Carnavalet », 15 h, 23, rue Sévigné ». « Hôtels du Marais », 14 h 30, Mo Hôtel-de-Ville, sortie Lobau. « Vieux village d'Auteuil », 14 h 30, Mo Eglise-d'Auteuil. « Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie Mo Saint-Paul. « La place des Vosges pas à pas », 15 h, 6, place des Vosges. « Enchantement et mystères de la Mosquée », 15 h 30, place du Puits-l'Ermite. « L'hôtel de Lauzun », 15 h, 17, quai d'Anjou. « La crypte archéologique de Notre-Dame, 15 h, entrée crypte. « Le village de Passy de l'hôtel de Lamballe à la maison de Balzac », 15 h, Mo Passy.

CONFÉRENCES

MARDI 20 AOUT

5, rue Largillière, 19 h 30, cycle « Art et civilisation Egypte » : Architecture sacrée : Pyramides et temples », audiovisuel de quatre cours. Tél. (1) 524-49-08.

Économie

REPÈRES

Automobile : progression des exportations françaises en juin

Après un recul en mai, les exportations françaises de voitures particulières ont enregistré, en juin, une progression de 3,8 % par rapport à la même période de 1984. Elles se sont tout spécialement accrues vers les pays de la CEE avec une hausse de 8,5 % dans un marché européen stable. Ce bon résultat de juin permet au premier semestre 1985 de se situer, en termes d'exportations, presque au niveau de celui de 1984 : 790 030 véhicules exportés contre 801 680, soit un fléchissement limité à 1,5 %.

Prix : baisse en Grande-Bretagne

Les prix de détail ont diminué de 0,2 % en juillet. Ils avaient augmenté de 0,2 % en juin et de 0,5 % en mai. Cette baisse du coût de la vie, qui a surtout concerné l'essence et certains produits alimentaires saisonniers, a été qualifiée de « *véritable rayon de soleil* » par le ministre de l'emploi, M. Tom King.

Calculé sur les douze derniers mois le taux d'inflation s'établit à 6,9 %, ce qui semble marquer la fin de l'accélération des prix déclenchée au premier semestre par la faiblesse de la livre sterling et le niveau élevé des taux d'intérêt. Officiellement on estime qu'un taux de 5 % pourrait être atteint à la fin de l'année.

Prêt-à-porter : excédent commercial record en 1984

Selon la Fédération française de prêt-à-porter féminin, l'excédent commercial de ce secteur a atteint en 1984 le niveau record de 2,4 milliards de francs, en augmentation de près de 25 % sur 1983. Cet excédent est dû à une progression de 17,8 % des exportations — la plus forte depuis 1977 — et à une croissance modérée des importations (plus 14 % en valeur, mais moins 1,6 % en volume). Le taux de couverture gagne 5,3 points à 161,8 %. Sur les 6,2 milliards de francs de chiffre d'affaires réalisés à l'exportation en 1984 (soit 36 % du chiffre d'affaires total), plus de la moitié (3,9 milliards) l'ont été en Europe dont 2,9 milliards dans la CEE. Cette dernière est également le premier vendeur de vêtement féminins en France avec 52,6 % des importations. L'Asie (20,7 % des importations) et l'Afrique du Nord (10 %) demeurent d'importants fournisseurs en raison de leurs prix de revient toujours aussi faibles.

ENTREPRISES

Sir Freddie Laker débouté de son action devant les tribunaux

Sir Freddie Laker, le fondateur de liaisons aériennes bon marché entre New-York et Londres (le « train du ciel »), a été débouté, le 16 août, par la Haute Cour britannique, de l'action qu'il avait intentée devant les tribunaux pour empêcher un règlement à l'amiable de son différend avec des transporteurs (*le Monde* du 16 juillet 1985). Après la faillite de Laker Airways en février 1982, le liquidateur de l'affaire avait attaqué, aux Etats-Unis, pour concurrence déloyale, douze compagnies aériennes, dont British Airways, les accusant d'avoir voulu éliminer Laker Airways. Il leur réclamait 1,1 milliard de dollars de dommages-intérêts. Un projet de règlement à l'amiable était intervenu le 12 juillet dernier, aux termes duquel seize mille créanciers se verraient proposer 48 millions de dollars et Sir Freddie Laker 8 millions de dollars. C'est ce projet de règlement que ce dernier avait attaqué devant les tribunaux britanniques. Sir Freddie Laker s'est refusé à tout commentaire après la décision de la Haute Cour, mais il dispose encore de voies de recours.

La Suisse renonce à des poursuites pénales contre Marc Rich

Le Conseil fédéral, c'est-à-dire le gouvernement helvétique, a décidé de renoncer à poursuivre en justice les responsables de la société de courtage Marc Rich, accusés d'avoir tenté de transmettre des documents confidentiels aux Etats-Unis. Pour justifier cette décision, le Conseil fédéral a estimé que la majeure partie des documents incriminés ne concernait pas la Suisse. Le Conseil met fin ainsi à une longue bataille judiciaire entre les Etats-Unis et la Suisse, qui avait commencé en 1983 lorsque la société Marc Rich, établie dans le canton suisse de Zoug, ainsi que son ancienne filiale Clarendon Ltd furent accusées par les autorités judiciaires de New-York d'avoir illégalement « camouflé » des profits réalisés sur des opérations de commerce de produits pétroliers, dissimulant alors 48 millions de dollars d'impôts dus aux autorités fédérales. Spécialisé dans le négoce des matières premières, et notamment, dans le secteur pétrolier, le groupe Marc Rich a réalisé en 1983 un chiffre d'affaires de plus de 10 milliards de dollars.

VOYAGE EN INFORMATIQUE (ÉTATS-UNIS)

Comment vivre aux côtés d'IBM

Ebranlée par des échecs quelquefois cuisants ou par des revers difficiles à reconnaître, y compris pour les plus grands comme IBM et Texas Instruments, l'informatique américaine a découvert le doute, sans s'y complaire. Du sentiment d'invulnérabilité ou de l'arrogance naïve, elle est passée à la foi du charbonnier et ressasse jusqu'à la nausée les démonstrations optimistes de ses analystes qui promettent, à tous, d'extraordinaires progressions.

Du plus petit au plus puissant, chaque industriel du secteur entretient savamment une mythologie, se gargarise de chiffres et de données rassurantes. Chacun expose sa martingale, une stratégie qui le mettrait à l'abri des risques encourus par les autres. Tous, sauf un, IBM, dont ils redoutent le moindre geste ou dont ils se servent comme protecteur, soucieux de ne pas provoquer sa colère.

Un voyage en informatique, de la Floride à la Silicon Valley, offre l'occasion de dépeindre ces différentes attitudes.

De notre envoyé spécial

San-Jose (Californie). — David Jackson, quarante-huit ans, le visage poupon d'un lutin, président de la minuscule Altos Company (103 millions de dollars de chiffre d'affaires au cours de l'année fiscale 1984), mérite bien son prénom. Chemise largement ouverte, cet Anglais du Yorkshire devenu plus californien que nature, n'avoue qu'une seule passion, se mesurer à Goliath. « *N'oubliez pas que ce sont deux hommes seulement qui ont porté IBM de 200 millions de dollars à 30 milliards, puis de 40 à 140 milliards,* dit-il. *C'est mon rêve... de le faire plus vite.* »

Son entreprise, il l'a créée en 1977, après une première tentative, qui *s'était achevée quelques années* plus tôt par une vente précipitée « *parce que je n'étais pas un gestionnaire* ». Placé sur un « créneau » auquel il croit, le micro-ordinateur multipostes, il annonce une expansion stupéfiante (20 % en 1982-1983, 36 % l'an dernier) qu'il entend poursuivre en prenant bien garde, toutefois, « *de ne pas entrer en concurrence directe avec IBM* ».

Depuis les origines — un modeste local de quelques mètres carrés d'où David Jackson partait au volant de son station-wagon pour livrer les premier clients, — Altos est devenue une société digne de la légende de la Silicon Valley, employant six cents personnes et distribuant ses produits dans cinquante-sept pays.

Volontiers hâbleur, pour ne pas dire mégalomane, son président se veut entouré des « *meilleurs managers* », des « *meilleurs commerciaux* », des « *meilleurs techniciens* », et affirme ne rien craindre. « *On me pose parfois la drôle de question de savoir à quel moment je vais tomber* », raconte-t-il, « *et cela il arrive qu'on ne le sache jamais.* »

Pour les deux prochaines années, il prévoit 40 % de croissance pour sa compagnie qu'il compte bien conduire au plus haut ou vendre à son tour. A l'origine, David Jackson possédait l'intégralité d'Altos. Pour continuer son aventure, il a négocié 60 % des parts : « *Ainsi, j'ai au moins 40 % de quelque chose* », ironise-t-il. « *Je me débarrasserai encore de 10 %, puis ensuite de 10 % d'une société plus importante, et, s'il me reste 10 % des actions, ce sera d'une entreprise de 100 milliards de dollars* ». Cela lui plaît, répète-t-il, « *de faire de l'argent* ».

Sa méthode ? Une structure souple, dynamique, où le producteur de matériels ne se confond pas avec le fabricant, l'essentiel étant sous-traité. Quand il faut assembler sur place, ou réaliser les circuits intégrés, il utilise des réfugiés vietnamiens — « *des super-travailleurs* » — qui soudent à la main dans ce temple de la haute technologie. A l'étranger, Altos vend par l'intermédiaire de filiales de négoces auprès de distributeurs d'autres marques ou d'utilisateurs importants qui se transforment en importateurs directs pour l'occasion.

C'est ce qui fait dire à certains qu'Altos approche de la zone des tempêtes. Si elle entend prospérer, il lui faudra trouver un autre système. A moins que David Jackson ne se lasse et se cherche un nouveau défi.

« Suceur de roue »

Santa-Clara (Californie). — Bousculée en 1981 par la tempête, *la société Memorex a bien failli* sombrer, comme nombre de ses consœurs de la Silicon Valley, elles aussi spécialisées dans les matériels de stockage, bandes magnétiques, disques et équipements périphériques.

Heureusement, le groupe Burroughs racheta l'entreprise californienne trop téméraire et par chance ne lui imposa pas de renoncer à la compatibilité de ses produits avec la gamme d'ordinateurs IBM, plus répandus chez les utilisateurs. Heureusement, encore, Memorex profita de la déconfiture de sociétés rivales toujours plus intrépides, dont *les « meilleurs éléments »* n'eurent qu'à « *traverser la rue* » pour rejoindre l'un des survivants.

Cela étant, la leçon de cette histoire a été apprise. Les dirigeants de Memorex savent maintenant qu'il ne faut pas défier le géant et se risquer à sortir un matériel plus sophistiqué. A tout moment la guerre des prix peut faire rage, dont le plus faible fait nécessairement les frais.

Le « *nouveau Memorex* », comme se présente elle-même la société, se maintient dans le rôle du brillant second en utilisant la tactique du « suceur de roue », chère à certains champions cyclistes bien décidés à ne pas « mener le train » face à de redoutables finisseurs. « *Aujourd'hui*, affirme-t-on à Santa-Clara, *nous avons de la marge même si IBM décide de baisser ses prix.* » Moins périlleuse qu'autrefois, la stratégie consiste « *à prolonger la durée de vie d'un produit donné, y compris en l'améliorant*, et, ajoute-t-on, avec un sourire, *cela correspond au souci de l'acheteur d'un matériel coûteux* ».

Abandonnant les chemins de la gloire, Memorex s'est aussi déchargée des activités qui la dispersaient. Ainsi a-t-elle vendu le département qui commercialise toujours sous sa marque des cassettes audio et vidéo ; ainsi préfère-t-elle assembler ses matériels, fabriqués ailleurs, et notamment en Europe, « *à cause de l'importance du marché européen pour nous* » (Memorex réalise 60 % de son chiffre d'affaires hors des Etats-Unis).

Mais ayant adopté une attitude « humble » et certainement plus réaliste, *la société californienne* ne perd pas de vue l'objectif secret qui mobilise encore toutes ses forces : rogner la toute-puissance d'IBM. « *Pénétrer chez un client pour la première fois, c'est provoquer un choc culturel, c'est introduire une faille dans le système* », explique Jean-Claude Zanolli, PDG de Memorex France.

La niche militaire

Fort-Lauderdale (Floride). — Fiers d'avoir été les premiers à implanter l'industrie informatique en Floride, un autre Etat de la Sun Belt, la ceinture du Soleil, les dirigeants de Gould Electronics reviennent de loin. A coups de restructurations et de « *désinvestissements* », ce groupe octogénaire a quitté progressivement ses anciennes activités — les équipements de chemin de fer d'abord, les éclairages et les batteries pour voitures ensuite, les produits industriels et électriques enfin — pour, à la fin des années 70, devenir une société exclusivement consacrée à l'électronique de pointe. L'objectif a été atteint en 1984 à la suite d'acquisitions et de fusions (1 milliard de dollars d'achats pour 500 millions de vente).

A l'origine de cette démarche une question : « *Comment maintenir sa croissance dans une période qui change ?* » L'informatique et ses dérivés offraient de bonnes perspectives à condition, toutefois, de « *trouver des niches* » où le profit serait possible. D'où le choix de l'électronique médicale, de l'automation, des appareils de simulation de vols, des systèmes de défense et, pour terminer, des accords avec ATT-Bell pour développer les ordinateurs de type UNIX et apparaître comme « *les premiers* » dans cette famille, concurrente d'IBM.

Avec ses 30 à 35 % du chiffre d'affaires (sur 1 399 millions de dollars en 1984) réalisés avec l'administration américaine et, surtout, les 30 % des dépenses de recherche du groupe financés par les programmes du Département de la défense, Gould Electronics bénéficie, de fait, d'une situation particulière et d'une position sur le marché militaire qui devrait croître de 18 % par an.

Ses dirigeants ne parlent guère d'IBM et, se situant sur une autre planète, évoquent leur pénétration sur les marchés étrangers grâce aux applications *militaires et scientifiques*, à l'industrie aéronautique et à l'énergie nucléaire.

L'orgueil texan

Dallas (Texas). — S'il y a une société qui veut croire à son étoile, malgré de récentes déconvenues, et veut porter haut le drapeau de son Etat, orgueilleusement appelé « *la troisième côte des Etats-Unis* », c'est bien Texas Instruments. Ici, on ne prononce pas le nom d'IBM, puisque l'on ignore le vieux rival. A tout moment, et avec une grandiloquence toute texane, on oppose sa propre *mythologie* à une autre. On rappelle ses hauts faits et, fort des succès passés, on défend l'avenir.

Les semi-conducteurs, après une faiblesse passagère, connaîtront à nouveau des taux de croissance impressionnants avec la famille des MOS et des CMOS, pour la mémoire dynamique, qui se réduiront à une taille d'un demi-micron contre un micron aujourd'hui. « *En 1995, ce sera l'apocalypse car on ne pourra pas aller au-delà* », prédisent les techniciens qui annoncent « *une révolution* » : le plus gros ordinateur actuel — le CRAY-1 — sur le bureau. « *Il y aura autant de bits dans une mémoire que l'industrie en a produit depuis vingt ans.* » Par ailleurs, l'intelligence artificielle se *développera* et Texas Instruments, qui y consacre beaucoup de recherches, croit fermement en son succès.

« *Nous avons toujours péché par optimisme : ce qui a fait notre réputation* », aiment à dire ses responsables pour défendre leur image de pionniers aventureux, hommes de l'Ouest *jusqu'à la caricature*. Cela leur permet de se justifier sans fausse honte de leur plus cinglant échec, celui essuyé avec les micro-ordinateurs domestiques. « *Il y avait eu une rupture de stocks de nos distributeurs et nous avons cru que la vente s'emballait*, disent-ils aujourd'hui pour expliquer le phénomène. *En fait, plusieurs commandes correspondaient à un seul achat et le marché s'est effondré après Noël...* »

Depuis, quoique toujours fonceur, Texas *Instruments* a *mis* au point un processus de fabrication des produits grand public qui peut évoluer en souplesse, selon les indications des services commerciaux. « *En temps réel* », donc, pour des informaticiens. Ironie du sort.

Un public versatile

Boca-Raton (Floride). — L'empire IBM, celui vers lequel convergent tous les regards est également le plus secret. Ici la confidence n'est pas de mise et encore moins la révélation d'un quelconque indice. La puissance condamne à une réserve qu'il ne faudrait pas confondre avec le mépris.

Dès lors, on s'interroge. Pourquoi le titan a-t-il trébuché avec la mésaventure du PC Junior, l'ordinateur personnel *opposé* à Apple ? En fait, il semble bien que la grandeur d'IBM ne s'accommode pas d'une opération risquée qui consistait en une tentative pour défricher le terrain touffu du marché grand public quand tous les moyens du groupe *sont tournés vers les entreprises.*

Un manque de savoir-faire, sans doute, qui a fait naître de nouvelles certitudes. « *Il n'y a pas un type d'ordinateur familial mais plusieurs* », expliquent les gens d'IBM pour parler d'un marché confus et vraisemblablement versatile. « *S'il y a un marché réel, nous reviendrons* », disent-ils, tout en affirmant que leur produit « *correspondait à la définition* ».

Manifestement, IBM n'aime pas *cette histoire où le groupe prétend n'avoir rien à se reprocher.* Il continue d'affirmer que l'ordinateur familial correspond à sa stratégie en direction des produits de base et n'est sûrement pas disposé à renoncer. La rétrogradation du « père » du PC Junior et de la famille des ordinateurs personnels, Philip D. Estridge, un personnage trop voyant pour une société qui se complaît dans la discrétion, n'avait pas vraiment arrangé les choses. Sa mort avec celle de treize autres personnes d'IBM dans l'avion de la compagnie Delta Airlines qui s'est *écrasé* sur l'aéroport de Dallas ajoute une conclusion dramatique.

ALAIN LEBAUBE.

Les causes techniques de l'accident du Boeing de la JAL se précisent

Les enquêteurs ont retrouvé, le 16 août, sur le site de l'accident du Boeing-747 des Japan Air Lines la cloison qui sépare le fond de la cabine de l'extrémité de l'appareil. C'est l'enfoncement de cette séparation qui aurait permis à l'air sous pression *de s'échapper brutalement* et, en s'engouffrant dans l'empennage, *de le faire éclater*. Cette dépressurisation est bien confirmée par le témoignage de l'hôtesse survivante, qui a signalé, immédiatement après avoir entendu « *un grand bruit* », la propagation dans la cabine d'une fumée blanche et la chute automatique des masques à oxygène qui est systématique en cas de dépressurisation. La formation de ce brouillard serait due à la différence de température entre la cabine et l'air glacé s'engouffrant de l'extérieur.

Par ailleurs, de nombreuses compagnies aériennes, et tout spécialement *les britanniques et les canadiennes*, ont décidé de vérifier tous leurs Boeing-747. La société Boeing a en effet conseillé le 16 août à tous ses clients possesseurs de 747 de procéder à de nouvelles inspections sur l'arrière des appareils « jusqu'à ce que les causes de l'accident soient déterminées ».

Vérifications

En outre, le porte-parole de Boeing a affirmé que le constructeur avait recommandé à la JAL d'inspecter la queue du Boeing-747 qui s'est *écrasé* le 12 août, faisant cinq cent vingt victimes. Rappelons que ce Boeing avait *été accidenté* à l'atterrissage en 1978, au cours duquel la queue de l'appareil avait heurté le sol.

M. Tadao Fujimatsu, directeur des relations publiques de la JAL à New-York, avait affirmé, dans une *interview publiée par le Los Angeles Times*, que Boeing avait indiqué à sa compagnie que des vérifications spéciales des appareils 747 SR, le modèle spécialement conçu pour les vols intérieurs à fort trafic, n'étaient pas nécessaires. M. Fujimatsu a ajouté que la JAL avait mis sur pied son propre programme d'inspection, mais que la queue de l'appareil qui s'est écrasé lundi n'avait pas encore *été inspectée*.

Le porte-parole de Boeing a précisé que le constructeur avait recommandé, dans un rapport, en 1983, aux compagnies utilisatrices d'inspecter les *appareils 747* pour y chercher des signes d'usures, de craquelures, de corrosion ou de fatigue du métal dans les éléments qui n'étaient pas prévus dans les inspections ordinaires, entre autres dans la queue de l'appareil. *(AFP.)*

FAITS ET CHIFFRES

Conjoncture

● **Baisse des prix des matières premières.** — Les prix internationaux des matières premières importées *par la France — exprimés en* francs — ont baissé de 5,5 % en juillet, l'indice se situant à 196,3 (base 100 en 1978). Les prix des matières premières alimentaires ont diminué de 7,7 %, et ceux des matières premières industrielles de 4,5 %. Exprimé en devises, l'indice d'ensemble a diminué de 2,3 %, *s'établissant* à 111,2.

● **Les nouvelles règles de financement de la COB au Journal officiel.** — Le *Journal officiel* du 14 août a publié un arrêté concernant la redevance forfaitaire à acquitter dans le cadre des diverses contributions que devront effectuer auprès de la COB les émetteurs de valeurs mobilières (à l'exception de certains d'entre eux), les SICAV et les SCPI (sociétés civiles de placement immobilier) et les déposants d'information concernant les placements en biens divers. Ce système, mis en place depuis le 5 août dernier, permet de financer la Commission des opérations de Bourse, désormais « *débudgétisée* » (*le Monde* du 8 août 1985).

Étranger

● ***Le FMI prête 845 millions de dollars au Chili.*** — Le Fonds monétaire international a annoncé, le 16 août, l'octroi au Chili de crédits totalisant 820,6 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit environ 845 millions de dollars). Ce total se décompose en un crédit de 750 millions de DTS utilisable sur trois ans *pour appuyer le programme d'ajustements* économiques, et un crédit de 70,6 millions de DTS, immédiatement disponible, pour compenser la chute des exportations enregistrée au cours des douze mois terminés le 31 mars dernier. — *(AFP.)*

Économie

AUX ETATS-UNIS

Les ventes de voitures importées continuent à progresser

Dans un marché globalement stable (plus 1,7 % en juillet 1985 par rapport à juillet 1984). les ventes de voitures importées – essentiellement japonaises – ont fait un bond de 28,9 % alors que les américaines enregistraient un recul de 7,39 %. Les importations représentent désormais 29,52 % du marché américain, soit presque le record établi en 1982 avec 31,68 %. Une tendance qui se confirme pour les dix premiers jours d'août.

Les statistiques les plus récentes de la profession font ressortir une baisse des ventes de 10,1 % par rapport à la même période de 1984. Les constructeurs américains semblent avoir été particulièrement affectés par la grève des 20 000 camionneurs spécialisés dans le transport des voitures neuves. Un accord de principe est intervenu le 14 août qui devrait mettre fin à cette grève qui aura duré trois semaines.

Pour l'instant, Ford et Chrysler semblent avoir mieux résisté que General Motors à la baisse des ventes, sans parler d'American Motors, filiale de Renault, dont les ventes sont actuellement en chute de près de 50 % par rapport à l'an dernier.

Pour faire face, General Motors vient d'annoncer une baisse record des taux d'intérêt sur les ventes à crédit de ses voitures. En offrant, du 15 août au 2 octobre, un taux de 7,70 % – contre 9,90 % et 8,8 % précédemment selon les véhicules, – le numéro un mondial de l'automobile espère écouler ses modèles 1985 avant l'introduction, début octobre, de ses modèles 1986.

C'est le plus bas taux d'intérêt offert par General Motors dans toute son histoire, et le plus faible actuellement offert par un constructeur américain. Chrysler, le numéro trois, avait pris l'initiative de la baisse, début août, en proposant un taux moyen de 8,8 %. *« Cette mesure*, a affirmé General Motors, *va fournir l'élan nécessaire aux ventes, et notre position concurrentielle dans les semaines à venir va s'en trouver renforcée. »*

Il est vrai que, depuis la grève qui a affecté ses usines à l'automne 1984, GM n'est jamais parvenu à reconquérir sa part de marché et n'a vendu, pour les sept premiers de l'année 1985, que 2,78 millions de véhicules, contre 2,91 un an plus tôt. Tandis que Ford progressait sur la même période de 1,17 million de véhicules à 1,24, et Chrysler de 595 865 voitures à 691 287. Les observateurs estiment que, en offrant des taux aussi bas, alors que le prime rate est à 9,5 %, GM a donné le coup d'envoi d'une vaste offensive de reconquête que les autres constructeurs américains ne pourront ignorer. – *(AFP.)*

● **Moins de mises en chantier de logements.** – Les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont baissé de 2,4 % en juillet, pour se situer à 1,65 million d'unités. Elles avaient augmenté de 0,8 % en juin (une hausse de 1,9 % avait été annoncée initialement), mais chuté de 13 % en mai. Le niveau est inférieur de 4 % à celui de juillet 1984. Cependant, le taux d'utilisation des capacités de production est demeuré inchangé, en juillet, dans l'industrie et les mines, à 80,8 %. Ce taux, qui n'a pas bougé depuis avril, se situe à 1,2 point en dessous de juillet 1984.

LA VILLE DE ROMANS DEVRA PAYER POUR UNE ENTREPRISE EN RÈGLEMENT JUDICIAIRE

La chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes vient de mettre en demeure la ville de Romans, dans la Drôme, de rembourser deux emprunts, d'un montant total de 8,8 millions de francs, consentis par deux banques à une entreprise de la ville, la société SEIM, en règlement judiciaire depuis décembre 1984. La mairie de Romans avait cautionné, en 1983, ces deux emprunts effectués auprès du CEPME (Crédit d'équipement des PME) et du Crédit national. Les deux organismes bancaires, qui n'avaient accordé leurs prêts que sur la garantie de la municipalité socialiste de Romans, en réclament aujourd'hui le remboursement. La mairie de Romans, qui avait omis, au moment de l'emprunt, de demander des contre-garanties auprès du conseil général de la Drôme et du conseil régional Rhône-Alpes, se retrouve seul débiteur.

Cette affaire avait soulevé à l'époque une vive polémique au sein du conseil municipal de Romans. M. Georges Durand, conseiller d'opposition (CNI), avait reproché au maire socialiste d'avoir engagé la ville sans *« en référer à son conseil municipal »*. Poursuivi par le maire de Romans pour diffamation, M. Durand avait été purement et simplement relaxé par le tribunal correctionnel de Valence, le 17 juillet dernier.

Les escrocs se portent bien...

● **Transports aériens : 500 millions de dollars de fraude**

Un demi-milliard de dollars, c'est ce que coûte aux compagnies aériennes la fraude sur les billets d'avion, selon la déclaration d'un porte-parole de l'IATA (Association du transport aérien international), M. Harry Atterton, jeudi 15 août à Montréal (Canada). Cette somme représente environ la moitié du bénéfice des compagnies. Selon l'IATA, 400 000 billets d'avion font chaque année dans le monde entier l'objet de « perte » ou de « vol ».

De grandes organisations criminelles, des trafiquants de drogue et des groupes terroristes en mal de financement seraient souvent à l'origine de ces *« disparitions »*. Selon le directeur de la sécurité de l'IATA, M. Rodney Wallis, certaines organisations criminelles ne volent même pas les billets et se contentent d'ouvrir ou d'acheter des agences de voyage. Une autre technique très rentable consiste à acheter des billets en monnaie locale dans des pays du tiers-monde, à envoyer ces billets en Europe ou aux Etats-Unis, à *« maquiller »* les montants en une monnaie convertible, puis à les revendre. Une machine récemment mise au point à Chicago – le *« TicketCheck »* – qui coûte 750 000 dollars, serait une arme efficace contre la fraude car elle peut, en quelques secondes, contrôler la validité des numéros des billets. – *(AFP.)*

● **Employés de banques suisses : 100 millions de francs de détournements**

Sur les trente-cinq délits économiques commis en Suisse en 1984, huit ont été l'œuvre d'employés de banque qui ont détourné à eux seuls 100 millions de francs suisses (370 millions de francs français), selon le département des affaires financières de la police de Zurich. Dans la plus importante affaire constatée l'année dernière, le vice-directeur d'une société financière zurichoise a laissé un « trou » de plus de 30 millions de francs suisses, alors que, dans les autres cas, les détournements ont, chacun, porté sur une dizaine de millions de francs suisses. Dans de nombreux cas, l'argent n'a pas été récupéré par les banques lésées. Selon la police, les contrôles internes sont insuffisants dans les banques et sociétés financières helvétiques, surtout au niveau des cadres. De plus, ces établissements hésitent encore souvent à dénoncer les employés indélicats, mais cette pratique a plutôt tendance à disparaître ces dernières années.

Une autre forme de délit économique préoccupe également la police zurichoise : les détournements d'avances exigées par des « marchands » pour des transactions portant sur d'importantes sommes. Ce procédé a notamment été employé, l'année dernière, à Zurich, par un escroc qui a offert ses services à deux hommes d'affaires américains pour effectuer une transaction portant sur 30 millions de dollars, en exigeant une avance de 200 000 dollars par chèque et sans garantie. Il a disparu, aussitôt le chèque encaissé.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS — Semaine du 12 au 16 août

Prudence

JAMAIS contents, ces boursiers... Quand le dollar effectue des sauts de cabri jusqu'à culminer à plus de 10,60 F, on crie haro sur le « billet vert » fauteur de troubles des comptes extérieurs et élément d'aggravation de la facture pétrolière. Ce qui n'empêche pas, au passage, de réaliser quelques bonnes affaires sur les *« belles américaines »*, à savoir ces sociétés françaises qui vont offrir leurs produits outre-Atlantique. De même, à l'inverse, lorsque le dollar effectue une magnifique glissade pour s'étaler à moins de 8,50 F (8,4960 F exactement vendredi), ce sont les mêmes qui, après avoir « vendu américain », sage précaution, applaudissent des deux mains aux propos tenus par M. Otmar Emminger, lorsque l'ancien président de la Bundesbank estime que, tout compte fait, la hausse du billet vert a contribué à assurer la stabilité du système monétaire européen.

Jamais contents... et il faut admettre qu'ils n'ont pas tort. Le raisonnement est simple : si la baisse du dollar était trop prononcée, l'appréciation du deutschemark qui en résulterait nécessairement aurait pour effet de propulser le franc belge et surtout le franc français aux avant-postes, mais en position défensive. Comble de « malchance », la RFA vient d'annoncer pour le mois de juillet un taux d'inflation négatif de 0,2 %, ce qui place la France dans une situation encore plus délicate, avec une hausse des prix de 0,4 %. Heureusement, la diminution des taux d'intérêt annoncée jeudi en Allemagne et limitée à 0,5 % permet à Paris de conserver une certaine marge de manœuvre à l'égard de ses propres taux, éloignant du coup la perspective de leur éventuel relèvement.

Toute la semaine, on a ruminé ces pensées au palais Brongniart, où les valeurs françaises ont reculé de 1 % environ dans le sillage de Bongrain, Primagaz, Dassault, Promodès, Fives-Lille, tandis que les bâtiments et les travaux publics (Dumez), la distribution (Carrefour, Nouvelles-Galeries) et l'intérim (Ecco et BIS après des chiffres d'affaires semestriels démontrant une forte reprise d'activité) faisaient preuve de résistance.

Mais l'actualité mondiale obligeait constamment à quitter des yeux les limites étroites de l'Hexagone. Cette semaine, elle avait essentiellement pour cadre l'Afrique du Sud, où la situation politico-sociale reste très préoccupante, et les mines d'or ont vivement réagi aux nouvelles. En net redressement depuis quelques jours dans l'espoir que puisse être évitée la grève « historique » des mineurs noirs prévue pour le 25 août prochain, elles ont brusquement piqué du nez (avec en tête St-Helena, Anglo-American, Driefontein, Randfontein, Free-State), en repli de 8 % à 15 % au lendemain de l'allocution du président Pieter Botha. Très en retrait sur ce qui était attendu, ce discours a déçu au moins autant les financiers que les politiques, et le marché parisien s'est fait l'écho de ce malaise.

A ces incertitudes liées à l'environnement international s'ajoute un facteur propre à notre place : la crainte de voir la Bourse manquer de disponibilités à l'avenir. *« Dès le mois de juillet, on sentait que la cote commençait à s'essoufler à force de courir après les émissions*, explique un familier de la rue Vivienne, et *la façon – assez maladroite – dont s'est déroulée l'augmentation de capital de Peugeot a constitué un avertissement pour certains opérateurs »*, souligne-t-il.

Jusqu'à présent, le marché a assez bien réussi à faire face à cette avalanche d'émissions et de produits obligataires hautement sophistiqués où tout le monde s'y perd un peu, les banquiers comme les agents de change et les gestionnaires de portefeuille. A tel point que, lors du dernier lancement de titres participatifs de Gaz de France, l'emborouillamini atteignait à son comble à propos des bons de souscription, où l'on confondait allégrement les tranches A et B, assurent certains.

Il y a plus préoccupant que cette anecdote. Dès la rentrée de septembre, alors que les valeurs françaises devraient normalement connaître pendant quelques semaines encore une phase de consolidation, la Bourse de Paris va retrouver tous les emprunteurs publics (l'Etat n'est pas en reste...) et privés qui ont mis la pédale douce pendant l'été. Pour les quatre derniers mois de l'année, les seules augmentations de capital provenant d'émissions d'actions, de titres participatifs et de certificats d'investissement devraient représenter 4 à 5 milliards de francs. A titre de comparaison, en 1984, les émissions de capital effectuées par appel public à l'épargne avaient totalisé 9,8 milliards de francs, hors titres participatifs, dont le montant était de 7,8 milliards de francs.

Autre « aspirateur de capitaux », et non des moindres : le second marché. On connaît le succès de cette institution créée en février 1983 pour permettre aux PME d'accéder au marché financier, mais, là, c'est véritablement du délire. Songez qu'entre la mi-septembre et la fin de l'année plus de trente sociétés vont, en principe, se presser au portillon. A commencer par l'entreprise Change de la Bourse, une valeur du hors-cote de Marseille qui devrait basculer le 17 septembre au second marché de la cité phocéenne.

Il est vrai qu'après une série de « poids-lourds », tels que Cap-Gemini Sogeti, Saint-Gobain Emballage et Electronique Serge Dassault, cette enceinte devrait retrouver des sociétés dont la taille est plus conforme à son schéma initial : Manoukian (tricots), Latécoère (aviation), Sofinnova (première société financière d'innovation créée en France dans le secteur du capital-risque), Expand (diffusion de médicaments par visiteurs médicaux), la Banque internationale de placement, les chaussures André, Deville (appareils de chauffage), Bollorey (papeteries), les peintures Avi...

La liste n'est pas close, point s'en faut, car il faut compter aussi avec les groupes nationalisés, contraints (sans trop se faire prier, tout de même) d'aller chercher sur le marché financier ce que l'Etat ne peut leur donner. On devrait assister ainsi à une émission de certificats d'investissements de Rhône-Poulenc et à l'introduction au second marché de l'Européenne de produits réfractaires, filiale de Saint-Gobain, laquelle récidive après avoir testé le terrain en juin dernier avec Saint-Gobain Emballage. Pour ne pas être en reste, les étrangers veulent également participer au défilé avec bannière étoilée en tête pour abriter les Américains Morgan, Reynolds et Sears Roebuck, le Japonais Sanyo tenant aussi à être de la fête.

Voilà de quoi occuper les professionnels pendant quelque temps. D'autant que, parallèlement, il leur faudra forcer les feux pour suivre le train d'enfer qu'imprime la Rue de Rivoli à une modernisation du marché financier qui n'est jamais allée aussi vite en si peu de temps. Marché à terme d'instruments financiers (sur lequel on balbutie pour l'instant), séance du matin à la Bourse de Paris, contrepartie, cotations en continu, marché d'options négociables et, dernier projet en date, possibilité d'acheter et de vendre des options sur valeurs mobilières cotées à l'étranger.

Trop, c'est trop. Car, pour boucler la boucle, hors du marché financier proprement dit, l'imagination n'est pas particulièrement en panne. A peine les certificats de dépôts négociables étaient-ils mis progressivement en place (pour l'instant entre banques en attendant la création d'un véritable marché secondaire) que M. Pierre Bérégovoy annonçait le lancement du « papier commercial », devenu « papier financier ». A ces initiatives, qu'il faut compléter avec la réforme du marché hypothécaire, conséquence directe du « rapport Bonin », devrait s'ajouter une autre étape que l'on n'ose appeler « dernière », et non encore officielle : la création d'un marché élargi de bons du Trésor négociables, actuellement accessibles seulement à certains intermédiaires, sociétés et organismes financiers triés sur le volet.

Nul doute qu'à la vue de cet impressionnant calendrier la Bourse de Paris souhaitera observer une pause, sans trop décrocher du rang très honorable qu'elle occupe actuellement au palmarès du rang d'Europe continentale. Précédée par l'Italie et l'Allemagne fédérale avec des hausses de 65 % et 40 % environ sur les douze derniers mois, la France arrive en troisième position avec un gain de 30 %, disputant à la Norvège et aux Pays-Bas cette marche du podium. L'avance reste confortable, mais elle ne souffre pas les départs précipités.

SERGE MARTI.

Wall Street sur répondeur

Pour les angoissés qui craignent de rater le « Top à Wall Street », la célèbre émission nocturne d'Europe 1, il existe à présent un moyen d'avoir les informations indispensables sur le grand marché new-yorkais. Un broker américain installé à Paris, Moseley, Hallgarten Estabrook and Weeden Inc, diffuse sur un répondeur (tél. : 720-30-32) la clôture des différents indicateurs américains, du dollar et de l'or à New-York, du marché obligataire, ainsi que la liste des titres les plus actifs et diverses informations économiques connues pendant la séance. Ce service, disponible à partir de 22 h 30, est diffusé en français.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	12 août	13 août	14 août	15 août	16 août
RM	327 569	323 044	281 715	–	162 477
Comptant					
R. et obl.	2 393 040	2 145 562	1 571 422	–	1 174 705
Actions	198 591	211 770	55 491	–	46 790
Total	2 919 200	2 680 376	1 908 628	–	1 383 972

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)

Franç.	117,1	116,4	116	–	–
Étrang.	96	95,3	95,9	–	–

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 28 décembre 1984)

Tendance	124,1	123,3	122,9	–	123

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	217,4	217	216	–	215,9

SECOND MARCHÉ (base 100, 28 décembre 1984)

	16 août	9 août	Variat. %	Plus haut	Plus bas
Indice	115,5	110,6	+ 0,8	117,9	99,7

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Carrefour	30 514	70 501 205
L'Oréal	27 099	60 677 650
BSN	23 878	51 668 915
Dumez	61 347	49 759 754
Moët-Hennessy	25 788	47 063 342
Midi (Cie)	14 522	43 077 180
Michelin	35 797	41 485 945
Matra	20 377	35 634 674
Thomson CSF	54 744	28 765 529
Air Liquide	46 334	27 113 853
Peugeot	73 276	26 623 575
Deutsche BK	14 970	26 171 202

(*) Du 9 au 14 août inclus.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 9 août	Cours 16 août
Or fin (kilo en barre)	89 700	91 100
– (kilo en lingot)	89 350	90 300
Pièce française (20 fr.)	565	571
Pièce française (10 fr.)	434	433
Pièce suisse (20 fr.)	562	565
Pièce latine (20 fr.)	544	551
● Pièce tunisienne (20 fr.)	515	515
Souverain	660	677
Souverain Elizabeth II	659	660
● Demi-souverain	376	375
Pièce de 20 dollars	3 760	3 800
– 10 dollars	1 905	1 990
● – 5 dollars	1 275	1 200
– 50 pesos	3 500	3 500
● – 20 marks	656	651
– 10 florins	546	548
● – 5 roubles	410	420

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Hésitant

Les incertitudes persistantes au sujet de l'évolution de l'économie américaine ont fait avorter plusieurs tentatives de reprise, cette semaine, à Wall Street, dans une atmosphère relativement calme.

L'indice des valeurs industrielles a terminé en baisse de 8,06 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 312,72.

	Cours 9 août	Cours 16 août
Alcoa	34 1/8	35 1/8
ATT	21 1/8	20 5/8
Boeing	49 7/8	47
Chase Man. Bank	55 1/2	55 5/8
Du Pont de Nemours	58	57
Eastman Kodak	44 1/4	44 1/8
Exxon	51 1/4	50 3/4
Ford	44 1/4	43
General Electric	61 5/8	60 1/4
General Foods	75 3/4	76 1/4
General Motors	68 7/8	65 7/8
Goodyear	28	28 3/8
IBM	127 1/2	125 1/2
ITT	32 3/4	31 7/8
Mobil Oil	29 1/2	28 7/8
Pfizer	48 3/4	48
Schlumberger	37 1/8	36 5/8
Texaco	35 7/8	35 1/4
UAL Inc.	56 3/8	55 5/8
Union Carbide	50 3/4	52 3/8
US Steel	30	28 7/8
Westinghouse	34	33 5/8
Xerox Corp	52 3/8	52 1/2

LONDRES

Fermeté

La tendance s'est raffermie cette semaine au Stock Exchange de Londres, où l'indice des valeurs industrielles a grimpé, jeudi soir, à 976,7, son plus haut niveau depuis la mi-juin, avant de se replier légèrement à la veille du week-end. Les fonds d'Etat ont été soutenus dans l'ensemble grâce à la fermeté du sterling. Les mines d'or, après un redressement éphémère au début de la semaine dû à la reprise du métal jaune, ont été plus sensibles jeudi et vendredi au maintien de la tension en Afrique du Sud.

Indices « FT » : industrielles : 975,2 contre 959,5 ; mines d'or : 303,3 contre 337,2 ; fonds d'Etat : 83,70 contre 83,29.

	Cours 9 août	Cours 16 août
Beecham	331	333
Bowater	308	315
Brit. Petroleum	540	543
Charter	176	178
Courtaulds	131	127
De Beers (*)	490	493
Dunlop		
Free State Ged. (*)	19 7/8	18 5/8
Glaxo	13 29/64	13 61/64
Gt. Univ. Stores	825	865
Imp. Chemical	682	654
Shell	685	675
Unilever	10 1/2	10 15/64
Vickers	250	278
War Loan	36	36,37

(*) En dollars.

FRANCFORT

Au ralenti

La semaine écoulée s'est déroulée au ralenti : après une vague d'intérêt pour les automobiles, la nouvelle baisse du dollar a fait reculer les investisseurs qui ont préféré donner la priorité à d'autres secteurs.

Indice de la Commerzbank : 1 418,5 contre 1 413.

	Cours 9 août	Cours 16 août
AEG	129,60	131
BASF	220,50	222
Bayer	219,50	221,20
Commerzbank	214,50	207,50
Deutschebank	545	556,50
Hoechst	218,50	216
Karstadt	238,50	241
Mannesman	190,50	189,20
Siemens	548,60	536,50
Volkswagen	325,80	317

TOKYO

Reprise

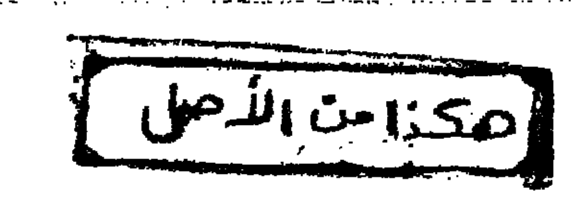
La Bourse de Tokyo a connu sa première hausse hebdomadaire depuis la semaine achevée le 29 juin dernier.

Après trois séances consécutives de hausse, l'indice Dow Jones, qui avait perdu 124,77 yens la semaine précédente, a clôturé vendredi à 12 583,08 yens, soit 171,81 yens de mieux que le vendredi précédent. L'indice général, lui, a progressé de 10,63 points à 1 011,88 points.

La faillite de Sanko Steamship a provoqué la baisse de nombreux titres liés au secteur de la construction navale et du transport maritime, affectant également les banques créancières de la société. La Long-term Credit Bank of Japan a notamment perdu 150 yens à 7 850 yens tandis que Daiwa Bank principale banque concernée par ce désastre financier, baissait de 30 yens à 700 yens mardi.

Le titre Sanko a été retiré mercredi de la liste des deux cent vingt-cinq valeurs vedettes composant le Dow Jones, et remplacé par la société Yamanouchi Pharmaceutical.

	Cours 9 août	Cours 16 août
Akaï	381	380
Bridgestone	540	525
Canon	970	958
Fuli Bank	1 570	1 570
Honda Motors	1 360	1 430
Matsushita Electric	1 290	1 320
Mitsubishi Heavy	319	344
Sony Corp.	3 750	3 700
Toyota Motors	1 160	1 160



L'euromarché

Les exigences de la Banque d'Angleterre

Le premier anniversaire, il y a peu, de l'abolition de la retenue à la source, aux Etats-Unis, est totalement passé inaperçu. C'est tout simplement parce qu'il n'y avait rien à célébrer. La décision prise par les autorités américaines, en juillet 1984, de ne plus imposer à la source les *émissions obligataires* n'a pas entraîné le transfert, outre-Atlantique, du marché international des capitaux. New-York n'a pas détrôné Londres. Le dollar n'est pas devenu la devise unique, ainsi que certains le prédisaient. La principale conséquence *a été de réduire le différentiel* de taux d'intérêt qui existait auparavant entre les deux côtés de l'Atlantique. En revanche, le but recherché n'a pas été atteint.

Si le Trésor américain a pu, l'an dernier, attirer un volume élevé de capitaux étrangers afin de financer en partie l'énorme déficit du budget fédéral des Etats-Unis, ce n'est pas par suite de l'élimination de la retenue à la source. *Le flot d'argent* qui s'est déversé de l'autre côté de l'Atlantique en 1984 a été sensible à trois facteurs : la solidité d'un emprunteur tel qu'est le gouvernement américain ; le niveau élevé des taux d'intérêt offerts par Washington, et la force du dollar sur les marchés des changes. Les deux derniers éléments ayant progressivement disparu depuis le début de cette année, les investisseurs internationaux ne sont plus enclins à prêter à l'administration américaine. Les derniers emprunts du Trésor, réservés à la clientèle étrangère, ont été des fours. *C'est donc vers des cieux bien* différents que l'attention se tourne en ce milieu d'août 1985.

La volonté de la Banque d'Angleterre, exprimée au travers d'une nouvelle réglementation, de voir les banques britanniques renforcer leur capital social a amené la Standard Chartered Bank à proposer aux porteurs, cette semaine, le réaménagement de l'euro-émission perpétuelle à *taux variable de* 300 *millions de* dollars qu'elle avait réalisé en novembre dernier. Simultanément, la Midland Bank a procédé au lancement d'un euro-emprunt perpétuel à taux variable de 500 millions de dollar, dont la nature lui permettra aussi de se conformer aux désirs de la « vieille dame de Threadneedle Street ».

La Standard Chartered, au travers *d'une technique initiée par le* Crédit suisse-First Boston, offre d'échanger les euro-obligations émises l'an dernier contre de nouvelles, dotées des mêmes conditions que les originales mais dont la nature sera entièrement subordonnée aux autres dettes de la banque. Cela signifie, par exemple, que, dans l'éventualité d'un exercice difficile ayant pour effet le non-paiement du *dividende annuel, le coupon versé* semestriellement sur les euro-obligations, *qui se compose de* l'addition de 0,25 % au taux du LIBOR à six mois, pourra lui aussi ne pas être réglé.

En contrepartie, les porteurs recevront, pour tout échange d'une euro-obligation ancienne de 10 000 dollars, non seulement une euro-obligation nouvelle de *10 000 dollars*, mais, en prime, une note d'avoir de 70 dollars. Si toutes les *euro-obligations sont échangées*, il en coûtera quelque 2,4 millions de dollars à la Standard Chartered, lorsqu'on ajoute les frais qu'implique une telle *opération* aux 2,1 millions d'avoirs *destinés à encourager* les porteurs à procéder à la permutation.

Pour que l'échange soit total, il doit être accepté par les deux tiers des porteurs. Si ce quorum n'est pas atteint et que, par exemple, un tiers *seulement des porteurs soient* d'accord pour permuter leurs titres, on pourrait alors fort bien se retrouver avec deux émissions : l'une, de 100 millions de dollars représentant les nouvelles euro-obligations subordonnées et l'autre de 200 millions de *dollars représentant le solde de* l'euro-emprunt initial.

Démocratie

De toute manière, la procédure est originale. Ce sera la première *fois, dans l'histoire euro-obligataire,* que des détenteurs de titres au porteur, *c'est-à-dire* des personnes physiques ou morales pour qui *l'anonymat est le critère fondamental*, auront à s'exprimer ouvertement. La démocratie et le marché euro-obligataire ne sont généralement pas fait pour s'entendre !

Les euro-obligations perpétuelles de la *Midland* Bank sont dites de capital primaire *(primary capital notes)*, c'est-à-dire aptes à participer *au capital social de la banque* avec tous les risques que cela comporte. Elles seront émises au pair avec un coupon semestriel qui sera l'ajout d'une marge de 0,25 % au taux du LIBOR à six mois. Bien reçue, l'euro-émission se traitait, vendredi *16 août*, en deçà de la commission bancaire, qui totalise 0,65 %. Se *présentant sous forme de* coupures unitaires de 100 000 dollars, elle n'est *pas faite pour le dentiste belge*.

Plus traditionnel, puisque de nature non subordonnée, l'euro-emprunt à taux d'intérêt variable de 200 millions de dollars lancé en début de semaine par la Bank of Boston *n'est toutefois pas dénué* d'originalité. D'une durée de quinze ans, *il comporte un coupon semestriel* qui sera l'addition d'une marge de 0,125 % au taux, calculé mensuellement, du LIBOR à six mois. Si, *toutefois*, ce dernier devient inférieur au taux du Libor à un mois, l'intérêt versé deviendra celui du LIBOR « sec », c'est-à-dire sans l'ajout d'aucune marge, pour la *période d'intérêt restant à courir*.

Ce système est destiné à partiellement protéger l'investisseur contre le retournement éventuel de la courbe des taux d'intérêt, ceux à plus court terme devenant plus élevés que ceux à échéances plus longues. En outre, l'emprunteur s'engage à ne jamais payer un coupon inférieur à 6 %. Ce niveau plus élevé que les 5 % généralement *retenus en la matière vient compenser* le fait que les lois du Massachusetts, Etat où est domiciliée la Bank of Boston, prohibent de prêter à des taux d'intérêt supérieurs à 19,75 %. Cette limitation reflète les restes du puritanisme *obsédant* de l'Etat, qui, *il y a trois siècles, n'a pas hésité* à brûler vingt sorcières à Salem.

La Campbell Soup Corporation a remporté, cette semaine, un succès comme on n'en avait pas vu depuis longtemps dans le secteur des euro-émissions à taux d'intérêt fixe libellées en dollars des Etats-Unis. Il s'agit malheureusement d'une exception, à cause de la notoriété du débiteur et des conditions offertes. *Le marchand de soupe américain*, dont la qualité de la dette bénéficie du prestigieux, et de plus en plus rare « AAA » de la part des agences spécialisées, est venu proposer au pair 100 millions de dollars sur dix ans avec un coupon annuel de 10,50 %. Bien que, compte tenu de commissions bancaires s'élevant à 2 %, ces conditions *étaient, le jour* du lancement, inférieures de 20 points de base au rendement des bons à même échéance du Trésor américain, la demande s'est immédiatement avérée considérable. L'appétit pour les signatures connues et de haut standing est une euro-constante appelée à demeurer toujours insatisfaite.

La Bundesbank s'est montrée très astucieuse en n'abaissant, vendredi, son taux d'escompte que de 0,50 %, à 4 %, *alors qu'on s'attendait* à une diminution de l'ordre de 1 %. Du coup, le secteur des émissions internationales libellées en deutschemarks non seulement s'est raffermi, mais est appelé à rester vigoureux, dans l'attente d'une réduction supplémentaire. Par malheur, le calendrier d'emprunts nouveaux est à la portion *congrue*. Aussi les rares transactions offertes s'arrachent-elles *immédiatement*, quelles que soient les conditions qui y sont attachées. Le deutschemark est devenu le paradis des emprunteurs.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Hausse du platine – Repli du zinc

La tension politique persistante en Afrique du Sud s'est, pour la première fois cette semaine, répercutée de façon sensible sur les différents marchés, entraînant une petite flambée des prix des métaux précieux, le platine étant le plus favorisé par la hausse. La faiblesse continue du dollar a certainement contribué aussi au mouvement. Quant à la faible augmentation de la production industrielle aux Etats-Unis en juillet (+ 0,2 %), elle risque de remettre en cause les prévisions officielles plus optimistes, d'où l'atonie des produits utilisés à des fins industrielles.

MÉTAUX. – *Les récents événements survenus en Afrique du Sud viennent de donner un véritable petit « coup de fouet » au prix du platine. Ceux-ci ont atteint sur le marché libre leur niveau le plus élevé depuis quatre mois, dépassant 300 dollars l'once de métal fin, en progression de près de 25 % depuis le début du mois de juillet. Des arbitrages se seraient produits à son profit au détriment de l'or, soulignent les professionnels, qui ajoutent que le platine est beaucoup plus « volatile ».*

La hausse a été moins sensible sur les autres métaux de la famille du platine, comme le palladium à 104,75 dollars l'once (+ 10 %) ou le rhodium à 830 dollars.

Nouvelle régression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, déprimés par le gonflement de plus en plus sensible des stocks britanniques au fil des semaines.

L'utilisation de métal rouge a diminué durant les six premiers mois de l'année, incidence directe du ralentissement de l'activité économique, surtout aux Etats-Unis. Autre facteur défavorable, l'éventualité d'une diminution des importations chinoises de métal rouge dans le courant du second semestre.

Le repli des cours du zinc s'est accentué à Londres où il atteint plus de 20 % depuis le 1er janvier 1985.

CAOUTCHOUC.– *La baisse est devenue plus accentuée sur les cours du caoutchouc naturel. Les représentants des trente-trois pays membres de l'Organisation internationale ont décidé de réduire de 3 cents les prix d'intervention du directeur du stock régulateur, obligé d'acheter sur le marché à 161 cents, mais ayant toute liberté pour le faire à 171 cents. Les limites de vente sont désormais fixées à 232 et 242 cents. Ces nouvelles dispositions devraient permettre de « soulager » la tâche du directeur du stock régulateur qui a déjà retiré du marché 320 000 tonnes de naturel.*

DENRÉES. – *Le cacao a consolidé sa reprise sur les différents marchés. La récolte brésilienne serait moins importante que prévu, car les cacaoyers ont été affectés par une maladie.*

Les cours du sucre tendent à se stabiliser en fonction d'une perspective de récoltes moins abondantes. L'Inde aurait acheté un chargement de 300 000 tonnes de sucre.

Aux enchères de thé à Londres, les prix n'ont pas réagi à l'éventualité d'un abandon du prix minimum à l'exportation par l'Inde, qui a déjà été réduit plusieurs fois lors de ces dernières semaines. Les récoltes en Inde et à Sri-Lanka, les deux plus importants pays producteurs, seront supérieures à celles de la précédente saison.

LES COURS DU 16 AOUT 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 1 022,50 (1 047) ; à trois mois, 1 046 (1 068) ; étain comptant, 9 087 (9 238) ; à trois mois, 9 053 (9 212) ; plomb, 300 (297,50) ; zinc, 524 (534,50) ; aluminium, 730 (751,50) ; nickel, 3 520 (3 650) ; argent (en pence par once troy), 453,50 (452,50). – **New-York** (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 61,35 (60,30) ; argent (en dollars par once), 6,31 (6,14) ; platine (en dollars par once), 305 (280,6). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 30,80 (30,25).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, octobre, 58,90 (59,17) ; décembre, 59,45 (59,42). – **Sydney** (en cents par kilo), laine (peignée à sec), octobre, inch. (615). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, inch. (54,50).

CAOUTCHOUC. – **Kuala-Lumpur** (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 186 (191).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, septembre, 2 107 (2 087) ; décembre, 2 175 (2 150) ; sucre, octobre, 4,16 (4,32) ; janvier, 4,32 (4,52) ; café, septembre, 135,04 (134,63) ; décembre, 137,75 (137,67). – **Londres** (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars sur tonne) : sucre, octobre, 119,60 (123,20) ; décembre, 124,40 (127,60) ; café, septembre, 1 653 (1 698) ; novembre, 1 690 (1 736) ; cacao, septembre, 1 694 (1 734) ; décembre, 1 705 (1 735). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, septembre, 2 050 (2 049) ; décembre, 2 025 (2 020) ; café, septembre, 1 900 (1 948) ; novembre, 1 980 (1 970) ; sucre (en francs par tonne), octobre, 1 315 (1 360) ; décembre, 1 319 (1 373). Tourteaux de soja : **Chicago** (en dollars par tonne), septembre, 125,40 (123,70) ; décembre, 129,90 (124,80). – **Londres** (en livres par tonne), octobre, 113 (116,50) ; décembre, 116,40 (120,30).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, septembre, 298,25 (284,25) ; décembre, 311 (295,75) ; maïs, septembre, 234,50 (227,25) ; décembre, 227,50 (222,75).

INDICES. – Moody's, 904,80 (902,10) ; Reuter, 1 698 (1 703,40).

Les devises et l'or

Baisse du dollar : – 2 % par rapport au franc

Mauvaise semaine pour le dollar. Après sa pause récente, la devise américaine s'est en effet remise à baisser vis-à-vis de toutes les monnaies. Elle s'est ainsi dépréciée de 2 % environ par rapport au franc français (*8,4560 F contre 8,6250 F*) et de 2,76 % vis-à-vis du deutschemark (2,7480 DM contre 2,860 DM). Et, selon les cambistes, la glissade ne serait pas encore terminée.

Décidément, les temps changent. *En 1984 à pareille époque*, le dollar avait également baissé. Mais cela n'avait été que pour mieux reprendre des forces et une longue ascension qui devait le mener à la fin du mois de février dernier à des niveaux souvent historiques (10,6145 F), jamais *atteints* en tout cas au cours des vingt dernières années (3,38 DM).

L'économie américaine était, il est vrai, florissante. Les capitaux affluaient vers *les Etats-Unis* et les sautes d'humeur du dollar *reposaient sur les seules appréhensions* causées par des taux d'intérêt jugés trop élevés.

Le paysage s'est radicalement transformé. Si *le loyer* de l'argent est toujours le point de mire général, l'expansion s'essouffle et le billet vert *n'exerce plus cet attrait fascinant* sur les investisseurs en quête de placements. Aujourd'hui, le sort du dollar dépend étroitement et plus que jamais de la capacité de l'industrie américaine à redémarrer. On l'a bien vu ces derniers jours.

Déjà les doutes sérieux émis à la fin de la semaine écoulée par M. Henry Kaufman, le « gourou » de Wall Street, sur les possibilités d'une reprise de la croissance avaient ébranlé la communauté financière. Lundi, puis mardi, le repli du dollar avait repris. Mais l'annonce d'une hausse des ventes au détail en juillet aux Etats-Unis (+ 0,4 %) avait provoqué le lendemain une légère embellie ; celle-ci fut de brève durée.

Réflexion faite, et compte tenu de la révision en baisse du même chiffre pour le mois de juin, les opérateurs jugèrent *le résultat* peu significatif, très insuffisant, pour sortir de l'économie du marasme. Nouvel alourdissement du dollar, modéré cependant, car les marchés attendaient la publication (retardée pour des raisons techniques) de l'indice de la production industrielle pour juillet. Ils espéraient aussi très fortement que la Bundesbank abaisserait ses taux directeurs. A Londres, les cambistes ne se berçaient toutefois pas trop d'illusions. Le dollar venait *d'enfoncer le plancher des 2,76 DM* considéré comme un seuil psychologique important, et le phénomène ne leur paraissait pas de très bon augure.

Jeudi, le département américain du commerce rendait son verdict. *L'indice de la production* industrielle pour le mois écoulé avait progressé de 0,20 % seulement, une misère ! Néanmoins, les opérateurs étaient prêts à s'en contenter, d'autant que, simultanément, la Bundesbank prenait, enfin, la décision de réduire, *pour la première fois* depuis mars 1983, ses taux directeurs. Le dollar reprit immédiatement des couleurs. Pas longtemps. Le gonflement brutal, inattendu surtout, de la masse monétaire américaine (5,3 milliards de dollars au *lieu des 1,3 milliard prévu) remettait* tout en question.

De fait, il ressortait que, pour les treize semaines écoulées, ladite masse monétaire s'était en moyenne accrue, de 13 %, alors que la Réserve fédérale avait placé la barre *à 8 %. Quelle allait être la réaction* de la Banque centrale des Etats-Unis ? Maintien de la politique actuelle ou durcissement des conditions de crédit avec hausse des taux d'intérêt à la clé ?

Dans les deux cas de figure, ce *n'était* pas bon pour l'économie américaine, car même une complaisance probable du Fed à l'égard de *ses propres* objectifs monétaires ne résolvait rien. Il apparaissait bien, à mesure que l'ordinateur crachait ses statistiques, que les chances d'un redémarrage de l'expansion s'amenuisaient de façon inquiétante.

Du coup, la baisse du loyer de l'argent en RFA, préconisée par l'OCDE pour revivifier l'économie allemande, n'épaulait pas le dollar, comme on l'avait cru d'abord, en créant un nouveau différentiel entre les taux d'intérêt des deux côtés de l'Atlantique (4,3 % *désormais*). L'événement avait, paraît-il, été largement *anticipé. Quoi qu'il en soit*, de nouveaux dégagements pesaient en fin de semaine sur la devise américaine, qui retombait à ses plus bas niveaux depuis treize mois. Au regard de ses cours records de *février dernier*, le dollar a *maintenant* maigri de 20,3 % par rapport au franc français et de 18,69 % vis-à-vis du Deutschemark.

D'une façon générale, le sentiment est toujours baissier dans les milieux financiers, dans un rapport *monétaire* rédigé par un groupe privé, M. Otmar Emminger, ancien président de la Bundesbank, estime que les chances d'un repli du dollar en bon ordre sont *« relativement bonnes »*. De leur côté, les cambistes pensent que la détente des taux en RFA devrait permettre à la *monnaie* américaine d'atterrir en douceur. Naturellement, personne n'est prêt à prendre de pari.

Mais notons que, en raison de la fête de l'Assomption, l'activité, assez forte en début de semaine, a très sensiblement diminué à l'approche du week-end, ôtant ainsi au recul du dollar une partie de sa signification. « *La situation*, disait-on vendredi soir au siège parisien d'une grande banque étrangère, *sera plus claire la semaine prochaine. Les marchés attendent maintenant la révision du PNB américain pour le second trimestre.* » Illustrera-t-elle le ralentissement brutal de l'économie américaine ?

Ajoutons enfin que la baisse du dollar n'a pas eu cette fois d'effet particulier sur les monnaies européennes entre elles. Par rapport au franc français, le deutschemark s'est seulement un peu raffermi (3,0585 F contre 3,0520 F le 9 août). Si les méchantes langues affirment que l'*« heure de vérité sonnera bien un jour pour le franc »*, beaucoup assurent qu'il n'y a pas, pour l'instant, péril en la demeure.

L'or, qui n'avait pas tellement réagi ces derniers temps à la baisse du billet vert, s'est réveillé cette semaine à Londres, où il est remonté à près de 336 dollars l'once (contre 321,65 dollars le 9 août dernier), son plus haut niveau depuis le 26 novembre 1984.

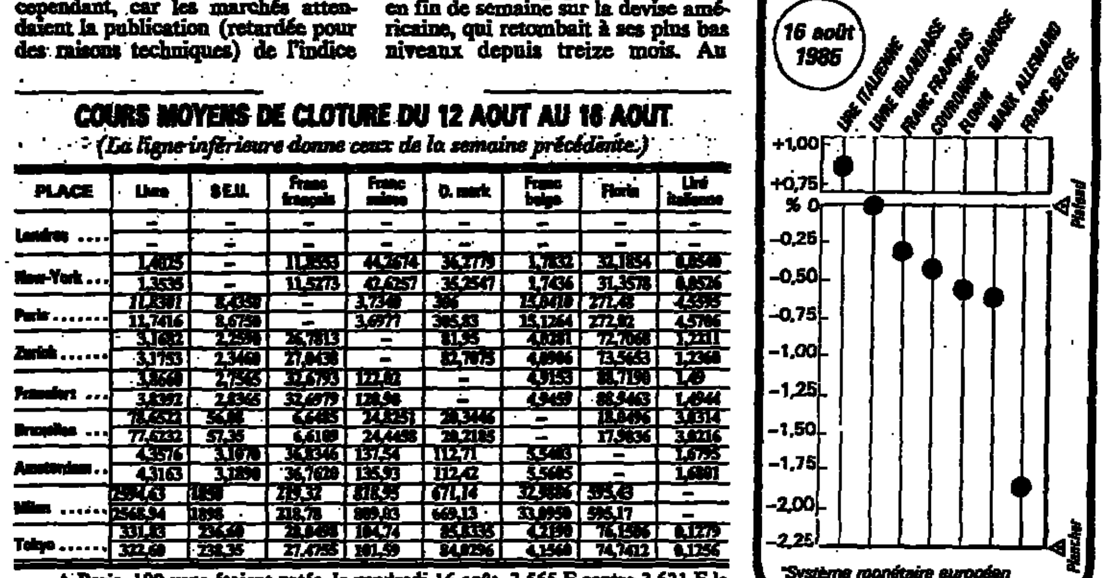
A. D.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 12 AOUT AU 16 AOUT

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,4025	–	11,8553	44,2674	36,2779	1,7832	32,1854	0,0540
	1,3535	–	11,5273	42,6257	35,2547	1,7436	31,3578	0,0526
Paris	11,8301	8,4350	–	3,7340	306	13,8410	271,48	4,3395
	11,7416	8,6750	–	3,6977	305,83	15,1264	272,82	4,5706
Zurich	3,1082	2,2598	26,7813	–	81,95	4,0881	72,7068	1,2211
	3,1753	2,3460	27,0438	–	82,7075	4,0906	73,5663	1,2360
Francfort	3,8660	2,7565	32,6793	122,02	–	4,9153	88,7190	1,49
	3,8392	2,8365	32,6979	120,90	–	4,9459	88,9463	1,4944
Bruxelles	78,6522	56,08	6,6485	24,8251	20,3446	–	18,0496	3,0314
	77,6232	57,35	6,6109	24,4458	20,2185	–	17,9836	3,0216
Amsterdam	4,3576	3,1070	36,8346	137,54	112,71	5,5403	–	1,6795
	4,3163	3,1890	36,7620	135,93	112,42	5,5605	–	1,6801
Milan	2594,63	1850	219,32	818,95	671,14	32,9886	595,43	–
	2568,94	1898	218,78	809,03	669,13	33,0950	595,17	–
Tokyo	331,83	236,60	28,0488	104,74	85,8335	4,2190	76,1586	0,1279
	322,60	238,35	27,4755	101,59	84,0296	4,1560	74,7412	0,1256

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 16 août, 3,565 F contre 3,631 F le vendredi 2 août.



Marché monétaire et obligataire

L'Allemagne donne l'exemple

Cette semaine a été marquée par l'amorce d'un mouvement de baisse des taux d'intérêt en Europe. Le coup d'envoi a été donné jeudi par la Bundesbank, qui a décidé de réduire d'un demi-point ses taux directeurs. A l'issue de leur première réunion après les vacances, les membres du conseil central, qui avaient invité pour la circonstance le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, ont ramené de 4,5 % à 4 % le taux d'escompte et de 6 % à 5,5 % le taux Lombard (avances sur titres).

La poursuite de la baisse du dollar a favorisé ce mouvement, par ailleurs justifié par le fort ralentissement de l'inflation et la faible croissance de la masse monétaire, qui a atteint 3,8 % en juillet, un taux bien inférieur à l'objectif de 3 % à 5 % fixé par les autorités monétaires allemandes.

A l'issue de la réunion, le président de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, a déclaré : « *La croissance économique progresse actuellement à un bon rythme de 3 %, et l'inflation est pratiquement à zéro.* » De fait, elle a même diminué de 0,2 % en juillet.

La Banque centrale des Pays-Bas, confortée par la bonne tenue du florin, a immédiatement emboîté le pas en ramenant son taux d'escompte de 5,5 % à 5 %, et le lendemain c'était au *tour de la Banque nationale* d'Autriche de fixer son taux à 4 % à compter du 19 août.

Cependant, la Suisse et la Grande-Bretagne décidaient de se tenir à l'écart, du moins pour le moment.

Aux Etats-Unis, les gourous de Wall Street se sont penchés sur la moisson d'indices économiques publiés cette semaine. Leur diagnostic est clair : décidément la reprise américaine a du plomb dans l'aile. En juillet, la production industrielle n'a augmenté que de 0,2 %, les ventes des entreprises américaines ont baissé de 2,1 %, le crédit à la *consommation* augmente encore mais dans une moindre mesure que les mois précédents, et les mises en chantier de constructions neuves ont chuté de 2,4 %. Le Forum de politique monétaire – qui réunit des hommes d'affaires, des financiers et des universitaires – table maintenant sur une croissance de 2,5 % au *second semestre 1985, soit moitié* moins que ce qu'escompte l'administration Reagan.

Pour corser le tout, la masse monétaire M-1 a enregistré un énorme gonflement de 5,3 milliards de dollars durant la semaine bancaire au 5 août, soit une augmentation bien supérieure à celle de 8 % *assignée par les autorités monétaires.*

Tout *le monde se demande maintenant* ce que va faire la Réserve fédérale, qui se trouve quelque peu « coincée » entre la nécessité d'infléchir sa politique de restriction monétaire et faire baisser les taux d'intérêt pour relancer la machine *économique et l'obligation de « serrer la vis »* si elle veut éviter un dérapage de cette même masse monétaire.

En France, la baisse du taux d'escompte allemand a été bien accueillie, dans la mesure où elle permet au franc de souffler un peu. Il faudra cependant attendre de nouveaux signes de ralentissement de l'inflation dans le pays pour suivre le mouvement. Après la décision de la Bundesbank, l'écart entre les taux d'intérêt réels (hors inflation) passent de 1,2 à 1,7 point en faveur de la France.

Vendredi, le marché obligataire *est resté calme* et les rendements *sur* le marché secondaire se sont maintenus à 10,77 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans, ceux des emprunts à moins de sept ans passant à 10,38 % contre 10,37 % une semaine plus tôt, selon les indices Paribas.

Sur le marché primaire, c'est également le calme le plus plat. Mais la rentrée risque d'être chaude, et le marché financier sera très sollicité. Le record de 250 milliards de francs d'émissions nouvelles atteint l'an dernier sera vraisemblablement battu.

A ce sujet, dans son dernier apport sur la France, l'OCDE estime qu'*« après trois années de forte progression, liée pour partie à la création d'actifs financiers nouveaux, les possibilités de développement additionnel du marché financier paraissent limitées. »* Les experts du château de la Muette considèrent qu'*« un dérapage du déficit public risquerait soit de créer des tensions sur les taux d'intérêt obligataires, avec les conséquences inévitables d'éviction du secteur privé et d'alourdissement de la charge de la dette publique, soit d'inciter à recourir à un financement monétaire remettant en cause les objectifs de resserrement des liquidités »*.

Intérim.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Trois dirigeants du « Dauphiné libéré » veulent figurer en bonne place sur les listes de l'opposition

De notre correspondant

Annecy. – *Le Dauphiné libéré* est déjà entré en campagne pour les élections législatives de mars 1986, mais, cette fois, pour son propre compte. Plusieurs des principaux membres de la nouvelle direction du journal, « parachutés » en 1983 par M. Robert Hersant, qui avait pris, alors, habilement le contrôle du premier groupe de presse de la région Rhône-Alpes, sont candidats à la députation.

Fraîchement débarqués dans l'entreprise et dans la région, MM. Xavier Ellie, trente-neuf ans, président du directoire du *Dauphiné libéré*, Gauthier Audinot, vingt-sept ans, directeur de la publication et président du conseil de surveillance, et Charles Debbasch, quarante-huit ans, directeur général, se sont découvert brusquement une vocation d'homme politique. Leurs prétentions ne sont pas minces, puisque le premier souhaite conduire la liste du RPR dans la Drôme, le deuxième négocie pour figurer en position d'éligible parmi les candidats présentés par le RPR dans l'Isère, enfin, le troisième *« survole plusieurs départements pour se poser quelque part »*, selon la formule d'un proche collaborateur du maire de Grenoble. Pour M. Debbasch, la Savoie ou le Vaucluse seraient un excellent point de chute.

Depuis sa reprise par M. Hersant, *le Dauphiné libéré* a renforcé son ancrage dans l'opposition, ce qui avait amené le président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz, à dénoncer, pendant la campagne des élections cantonales de mars dernier, les orientations du journal, coupable à ses yeux, d'*« allégeance au RPR »*. De leur côté, le RPR et l'UDF n'ont pu que se louer des bons et loyaux services rendus, ces derniers mois, par le tout-puissant quotidien, qui règne presque sans partage sur l'Isère, la Savoie, la Haute-Savoie et la Drôme.

Les dirigeants du « DL » et du groupe Hersant estiment-ils, aujourd'hui, que le RPR et l'UDF leur sont redevables d'une aide passée ? On pourrait le croire en voyant MM. Ellie, Audinot et Debbasch multiplier, depuis deux mois, les contacts privés dans les départements qu'ils convoitent. M. Ellie a même, subitement, élu résidence à Valence. Le jeune président du directoire du *Dauphiné libéré*, très probablement sollicité par M. Hersant, envisageait déjà, avant le changement de mode de scrutin, d'affronter M. Georges Fillioud dans sa circonscription de Romans. Ce combat aurait fait figure de symbole, le secrétaire d'Etat aux techniques de la communication se trouvant opposé à un patron de presse.

Dans l'Isère, les responsables du RPR se montrent très prudents en attendant, notamment, le retour de vacances de leur chef de file. M. Alain Carignon, maire de Grenoble, mais ils reconnaissent, en privé, que l'offensive du « DL » les inquiète, même si leur fédération n'a pas été saisie d'une demande formelle de candidature de la part de M. Gauthier Andinot. Le père de ce dernier, M. André Andinot, bras droit de M. Hersant et député non inscrit de la Somme, s'activerait au niveau tant local que national pour imposer son fils. Les dirigeants fédéraux ont interrogé, récemment, le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, qui ne leur aurait, affirment-ils, *« rien confirmé »*. Une réponse qui, on s'en doute, n'a rassuré personne ici. *« S'il y a un trublion à intégrer sur la liste de l'opposition dans l'Isère, cela risque de compliquer encore davantage la constitution d'une liste unique »*, observe-t-on dans l'entourage de M. Carignon.

En Savoie, M. Michel Barnier, député RPR, président du conseil général, reconnaît volontiers que M. Debbasch, qui avait été conseiller technique pour les affaires d'éducation à l'Elysée de 1978 à 1981, *« veut jouer un rôle politique »* mais il le voit mal « parachuté » dans son département. *« En Savoie, les choses sont claires, je conduirai une liste unique »*, déclare M. Barnier, qui ajoute, avec un brin d'agacement : *« Cette affaire a peut-être été imaginée en dehors de la Savoie, mais elle ne nous a pas été soumise. »* Compte tenu du nombre de sièges que doit pourvoir le département, c'est-à-dire trois, la venue de M. Debbasch ne pourrait se faire qu'au détriment de l'UDF locale qui, comme le RPR, n'a pas été, pour l'heure, consultée.

CLAUDE FRANCILLON.

M. Lignel perd le contrôle du *Progrès-Dimanche*

M. Jean-Charles Lignel, président du conseil d'administration du quotidien *le Progrès de Lyon*, a perdu le contrôle du *Progrès-Dimanche* – dont le groupe Progrès SA était jusqu'à présent « locataire-gérant » – à la suite d'une décision de la cour d'appel de Lyon qui avait statué, le 3 juillet dernier, sur un différend vieux de cinq ans.

A l'issue de ce jugement, *le Progrès* avait alors introduit un référé demandant un délai d'exécution correspondant aux quatre mois prévus par la cour d'appel. Ce référé a été rejeté le 12 août dernier par le même tribunal.

C'est la deuxième fois dans l'histoire récente et tourmentée du *Progrès* que celui-ci se voit dépossédé de son édition dominicale. Ainsi, après des épisodes judiciaires successifs, la Société d'édition régionale des périodiques et journaux (SERP) a repris le contrôle de l'édition du *Progrès-Dimanche*. Rappelons que l'actionnariat de la SERP est, pour l'essentiel, divisé en deux : d'une part, le groupe Dauphiné libéré, sous contrôle de M. Robert Hersant, d'autre part, celui de M. Jean-Charles Lignel, quelques actions-charnières appartenant à la famille Brémond, devenue l'alliée du *Dauphiné libéré* après l'achat du *Progrès* par M. Jean-Charles Lignel. Ces divers mouvements signifient que le groupe Progrès SA ne pourra plus éditer, à partir du dimanche 18 août, le *Progrès-Dimanche*, *Centre-Dimanche* et *les Dépêches-Dimanche*, ces titres devant désormais être édités par la SERP.

Devant cette situation, la direction du *Progrès* a demandé, lors d'un comité d'entreprise, aux représentants du personnel de faire appliquer par la SERP l'article du code du travail obligeant la société reprenante à prendre en charge le personnel correspondant, soit plus de deux cents personnes.

En attendant cette application, la direction du *Progrès* avait l'intention de procéder, dès ce samedi 17 août, à la mise en chômage technique du personnel affecté ce jour-là à la fabrication du *Progrès-Dimanche*. Une réunion extraordinaire du comité central d'entreprise du *Progrès* devait avoir lieu ce samedi 17 août en fin de matinée.

● L'Union *(Reims) peut poursuivre son activité.* – Le tribunal de commerce de Reims a rendu le 14 août un arrêt autorisant la poursuite d'exploitation du quotidien *l'Union*, à Reims, durant les six mois à venir. Le 23 mai, le même tribunal avait prononcé la mise en règlement judiciaire du quotidien rémois. Il l'avait autorisé à poursuivre son activité, et avait prolongé la mission de l'administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont, avec la participation du directeur gérant, M. Jean-Pierre Jacquet. D'autre part, la commission pour la transparence et le pluralisme de la presse devrait faire connaître prochainement son avis sur deux des repreneurs éventuels : M. Alain Thirion, industriel d'Epinal, et M. Bruno Bertez, homme de presse parisien, PDG de *la Tribune de l'économie*. M. Philippe Hersant, directeur de *France-Antilles*, s'est aussi porté candidat.

Le numéro du « Monde » daté 17 août 1985 a été tiré à 420565 exemplaires

A B C D E F G

LES AMÉRICAINS S'INTÉRESSENT A CANAL PLUS

Deux grosses sociétés de production cinématographique américaines pourraient participer à l'élargissement attendu de Canal Plus, a annoncé, cette semaine à l'Agence France Presse, M. Pierre Lescure, le directeur de la chaîne payante.

Depuis que le conseil des ministres a décidé de préserver la formule actuelle de la quatrième chaîne, celle-ci semble, en effet, faire la preuve de sa viabilité. Le nombre des abonnés ne cesse d'augmenter – ils étaient 342 052 le 30 juin et 388 359 le 14 août, – et le seuil d'équilibre de la chaîne, fixé aujourd'hui à 580 000 abonnés, devrait être atteint au début de l'année 1986.

Selon M. Lescure, l'élargissement du capital ne se fera ni avec le magnat de la télévisioin privée italienne, M. Sergio Berlusconi – ce dernier, qui est par ailleurs candidat au satellite TDF 1 (*le Monde* du 7 août), avait pourtant souhaité se voir attribuer la majorité dans la régie publicitaire de Canal Plus, – ni avec le PDG du groupe français Schlumberger, M. Antoine Riboud. Il y a quelques semaines, celui-ci avait semblé vouloir disputer à Havas et à son PDG, M. André Rousselet, le contrôle de la chaîne privée.

LES FUITES DE PRODUITS TOXIQUES AUX ETATS-UNIS

La crédibilité d'Union Carbide est en cause *reconnaît son président, M. Anderson*

Charleston *(AFP)*. – M. Warren Anderson, président d'Union Carbide, a reconnu, vendredi 16 août, au cours d'une conférence de presse à Charleston, en Virginie Occidentale, que *« certaines choses auraient pu mieux marcher »* dans la façon dont la société a fait face à une fuite de substances toxiques, dimanche 11 août, dans son usine d'Institute. Cet incident, qui a entraîné l'hospitalisation de 135 personnes, a *« créé des problèmes pour la crédibilité »* de la société, a admis M. Anderson.

Union Carbide avait été déjà très attaquée après la catastrophe survenue à son usine de Bhopal, en Inde, en décembre dernier, qui avait causé la mort de plus de 2 000 personnes. La firme américaine a affirmé à plusieurs reprises que cet accident était probablement dû à un acte de sabotage. Mais la fuite survenue à Institute pourrait rendre cette explication moins crédible devant les tribunaux, estime-t-on aujourd'hui.

A propos de ce dernier incident, la société a été critiquée pour avoir attendu vingt minutes avant de prévenir les habitants des alentours de l'usine. Cette attitude a amené M. Arch Moore, le gouverneur de l'Etat de Virginie Occidentale, à mettre publiquement en doute l'*« intégrité »* de la firme. A ce sujet, M. Anderson a indiqué qu'il avait demandé une modification de la politique d'alerte de façon à ce que les personnes menacées soient averties plus rapidement en cas de nouvelle fuite.

De son côté, le *Los Angeles Times* a écrit vendredi que parmi les produits qui se sont échappés dans l'atmosphère à Institute figurait non seulement de l'oxime d'albicarde, mais aussi et surtout du chlorure de méthylène, une substance qui, selon le journal, est soupçonnée de provoquer le cancer chez des animaux de laboratoire. M. Anderson a confirmé que l'albicarde n'était pas le seul produit toxique en cause, mais que des études complémentaires étaient nécessaires avant de savoir exactement ce qui s'était passé. Le président d'Union Carbide a souligné qu'il était impossible à l'industrie chimique de travailler dans un environnement exempt de tout risque.

Il n'en reste pas moins, ainsi que le note le *Wall Street Journal*, que l'image de la société américaine auprès des riverains de l'usine d'Institute et, plus généralement, des habitants de la « vallée de la chimie », où sont concentrées, le long de la rivière Kanawba, sept grandes usines, est de moins en moins bonne. Samedi, toutefois, un défilé de soutien à Union Carbide a été organisé près d'Institute.

LES ÉCOLOGISTES DEMANDENT UNE ENQUÊTE SUR LA LITTORALE DE BÉZIERS

Les écologistes de Béziers viennent d'écrire à Mme Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, pour lui demander un supplément d'enquête sur l'usine La Littorale, filiale d'Union Carbide qui manipule des produits toxiques.

Jusqu'à présent, l'entreprise mélangeait deux composants, l'oxime d'aldicarbe et l'isocyanate de méthyle pour obtenir de l'aldicarbe dont elle tirait un produit phytosanitaire, le Temik. A la suite de la catastrophe de Bhopal provoquée par une fuite d'isocyanate de méthyle, il a été décidé de ne plus manipuler ce produit à Béziers. L'usine recevra l'aldicarbe directement d'Institute, aux Etats-Unis.

On a donc écarté un danger. Mais, les écologistes et les ouvriers de l'usine estiment que l'aldicarbe reste un poison mortel à raison d'un milligramme par kilo et ils se demandent si toutes les précautions ont été bien prises pour le transport qui doit commencer en septembre.

Selon M. Papandréou

LES INCENDIES DE FORÊT QUI ONT FAIT SIX MORTS EN GRÈCE SERAIENT D'ORIGINE CRIMINELLE

Kavala *(Reuter, AFP)*. – M. Papandréou, premier ministre grec, a affirmé le vendredi 16 août que les incendies de forêt qui ravagent depuis jeudi la région de Kavala et l'île de Thasos (nord du pays) et ont fait six morts – dont deux touristes, un Français et un Belge – avaient été allumés intentionnellement, peut-être pour déstabiliser le pays.

M. Papandréou, après un survol de la région en hélicoptère, a déclaré à la presse : *« Il est clair qu'il y a eu non seulement incendie volontaire, mais que celui-ci fait partie d'un plan, et on peut se demander si ce n'est pas dans un but de déstabilisation. »*

Un ancien gendarme a été arrêté en possession d'engins incendiaires et la police a découvert du matériel similaire à Hania (Crète) et en deux autres lieux, a-t-il ajouté. Enfin, plusieurs ministres ont déclaré posséder des preuves de l'existence d'un réseau d'incendiaires organisé en Grèce.

En juillet

LÉGÈRE BAISSE DU NOMBRE DES CHOMEURS INDEMNISÉS

Fin juillet, le nombre des chômeurs indemnisés s'élevait à 1 904 690, soit une baisse de 2 % par rapport à juin, selon les statistiques publiées par l'UNEDIC (assurance-chômage), le vendredi 16 août. En y ajoutant, comme le fait toujours l'UNEDIC, le nombre de demandes d'indemnisation déposées en juillet qui seront acceptées, on peut évaluer à 2 263.420 les personnes indemnisées au titre de juillet, soit une baisse de 0,50 %.

En effet, 335 524 dossiers ont été déposés en juillet, soit 20,7 % de plus qu'en juin : selon l'UNEDIC, cette hausse, *« saisonnière »*, résulte surtout de *« l'inscription de jeunes sortant du système scolaire »*, quoique l'effectif soit *« légèrement supérieur à celui de juillet 1984 »*.

La baisse du nombre d'allocataires en juillet est *« légèrement inférieure au seul effet de la saisonnalité »*, indique l'UNEDIC, notamment par suite de l'accroissement (de 2 276 en un mois) du nombre des prérétraites dues à des licenciements économiques.

Fin juillet, les bénéficiaires d'allocations versées parles ASSEDIC se répartissaient en 1 600 440 demandeurs d'emploi (+ 0,5 % en un mois, + 12,7 % en un an), 657 165 préretraités (– 2,3 % en un mois, – 6,1 % en un an) et 5 815 bénéficiaires d'indemnités de formation (– 45,7 % en un mois, et – 66,3 % en un an).

DES SALARIÉS CGT DE RENAULT S'OPPOSENT AU TRANSFERT VERS L'ESPAGNE DE MOYENS DE PRODUCTION

Des salariés CGT de l'usine Renault de Flins (Yvelines) ont *« neutralisé »* samedi matin, 17 août, le chemin de fer intérieur de l'établissement pour s'opposer *« au déménagement des éléments de robots, fabriquant la R 18, vers l'Espagne »*, a annoncé la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT dans un communiqué.

DANS LE SECTEUR CHRÉTIEN DE BEYROUTH UN ATTENTAT A FAIT AU MOINS QUINZE MORTS ET CINQUANTE BLESSÉS

Beyrouth *(AP, Reuter)*. – Un attentat à la voiture piégée, devant le supermarché Melki, à Jal-el-Dib, banlieue populaire à la sortie nord du secteur chrétien de la capitale libanaise a fait, samedi 17 août vers midi, au moins quinze morts et une cinquantaine de blessés, selon un premier bilan établi par la police. D'après les sauveteurs, des corps sont probablement ensevelis sous les décombres du supermarché qui a été incendié.

Le véhicule devait contenir environ 150 kilos d'explosifs, qui ont creusé un cratère de 3 mètres de profondeur et de 4 mètres de large et détruit une cinquantaine de voitures. Des dizaines de personnes, bloquées dans les étages supérieurs du bâtiment, appelaient à l'aide tandis que les étages inférieurs étaient la proie des flammes. Plusieurs ont pu s'échapper grâce aux échelles installées par les sauveteurs. D'après la radio du parti Kataëb, la *Voix du Liban*, des obus apparemment tirés par des miliciens musulmans sont tombés près du supermarché, tandis que les équipes de secours arrivaient sur les lieux.

Mercredi 14 août, un précédent attentat à la voiture piégée, qui n'a pas été revendiqué, a fait treize morts et cent vingt blessés dans le même secteur chrétien de Beyrouth.

(Lire également page 7 nos informations sur le bilan d'une semaine de combats à Beyrouth.)

Au Maroc

LE CINQUIÈME MUR DE DÉFENSE DU SAHARA OCCIDENTAL EST EN VOIE D'ACHÈVEMENT

Rabat *(Reuter)*. – Le cinquième et dernier mur érigé par le Maroc au Sahara occidental, pour empêcher les infiltrations des maquisards du Polisario, est en voie d'achèvement, a rapporté vendredi 16 août, le quotidien progouvernemental *le Matin*. Cette nouvelle ligne de défense longe la frontière mauritanienne jusqu'à Guelta-Zemmour et, de là, court à travers le désert vers Imlili, sur l'Atlantique, au sud de la ville de Dakhla.

La longueur totale du système de défense est maintenant de plus de 1 400 kilomètres, de Zag, près de la frontière algérienne, jusqu'à l'Atlantique. D'autre part, une vingtaine de marocains inculpés de subversion pour avoir passé clandestinement des armes venant d'Algérie comparaîtront lundi 19 août, devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Casablanca, ont annoncé les avocats de la défense.

Le ministère de l'intérieur avait annoncé l'arrestation, le 10 juillet, de deux personnes en possession de douze pistolets et de munitions, de 5 kilos de TNT et de détonateurs à télécommande. Les autorités avaient ajouté que d'autres complices avaient été interpellés et que cinq mitraillettes, introduites clandestinement d'Algérie, avaient également été saisies.

Au Canada

M. LANDRY RENONCE A BRIGUER LA SUCCESSION DE M. LEVESQUE A LA TETE DU PARTI QUEBECOIS

Québec *(AFP.)* – M. Bernard Landry, ministre des relations internationales du Québec, a annoncé, vendredi 16 août, à Québec qu'il renonçait à briguer la succession de M. René Lévesque à la présidence du Parti québécois, qui doit faire l'objet d'un vote des membres du parti le 29 septembre prochain. M. Landry, l'un des sept candidats en lice, a justifié sa décision par le fait que les causes qu'il défend – surtout celle de la souveraineté du Québec – n'ont pas suscité la *« mobilisation »* qu'il espérait.

Les sondages effectués à ce jour plaçaient M. Landry en troisième position, loin derrière M. Pierre-Marc Johnson, ministre de la justice, et Mme Pauline Marois, ministre de la main-d'œuvre, du revenu et de la condition féminine

Le ministre des relations internationales a suggéré à ceux qui le soutiennent de se réorienter vers les candidats qui se rapprochent le plus de ses idées, notamment sur *« la nécessité d'un statut de liberté pour le peuple du Québec »*.

FOOTBALL

Le Paris-Saint-Germain garde ses distances

Le Paris-Saint-Germain a passé avec succès un nouveau test en s'imposant à Auxerre, vendredi 16 août, à l'occasion de la septième journée du championnat de France de football. Cette victoire permet aux Parisiens de conserver 2 points d'avance sur les Nantais et les Bordelais.

Paris-SG b. *Auxerre, 1-0 ; *Nice et Lens, 1-1 ; Nantes b. *Lille, 1-0 ; *Bordeaux b. Rennes, 3-2 ; *Toulouse b. Toulon, 4-0 ; *Bastia et Monaco, 0-0 ; Nancy b. *Marseille, 3-2 ; *Laval b. Sochaux, 3-1 ; *Le Havre b. Brest, 2-0 ; *Metz et Strasbourg, 0-0.

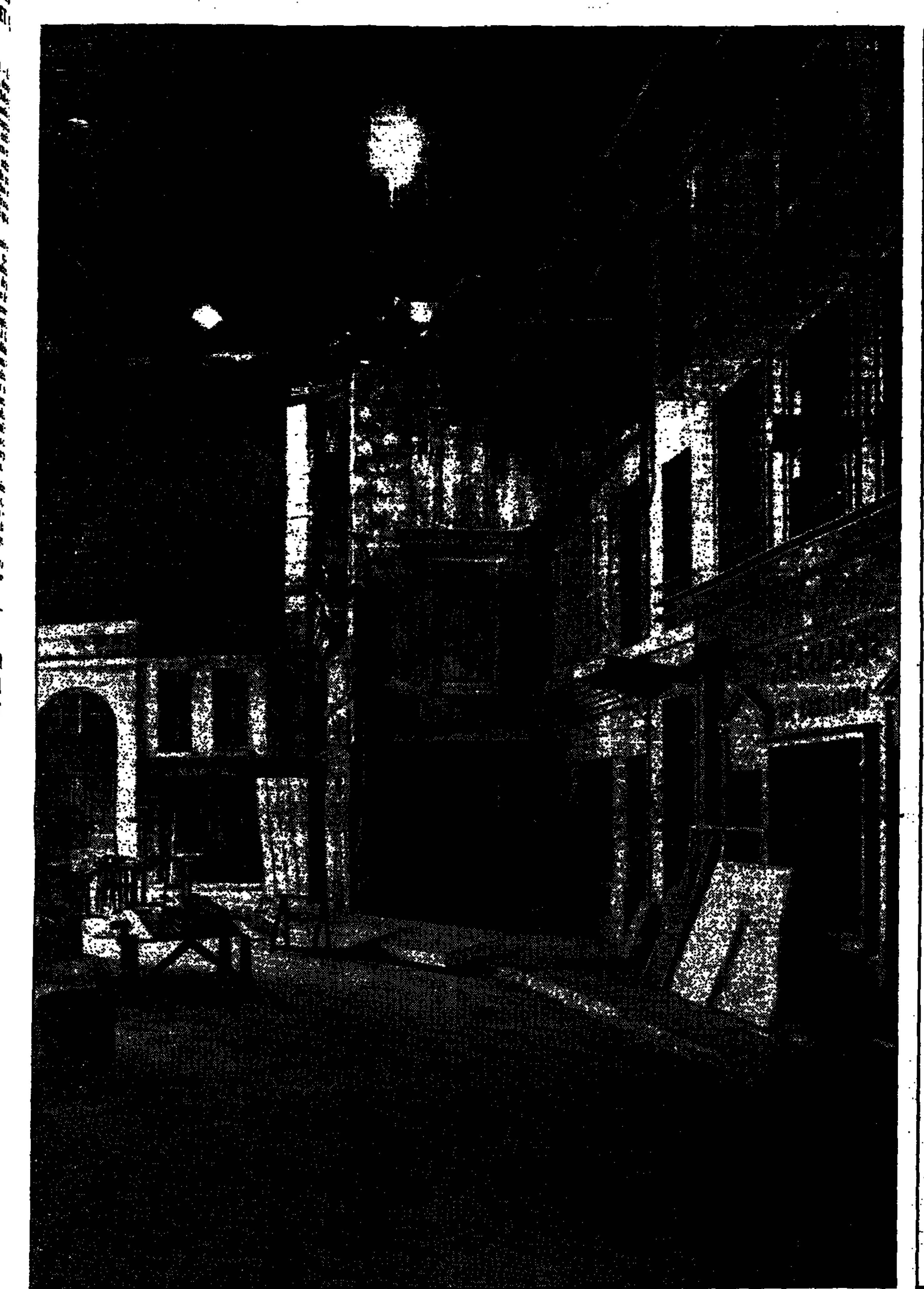
Classement : 1. Paris-SG, 13 pts ; 2. Nantes, Bordeaux, 11 ; 4. Lens, 10 ; 5. Monaco, Nancy, Toulon, 8 ; 8. Toulouse, Sochaux, Metz, Rennes, Laval, Nice, Le Havre, Lille, Strasbourg, Brest, 6 ; 18. Auxerre, 5 ; 19. Marseille, Bastia, 3.

● *MOTOCYCLISME : accident mortel aux 24 Heures de Spa.* – L'Allemand de l'Ouest Harald Layher (Suzuki) a trouvé la mort, vendredi 16 août, lors des essais des 24 Heures de Spa (Belgique), quatrième manche du championnat du monde d'endurance. Victime d'une chute après un accrochage avec le Britannique Roland Brown, Layher est décédé peu après son transfert au centre chirurgical du circuit.

● *NATATION : records de France.* – Trois records de France féminins ont été améliorés, vendredi 16 août à Dunkerque, à l'occasion des championnats nationaux. Sur 100 mètres nage libre, la jeune Tahitienne Laurence Lacombe (seize ans) a battu en 57 sec. 23/100 l'ancien record de Sophie Kamoun (57 sec. 49/100). Cette dernière a amélioré de 34/100 son record sur 50 mètres papillon en 28 sec. 48/100. Véronique Jardin a battu de 37/100 son record du 200 mètres dos en 2 min. 19 sec. 4/100.

● *SKI ALPIN : Coupe du monde.* – La première descente de la Coupe du monde 1985-1986, disputée vendredi 16 août à Las Lenas (Argentine), a été gagnée par le Suisse Carl Alpiger, qui a devancé l'Américain Doug Lewis et l'Autrichien Helmut Hoflehner. Le Français Franck Piccard a terminé cinquième derrière le Suisse Peter Muller.

Le Monde
AUJOURD'HUI



SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS RECONSTITUÉ PAR ALEXANDRE TRAUNER AUX STUDIOS D'ÉPINAY POUR LE FILM *AROUND MIDNIGHT*, DE BERTRAND TAVERNIER. (PHOTOGRAPHIE DE DESPATIN-GOBERTI.)

CINÉMA : RETOUR AUX STUDIOS

COPTES DE PARIS

Un morceau d'Orient sur les bords de la Seine. Chaque dimanche matin, dans les sous-sols de Saint-Sulpice, à Paris, des hommes et des femmes de la minorité copte orthodoxe de France se réunissent pour célébrer leur culte. Sortis d'Egypte, ils ont emporté leurs cérémonies et leurs cantiques à l'éclat byzantin et se souviennent de l'Eglise primitive. Qui sont-ils et comment s'intègrent-ils à la société française ? (Page XI.)



ANDRÉ GERO

COURRIER

PLAIDOYER POUR *PHOTOGRAPHIES*

C'est avec beaucoup d'intérêt et de satisfaction que j'ai lu vos deux pages consacrées à la photographie parues dans *le Monde Aujourd'hui* daté 28-29 juillet 1985. Chargé des collections de photographie contemporaine au cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, je m'efforce, avec mon collègue Bernard Marbot, chargé du XIXe siècle, de les enrichir, de les conserver, de les faire connaître.

C'est un travail de constantes et sympathiques relations avec les photographes français et étrangers, à commencer par les meilleurs, et aussi les collectionneurs, les critiques, les galeristes. Notre admirable atelier de conservation et de restauration, en liaison avec les spécialistes scientifiques (dont vous parlez dans le même numéro) conditionne chaque année des milliers d'œuvres pour assurer leur durée.

Contrairement à une certaine légende, notre salle de lecture de trente places est largement ouverte à toutes les personnes qui ont une raison précise pour venir voir nos originaux. Car, des gravures et des photographies, on ne connaît généralement que des reproductions imprimées.

La Bibliothèque nationale, depuis 1950, a donné l'exemple des expositions de photographies à caractère artistique. Elle prête, autant qu'il est possible, des pièces aux expositions françaises et étrangères de haut niveau. Quotidiennement les éditeurs, les revues, la télévision, sans compter les érudits, étudiants et artistes, viennent travailler dans nos collections. Le cabinet des estampes est, par ses images, partout présent dans le décor de la vie qui nous entoure.

Les collections publiques ne peuvent ni ne doivent tout faire. Un marché privé est et a toujours été nécessaire au dynamisme d'un art. Mais il incombe aux collections publiques de limiter le plus possible l'inévitable érosion de l'histoire, et aussi de préserver ce secteur de mise en commun désintéressé qui, par un paradoxe éternel, est aussi utile à l'art que le marché des amateurs privés.

C'est ainsi que le cabinet des estampes et de la photographie a souvent pu sauver des œuvres menacées de destruction alors que l'indifférence les y vouait et que la spéculation ne s'en était pas encore emparée.

Nos traditions séculaires de relations avec les artistes (je rencontre tel jeune photographe comme mes prédécesseurs ont rencontré Callot ou Cochin) nous ont donné le privilège de recevoir quantité de dons, y compris de nombreux étrangers. Et l'Etat trouve ici une occasion bien rare d'augmenter à bon compte ses biens culturels, puisqu'une épreuve qui vaudrait souvent 1 000 F ou plus lui revient, en moyenne, à 60 F !

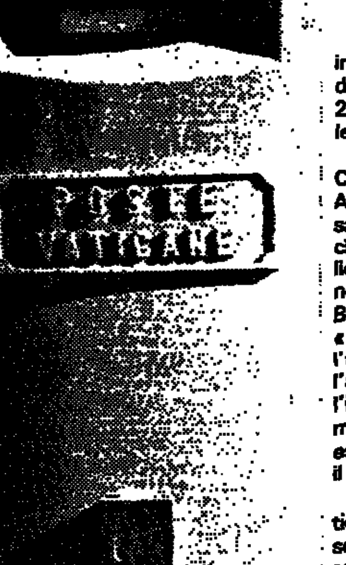
On voit qu'il s'agit avant tout d'un échange de services, les auteurs déposent des œuvres mais c'est à nous de les conserver, de mieux les faire connaître et d'adresser les éventuels amateurs vers ces auteurs, dans le respect de leurs droits. Il y faut tout de même un peu de moyens pour faire quelques achats, même symboliques, et on peut regretter que notre petit budget ne reçoive pas le minime renfort nécessaire pour donner à ce système, si profitable à la communauté, sa pleine efficacité.

Après quinze ans d'expérience, et même bien avant, le conservateur de la plus grande collection de photographies de France, sinon du monde, a mûri quelques idées sur ce que doit être une juste stratégie culturelle pour la photographie. Si celle-ci reste refermée sur elle-même, si elle se laisse aller notablement aux compromissions où à chaque instant l'entraîne notre monde moderne mercantile et violent, elle ne révélera jamais sa vraie nature d'art difficile, austère, voué, par sa fragilité même, à être toujours à la pointe de l'inquiétude, de la recherche et donc de la découverte et du renouveau.

L'admirable revue *Photographies*, inséparable de la personnalité de son rédacteur en chef, Jean-François Chevrier, a su enfin trouver le vrai terrain du juste combat : la photographie doit être considérée comme un laboratoire de recherche pour l'art tout entier, non seulement par les œuvres nouvelles mais par la vie des œuvres anciennes ressuscitées et qui entrent, par grands pans d'histoire, dans notre héritage artistique. Il n'est pas de souci plus actuel dans la vie intellectuelle que de se placer à ce front conquérant qui annexe à notre prise de conscience culturelle ce qui n'était jusqu'alors qu'objets opaques réduits à leur plate et transitoire utilité.

Nous avons en France la grande chance d'avoir les deux revues les plus intelligentes sur la photographie : celle dont je viens de parler et les *Cahiers de la photographie*, la seule à affronter en face le problème de la théorie, dans un domaine où la photo est si déficitaire qu'il mérite un effort particulier. Car il n'y a pas d'art sans une certaine théorie sur l'art. J'estime, et j'espère, que les contingences de l'histoire et les clartés de la pensée sont destinées à se réconcilier un jour. La photographie est, dans notre culture, un merveilleux champ offert à l'esprit de recherche. Toujours celui-ci trouvera dans nos collections la vie qui jaillit et les richesses qui attendent.

JEAN-CLAUDE LEMAGNY,
conservateur en chef au cabinet des estampes et de la photographie de la Bibliothèque nationale (Paris).



Boite aux lettres vaticane (1985).

LETTRE A UN GASTRONOME

L'audience de la gastronomie française (*le Monde Aujourd'hui* daté 7-8 juillet) est en baisse (8 % aux USA selon votre rapport, page 22). Pour la redresser, vous venez, M. Ferniot, de créer l'Ecole nationale d'art culinaire (ENAC) et le Centre national d'art culinaire, ce qui est très bien, mais vous installez aux commandes presque exclusivement les responsables de cette chute, le fondateur et les chefs de la « nouvelle cuisine ! »

Celle-ci est facilement imitable : il fallait des années pour réussir aussi bien que le maître les grands plats classiques qui ont fait notre gloire ; il ne faut que quelques jours pour apprendre à décorer des assiettes selon un modèle donné. Faut-il des preuves ? Les nouveaux chefs ne sont *jamais* à leurs fourneaux, c'est inutile, ils n'ont pour collaborateurs que des adolescents, le plus célèbre d'entre eux publie que ses aides ont moins de vingt-quatre ans et son « chef » vingt-cinq, alors les cuisiniers étrangers ont facilement copié et occupé chez eux toute la place.

Et puis, les gastronomes, français ou non, ouvrent les yeux : ils se lassent d'aller manger du snobisme à prix d'or, ils constatent que nouvelle cuisine égale nouveaux riches et non nouvelle élite, comme on voulait le leur faire croire. Alors ils réclament ce que vous appelez joliment, cher Monsieur, la cuisine aristocratique française.

Et c'est elle, Monsieur Ferniot, qu'il vous faut sauver. Vous devez partir vite à la recherche de ceux qui savent encore la faire, comme de ceux qui savent encore la servir. Et vous êtes trop « fine gueule » pour ne pas y prendre aussi bien du plaisir.

D'autres et moi nous occuperons, plus modestement, de sauver les cuisines régionales également mises à mal par la nouvelle cuisine.

MICHEL MASSIA,
président des Châteaux et Demeures de tradition.

CHAMBÉRY AURA SA MAISON DE LA CULTURE

Après la publication de l'article intitulé « Théâtre à Chambéry » dans *le Monde Aujourd'hui* daté 21-22 juillet 1985, je voudrais apporter les précisions suivantes :

On ne construit pas un théâtre à Chambéry mais un Espace culturel André-Malraux, avec une grande salle de 1 000 places, une salle de cinéma (150 places), entourées de lieux d'expositions dans la partie neuve conçue par l'architecte Mario Botta. Voilà qui modifie l'optique « théâtre » qui est avancée dans l'article, mais il y a également dans l'aile gauche du carré Curial toute l'infrastructure d'un grand équipement culturel, et son aménagement est aussi confié à Mario Botta, dont il n'est pas fait état dans cet article.

Si nous ne sommes pas inconditionnellement liés au sigle de maison de la culture et si la nouvelle appellation nous convient parfaitement, nous sommes par contre très attachés au statut de maison de la culture (...). L'AMCCS (Association pour la maison de la culture de Chambéry et de la Savoie) n'est pas l'association de toutes les associations, mais celle qui gère le fonctionnement de la maison de la culture en préfiguration depuis vingt ans. Quant à l'Espace culturel André-Malraux, il n'abritera pas toutes les associations, mais deux associations culturelles départementales (sur 200 mètres carrés) qui gardent leur entière et pleine autonomie. Et cela pour répondre aux exigences légitimes du conseil général présidé par M. Michel Barnier (RPR) — c'était également celles du précédent président, M. Louis Besson (socialiste), — qui finance une part importante de l'équipement et du fonctionnement. Par contre, le nouveau conseil d'administration de l'AMCCS, élu en juin 1983, est allé au-devant de l'ouverture préconisée par les élus locaux en menant une politique de négociation et de dialogue ; la seule susceptible de débloquer une situation conflictuelle qui aurait pu déboucher sur l'annulation pure est simple du projet, comme cela est arrivé dans d'autres lieux (...).

Enfin, je lis, en suivant la chronologie de l'article, que *« la nouvelle municipalité de Chambéry, élue en 1983 et dirigée par M. Pierre Dumas (RPR), a abandonné le projet de maison de la culture lancé par son prédécesseur, le socialiste Francis Ampe »*. Voilà un raccourci pour le moins étonnant et pernicieux. La seule partie à laquelle ait renoncé l'équipe de M. Dumas, c'est la partie éclatée de la maison de la culture, projet de l'architecte Kohn, située dans la partie haute de Chambéry, et, si votre journaliste avait assisté à la cérémonie de pose de la première pierre, le 28 juin dernier, il aurait pu entendre M. Dumas et l'adjoint à la culture, M. Fontanel, reconnaître avec élégance et panache le mérite et du projet architectural de Mario Botta et du travail de leurs prédécesseurs, Francis Ampe et Michel Grunberger (...). Pendant ces deux dernières années, un consensus s'est créé autour de ce projet modifié (...). Les habituels clivages politiques destructeurs n'ont pas fonctionné, pour le plus grand bien de tous et à la satisfaction d'une large majorité.

AURORE FRASSON-MARTIN,
présidente de l'AMCCS (Chambéry, Savoie).

LA FERTILISATION DES CULTURES

L'idée senghorienne de fertilisation réciproque des cultures est une idée juste et féconde, mais elle ne paraît pas pouvoir s'appliquer au cas de l'immigration maghrébine en France : en effet, cette immigration, trop rapide, trop massive, a concerné des migrants de trop faible niveau socio-culturel, analphabètes totalement ou à demi, en tout cas peu représentatifs des richesses de leur civilisation d'origine. Ces sujets ne pouvaient constituer pour la société d'accueil des « vecteurs culturels » de quelque prestige ou simplement de quelque intérêt. Nous étions dès lors dans l'un de ces cas d'« inégalité culturelle » dénoncés par le sociologue libanais Selim Abou comme incompatibles avec un enrichissement bilatéral.

Il est par ailleurs à craindre que la deuxième génération immigrée (la seule dans l'histoire des immigrations en France qui porte un nom spécifique : les Beurs) ne pâtisse longtemps de cet héritage, ou plutôt de ce manque d'héritage : certes, les plus doués d'entre eux tireront leur épingle du jeu mais beaucoup de ces jeunes, déshérités dans de nombreux sens de ce mot, ne nous apportent rien d'une civilisation que leurs pères, modèles d'identification appauvris, incarnaient déjà si peu ; dès lors, il ne faut pas s'étonner de les voir s'intégrer quasiment sous nos yeux au seul modèle possible, à savoir la sous-culture des zones urbaines défavorisées, à une sorte de « culture de la pauvreté » au sens d'Oscar Lewis.

Devant ces problèmes, une politique de réapprentissage de la langue et de la civilisation d'origine, de « reculturation », est parfois envisagée, mais l'on peut se demander si le remède n'est pas pire que le mal : d'abord, c'est une politique complètement opposée aux procédures séculairement éprouvées du « melting pot » français ; ensuite, cela présente le danger d'induire des déviations intégristes très préoccupantes sur le plan national et international ; enfin, cette méthode court à l'évidence le risque (dans son forçage volontariste par rapport aux processus « physiologiques » de l'assimilation spontanée) de souligner la différence, de l'officialiser et donc de renforcer quasiment à proportion les phénomènes de rejet.

Dr PIERRE GIUDICELLI
(Marseille, Bouches-du-Rhône).

Chronique

UNE PETITE GUERRE RIDICULE

par Jean Planchais

LES anniversaires prêtent à de vastes synthèses et obligent à une gravité commémorative. Les vacances et l'absence de date en chiffre rond autorisent un vision moins austère : celle du petit bout de la lorgnette.

Il y a vingt-neuf ans donc, Nasser, le 26 juillet 1956 nationalisait le canal de Suez. Pire : on y navigue sans le concours qu'elle avait juré indispensable de la Compagnie universelle créée par Ferdinand de Lesseps. Et l'armée israélienne attaque dans le Sinaï.

Au début de novembre, une flotte franco-anglaise vogue vers l'Egypte pour rétablir l'ordre normal des choses et le prestige des anciens empires. Une des galères de commandement s'appelle *Gustave-Zédé*. Le nom d'un des inventeurs du submersible a été donné à un antique ravitailleur de sous-marins allemand aménagé pour la circonstance. Pour assurer les transmissions avec les terriens, un camion-radio avait été arrimé sur l'arrière. Le souvenir parfumé de Cléopâtre flotte dans l'azur.

De temps à autre, César vient s'asseoir sur le pont dans un fauteuil de jardin vert et cure sa pipe, glabre, impassible et chargé de pensées : c'est le général Beauffre, stratège de haut vol, révéré même par les militaires, encore qu'ils le soupçonnent d'être un intellectuel.

Sur un autre navire tout aussi ventru, la *Tyne*, de la Royal Navy, navigue un autre César, pourvu d'une moustache aux pointes si effilées qu'on a, en son honneur, baptisé l'opération « Mousquetaire ». Le général Stockwell a le pas sur le Français. Londres et Paris escomptent un gain différent : les Français la fin de la guerre d'Algérie, où ils voient la main du « grand frère » Nasser, les Anglais le dégagement de la bonne vieille route des Indes. Les premiers entendent aussi, sous prétexte de séparer Egyptiens et Israéliens, donner secrètement un coup de main à ces derniers.

Depuis l'appareillage à Famagouste, le port chypriote des Croisades, on chuchote dans les coursives du *Zédé* des choses surprenantes. Le croiseur français *Georges-Leygues* a disparu dans la nuit. On apprendra plus tard que le fugueur est allé clandestinement canonner la côte du Sinaï. Et, toujours dans la nuit, a surgi sans prévenir la VIe flotte américaine, qui a traversé le convoi. Le président Eisenhower n'est pas d'accord et le fait savoir. On a eu chaud sur les passerelles.

Un groupe d'avions de transport Noratlas survole le *Zédé*. Silence, pincement d'angoisse. Les parachutistes du général Gilles sont à bord. La côte est à plusieurs dizaines de kilomètres. *Ouf !* Ils reviennent, traînant comme des cordons ombilicaux les courroies de déclenchement des parachutes. Le compte y est. Le général Beauffre allume sa pipe.

Les journalistes du *Zédé* sont des privilégiés. A côté de leurs confrères qui naviguent dans d'inconfortables bateaux de débarquement, ils font figure de bureaucrates. Ils n'en ont pas moins revêtu des uniformes craquant neufs, avec un insigne de drap vert à l'épaule. On a renoncé à y inscrire les initiales anglaises de *War Correspondent*. En franglais, WC ne fait pas sérieux. On a donc écrit : « Accrédité de presse ». Triste.

Ferdinand de Lesseps reste de bronze

Les « accrédités », séquestrés pendant deux jours dans un camp de Chypre, en savent moins que leurs lecteurs. Le *Zédé* navigue sur un mer de mystère.

L'aube du 6 novembre se lève sur une côte plate et coiffée de fumée noire : un réservoir de pétrole brûle. Les parachutistes français contrôlent les débouchés sud de Port-Saïd, et ont pris la petite ville de Port-Fouad sur la rive est du canal, les « diables rouges » anglais, l'aérodrome de Gamal, à l'ouest.

Des bruits courent sur le *Zédé* : les Egyptiens parlent de capituler. Des messages fébriles sont échangés avec la *Tyne*. Les états-majors concoctent des projets de reddition. On évoque l'Autrichien Mack à Ulm, en 1805. On spécifie que les chars adverses devront se présenter canon tourné vers l'arrière, on fixe l'emplacement des drapeaux blancs.

Pourtant la ville crépite. Les gamins, à qui on a distribué des armes ou qui ont ramassé celles que les soldats ont abandonnées, se soucient peu de capitulation ni, bien sûr, de Mack ni de Napoléon.

Enfin une vedette pousse à terre. A l'entrée du port, Ferdinand de Lesseps, le bras tendu, reste de bronze. Des armes neuves traînent dans des points d'appui abandonnés. L'hôtel du Canal bée, éventré par un obus de marine. Sur les terre-pleins des avenues s'alignent les rangées de godillots que les fellahs, transformés hâtivement en soldats, ont abandonnés par compagnies entières pour faire retraite pieds nus.

Le capitaine Joël Le Tac, journaliste mobilisé pour la circonstance, a fixé, pour collecter les articles et les envoyer à la censure installée à bord du cuirassé *Jean-Bart* qui les transmettra à Paris, un rendez-vous sur la carte : un kiosque sur un quai. Il n'y a plus de kiosque, plus guère de quai. Et pas de capitaine Le Tac. Consolation : une vedette aux chromes étincelants, aux coussins de cuir vert, accoste, c'est celle du directeur du canal. Fier de sa prise, le lieutenant Jean-Marie Le Pen, aimable et rigolard, avec un équipage de légionnaires aux bérêts verts, propose une visite du port. Il navigue avec une virtuosité bretonne à travers d'innombrables récifs : Port-Saïd est un cimetière d'épaves toutes fraîches.

En ville, les gosses jouent toujours à la guerre des rues. Sur un trottoir, trois jeunes soldats anglais du contingent sont étendus, rigides, les chaussures bien cirées, le fusil tenu comme à la parade en travers de la poitrine. Du bidonville bombardé et incendié par la Royal Navy monte avec le soleil l'odeur de la mort.

Les aides de camp courent en tous sens. On a trouvé un général égyptien pour signer la capitulation. Mais il manque l'essentiel : *« Avez-vous vu une table ? Et un tapis vert ? »*

Le temps passe. Il faut se dépêcher avant que Russes et Américains n'arrêtent les frais. Le soir tombe. Sur la rive de Port-Fouad, les généraux Beauffre et Massu s'impatientent. Sur les lieux pèse le parfum vulgaire de l'oignon brûlé. La nuit précédente, des nageurs de combat égyptiens ont poussé vers les vedettes de la marine française des barges de légumes arrosées de pétrole. Nos marins ont triomphé à coups de gaffes et à bout de larmes.

Impossible de traverser le canal. Un coup de feu a été tiré de l'amirauté, superbe bâtiment à arcades, sur la vedette du mousquetaire Stockwell. Les chasseurs-bombardiers attaquent à la roquette. Flammes rouges, ciel sombre, palais blanc qui brûle. Vide. Une superproduction en Technicolor. Enfin, Massu franchit le canal avec ses chars. En route pour Suez.

Beauffre cherche des yeux le *Zédé*. Pas de *Zédé*. Il a gagné le large, pour éviter les dangers du port. La mer est forte. Tous les navires ont masqué leurs feux. La vedette va de l'un à l'autre : *« Avez-vous vu le* Gustave-Zédé *? »*. Le voici enfin, à dix milles au large. Le général se hisse à bord. Un officier l'accueille et lui chuchote quelque-chose : l'ordre de cesser le feu à minuit est arrivé. On aura beau tenter de tricher avec les fuseaux horaires, Massu et les Anglais devront s'arrêter sans avoir atteint leur premier objectif : Ismaïlia.

Un orage magnétique perturbe les émetteurs du *Jean-Bart*. Les reportages ne parviendront jamais à Paris. De toute façon, Paris a d'autres soucis : la Hongrie agonise, écrasée par les chars soviétiques. Devant la menace d'un conflit mondial, l'affaire de Suez n'est plus qu'une petite guerre ridicule. ■

CINÉMA
RETOUR AUX STUDIOS

Grande tradition française, le tournage en studios avait été mis à mal par l'équipe de jeunes déboulonneurs que l'Histoire retiendrait sous le nom de Nouvelle Vague. Les sommes considérables que les producteurs doivent aujourd'hui investir dans la réalisation de longs métrages sont venues corriger certains a priori qui éloignaient les metteurs en scène du staff et du carton-pâte. Les aléas de l'extérieur s'accomodent de plus en plus mal du pari économique qu'est la mise au point d'un film. Retour aux studios. C'est à Nice la rénovation complète des fameux studios de la Victorine. A Epinay, Bertrand Tavernier fait reconstruire le Saint-Germain-des-Prés des années 50. A Bry-sur-Marne, la SFP investira plusieurs dizaines de millions de francs dans l'installation d'une vaste cité où elle espère voir venir s'installer les caméras françaises mais aussi étrangères, notamment les américaines.

LES POTIONS DU CARTON-PATE

par Jacques Siclier

CELA fait plus d'un an qu'on en parle comme d'*un phénomène, mais* le changement s'était amorcé avant : les jeunes cinéastes français, *abandonnant le tournage en* décors naturels qu'avait imposé la nouvelle vague, reviennent aux studios que fréquentaient assidûment leurs aînés... des années 50.

Aux studios ou à ce qu'il en reste aujourd'hui, car, dans la banlieue parisienne où ils étaient concentrés, certains ont disparu, grignotés par les opérations immobilières, d'autres ont été transformés ou partiellement désaffectés. Pourtant, on tourne là où c'est possible. Et, à Nice, le réaménagement, en 1984, des studios de la Victorine peut faire revivre le grand centre méditerranéen qui, avec des hauts et des bas, eut une histoire prestigieuse.

Mode ou nécessité ? On ne sait pas très bien, mais le fait est là. On ne se retourne pas sur le passé, on reprend une tradition. Les studios se sont imposés avec l'essor artistique du cinéma muet. A l'exemple des grandes compagnies hollywoodiennes, les firmes françaises telles Pathé et Gaumont avaient les leurs. Bâtiments fermés pour les scènes d'intérieur, terrain plus ou moins vaste sur lequel on pouvait construire des décors. On ignorait forcément, alors, les problèmes de son : il n'y avait pas de difficultés pour le tournage en extérieurs réels. La luminosité du ciel de Nice, la douceur du climat, la beauté des paysages, près de la mer et dans l'arrière-pays, expliquent la création, là-bas, de plusieurs studios, dont ceux de la *Victorine* devaient être les plus célèbres.

A la fin des années 20, le cinéma devient parlant. Les *micros* et appareils à enregistrer le son, la parole, sont encombrants, peu maniables, *et comme on produit en* France, à tour de bras, des adaptations de pièces de théâtre ou des films très dialogués, les réalisateurs doivent s'enfermer dans les studios pour expérimenter la nouvelle invention.

A Saint-Maurice, Boulogne, Epinay, Billancourt, Joinville (à la ceinture parisienne), on s'équipe. A la Victorine aussi. Mais les studios de Berlin, bien installés, lancent les tournages en double ou triple version (allemande, française, quelquefois anglaise) avec le même *metteur* en scène et des interprétations différentes.

Après l'avènement d'Hitler, une partie de la production française, sous l'égide de l'ACE (Alliance cinématographique européenne), se fait toujours à Berlin. Deux films de Jean Grémillon, *Gueule d'amour* (1937) et *l'Etrange Monsieur Victor* (1937) y seront même tournés en seule version française pour les scènes de studio. Ce sera aussi le cas de *l'Entraîneuse* (1938) et de *l'Héritier des Mondésir* (1939), d'Albert Valentin. Pour ce dernier film, tourné au printemps d'avant la guerre, des décorateurs allemands *reconstituent* entièrement un village français, avec ses rues, ses maisons, son atmosphère typique où évolue... Fernandel !

Au cours des années 30, Mussolini fait construire, aux portes de Rome, le plus grand complexe cinématographique d'Europe : Cinecittà (douze plateaux, *600 000 m² de terrain*), *l'usine à* rêves italienne, qui se pose en rivale d'Hollywood. L'inauguration a lieu en 1937.

Si l'on additionne les équipements de France, d'Allemagne et d'Italie, on se rend compte qu'un cinéma européen aurait pu, alors, exister, susceptible de concurrencer le cinéma américain, voire, de supprimer son hégémonie commerciale.

Le rêve américain de Goebbels

C'était d'ailleurs le rêve de Goebbels, ministre de l'information et de la propagande nazies, tout particulièrement attaché au contrôle de la production cinématographique. Mais, évidemment, il en voyait le sommet et la direction à Berlin. Ce qui ne faisait pas l'affaire de Mussolini. En somme, les deux régimes totalitaires, dont l'alliance n'allait pas sans crises, ont empêché la concentration cinématographique de l'Europe occidentale !

Sous l'Occupation, le cinéma français (pendant un an, Nice en zone libre devient un centre très actif) réussit le miracle non seulement de survivre, mais d'accomplir une grande évolution artistique avec ses propres moyens, en triomphant, pour le meilleur, d'énormes difficultés.

L'alliance avec Cinecittà se fera, dans les années 50, par les coproductions souvent utiles à la France, mais dont le cinéma américain profitera largement... avant d'organiser des tournages de films à grand spectacle en Espagne.

Un décor de studio, même s'il se veut réaliste, fait toujours rêver. On y croit, tout en sachant *qu'il y a des trompe-l'œil*, de fausses perspectives, des éclairages modelant des lieux, des paysages *fabriqués parfois*, pour donner une impression de « naturel artificiel ». Appelons cela la ma*gie du cinéma*.

Les années 30, en France, sont de ce point de vue très riches, même si l'on ne retient que les décorateurs les plus célèbres. Lazare Meerson, émigré russe venu en France en 1924, après un passage en Allemagne, a sans doute inventé le décor servant l'esprit d'un film et s'intégrant au travail d'équipe.


DEPATIN-GOBELI

Au temps du muet, il avait travaillé avec *Jacques Feyder, René* Clair et Marcel L'Herbier, particulièrement exigeant sur *l'« âme » des décors de films*. Lazare Meerson, à partir de 1930, crée pour et avec René Clair *(Sous les toits de Paris, le Million, A nous la liberté, 14 Juillet)* un monde dont on peut dire qu'il a *ouvert la voie au fameux* « réalisme poétique », dont l'idée se trouve, d'ailleurs, un peu partout avant Carné et Prévert (les décors de Jacques Colombier pour *Faubourg Montmartre* de Raymond Bernard, de Jean Perrier pour *les Misérables* du même Raymond Bernard, d'André Andrejew pour *Dans les rues*, de Victor Trivas, et *Mayerling*, d'Anatole Litvak, de Jacques Krauss pour *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier).

Mort prématurément en mai 1938, Lazare Meerson avait, trois ans auparavant, fait un coup d'éclat en reconstituant sur le terrain des studios d'Epinay la petite ville flamande de *la Kermesse héroïque* (Jacques Feyder), de style dix-septième siècle, avec maisons, boutiques, rues, place publique, canal praticable aux barques ville-merveille et ville-jouet s'animant avec les personnages du film.

Un assistant de Meerson, Alexandre Trauner, allait reprendre le flambeau et construire pour Marcel Carné le Londres de *Drôle de drame*, début de siècle, les quartiers du Havre de *Quai des brumes*, le canal Saint-Martin et ses écluses pour *Hôtel du Nord*, et la banlieue du *Jour se lève*. La reconstitution du canal Saint-Martin, comme, après la guerre, celle de la station de métro Barbès-Rochechouart dans *les Portes de la nuit*, fut jugée onéreuse, inutile, sous prétexte qu'on aurait pu aussi bien filmer hors du studio, dans les lieux réels.

Cette bêtise encore proférée aujourd'hui *ne tient pas* compte du fait que, à l'époque, le matériel léger n'existant pas, il aurait fallu arrêter *toute circulation dans* ces lieux pour des prises de vues longues et délicates. Car l'avantage *des décors de studios, petits ou* grands, était de permettre l'élaboration de mouvements de caméra, d'éclairages, de déplacements des acteurs, selon les conceptions narratives des réalisateurs.

Autrement dit, le travail des décorateurs de studio, intérieurs et extérieurs (lorsqu'on eut résolu les problèmes de son des premiers *temps du parlant)*, *influait* nécessairement sur la mise en scène. On put le voir à travers les divers genres hollywoodiens.

Le cinéma français, les années 40 prolongeant les années 30, tira son originalité, à travers plusieurs cinéastes importants, des conceptions de l'« école Meerson » et de l'apport d'émigrés d'Europe centrale et d'Allemagne nazie. Réduit à la clandestinité pendant l'Occupation, Trauner prépara pourtant les maquettes des *Visiteurs du soir* (décors construits par Georges Wakhevitch) et des *Enfants du paradis* (décors construits par André Barsacq). Wakhevitch et Barsacq s'illustrèrent d'ailleurs, à part entière, des années 30 aux années 60-70.

Ambiance et exactitude

Et l'on sait que l'admirable décor du boulevard du Temple à *l'époque romantique pour les Enfants du paradis* fut une réussite inégalée depuis. Non pas que le talent ait manqué, mais le coût de constructions de cette ampleur ne pouvait plus, par la suite, être assumé par un seul producteur.

L'après-guerre et les années 50 verront le cinéma français aux prises avec des difficultés économiques mais gardant encore la marque spécifique du studio, dans les films d'Yves Allégret, de René Clément, de Jacques Becker, de Jean Delannoy, de Claude Autant-Lara et bien d'autres. Autant-Lara, lui-même décorateur d'avant-garde dans les années 20, avait travaillé avec Jacques Krauss sous l'Occupation pour *le Mariage de Chiffon* et *Douce*, reconstituant des ambiances 1880-1900.

A partir du *Diable au corps* (1946), Max Douy sera pour lui, dans une conception totalement différente mais accordée à son propre univers, ce que Trauner avait été, était encore, à Marcel Carné. Entre autres réussites exceptionnelles de décors, on retient : *Occupe-toi d'Amélie, le Blé en herbe*, le *Rouge et le Noir* (stylisation d'époque et couleurs pastel) *Marguerite de la nuit* et *la Traversée de Paris*, où fut recréé avec une exactitude absolue le Paris populaire, diurne et nocturne, de l'Occupation allemande. Max Douy resta attaché à Claude Autant-Lara dans la suite de sa carrière.

(Lire la suite IV.)

RETOUR AUX STUDIOS

POUR QU'UN BUDGET NE PARTE PAS DANS LE DÉCOR

par Hervé Gaillard

Les metteurs en scène savent les risques du tournage en extérieur. A une « industrie » qui connaît des turbulences multiples, les directeurs de studios proposent leurs services « clefs en main » et font valoir les économies qu'ils peuvent faire réaliser aux producteurs et le temps qu'ils leur font gagner.

SATISFACTION ! Nos studios accueillent de plus en plus de films français et même quelques films étrangers. L'âge d'or des grands films tournés entièrement en studio va-t-il renaître, ce nouvel engouement ne sera-t-il qu'un feu de paille ? Personne, à l'heure actuelle, ne peut répondre à cette question. C'est pourquoi l'optimisme qu'affiche tout le petit monde des studios reste prudent et mesuré.

Aux studios Eclair à Epinay-sur-Seine, les trois plateaux et la grande aire extérieure de tournage ont fonctionné presque à temps complet depuis le début de l'année. Pareil événement ne s'était pas produit depuis longtemps. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène : la sécurité et le confort assurés par toute l'infrastructure d'un studio de cinéma, la qualité des équipes techniques mises à disposition, ceci étant un des éléments très appréciés des productions étrangères. Et enfin il reste le plus important, l'aspect financier.

Aujourd'hui, monter un film devient une aventure à grands risques, qui doivent être, dans la mesure du possible, calculés. Les sommes engagées, et elles sont énormes, ne peuvent rester sans rapport, faute d'échec retentissant dont on se remet difficilement. Le studio devient alors une garantie, pas de succès mais d'économie. En effet tout est sur place : ateliers de menuiserie, de mécanique, de peinture, magasin d'accessoires, matériel de manutention et de levage, salle de maquillage, locaux costumes-figuration, loges des comédiens. La liste est longue, sans oublier un restaurant, des bureaux, des salles de montage, un auditorium, salle de repiquage, de projection. Ces nombreux services, qui n'existent pas en extérieur, sont autant de soucis en moins pour le metteur en scène et le producteur, et une garantie de respecter le temps de tournage.

Lorsque, par curiosité, on consulte quelques tarifs des prestations de services, ici ceux des studios de Billancourt, on comprend mieux l'importance du facteur temps d'un tournage. Tarif applicable depuis le 1er juillet 1985 : location d'un plateau de 995 m², 6 300 F par jour ; éclairage de ce plateau, 590 F par jour (le plateau est confié nu, mais avec mise à disposition de matériel de manutention et de levage, stock de décors standards) ; atelier de menuiserie, 840 F par jour ; atelier de peinture, 420 F par jour ; loge vedette, 265 F par jour ; loge comédien, 115 F par jour ; salle de maquillage, 380 F par jour. Voilà des exemples qui permettent un aperçu des dépenses d'une production. A noter que tous les prix cités peuvent faire l'objet d'un forfait et qu'ils s'entendent dans le cadre des conditions générales de la Chambre syndicale des studios cinématographiques.

« *Le producteur qui offre à son metteur en scène un studio, c'est un peu comme s'il lui offrait une Rolls-Royce.* » Ce propos est de M. Bertrand Dormoy, directeur commercial des studios Eclair. Alors, paradoxe, se payer un studio, c'est un luxe, et pourtant il y a quand même économie. Oui, à condition que le mot « luxe » se comprenne comme une richesse des divers équipements et prestations proposés et non pas comme un coût excessif de ces services.

« *Nos prix doivent être compétitifs*, ajoute M. Bertrand Dormoy, *et c'est ce que nous nous efforçons de faire, afin de conserver notre clientèle française et étrangère. Les Américains sont chez nous aujourd'hui, mais rien ne dit qu'ils y seront demain. Il ne faut pas se faire d'illusions, le cours avantageux du dollar reste l'atout majeur de leur retour, aussi, en cas de changement important des données économiques, leur départ sera peut-être aussi rapide. Donc à nous de les retenir en ne forçant pas nos tarifs.* »

Pas assez de plateaux

Consentir un effort suffisant pour conserver les productions étrangères est louable, mais, au regard de tous les films réalisés en studio ces dernières années, l'accent doit être mis sur les productions françaises, qui sont les plus nombreuses. Les metteurs en scène conscients des difficultés d'un tournage en extérieurs reviennent sur les plateaux.

Et si cette tendance s'accentue on arrivera très vite à une carence. Les plateaux en France sont de construction ancienne et peu nombreux. Les projets d'en édifier de nouveaux sont dans l'air, mais l'investissement à prévoir est très important. Hors la reprise actuelle, même importante, ne permet pas encore de l'envisager. Si on n'oublie pas que les studios sont des sociétés privées sans subvention de l'Etat, le moment est peut-être favorable pour reconsidérer le problème.

Les tournages de films ne sont qu'une goutte d'eau parmi les activités du studio ; les vidéos, les *publicités*, et *surtout la* « *postproduction* » de l'ensemble des réalisations, assurent son fonctionnement. Les studios de Billancourt sont depuis trois ans associés avec ceux d'Eclair et à la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT-RTL), un sigle dont on a beaucoup parlé récemment à propos des prochaines et nouvelles télévisions. CLT qui, par sa filiale VTF, exploite deux plateaux vidéo sur le terrain de Billancourt. Avec la vidéo et la publicité, Billancourt s'occupe essentiellement de la « postproduction », travaux de montage (quarante salles de montage), de traitement du son, de divers travaux de laboratoire.

Il faut souligner là aussi la qualité des équipements proposés et leurs hautes performances. Ce professionnalisme qui caractérise le matériel et les hommes n'est sans doute pas étranger à la recrudescence du tournage en studio. Ce perfectionnisme est l'élément économique capital, puisqu'il permet la reprise.

Il faut avoir eu la chance de visiter les décors construits, en l'occurrence ici pour le prochain film de B. Tavernier, pour s'en rendre compte. Ce sont de petits chefs-d'œuvre. Les réalisateurs sont gâtés. Lors du dernier film d'Alain Delon, *Parole de flic*, le quartier des Minguettes de Lyon fut entièrement reconstitué, sur la grande aire de tournage extérieur, à Epinay. Actuellement, c'est le film de B. Tavernier, *Autour de minuit*, qui occupe successivement les plateaux d'Epinay. C'est la première fois que Tavernier tourne en studio une coproduction franco-américaine. Le producteur américain étant Irwin Winkler, et le réalisateur le second producteur. I. Winkler, n'est pas un inconnu, ses principaux films furent de grands succès mondiaux : la série des *Rocky, On achève bien les chevaux, Raging Bull.* Ces quelques titres soulignent la notoriété de ce producteur, sa venue est donc encourageante.

La nouvelle vague du cinéma, qui avait déserté les studios pour se promener caméra à la main, a vécu ; il semble bien que les nouveaux réalisateurs d'aujourd'hui en reprennent le chemin. Une nouvelle période du cinéma commence. Et ce fait n'est pas dû uniquement au souci de rentabilité. ■

DESPATIN-GOBELI

Les metteurs en scène conscients des difficultés d'un tournage en extérieur reviennent sur les plateaux. Les projets d'édifier de nouveaux studios sont dans l'air, mais l'investissement à prévoir est très important.

LES POTIONS DU CARTON-PATE

(Suite de la page III.)

Pour son style tout en volutes, en arabesques, en mouvements de caméra « baroques » exigeant de l'espace et des parcours accidentés, Max Ophuls, de retour en France, trouva en Jean d'Eaubonne un décorateur inspiré : *la Ronde, le Plaisir, Madame de* et *Lola Montes*, qui, d'une certaine manière, marque le chant du cygne des prestigieuses architectures de studio.

Les années 50 touchent à leur fin. Les jeunes réalisateurs de la « nouvelle vague » arrivent. Décidés à faire un autre cinéma, attentifs à la télévision et à ses techniques nouvelles, ils descendent dans les rues avec du matériel léger pour l'image et le son.

Les chefs opérateurs portent la caméra à l'épaule, les nouveaux décorateurs aménagent des cuisines, des salles à manger, des chambres à coucher dans des appartements réels. La révolution de l'écriture cinématographique qui se fait ainsi intéresse les producteurs, parce que le coût des films en est notablement diminué. On misera donc sur la « nouvelle vague », quitte à ce qu'elle soit, par la suite, une incitation à l'amateurisme, à l'à-peu-près, aux bredouillements d'un cinéma d'auteurs qui n'ont pas réellement compris la démarche de Truffaut, Godard, Chabrol, Resnais, Rivette, Rohmer, Demy, Agnès Varda et quelques autres.

Il est vrai que le prix de revient des journées de studio était devenu très lourd. Les cinéastes les désertent ; pas tous, mais la crise est ouverte, les plateaux et les terrains ne sont pas suffisamment utilisés, donc ils ne sont plus rentables. On démolit, on ferme, on change de prestations de service, on réduit.

Si la « nouvelle vague » a contribué au déclin des studios français, on ne peut tout de même pas lui faire porter le chapeau des transformations regrettables qui ont suivi. De jeunes réalisateurs avaient d'ailleurs pris conscience de la nécessité des décors de studio en certains cas. Ainsi Bertrand Tavernier se retrouve-t-il, après un itinéraire chez lui logique, avec Alexandre Trauner.

En 1972, François Truffaut avait tourné dans les studios de la Victorine pour *la Nuit américaine*. Film dans le film, coulisses des décors, vie du studio et vie privée des acteurs. Une éclatante démonstration du pouvoir d'artifice du cinéma, du rapport de la réalité au rêve. *La Nuit américaine* est, au fond, un hommage au cinéma français et à ses artisans-artistes. Truffaut savait où il allait.

A cette époque, Jean-Pierre Kohut-Svelko – qu'on retrouvera chez Yves Robert, Alain Corneau, André Téchiné, Claude Miller – devient son décorateur attitré. Pour *le Dernier Métro* (1980), il reconstitue, dans une chocolaterie de Clichy désaffectée le Paris de l'Occupation côté monde du théâtre. Truffaut et Tavernier ont, en quelque sorte, avalisé une renaissance, un renouveau du cinéma de studio, dont Jean-Jacques Beineix, pour ne citer que lui, est un ardent partisan. C'est à Cinecittà qu'il dut aller tourner *la Lune dans le caniveau*. Depuis, le courant se précise.

Si les studios français de la grande époque ne sont plus ce qu'ils étaient, les installations de la SFP (Société française de production) à Bry-sur-Marne apportent tout de même un atout supplémentaire dans la région parisienne. Mais il ne faut pas se leurrer. Le cinéma français ne va pas bien. Le retour aux studios, qui change forcément les manières de filmer, pourrait bien être une tentative pour retrouver, avec le romanesque, la qualité, la magie d'autrefois et la confiance des spectateurs.

JACQUES SICLIER.

RETOUR AUX STUDIOS

« FRENCH RIVIERA » VICTORINE

par Michel Guerrin

A Nice, les studios de la Victorine n'étaient plus que l'ombre d'eux-mêmes. Jusqu'à l'arrivée de la société qui en un an en a fait le lieu de tournage le plus moderne de France. On cible les équipes américaines en se souvenant que leurs aînées ne détestaient pas l'endroit.

A Nice, les mauvaises langues racontent que *« même les authentiques Niçois semblent avoir été placés dans la vieille ville, tels des figurants, par le Syndicat d'initiative »*. On trouve tout au bord de la baie des Anges : un maire-héros, Jacques Médecin, à la personnalité musclée ; de belles histoires comme celle de Spaggiari et son casse du siècle suivi d'une évasion rocambolesque ; des casinos aux affaires louches.

Dans ce merveilleux décor de série B, une route, fraîchement goudronnée et bordée de palmiers, à l'ouest de la ville, débouche sur l'unique usine à films située en province. A l'entrée, au-dessus du porche, le lieu est identifié en lettres blanches sur fond bleu. Studios de la Victorine.

Sur la Côte, la Victorine, tout le monde connaît. Pardi ! Ça fait soixante-cinq ans qu'elle existe, qu'elle a failli mourir à plusieurs reprises pour, chaque fois, repartir de plus belle. Il y a tout de même eu de belles époques, le plus souvent écrites par les Américains.

L'Amérique, c'est Rex Ingram, un beau nom pour un beau Californien qui l'incarne et loge aux studios dans les années 20. C'est *Lady L* de Peter Ustinov en 1964. Ce film, avec cinq mois de tournage et 150 millions d'anciens francs de construction de décors (notamment une reconstitution d'une place de Paris), est celui qui a rapporté le plus d'argent aux studios. C'est Terence Young, le réalisateur qui a beaucoup tourné à Nice dans les années 60-70.

Aujourd'hui, après plusieurs années de lente agonie, la Victorine fait peau neuve, se donne un nouveau visage (1). La société LTM (Le transformateur miniature), le numéro 1 mondial de l'éclairage (les lumières du sommet de Versailles, c'est eux), a repris la gérance des studios et a réalisé 15 millions de francs de travaux.

Vingt et un salariés, représentant tous les corps de métier, ont retapé et redonné vie à leur entreprise. La piscine par exemple n'était plus visible, perdue dans un terrain vague, envahie par les ronces et les grenouilles qui s'ébattaient dans les rares eaux noires et croupissantes. Elle est de nouveau éclatante sous le soleil. Même chose pour la centrale électrique. On raconte qu'avec l'ancienne installation il fallait rafraîchir les câbles avec un arrosoir quand ils chauffaient trop !

Le résultat est spectaculaire. En un an, la Victorine est devenue le studio le plus moderne de France. Seul vestige du temps passé, la fameuse grue rouge qui a servi au tournage de *Lady L* est toujours rangée près du plateau numéro 4.

Rénover, c'est bien. Trouver des clients, c'est vital, et c'est le plus difficile, surtout quand on a mauvaise réputation. On ne compte plus les réalisateurs qui envisageaient de tourner à Nice et qui ont rebroussé chemin devant l'état d'abandon des lieux.

Là encore, en revenant en force à la Victorine, les productions américaines sont les principaux acteurs de cette relance. Et notamment *le Joyau du Nil*, un film qui a occupé à 100 % les studios pendant cinq mois à partir de février 1985. Cette suite d'*A la poursuite du diamant vert* a rapporté autour de 4 millions de francs à la Victorine. *« J'ai vu les rushes ;* le Diamant vert, *à côté, c'est de la plaisanterie ! »*, affirme, admiratif, le directeur des studios, Philippe Demange, bien conscient qu'il fallait mettre le paquet, montrer que son équipe pouvait répondre à toutes les exigences de cette grosse production dans le but de décrocher de nouveaux contrats.

Le message, semble-t-il, est bien passé, puisque deux autres productions américaines s'installent dans les studios du boulevard Grinda en septembre prochain. D'abord, *Under Cherry Moon*, avec Prince dans le rôle principal. Le chanteur starifié de *Purple Rain* sera à Nice pendant trois mois. Ensuite, *le Pilote*, une série télévisée dont le premier épisode sera testé sur ABC. *« Si ça marche, ce sera un nouveau* Dallas, *ou un nouveau* Dinasty... *et une belle opération pour nous. Ils loueront une partie des studios neuf mois sur douze pendant cinq ans »*, explique Philippe Demange.

Les clients américains ont provoqué un bond spectaculaire du chiffre d'affaires de la Victorine : 8 millions de francs en 1984. Déjà 9 millions pour les six premiers mois de l'année 1985. Et la société LTM espère atteindre les 15 millions à la fin de l'année et par là même équilibrer son budget. Un rétablissement inespéré quand on connaît l'état dans lequel se trouvait l'affaire quand LTM est arrivée à Nice.

Mais ce qui fait marcher un studio, c'est essentiellement la location de plateaux de tournage et la construction de décors. Or, à la Victorine, les recettes proviennent d'abord de la location de matériels électriques... *qui, bien sûr*, sont fournis par LTM et servent, entre autres, aux tournages en extérieurs (2). On peut donc se demander si, en fait, la Victorine n'est pas tenue à bout de bras par sa maison mère, qui trouve, dans ce studio, un bon moyen de diffuser son matériel. *« Pas du tout*, répond Philippe Demange, *ce n'est pas dans notre idée de faire de la Victorine la vitrine de LTM. Nous n'en sommes qu'au début de notre redressement, et notre but, il est vrai, est de mieux rentabiliser les quatre plateaux de tournage. »*

Le coût d'une équipe de tournage

Cette promesse relance la fameuse rivalité entre Nice et Paris, entre la Victorine et Boulogne, Billancourt ou Epinay. *« On a toujours été descendu en flammes »*, affirme Tony Roman, *chef décorateur et directeur des* travaux de rénovation à la Victorine. A Paris, on rigole en racontant que c'est impossible de tourner à Nice à cause des avions qui décollent tout le temps, l'aéroport étant proche des studios. *« C'est faux*, répond Philippe Demange, *d'abord la piste a été reculée de 800 m, ensuite les plateaux sont insonorisés, enfin plus personne ne tourne en son direct. »*

Il y a aussi une polémique sans fin : qui est le plus compétitif ? Les tarifs parisiens sont 15 % moins cher, mais il faut tout louer. A Nice, les services rendus sont plus importants, on trouve tout sur place et notamment un incroyable magasin d'accessoires dirigé depuis quarante-cinq ans par l'intarissable Fernand Bernardi. L'un dans l'autre, donc, les prix parisiens et niçois se valent.

Pourtant, même depuis la rénovation, la Victorine a beaucoup de mal à accueillir des productions françaises. Ce qui est un comble, mais s'explique par le coût d'une équipe de tournage. *« S'il tourne à Paris, un producteur n'a que les salaires à payer. S'il descend à Nice, il a tendance à faire descendre toute l'équipe qui, en plus du salaire, touche autour de 650 F de défraiement par jour. Il y a, en moyenne, cinquante personnes à défrayer pendant trois mois, vous pouvez faire le compte... »*, explique Tony Roman.

La solution est que le producteur et le réalisateur utilisent les techniciens et ouvriers niçois. *« Pour ça, il faudrait changer les mentalités*, ajoute Tony Roman, *ici, on ne voit pas le départ du film. Le choix de l'équipe se fait uniquement sur relations, on se renvoie l'ascenseur. Quand on est mis au courant du tournage, l'équipe est souvent déjà constituée. »*

L'autre obstacle à la venue des productions françaises réside paradoxalement dans la beauté et la diversité des décors naturels du pays niçois : la mer, la montagne, le soleil, la ville, les grands hôtels, les casinos, les villages de l'arrière-pays, sont autant d'aubaines pour un réalisateur qui est tenté de les utiliser beaucoup plus que les décors en carton-pâte de la Victorine.

« Si je viens à Nice, c'est d'abord pour les extérieurs, explique Georges Lautner, qui a tourné onze films à Nice, *parce qu'on peut obtenir les services d'ordre et les autorisations partout et quand on veut. A Paris, c'est de la folie ; on perturbe, c'est lent. Ici, il y a un enthousiasme extraordinaire, et pourtant avec mes cascades je mets une de ces pagailles ! Par contre, si c'est pour ne faire que du studio, autant rester à Paris. »*

Si la Victorine est donc intervenue depuis deux ans sur des productions françaises comme *l'Année des méduses, les Spécialistes*, un Lautner avec Aldo Maccione, *le Gros Dégueulasse* avec Maurice Rich, aucun de ces tournages n'a utilisé les plateaux des studios, mais seulement les éclairages et l'auditorium.

Le succès de la Victorine passe donc obligatoirement par la venue de films américains à Nice, où l'on dispose au même endroit, ce qui est rarissime, d'un cadre naturel d'une richesse incomparable et de studios parfaitement équipés. Des films américains qui, seuls, ramènent beaucoup d'argent au studio avec de grosses productions, des tournages de quatre mois et plus, et une bonne (donc chère) utilisation des plateaux et ateliers de construction de décors. Tout, d'ailleurs, incite les Américains à venir à Nice : des liens historiques, le prestige de la Côte d'Azur outre-Atlantique (la French Rivera), le prix du dollar, sans oublier le fait que LTM dispose de trois agences à New-York, Miami et Hollywood.

Avec ce nouveau départ, pour bien le célébrer, on attend aussi autre chose de la Victorine. On attend un bon et grand film qui sera gravé dans l'histoire des studios. Le dernier remonte à plus de dix ans avec *la Nuit américaine* de Truffaut. Mais pour Henri Clair, qui a dirigé les lieux pendant quarante ans, que le film soit bon ou mauvais n'était pas son problème : *« Le studio, c'est un hôtel ; on ne choisit pas ses clients. »* ■

(1) Sur le rachat des studios de la Victorine et les investissements entrepris par la nouvelle direction LTM, voir *le Monde* du dimanche 13, lundi 14 mai 1984.

(2) Les trois principales ressources de la Victorine sont : location de matériel électrique, 31 %. Location de plateaux, 16,5 %. Construction de décors, 16,33 %.

PILLON/VIVA

MAX ! TU TE SOUVIENS D'OPHULS ?

AU commencement, les gens de cinéma venaient à Nice pour sa lumière ; tester la pellicule. On pouvait y croiser Louis Lumière et Louis Feuillade. La Victorine n'existait pas. C'était en 1908.

En 1925, un grand et bel Américain, un Clark Gable sans moustache, tombe amoureux de la belle villa blanche du prince Victor Masséna. Il fait du cinéma ; il vient de Californie où il a fait fortune avec *les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse*. Rex Ingram importe Hollywood à Nice. La belle villa devient Victorine ; il y tourne *Mare nostrum*. C'est l'âge d'or du cinéma muet : 127 films pour six studios de 1923 à 1930.

Et pourtant un chef-d'œuvre du cinéma est tourné hors des studios, mais dans la ville. On y voit une jeune femme sur la promenade des Anglais changer de robe grâce à un truquage subtil. Et finir nue ; c'est *A propos de Nice* de Jean Vigo en 1929.

L'arrivée du parlant n'est pas une réussite pour Nice. Rex Ingram quitte sa belle villa pour l'Egypte, le projecteur fait aussi bien que la belle lumière niçoise, c'est la grande revanche des studios parisiens. 34 films seulement à Nice entre 1930 et 1940, dont *Macao l'enfer du jeu* de Jean Delannoy en 1939. Tous les studios niçois disparaissent sauf un : la Victorine.

Avec la guerre, commence la plus belle époque du cinéma pour les studios. *« Tout le cinéma français s'était réfugié à Nice, à la Victorine »*, écrit Jean-Louis Barrault dans ses souvenirs. On y retrouve Abel Gance en premier, puis Marcel L'Herbier, Duvivier, Yves et Marc Allégret, Jacques Becker, Marcel Carné, Jean Grémillon et tous les grands acteurs français de l'époque. La France occupée, on tourne à Nice. Deux chefs-d'œuvre que l'on doit au tandem Carné-Prévert : *les Visiteurs du soir* et *les Enfants du paradis*. Pour ce dernier, malgré la pénurie, on réussit à reconstituer l'historique boulevard du Crime. 67 500 heures de travail pour assembler les tonnes de matériel. *« Il fallait récupérer le moindre clou, même tordu »*, se souvient Tony Roman, chef décorateur à la Victorine.

La Libération n'entraîne pas une baisse d'activité des studios. Navets et bons films se succèdent allègrement au rythme de quinze par an. René Clément réalise ses *Maudits* en 1946. Laurel et Hardy tournent à Nice leur dernier film en 1950, *Atoll K*. Gérard Philipe fait ses débuts sur la Côte avant de triompher dans *Fanfan la tulipe*. Même chose pour Brigitte Bardot qui débute dans *Manina, fille sans voile*, quatre ans avant *Et Dieu créa la femme*, qui semble avoir laissé de bons souvenirs à la Victorine.

Des cinéastes américains n'hésitant pas à faire le grand saut : Michael Powell, Raoul Walsh, Henry Hathaway, Nicholas Ray, Otto Preminger, mais aussi Alfred Hitchcock qui tourne *la Main au collet* en 1954. Mais l'expérience la plus intéressante, tant au niveau des décors que de la réalisation, c'est *Lola Montes* de Max Ophuls en 1955.

Dès que l'on aborde la nouvelle vague avec les techniciens de la Victorine, les visages avenants se crispent : *« De la soupe ! »* crient-ils tous en chœur. Cette satanée nouvelle vague qui se foutait du son, de l'image et du décor, en a mis plus d'un au chômage. Quatre films seulement tournés à Nice en 1962.

Pourtant, dix ans plus tard, François Truffaut sera bien accepté pour réaliser sa *Nuit américaine* et utilisera les décors hollywoodiens de *Lady L* de Peter Ustinov. Pour l'auteur de *Jules et Jim*, la Victorine fonctionnait comme les studios de la belle époque, sur la côte ouest américaine. Sa « nuit », c'est un film dans le film, une sorte de vieux film classique, toute une mythologie. Alors que la Victorine vieillissait et entrait dans la crise la plus grave de son histoire, Truffaut lui rendait hommage. Avant qu'il ne soit trop tard.

Car de 1972 à 1980, la Victorine a vivoté plutôt mal que bien, jusqu'au jour où un autre film, bien dans la tradition du cinéma d'aventures américain, débarque à Nice, il y a quelques mois : *le Joyau du Nil*. Le Nil, l'Egypte, là où justement Rex Ingram, le père des studios, était parti s'exiler...

M. G.

RETOUR AUX STUDIOS

TRAUNER CHERCHE STAFFEURS

par Stéphane Durand-Souffland

Carné-Prévert-Kosma-Trauner. Alexandre Trauner, un vieux de la vieille du tournage à l'intérieur, un pro du studio. Il se désole du manque de formation de jeunes artisans français, de leur absence sur les plateaux. Il faut faire appel à des « trucmen » venus de l'étranger. Dommage.

DANS un studio de cinéma, Alexandre Trauner fait partie des décors. A plus forte raison à Epinay, dont il hante les plateaux depuis près de soixante ans ; c'est là que ce jeune peintre hongrois, né en 1906, a abandonné son chevalet pour rejoindre René Clair, Jacques Feyder. Des débuts en fanfare, avec des films comme *14 juillet* ou *la Kermesse héroïque*.

C'est l'époque où les techniques évoluent rapidement. On est déjà loin des premiers studios conçus par des gens de théâtre, celui de Méliès à Montreuil par exemple. Des cages vitrées tournées vers le soleil dont les rayons étaient plus ou moins atténués, selon les besoins, par des jeux de rideaux. En 1930, les progrès réalisés en matière de pellicule et d'optique permettent de construire des lieux plus fiables, éclairés à l'électricité et donc libérés des aléas de la météorologie.

Très vite, Trauner apprend à maîtriser cet outil qui permet au cinéma d'obéir à ses nouvelles règles : unité de lumière, unité de son, unité d'« atmosphère ». En 1937, se constitue autour de *Drôle de drame* la fine équipe Carné-Prévert-Kosma-Trauner. Ce seront par la suite *Quai des brumes*, *Le jour se lève* et, pendant la guerre, *les Visiteurs du soir* et *les Enfants du paradis*, dont Trauner conçoit les décors dans la clandestinité.

Dans les années 50, il travaille essentiellement aux Etats-Unis. Là aussi il côtoie les plus grands : Howard Hawks, Stanley Donen, Billy Wilder, pour qui il reconstitue les Halles à Hollywood quand il tourne *Irma la douce*, et les bureaux gigantesques de *la Garçonnière*. Orson Welles également : pour lui, il dessine le décor d'*Othello*, suivant le réalisateur d'Afrique du Nord en Italie au gré des péripéties financières du tournage.

De retour en Europe dans les années 60, il travaille surtout avec Joseph Losey (*Monsieur Klein*, *les Routes du Sud*, *la Truite*, *Don Giovanni*). Les jeunes réalisateurs — même si Trauner refuse de distinguer les jeunes et les vieux : *« Il y a ceux qui connaissent leur métier et les autres »*, dit-il — font appel à lui. Témoin Luc Besson pour *Subway*. On le demande, bien sûr, parce que c'est un professionnel exceptionnel, mais aussi parce que la relève n'est pas assurée. *« Il y avait un bon cours à l'IDHEC, mais maintenant c'est fini. La seule façon d'apprendre le métier, c'est sur le tas. »*

Alexandre Trauner ne se perd pas en digressions théoriques. Le vieux débat : extérieurs ou studio ? Dépassé. *« Il y a des films, c'est tout. Si la nouvelle vague a déserté les studios, c'est d'une part parce que le matériel léger, les pellicules plus sensibles le lui permettaient. Mais c'est surtout par économie, un peu aussi par rejet du travail routinier des plateaux. Il faut savoir utiliser un studio comme n'importe quel outil, sans en abuser : on n'a jamais tourné un western entièrement en studio. »*

Les temps changent, les métiers aussi. Trauner travaille toujours, dans la mesure du possible, avec la même équipe. Avant chaque tournage, il bat le rappel : *« Le studio n'attache personne. Quand le film est dans la boîte, tout le monde est libre. »* Cependant, il a de plus en plus de mal à dénicher des ouvriers très spécialisés tels que les staffeurs (ceux qui s'occupent des plâtres). De la même manière, il n'y a pas en France de continuité dans l'étude des effets spéciaux : on n'exploite pas les idées qui naissent sur chaque tournage. Alors il faut importer la main-d'œuvre qualifiée, staffeurs ou « trucmen », d'Italie ou d'Angleterrre.

Autrefois, on prenait le temps de préparer un film. *« On traînait à Saint-Germain-des-Prés ou à Montparnasse avec Prévert, on bavardait dans les cafés. La vie était plus facile, on avait plus de libertés »*. Aujourd'hui, plus question de muser. Le metteur en scène — en l'occurrence Bertrand Tavernier — lui téléphone : *« Je vais faire un film sur le jazz : ça se passera la nuit ; je veux construire une rue à Epinay. »* Construire une rue : retrouver la couleur du Saint-Germain-des-Prés de 1950, construire, boutiques et façades, peindre les bâtiments en trompe-l'œil. Soumettre le travail au chef opérateur ensuite, modifier parfois les parties jugées non « éclairables ».



MINET/KIPA

Une fois qu'il a tout planifié, Alexandre Trauner inspecte ses décors en chantier, entouré de ses assistants qui notent les observations du patron. Tout de cuir vêtu — *« Alors Trau »*, lance un ouvrier, *on est venu à moto ? »* — coiffé d'une large casquette bleu pâle, il désigne, laconique, une porte mal rabotée, une agrafe trop visible.

Après Hollywood, l'Italie, l'Angleterre, Alexandre Trauner est de retour à Epinay-sur-Seine. Il y a bâti en quelques mois un pâté de maisons, une boîte de nuit, un appartement, dépensant à lui seul près de 15 % du budget total du film. Quand on quitte ses décors et qu'on se retrouve dans la rue pavée qui longe les studios, qu'on dépasse les immeubles en construction, surprise : c'est encore du Trauner. ■

MM. MÉLIÈS, PATHÉ ET GAUMONT

PARCE que l'on a dit un jour que le vrai n'était peut-être pas toujours vraisemblable, le cinéma, sur les pas de Georges Méliès, a préféré à la relation de faits défendue par son inventeur, Louis Lumière, la mise en scène de ces faits.

Le premier « théâtre de prise de vues » est donc édifié par le disciple de Robert Houdin à Montreuil, faubourg de l'Est parisien, en 1897. « *C'est*, dit Léon Barsacq au début de son magnifique ouvrage intitulé *le Décor de film* (1), *un hangar entièrement vitré, permettant de tourner à la lumière du jour ; plus qu'un grand atelier de photographe, ce local possède une « scène » avec un « dessous » et un « cintre », tout comme une scène de théâtre. Méliès y installe une machinerie ingénieuse permettant les apparitions et les disparitions des personnages, leurs évolutions dans les airs, etc. »*

Dans ce que l'on peut considérer comme le premier studio de cinéma du monde, Méliès conçoit lui-même le décor de ses films jusque dans les moindres détails. Encore ne s'agit-il là que de toiles peintes, du gris clair au gris foncé, mais qui ont sur le public un effet fort et immédiat : *« Il poussera des cris d'effroi à la reconstitution de l'éruption du mont Palé »*, note Barsacq. *« Edouard VII se reconnaîtra à l'écran »*, lors de la projection du film consacré à son couronnement. La preuve est faite de l'efficacité de la technique du décor, qui, si elle est maîtrisée, ne nuit pas à la force d'une narration.

Charles Pathé et Louis Gaumont sauront tirer parti de la leçon et produiront à leur tour des *« films composés »* dès 1917. Peu après, ils feront construire leurs propres « studios » et constitueront des équipes techniques à demeure. *« Quelques débrouillards*, raconte Barsacq, *plus ou moins photographes, se mettent vite à la page et apprennent à tourner la manivelle au rythme de* Sambre et Meuse. *Le reste du personnel vient du théâtre et du café-concert : acteurs débutants, régisseurs qui s'improvisent metteurs en scène et décorateurs, formés dans les ateliers spécialisés, assez nombreux à Paris, qui travaillaient pour l'Opéra, l'Opéra-Comique, la Comédie-Française et les théâtres privés. Pendant plus de vingt ans, ils exécuteront, seuls ou presque, tous les décors de films en France. »*

Le premier « Théâtre Pathé » est édifié rue du Bois, à Vincennes en 1901. Huit ans plus tard, Charles Pathé aura converti son entreprise artisanale en groupe industriel et fait de la ville la capitale mondiale du cinéma. Très vite, Gaumont réagit et substitue à son petit jardin de Belleville les studios Gaumont des Buttes-Chaumont, qui sont confiés à Louis Feuillade. En 1908, Eclair se mêle au peloton et construit un « plateau » dans la propriété du comte de Lacépède à Epinay-sur-Seine.

Sous l'impulsion des frères Laffite et de leur société « le Film d'Art », le cinéma s'empare du répertoire classique du théâtre et les studios s'affranchissent des espaces restreints. *« De 1907 à 1919, on s'achemine*, écrit Barsacq, *vers la conception de décors de cinéma plus vastes que les décors de théâtre et très différents d'eux. Au Film d'Art, on a édifié pour les prises de vues de* Carmen *une place de Séville qui a 25 mètres de profondeur. Pour le* Château de la peur, *on prolonge le décor par une maquette pour donner l'illusion de la continuité. »*



RAPHO

Le studio Méliès, à Montreuil

Les studios grandissent, les décors deviennent de plus en plus imposants. La peinture fait place à la construction. *« C'est en 1914 qu'apparaît en France le premier décor entièrement construit en châssis de contre-plaqué. C'est celui du salon du film* l'Aiglon ; *conçu et réalisé par Emile Bertin, il est décoré d'ornements et de moulures en staff. »* Cette technique nouvelle introduit dans les studios de nouveaux spécialistes : menuisiers, sculpteurs, staffeurs, peintres en bâtiment, etc.

Des Russes à Paris

Mais la première guerre mondiale vient stopper net la croissance du cinéma français, le premier du monde à ce moment-là, et permet aux cinémas italien, suédois et surtout américain de s'affirmer sur le marché mondial.

Après la guerre, le cinéma français mettra beaucoup de temps à rattraper son retard. Les grandes maisons de production vivent sur leurs acquis. Un mouvement de rénovation va naître sous l'impulsion de décorateurs russes réfugiés à Paris, qui pourra s'affirmer pleinement dans les années 1921-1926. *« Ce mouvement est personnifié par Louis Delluc, journaliste et auteur dramatique*, explique Barsacq. *Abel Gance, Marcel l'Herbier, Germaine Dulac puis Jean Epstein se groupent autour de lui et forment ce qu'on appellera plus tard l'école impressionniste par opposition à l'expressionnisme allemand, première avant-garde française qui luttera contre le cinéma commercial. »*

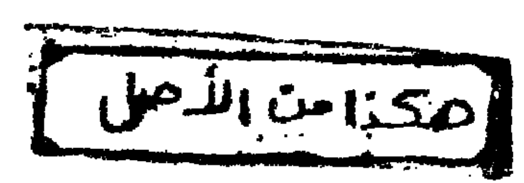
Viendra plus tard, mais dès avant le parlant, le temps d'un certain réalisme qui ne remettra pas en cause le recours au décor. Nouveau temps, nouveau ton : il est donné par Lazare Meerson, qui s'affirmera pleinement avec Jacques Feyder et René Clair dès 1926, mais surtout en 1930 avec la création des studios d'Epinay par la société Tobis (en possession du seul système sonore européen). Meerson confère au réalisme authenticité et poésie et assemble fer, verre, ciment, peinture à l'huile *« ce qui paraissait à l'époque proprement révolutionnaire, sinon scandaleux »*, souligne Barsacq.

Les années 30 sont celles de la formation de « tandems ». Trauner s'associe à Marcel Carné. Renoir, après des choix éclectiques — Autant-Lara, Laurent, Wakhevitch et Léon Barsacq lui-même, — fait équipe avec Eugène Lourié, qui, plus tard, le rejoindra aux Etats-Unis. Grémillon choisira plus volontiers les décors de Max Douy. Après guerre, certains couples survivront, d'autres se reformeront, comme ceux de Barsacq et René Clair, Autant-Lara, devenu réalisateur, et Max Douy, Paul Bertrand et Marcel Carné.

Barsacq, disparu en 1969, ponctue son ouvrage par un chapitre consacré à la nouvelle vague, qu'il accusera d'improvisation mais, dit-il, *« elle aura tout de même apporté sa contribution à l'évolution du décor. Les prises de vues en décor réel ont rompu les jeunes opérateurs (et même quelques autres) aux difficultés d'éclairage, inconnues au studio. La sensibilité plus grande de la pellicule et une nouvelle technique d'éclairage, moins léchée, utilisant un matériel plus léger, moins encombrant, vont permettre de concevoir des décors plus proches par leurs dimensions de la réalité »*. Conclusion dont aurait pu, mieux que personne, s'emparer François Truffaut.

OLIVIER SCHMITT.

(1) *Le Décor de film*, par Léon Barsacq. Préface de René Clair. 1895-1969. Editions Henri Veynès (1985). 225 F. Outre l'excellente histoire des décors de films français, Léon Barsacq raconte aussi les recherches menées dans les principaux pays du monde, décrit les techniques de construction depuis les origines et achève son livre sur un lexique, plusieurs index, biographies et répertoires très passionnants.



RETOUR AUX STUDIOS

TAVERNIER SOUS ILLUSION GERMANOPRATINE

Propos recueillis par Colette Godard

« Les studios, dit Bertrand Tavernier, sont comme les stars. Ils intimident. » Son dernier film, Autour de minuit, sera pourtant tourné, pour l'essentiel, dans des décors de contre-plaqué et de plâtre. Il s'agit de la reconstitution du Saint-Germain-des-Prés des années 50. Moins cher qu'en extérieur. Beaucoup moins cher.

AUX studios d'Epinay, les visiteurs se succèdent. On les conduit dans un hangar. On leur montre, comme un Disneyland nostalgique, Saint-Germain-des-Prés 1959 : bois, bitume, fausses perspectives, toiles peintes. Un décor de Trauner, en passe de devenir aussi célèbre que son métro Barbès des Portes de la nuit. *Bertrand Tavernier tourne* Autour de minuit, *histoire qui se passe au temps où Paris était la capitale du be bop.*

Bertrand Tavernier aime le jazz, tourne avec de vrais musiciens dans le Paris artificiel du studio, et c'est pour lui une première. « Un grand changement, *dit-il,* un changement énorme. Pour *le Juge et l'Assassin*, on avait trouvé un lycée désaffecté, très vaste, où on s'était installé, mais ce n'était pas la même chose.

« Les décors naturels, c'était un choix ?

– J'y tenais pour des raisons pratiques, pour les sons, les bruits, pour relier l'intérieur à l'extérieur. Je tiens beaucoup à placer les gens dans leur milieu, leur quartier. J'ai peur du type qui arrive devant sa ferme, entre et ferme la porte, à Billancourt. D'ailleurs, j'appartiens à une *génération formée* par la nouvelle vague, et elle a imposé la force du décor naturel. Mais on ne doit pas en faire une religion.

» C'est Truffaut qui disait : « *Sans studio et sans Danielle Darrieux, Charles Boyer, Vittorio de Sica, le film d'Ophüls,* Madame de *était impensable.* » Mais les studios sont comme les stars, ils intimident.

– Ils représentent un luxe ?

– Pas un luxe, une nécessité. La star apporte un poids de légende dont on a parfois besoin. Un Depardieu projette quelque chose qu'on n'obtiendrait pas avec d'autres, et qui peut se révéler important pour ce qu'on a à faire passer. De la même façon, le studio peut faciliter le travail. J'aurais aimé tourner *la Mort en direct* en studio, mais c'était trop cher.

– Vraiment beaucoup plus cher ?

– En France, oui. Ils servent peu, rien n'est stocké. Les éléments réutilisables, comme les fenêtres, les encadrements, les portes, ont été dispersés, détruits. Il faut tout reconstruire, repartir de zéro.

– La télévision s'en sert, pourtant...

– Elle a ses propres studios, son propre matériel. Pour *Un amour de Swann*, Schloendorff a fait fabriquer une rue immense, qu'il a essayé de vendre, de louer. Elle aurait pu servir pendant deux ou trois ans avec des modifications minimes.

» Aux Etats-Unis, la pratique est courante. Le métro de *Hello Dolly*, on l'a bien vu dans cinq ou six films. Mais personne ne s'est intéressé à la rue de *Swann*. Je pensais que les responsables de télévision auraient la curiosité de voir le décor de Trauner.

» On en a beaucoup parlé. Personne ne s'est déplacé. Cette indifférence, cette absence de politique globale n'encourage pas à de grands frais. Et comme on ne construit pas, certains métiers se perdent. Nous avons eu du mal à faire fabriquer une rampe d'escalier en fer forgé...

– Le décor est important dans le coût du film ?

– Tout est important. Et un budget équilibré assure la liberté. J'ai toujours fait ce que j'ai voulu, parce que j'ai toujours contrôlé mes budgets.

– Cette fois, vous ne choisissez pas l'économie.

– Au contraire. La plupart des scènes se passent pendant la nuit et à l'aube. Nous avons calculé très précisément le prix du tournage dans le Saint-Germain d'aujourd'hui : effrayant. Retirer les voitures modernes, interrompre la circulation, cacher les boutiques... Saint-Germain a tellement changé.

» J'ai fait reconstruire un club de jazz. J'enregistre la musique en direct, sans play back, je veux la vérité des musiciens, la qualité du son. Je veux établir des rapports justes entre les personnages, leur faire trouver la force des émotions sans me préoccuper d'interférences extérieures. J'ai besoin de tranquillité, d'autant plus que j'ai de vrais musiciens de jazz, qui ne sont pas des acteurs professionnels.

» Je cherche une palette très étendue de couleurs. Le studio me permet, par exemple, d'obtenir l'aube que je veux en économisant du temps. En extérieur, il faut l'attendre et la saisir, elle dure si peu. Autre chose, je veux une récréation très juste, avec en plus un caractère un peu rêvé, une sorte de décalage avec la réalité, plus facile à composer en studio qu'en décors naturels, bien qu'il y ait des paysages chargés de mystère, voyez le désert des *Rapaces* de Stroheim, la neige de *Tirez sur le pianiste*.

– Vous êtes-vous senti dépaysé ?

– J'ai eu du mal à me faire au silence. Le silence du studio. J'ai l'habitude des bruits extérieurs. Je hurle, mais j'ai appris à en *tenir compte. Et il y a le décor.* En général, je dois m'adapter à ce qui existe, ce qui est construit, inamovible. Tandis que là, les décors sont conçus en fonction des besoins du film. Alors, on doit savoir exactement ce qu'on veut et prendre des décisions rapides – est-ce qu'on va ou non déplacer un mur... Les changements prennent du temps et le temps coûte. D'un autre côté, déplacer une cloison est facile. Je ne voudrais pas faire quelque chose uniquement parce qu'on est en studio et que c'est possible. Je me méfie.



CAHIERS DU CINÉMA

Bertrand Tavernier (à gauche) en tournage.

» Nous avons essayé de ne pas donner aux scènes un côté trop lisse, trop huilé, de conserver l'aspect « cahotique », vibrant, du tournage en décors naturels. Cela dit, avec les jazzmen, on ne risque pas de s'installer. Ils sont fantastiquement eux-mêmes, ils ne se répètent jamais. D'une prise à l'autre ils improvisent avec parfois six minutes de différence. On doit les laisser suivre leur musique.

» C'est possible, parce que *Trauner possède le talent de ne* pas faire ressentir le décor comme un décor. On y est à l'aise. Il pense aux acteurs, aux émotions... Regardez ses appartements dans *Monsieur Klein* : ces obliques, ces couloirs... Avant qu'il se passe quoi que ce soit, on a déjà une atmosphère de complot.

– Le travail sur la lumière est différent ?

– Bruno de Keyser a participé pendant trois mois et demi à la préparation. Il est venu aux essayages de costumes, a pris des diapos à tous les stades d'installation des décors, pour bien connaître les zones d'ombre, la lumière sur les peaux noires.

– Vous êtes conquis ?

– Pour ce film, oui. Je ne veux pas entrer dans la polémique absurde selon laquelle la nouvelle vague aurait tué les studios. Bien avant John Ford, William Wellman disait déjà à quel point il est important de tourner certaines scènes au lieu même de l'action. Renoir a toujours travaillé en studio – la gare, le train de *le Bête humaine*, c'était reconstitué. Et Godard, pour *Une femme est une femme*... Les studios sont des outils dont il serait idiot de ne pas se servir. On doit lutter pour les préserver, lutter contre notre propre timidité aussi. L'idéal serait de pouvoir choisir l'outil le mieux adapté.

» Autant vous pouvez tourner en noir et blanc dans l'appartement d'un copain sans trop de difficulté, autant la couleur complique. Les teintes deviennent vite agressives et on doit chercher des solutions. Dehors, on ne contrôle pas une enseigne, une affiche, une boutique tapageuse. Le noir et blanc fait disparaître l'agressivité au profit de la vérité. En couleur c'est le contraire.

» Pourtant, je n'aurais jamais pu tourner *Un dimanche à la campagne* autrement qu'en décors naturels, j'avais tout le temps besoin du paysage. Trauner dit qu'un décorateur doit savoir choisir un arbre, et l'heure à laquelle on va le filmer. On ne peut pas simplifier, dire studio égale rêve et paysage égale vérité.

– Vous n'êtes pas tenté par les studios de Hollywood ?

– Pas du tout. Je suis trop *français, et ce film est français.* L'histoire se passe à Paris. Je me suis beaucoup bagarré. A partir d'un certain moment, à l'exception de Winckler, qui avait produit en particulier *Raging Bull*, tout le monde s'est défilé. Personne ne croit à la valeur commerciale du jazz. Ils voulaient transposer, introduire du pop, des chansons. Ils me disaient que pas un seul air du film n'irait au hit-parade. Ils ont raison, mais je m'en fous. Mon problème n'est pas de conquérir le marché américain.

– *Un dimanche à la campagne* a marché là-bas.

– Pour un film français, oui. Il a même marché dans des villes inattendues, comme Denver. Mais il a fait trois millions, ça doit représenter ce que *Rambo* fait en deux jours... Il y a eu *Un homme et une femme, la Cage aux folles*, Truffaut, Rohmer avec *Pauline à la plage*, qui ont fait de jolis scores, mais rien de comparable avec ce qu'on appelle un succès. Ils n'aiment pas nos films. Ils sont complètement obsédés par la jeunesse des spectateurs. Il y a cette phrase de Lukas : « *Ne me donnez pas de scènes, donnez-moi des plans.* » C'est grave, John Ford disait : « *Un film, c'est quatre ou cinq bonnes scènes et quelques trucs autour.* » Des scènes, pas de plans.

» Tant pis, *Autour de minuit* coûte le cinquième d'un film américain normal. Les Américains ne le produisent pas, ils le distribuent. C'est une production française, je le produis, j'ai engagé mon salaire en garantie. Si je dépasse, je paie. » ■

ARTISANS D'ESPACES

UNE équipe qui monte un décor sur un plateau, c'est en réalité la réunion de petites équipes autonomes, chacune dirigée par un *chef*. Au commencement, les machinistes construisent le gros du décor, montent les « feuilles » de bois léger. Puis les menuisiers, les peintres, les métalliers aménagent l'espace ainsi créé. Enfin, les ensembliers et les régisseurs « décorent le décor », le meublent, accrochent les tableaux et choisissent la moquette. Juste avant le tournage, le chef opérateur viendra régler ses projecteurs.

Aucun des ouvriers n'est attaché au studio, ni même engagé par lui comme c'est le cas aux Etats-Unis. Les équipes se font et se défont au gré des engagements, à la demande du chef décorateur ou du chef opérateur qui réunissent autour d'eux un personnel digne de confiance.

Ce sont des artisans qui doivent adapter leur pratique aux contraintes du cinéma : travailler très vite et très bien. Construire un décor, ce n'est jamais reconstituer un lieu existant, mais créer un espace de travail. « *Il n'y a pas énormément d'équipes aussi bonnes que celle qu'on a formée pour le film de Bertrand Tavernier,* explique Didier Naert, le premier assistant d'Alexandre Trauner. *On pourrait en former deux de cette qualité. Mais s'il y avait trois grosses productions en même temps, le troisième réalisateur aurait sûrement des problèmes* ».



DESPATIN/GOBELI

L'équipe de décorateurs est mobilisée à Epinay de mai à septembre. Elle a à sa disposition les ateliers tout équipés des studios, dans lesquels on façonne le bois et le métal. Quand on fabrique une maison au cinéma, les clous deviennent souvent des agrafes et le ciment de la colle. On voit des menuisiers acrobates qui se promènent au-dessus des décors sur des passerelles accrochées au toit des studios par des chaînes.

Tous ont appris sur le tas les techniques, la discipline de ce travail en équipe. Didier Naert était architecte. Il a rencontré Trauner et, petit à petit, s'est consacré à plein temps au cinéma. Un jour, il sera à son tour chef décorateur. « *On ne forme pas assez de jeunes, il n'y a pas suffisamment de stagiaires dans les studios. C'est la production qui juge leur présence opportune ou non* ». Le fait est qu'il y a beaucoup de cheveux blancs sur le plateau : question de rendement...

« *Quand le décor est réussi,* poursuit Didier Naert, *on a l'impression qu'il a toujours été là, qu'il vit* ». Il vivra jusqu'à ce qu'il devienne l'outil de la mise en scène, que le tournage le modifie, le rende utile. Après, les meubles sont rendus aux loueurs, les feuilles sont démontées et remisées. « *Les jeunes metteurs en scène reviennent spontanément aux studios, après les avoir boudés un moment, comme ils avaient voulu refuser toutes les autres « institutions ». Ils reconnaissent qu'on peut y faire la pluie et le beau temps : c'est un jouet fantastique* ».

Les problèmes d'argent que rencontrent toutes les productions, les courses contre la montre que sont les tournages, la hantise du « dépassement »... Si les studios sont des jouets, ils sont réservés à de grands enfants riches.

S. D.-S.

RETOUR AUX STUDIOS

LA SFP MET LES PETITS PLATEAUX DANS LES GRANDS

par Bruno Lancesseur

La Société française de production voit grand. En installant à Bry-sur-Marne près de 20 000 mètres carrés de studios, elle espère séduire l'étranger, et plus particulièrement les Etats-Unis, habitués à partir tourner à Pinewood, près de Londres. Coût de l'opération : 90 millions de francs.

C'EST fin 1987 que la Société française de production (SFP) disposera des nouveaux studios de Bry-sur-Marne : un complexe très moderne de 18 600 m² qui remplacera les studios de Joinville, devenus trop vétustes et peu pratiques. L'ouverture du chantier se fera à partir d'octobre 1985, sur un terrain acquis par l'ex-ORTF, qui s'en servait pour ses activités de laboratoire et d'auditorium.

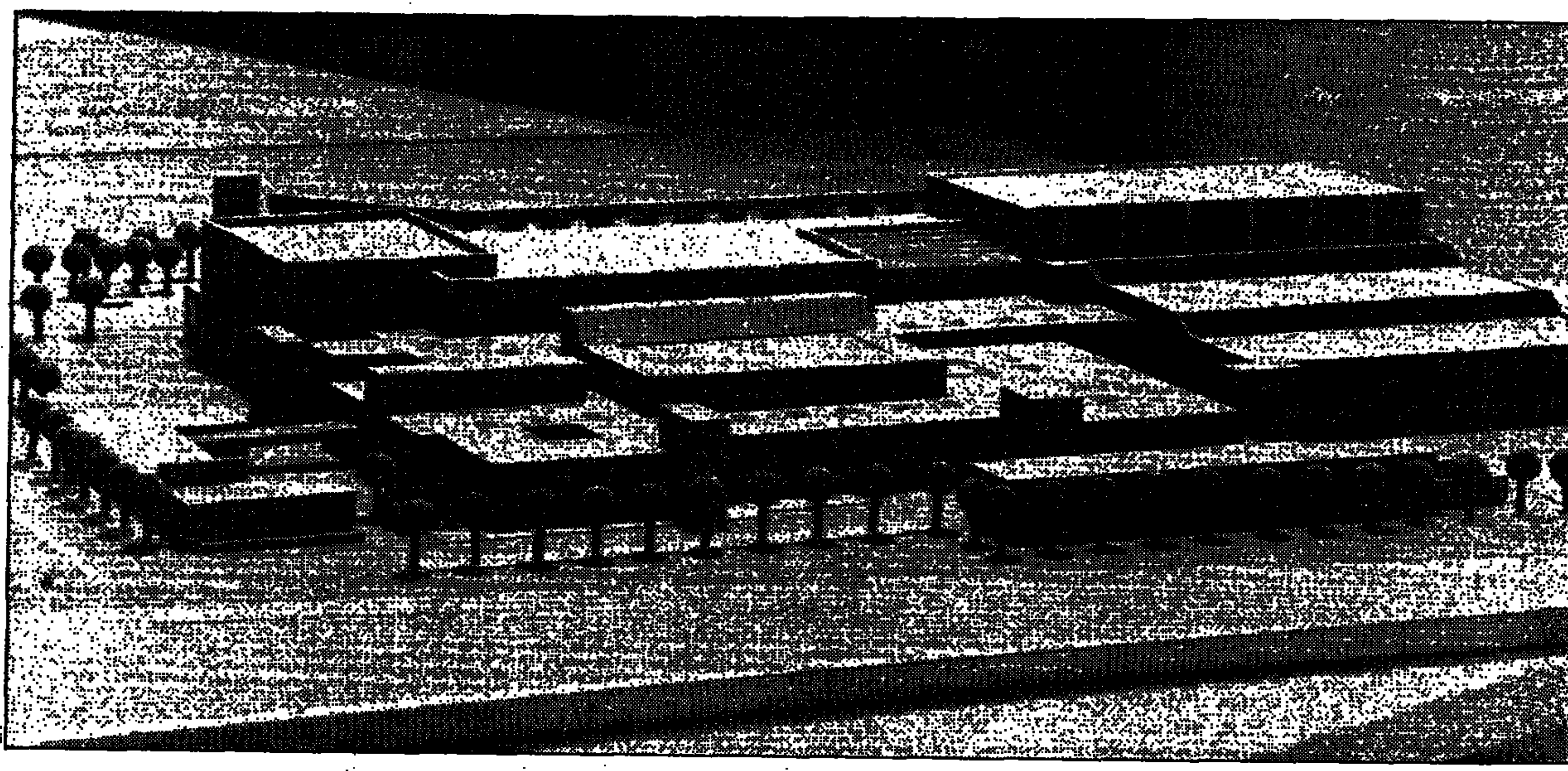
En 1975, une partie de ce terrain fut affecté à l'Institut national de l'Audiovisuel (INA) et à la SFP qui décida aussitôt la construction de huit plateaux de tournage.

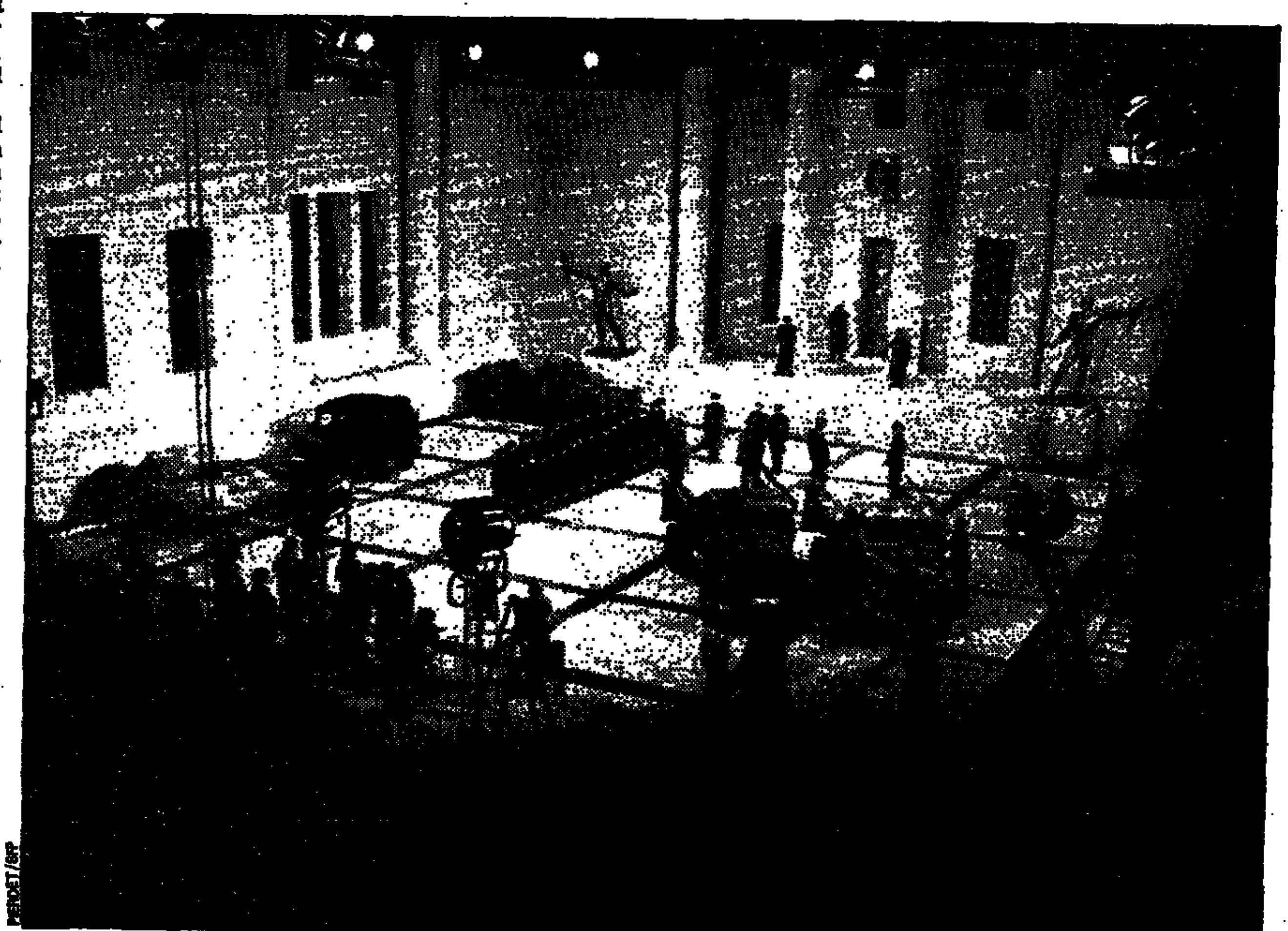
A partir de ce premier projet fut réalisée en 1978 une première tranche des travaux comprenant un plateau de 2 000 m² appelé le « 2 000 » et complété par des surfaces annexes non équipées. Cette situation peu cohérente fit apparaître rapidement des difficultés d'exploitation pour les équipes de tournage, obligées de faire des va-et-vient entre les studios de Joinville et celui de Bry-sur-Marne. Difficile de tenir un budget dans ces conditions.

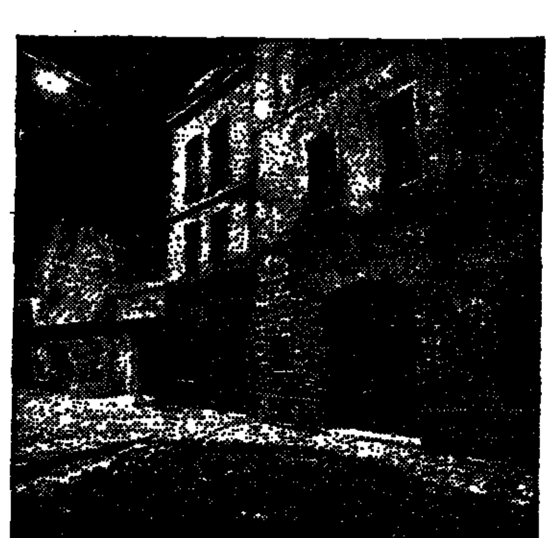
Un choix s'imposait donc à la SFP : soit abandonner définitivement le plateau « 2 000 » et rénover les studios de Joinville (coût de l'opération 35 millions), soit quitter Joinville et regrouper toutes les activités autour du « 2 000 » afin d'obtenir un outil de travail moderne.

Profitant de l'expiration du bail de Joinville en 1985, la direction de la SFP opta pour l'opération Bry-sur-Marne, dont le coût est évalué à près de 90 millions. Mais derrière ces difficultés de rentabilité et d'exploitation se cache une ambition de la SFP : proposer au cinéma international des studios modernes et de grande qualité.

Grâce à ses nouvelles installations, la SFP espère, en effet, attirer les Américains, qui actuellement vont de préférence vers des studios comme ceux de Pinewood situés à proximité de Londres. C'est un pari risqué, certes, mais aussi sensé quand on sait que les coûts de production américains sont de 30 % à 35 % plus élevés que ceux constatés en France. La première marche de l'escalier a été montée avec le tournage du dernier James Bond *A View to a Kill*, partiellement réalisé aux studios de Joinville. C'est un maigre début, bien sûr, mais l'enjeu est de taille, comme le fait remarquer un responsable de la SFP : *« Laisser partir les productions à l'étranger, c'est un savoir-faire qui va nous échapper, car moins nous produirons de films et moins nous formerons de professionnels. »*







Une cité très humaine

Autre objectif de la SFP : faire revenir, à court terme, les productions françaises qui sont tournées en Italie ou dans les pays de l'Est. L'exemple de l'Italie est d'ailleurs assez frappant.

Les studios de Cinecitta sont aussi vétustes que ceux de Joinville, mais ils sont plus grands, et l'agencement est beaucoup plus cohérent ; la main-d'œuvre, quant à elle, est très nettement meilleur marché.

Sur la vingtaine de films tournés en 1984, la SFP en a récupéré trois : *les Rois du gag*, *M. de Pourceaugnac* et *Escalier C*. La livraison du complexe de Bry-sur-Marne est prévue pour la fin de 1987, pourquoi ne pas croire à cette chance ?

C'est avec la collaboration du cabinet-conseil (Jambry-Milojevic) que la SFP a lancé un concours d'architecture. Aux contraintes techniques du dossier s'ajoutera la rétrocession d'une partie des terrains de l'ORTF à la ville nouvelle de Marne-la-Vallée, obligeant ainsi la SFP à rechercher une solution plus adaptée au projet. Le cahier des charges n'était pas très souple puisqu'il s'agissait de créer autour d'un bâtiment existant, le « 2000 », un ensemble homogène.

Le jury du concours invita les chefs des ateliers de construction des décors, des accessoiristes, etc., ainsi que des techniciens du film, à donner leur avis sur les plans et les maquettes des cinq projets proposés. C'est le projet des architectes A. Cazès et M. di Tinéa qui fut retenu, notamment pour ses qualités de fonctionnement.

L'unanimité rencontrée pour ce projet fut une bouffée d'oxygène pour la SFP, qui se trouvait prise entre deux feux. D'une part, la situation hétéroclite due à la combinaison Joinville-Bry-sur-Marne offrait des armes aux détracteurs de la SFP et, d'autre part, lorsque les personnels apprirent qu'ils allaient déménager vers Bry, ce fut un tollé général, personne ne voulant se déplacer aussi loin. Il est certain que ce projet n'est pas un chef-d'œuvre d'architecture, mais plutôt un outil de travail bien structuré, qui se veut une « cité du film très humaine ».

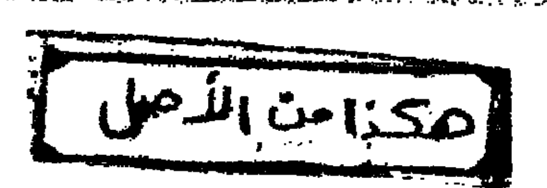
Le plateau A4, d'une superficie de 336 m², destiné à accueillir les décors permanents tels que commissariats, appartements, etc., sera séparé du « 2000 » par un patio couvert d'une verrière, permettant les découvertes extérieures. Viendront ensuite trois autres plateaux, d'une superficie de 2 100 m², en prolongement du A4. Ce centre d'opérations de 5 436 m² aura autour de lui deux grandes zones d'activité : les ateliers (sculpture, décoration...) et les loges, à côté desquelles se trouveront le restaurant et la cafétéria. Une galerie entre deux plateaux est d'ailleurs prévue, afin d'établir la liaison entre les ateliers et la zone des loges.

La « régie mobile », quant à elle, se retrouvera dans un grand hall baptisé « salle des pas perdus », qui pourra également accueillir, outre les cars de vidéo-mobile, tout autre moyen mobile utilisé pour un tournage particulier. Contrairement à l'atmosphère villageoise de Joinville, le projet de Bry-sur-Marne donne une impression de grandeur, avec ses portes monumentales et son espace.

Ces nouveaux studios sont un atout pour la SFP, qui pourra satisfaire la plupart de ses clients, et devrait s'imposer plus aisément face à ses concurrents européens. ■



Les coûts de production américains sont de 30 à 35 % plus élevés que ceux constatés en France. Forte de cette constatation, la SFP a décidé de construire à Bry-sur-Marne des studios modernes et de haute technicité. Elle espère ainsi attirer producteurs américains à devise forte et, pourquoi pas, les Français. Dès 1984, elle a déjà abrité les tournages des *Rois du gag*, *M. de Pourceaugnac* et d'*Escalier C*. Les signes d'un retour en faveur des plateaux de l'Hexagone.



NOUVELLE

CAP SUR LE SOLEIL

par Jean-Louis Bechu

« N'ALLUME *pas.* » La voix basse mais impérative laissa le bras de Viviane en suspens.

Félicien ajouta dans l'ombre : « *Fais-nous plutôt du café, cela nous rafraîchira. Du décaféiné pour moi.* »

Viviane évanouie dans le bloc de la maison provençale, ils restèrent trois, étendus sur des chaises longues : Félicien, le malade, Béatrice et Bernard, son fiancé. Les dalles de la terrasse brûlaient comme une gueule de four et, au-delà du grand cèdre qui, le jour ombrageait presque toute la façade, se pressaient des champs de melons, de pêchers, d'amandiers. Derrière des rideaux de cyprès, les Alpilles, se découpaient sur un ciel gluant d'orage.

Viviane posa le plateau chargé de tasses sur la table de fer, près de la lampe à pétrole. Chaussée d'espadrilles à semelle de corde, sa jupe de cretonne battant ses chevilles nues, elle glissait sur les dalles.

En silence elle servit Béatrice, Bernard, Félicien. Le bois des chaises longues craqua. Les chemisettes des deux hommes faisaient des taches claires. Chacun semblait isolé, étranger à son voisin occupé à délimiter sa haine ou ses désirs, à peser sa jalousie ou ses remords. Volontairement, voluptueusement même, Viviane laissait s'épaissir, s'agglutiner un silence, un malaise chargés de maléfices. On entendait des cuillères heurter la porcelaine, des cigales crépiter.

Viviane, à la dérobée, regardait la poitrine de Bernard, une poitrine lisse, polie comme un galet de la Durance. Elle aurait aimé glisser ses doigts sur cette peau qui sentait la lavande, mais aussi l'adolescence. Sur cette peau où les lèvres de Béatrice devaient s'attarder. A sa droite, Félicien avait reposé sa tasse pour s'éponger le front. Béatrice tournait le dos à la campagne accablée par l'orage naissant.

Lentement Viviane se pencha vers Bernard, pour lui dire avec une indifférence voulue :

« *Après votre café, viendrez-vous avec moi pour une promenade sous les pins ?*

— *Volontiers.*

— *Je pense que Béatrice n'y verra aucun inconvénient.* »

Paupières mi-closes, telle une chatte à l'affût, la jeune fille murmura :

« *Je ne suis pas jalouse.* »

Mais Félicien sentit l'amertume lui serrer la gorge, la colère empourprer ses joues amaigries.

Le vent se levait, remuant des feuillages, brassant une bouillie d'odeurs âcres, subtiles.

Certes, la chaleur oppressait Béatrice mais il y avait autre chose qu'elle ne parvenait pas à définir. Depuis quinze jours, depuis le début de leurs vacances ici, tout marchait si bien ! Bernard avait conquis définitivement Viviane en s'occupant du jardin, en repeignant des volets, en faisant les provisions au village.

Félicien se remettait très lentement de la crise cardiaque qui l'avait terrassé l'hiver dernier. Tout travail lui était interdit. Chaise longue, promenades, lecture, repas légers. Il fallait obéir à la faculté.

Quand Béatrice lui avait annoncé ses fiançailles aucun trait de son visage n'avait bougé. Seulement son cœur lui avait fait mal, très mal, comme si une longue aiguille l'avait transpercé.

« *Vous venez Bernard ?* »

Viviane s'était levée. D'un geste vif elle avait glissé le bas de son chemisier blanc dans sa jupe.

A tous trois, elle leur parut soudain beaucoup plus grande. Etait-ce parce qu'ils restaient allongés ? Etait-ce à cause de cette trouée de ciel clair sur laquelle elle se découpait ?

Félicien pensa : « *Comme elle est belle encore ! Quarante ans ! L'épanouissement doré, luxurieux.* »

« *Vous nous accompagnez Béatrice ?* »

Par politesse il fallait qu'elle prononçât cette phrase, mais elle était certaine que la jeune fille ne viendrait pas.

« *Non, merci madame.* »

Bernard, les mains au dos, attendait près de la balustrade.

« *Nous allons jusqu'aux oliviers ?*

— *Où vous voudrez, j'ai besoin de marcher et je n'ai pas sommeil. Et puis...* »

La phrase resta en suspens. Viviane manquait-elle de mots ou de hardiesse pour exprimer ses pensées, ses sentiments, ou s'y refusait-elle de propos délibéré ?

RESTÉS seuls, Béatrice et Félicien demeuraient silencieux sur la terrasse où la nuit s'épaississait. La stridulation des cigales devenait plus forte. La flamme démoniaque des cyprès bougeait au-dessus de la plaine surchauffée, accablée par l'orage qui, tel un abcès, n'arrivait pas à se vider.

Félicien, bloc d'ombre, dit à mi-voix :

« *A quelle date le mariage ?*

— *Fin octobre sans doute. Dès que la galerie sera restaurée.*

— *Tu l'aimes vraiment ?*

— *Mariage de raison, j'ai besoin de chaleur humaine, mais une bonne amitié me suffit.*

— *Bernard est emballé ?*

— *Oui.* »

Ces phrases étaient chuchotées par des trous d'ombre et voletaient dans la nuit pleine de pièges.

« *Tu viendras me voir de temps à autre ?*

— *Bien sûr.*

— *M'aimes-tu encore un peu ?* »

Elle fit un geste de la main. Il continua :

« *Oui, ton vieux Félicien...*

— *Vous m'avez rendue trop heureuse pour que je vous oublie.* »

Le regard de Béatrice s'éclaira de reconnaissance.

« *Cette maison te sera toujours grande ouverte. De plus je sais que tu te plais ici.*

— *Oui, j'aime tant la Provence, la lumière, les Alpilles, Avignon...* »

Béatrice portait un pull noir sans manches, une jupe dont les plis tombaient sur les dalles, des espadrilles brodées de fleurs rouges. Ses beaux bras nus reposaient sur le bois du transat. L'épaisse torsade blonde ne luisait plus, mais Félicien, devant cette chair qu'il connaissait si bien, se sentait bouleversé de tendresse.

« *Je ne sais si l'orage sera pour nous, mais je sens une petite brise qui...* »

Effectivement un peu de vent tiède séchait la sueur de leurs visages, de leurs corps, mais au même instant un éclair, comme une brûlure de magnésium, les révéla soudain.

Une chatte noire s'éloigna, puis disparut dans les lauriers-roses.

∴

Viviane avait pris la main de son compagnon, car le sentier se rétrécissait. Elle remerciait Bernard de son silence. Elle le remerciait aussi de sa présence. Quelle heure pouvait-il être ? Onze heures, minuit...

Depuis combien de temps avaient-ils quitté la terrasse ? Au fond, tout cela n'avait aucune importance. L'air qui les entourait sentait la terre brûlée, la pierre à feu, le soufre. Il faisait bon vivre.

« *Votre fiancée n'est pas jalouse ?*

— *Elle a confiance en moi.*

— *Et vous avez confiance en elle ?* »

Bernard ne devina pas la perfidie.

« *Oui*, dit-il, *il n'y a pas de vrai bonheur sans cela. Mais puis-je vous demander si nous allons encore loin ?*

— *Ma présence vous déplaît ?* »

Troublé, Bernard ne répondit pas, mais serra plus fort la main de sa compagne qui eut un tremblement d'angoisse heureuse.

« *Nous pouvons nous asseoir quelques instants si vous êtes fatigué.*

— *Volontiers.*

— *Cigarette ?*

— *Oui, mais faites attention de ne pas mettre le feu. Tout est si sec ! La terre meurt de soif.* »

Viviane allait ajouter : « *Mon corps aussi meurt de soif* », mais la phrase vint mourir au bord de ses lèvres.

Adossée à un pin, elle enserra ses genoux entre ses mains. Ses seins durs soulevaient le chemisier largement échancré.

Bernard ne parvenait pas à définir le parfum qui se dégageait d'elle. La lavande dominait, sans aucun doute. Depuis quinze jours qu'ils étaient au mas, il connaissait déjà cette belle peau de brune grillée par l'été, ces cheveux noirs séparés en deux bandeaux. Mais déjà il ne reconnaissait plus les yeux tant ils étaient brillants de hardiesse, de sensualité.

« *Pour quand ce mariage ?* »

Bernard hésita.

« *Cet hiver sans doute... viendrez-vous ?*

— *Bien sûr.* »

Viviane resta songeuse et poursuivit à voix basse :

« *Quel dommage que je sois si vieille...* »

Bernard tressaillit.

« *Je voudrais être encore désirable.. Ne répondez pas. Vous devez me trouver bien provocante. Laissez-moi parler car ici je ne parle jamais. Du moins de ce qui se passe en moi. Vous avez dû vous apercevoir que notre ménage ne marche pas très fort...* »

Bernard hocha la tête.

« *...Félicien et moi vivons dans ce mas comme des étrangers, des prisonniers — lui de sa maladie, moi de ma solitude. Le néant. Ecœurant. Dans la vie il faut la haine ou l'amour, mais pas l'indifférence. Qu'en pensez-vous ?* »

La nuit épaississait son suc nocturne. Bernard s'était approché d'elle pour glisser un bras autour de sa taille chaude. Puis il se pencha vers son oreille ; si près qu'il respira l'odeur de lavande. La tête pleine de douceur un peu ivre, elle l'embrassa sur la joue, plusieurs fois. D'avoir traversé la garrigue brûlante sous ses pieds, avec ses crêpelures de thym, ses euphorbes, ses genévriers l'avait déjà énervé, mais cette chair offerte, ouverte, toute proche dans l'ombre, durcissait tous ses muscles.

Viviane restait toujours adossée au pin. De sa main droite et libre, Bernard caressa l'épaule nue de sa compagne. Le bouton du corsage sauta, libérant deux seins opulents et chauds. Viviane se tourna vers Bernard. Des lèvres avides, mouillées parcoururent sa peau. Elle vit à travers les branches noires, quelques étoiles pâlottes comme des infusoires au fond de la nuit marine, puis elle ferma les yeux. Ses ongles entraient dans la chair qui pesait sur elle en gémissant de plaisir.

∴

SANS se presser, en silence, merveilleusement vides, ils regagnèrent le mas, ayant toutefois l'étrange impression que tout, autour d'eux, les approuvait. Viviane prit la main de Bernard, la serra : « *Ecoute*, dit-elle, *il faut que...* », cherchant ses mots, elle se tut. Puis avec courage : « *Oui, il faut que tu saches, pour ton avenir, une chose grave...* » Elle s'arrêta.

« *Parle, je t'en supplie.*

— *Tu me promets de me garder ta confiance, ton affection ?*

— *Je te le promets.* » Après un silence, encore plus angoissant elle scanda : « *Béatrice a été longtemps la maîtresse de mon mari.* »

Un éclair fouilla les entrailles du garçon qui chancela, assommé par cette révélation.

Elle lui caressait les tempes, les cheveux, maternellement.

« *Mon grand, je te fais beaucoup de peine, mais il le fallait. C'est pour cela que je me suis donnée à toi. Pour te sauver, pour me venger de dix ans de souffrance, d'humiliation.* »

Bernard la dévora des yeux puis soudain un rire nerveux empreint de folie, le secoua tandis qu'il s'enfuyait telle une bête blessée.

∴

Lorsque Viviane regagna la terrasse, Félicien et Béatrice reposaient toujours dans leurs chaises longues, mais la lampe à pétrole — à cause de l'orage il n'y avait pas de courant — n'était pas allumée.

« *Je monte*, dit-elle d'une voix bien assurée. *Bernard rentrera tout à l'heure.* »

Jamais, depuis qu'elle était mariée, elle n'avait connu de paix semblable. « *Une mante, je suis une vraie mante religieuse qui dévore tout* », murmurait Viviane couchée tout habillée sur son lit.

Pourtant, ni le remords ni le dégoût ne montaient à ses lèvres, seulement la satisfaction d'avoir fait ce dont elle avait envie. Satisfaction d'avoir réalisé ses plans, satisfaction de sa chair comblée. Avec la fatigue son exaltation tombait peu à peu. Elle n'avait pas essayé d'allumer la lampe de chevet, ni fermé la fenêtre qui laissait passer un air bouillant.

« *Que fait Bernard ? Où est-il ? Que va-t-il faire ?* »

Autant de questions auxquelles elle ne pouvait répondre. Mais les autres ? Avaient-ils regagné leurs chambres ?

Les jeunes allaient partir bientôt et elle se retrouverait avec Félicien, rêvant à une présence, à un souffle, à une voix, à une ombre.

Viviane se déshabillait lorsqu'un éclair fendilla la nuit. Le vent remua les feuilles de plus en plus fort, l'orage fonçait à bride abattue. Elle entendit râcler sur la terrasse la table de fer, les chaises longues. « Ils » se décidaient enfin à rentrer.

L'orage s'amplifia, gronda, devint canonnade. Viviane ferma la fenêtre derrière laquelle s'abattirent soudain une pluie de lames sifflantes, un déluge de feuilles et de grêle. Le ciel s'ouvrait sur de grands abîmes violets qui projetaient par intermittences des lueurs de soufre dans la chambre.

Soudain des grattements légers mais insistants attirèrent l'attention de Viviane. C'était la chatte. Elle la prit dans ses bras, troublée par ce chaud pelage noir qui faisait courir des ondes de plaisir sur sa peau nue.

L'ouragan semblait perdre de sa violence, mais la pluie, le vent, courbaient encore les branches jusqu'à terre.

L'animal voulut quitter la corbeille que faisaient les bras de Viviane. Elle le regarda avec un air d'étonnement, de reproche, avant de le laisser sauter jusqu'à terre. Puis elle reconnut le pas pesant de Félicien qui faisait craquer les marches de l'escalier. Bernard, où était-il ? Il n'avait pas assez de caractère pour « faire une bêtise », sans doute allait-il se contenter de fuir...

∴

TREMPÉ jusqu'aux os, Bernard avait trouvé refuge dans une grange abandonnée. Il s'était assis sur un vieux baquet renversé. Comme les écorces dans le torrent tout proche, il allait à la dérive. Encore exalté, encore étourdi par tant d'événements : la possession de Viviane, la révélation de la trahison de sa fiancée, l'orage sauvage enfin. Son cœur cognait durement. Il avait rêvé. Il fallait rompre. Ou alors... Restait la fuite. Bernard écarta des mèches qui collaient à ses tempes, s'essuya le visage, le cou avec son mouchoir. Par la porte ouverte on voyait le ciel épuré. Une gouttière hoquetait. Bernard consulta sa montre deux heures, deux heures du matin. Bientôt le jour allait venir. La fraîcheur l'apaisa un peu.

Il décida de rentrer au mas.

∴

... Dans sa chambre Béatrice ne dormait pas. La lampe de chevet mettait une lueur orange sur son visage, faisait plus dorés ses cheveux épais. D'un geste las elle reposa son livre, regarda les rideaux de damas vert comme les sièges, la glace bordée de bois doré, l'acajou d'une commode. Elle revivait la soirée sur la terrasse... Le ciel d'orage. Oui, à tout prix il fallait cesser cette liaison.

Soudain ses paupières devinrent pesantes, son corps léger. Elle eut le courage d'allonger son bras pour éteindre.

● *Jean-Louis Bêchu* est né en 1918 à Fay-aux-Loges (Loiret). A publié trois volumes de prose dont *la Nuit logique* chez Gallimard, une vingtaine de recueils de poèmes dont *l'Acier la Rose* qui a reçu le prix Villon en 1966, des contes, des chroniques et un essai : *A quoi rime la poésie.*



NICOLAS GUILBERT

BIBLE ET INFORMATIQUE

entretien avec Dom R.-Ferdinand Poswick

Les 2, 3, 4 septembre 1985, à l'université de Louvain-la-Neuve en Belgique, un colloque international va se réunir sur le thème : « Bible et Informatique : le texte ». Ce colloque est placé sous les auspices de l'association internationale Bible et Informatique, issue du centre Informatique et Bible animé depuis 1980 par un moine bénédictin de l'abbaye Maredsous Dom R.-Ferdinand Poswick.

CENTRE Informatique et Bible : il s'agit de créer un outil qui permettra la comparaison des traductions contemporaines de la Bible avec leurs sources originelles (hébreu, araméen, grec) et les langues de transmission (latin, syriaque, arabe), tout en suscitant des éléments de réflexion liés aux problèmes de l'appropriation sociale de l'informatique.

Sous sa direction, une équipe d'une vingtaine d'informaticiens et de biblistes va s'appliquer à développer une banque de données biblique informatisée (comparaisons multilingues, outils spécialisés, encyclopédies bibliques), réaliser la première concordance française complète de la Bible (*la Concordance de la Bible de Jérusalem*, Cerf Brepols éditeur) et proposer à toutes les bibliothèques de science religieuse en Europe un système de gestion coopératif homogène et spécialisé sous le nom de BIBLOS (Bible and Books Operating System).

« Père Dom Poswick, l'abbaye de Maredsous est bien connue pour son rayonnement intellectuel. Quelles en sont les raisons ?

– Nous avons eu la chance, à la fondation de ce monastère, en 1872, d'avoir deux grands savants, deux historiens, ce qui fait que notre bibliothèque au plan des sources historiques est une bibliothèque remarquable. Cela permet des travaux. En particulier, une revue d'un très haut niveau scientifique est publiée qui étudie les textes anciens et l'histoire ancienne de l'Eglise : il s'agit de la *Revue bénédictine*, qui bénéficie d'une audience internationale et de collaborateurs dans tous les pays et qui est diffusée dans toutes les bibliothèques savantes. D'autre part, nous avons toujours eu des travaux bibliques à Maredsous, et même, après la guerre de 1940-1945, au moment du Mouvement biblique, l'abbaye a apporté une contribution très positive et dynamique grâce à deux personnalités, le Père Passelecq et le Père Charlier. Le Père Passelecq a lui-même fait une traduction de la Bible en français qui a paru en 1950, c'est-à-dire à une époque où la Bible de Jérusalem, qui est plus connue ici en France, ne faisait que commencer.

– Dans quelles circonstances êtes-vous venu à l'informatique ?

– Je suis bibliste de formation. On nous a proposé un travail biblique qui consistait à créer une table analytique de la Bible. Au bout d'un certain temps, on s'est trouvé à la tête d'un fichier de cent cinquante mille entrées. Je me suis demandé s'il n'y aurait pas moyen d'analyser la possibilité d'utiliser des ordinateurs pour traiter tout ce matériau, et nous sommes allés suivre des stages chez IBM. Nous avons acquis une bonne formation, qui nous a permis, vraiment, de créer notre bureau de logiciels tout à fait indépendant et de pouvoir utiliser des ordinateurs. Et, à partir de ce jour-là, nous avons commencé à enregistrer notre fichier et nous avons produit cette table analytique de la Bible, après avoir conçu et réalisé tous les programmes qui sont nécessaires à saisir un texte, à le travailler, le transformer sous toutes les formes possibles et imaginables, le corriger et pouvoir le ressortir sous les formes graphiques que l'on désire. Cette conception d'une saisie totale des données à l'origine, avec une vue sur toutes les possibilités de sortie graphique, n'a pas toujours été prise en compte. Or, la réalité du rendu graphique des données et des messages est une des grandes parties de sa qualité. Nous avons publié un premier travail en 1974, qui s'intitulait table pastorale de la Bible, entièrement confectionné à partir de programmes d'ordinateur.

– C'est alors que vos avez conçu votre projet actuel ?

– Forts de cette expérience, nous nous sommes dit que nous pouvions peut-être nous lancer vers l'avenir. Ces travaux, c'est, à échéance, la réalisation d'une banque de données informatisée sur le texte de la Bible. La Bible est une longue tradition historique écrite originellement en hébreu, en araméen et en grec, et, par la suite, traduite dans toutes sortes de langages (mille sept cents langues ou dialectes). Cela veut dire que c'est un texte terriblement important pour toute la culture occidentale, à cause même de ses racines, de son histoire et des couches « stratigraphiques » qu'il faut traverser pour essayer de le comprendre et pour qu'il reste un message vivant. Cette plongée dans l'histoire à travers un texte est une expérience qui doit se renouveler à chaque siècle.

– Faut-il mythiser ou démythiser l'informatique ? L'informatique est-elle « neutre » ?

– La technique n'est pas neutre, surtout celle de l'électronique/informatique. Une prise de position anthropologique et sociale fondée sur le message chrétien peut prévenir toute récupération mythique.

– Quelle incidence peut-on prévoir sur une culture religieuse largement fondée sur l'écrit alphabétique comme autorité ?

– La tradition chrétienne la plus large a toujours tenu la transmission écrite du message qui la fonde comme un des moyens de sa révélation et de sa diffusion. Une modification de la nature et des moyens de la transmission ne devrait pas affecter fondamentalement ce message. Cependant, les changements prévus à ce niveau requièrent une insistance sur le caractère personnel et total (tout l'homme et tous les hommes) tant du message révélé que de sa transmission.

» L'expression humaine dans toutes ses virtualités intuitives, imaginaires, créatives, artistiques, symboliques, doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des chrétiens pour parer à la réduction de leur message à un code (ésotérique ou banalisé).

» Il est urgent, sur le plan local et sur le plan national, d'assurer l'information et la formation de tous les « lettrés » (clercs et laïcs responsables) aux techniques nouvelles pour éviter la rupture de dialogue avec les générations montantes. Il est urgent, sur le plan national et sur le plan international, de mettre en place les structures qui empêcheront l'accroissement des disparités technologiques entre les groupes en présence. Un dialogue systématique doit être institué entre les langues et les approches de la nouvelle culture électronique et le message traditionnel des Eglises tel qu'il est formulé dans l'enseignement courant.

– Souhaitez-vous que naissent des initiatives pour l'évangélisation du monde de l'informatique ?

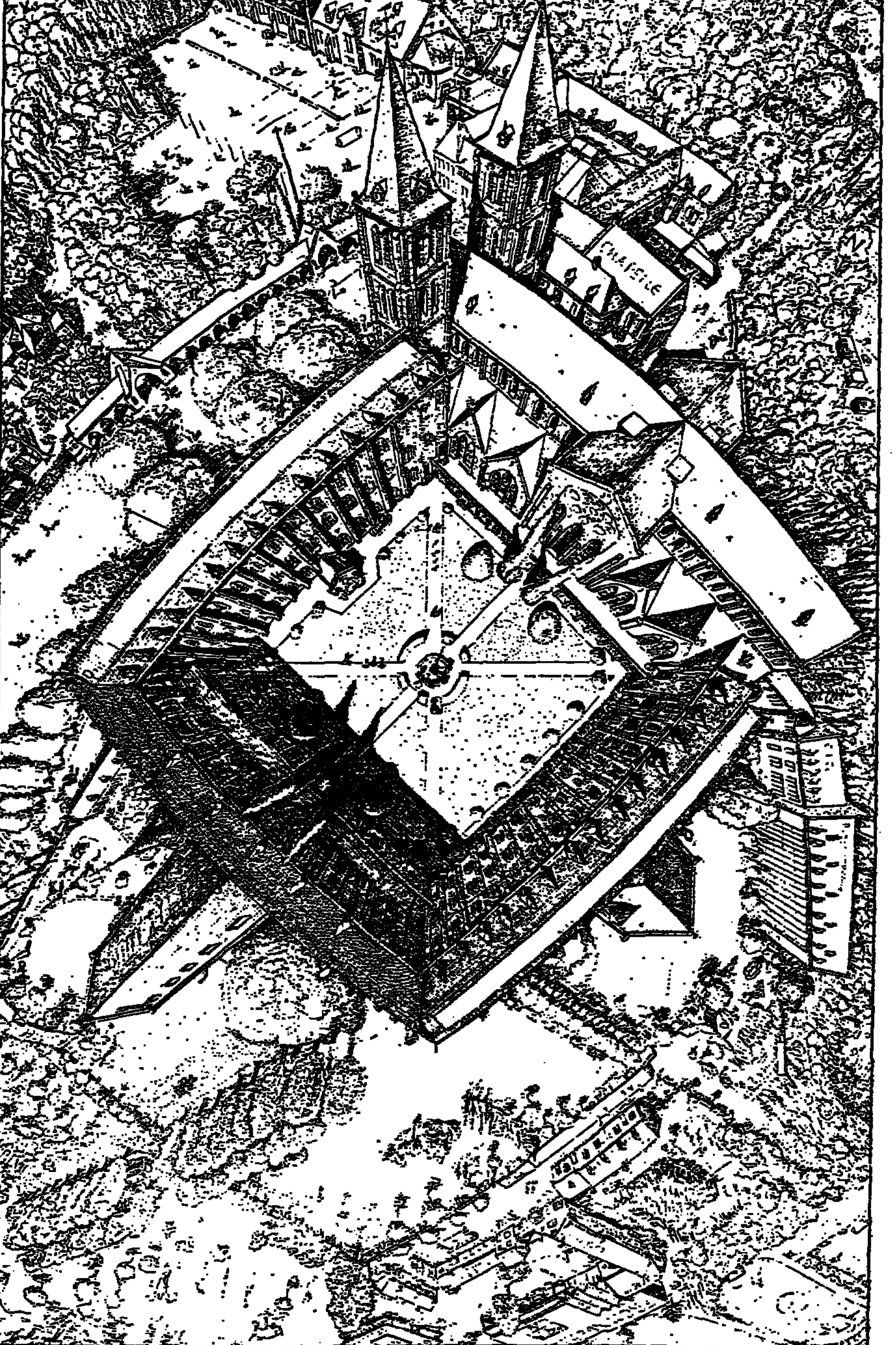
– Des initiatives spécifiquement chrétiennes doivent être suscitées par les responsables d'Eglise en vue d'évangéliser le monde de l'informatique/télématique. Ces initiatives devraient se situer : au niveau de la recherche (un institut chrétien d'études avancées pour les technologies électroniques de pointe), au niveau des associations professionnelles, au niveau des industries et des utilisateurs de ces techniques, au niveau d'un apostolat spécifique (vie religieuse, engagement apostolique), au niveau d'une sensibilisation générale.

» Les chrétiens ont un message propre dans leur tradition biblique et ecclésiale. Demain ce message ne sera présent que si l'on décide de l'y rendre présent et que si on peut contrôler cette présence et les formes qu'elle prend. Il est donc nécessaire de promouvoir des banques de données interactives portant sur des données propres à la foi et à la culture chrétiennes, d'en contrôler la valeur et de susciter des serveurs capables de distribuer cette information selon des normes qui tiennent compte tant de la nature du message chrétien que des meilleures techniques pour s'assurer l'utilisation des données mises en réseau.

– Dans le domaine de l'iconographie, ne songez-vous pas à une sorte de musée chrétien électronique ?

– Je crois qu'on est à l'ère d'une nouvelle culture, qui est la culture électonique et qui vraiment nous oblige à un renversement de conception dans tous les domaines de la réflexion humaine, depuis l'esthétique jusqu'à la philosophie. Ce que je présente ici pour le traitement de texte vaut de plus en plus de manière absolument identique et pour l'image et pour le son. Le vidéodisque doit permettre d'enregistrer, sur la base du même code, binaire ou numérique, à la fois de l'image, du son et du caractère. C'est une révolution au niveau de la manière même dont l'homme formalise son langage, c'est une révolution de l'écriture. On passe à un seuil d'abstraction supplémentaire qui est une représentation logique ou mathématique de la réalité. »

Propos recueillis par
CHRIS VIDAL
Chargé de cours à l'université de Paris-IV Sorbonne



L'abbaye bénédictine de Maredsous (Belgique). Miniature réalisée par un moine.

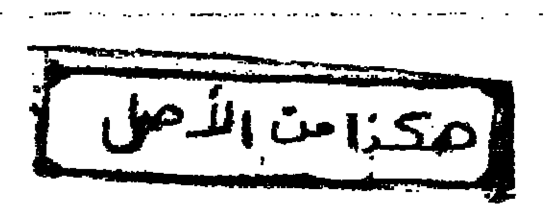
● L'association internationale Bible et Informatique, fondée en 1982, souhaite une large confrontation en vue d'une collaboration internationale sur les trois domaines principaux qui régissent l'étude du texte de la Bible par des méthodes automatisées : l'enregistrement des données ; le traitement des données ; une critique méthodologique de l'usage des techniques informatisées dans l'étude des textes et langues de transmission de la Bible.

Les dates du colloque ont été choisies pour permettre aux représentants étrangers de faire coïncider leur participation avec d'autres manifestations, comme les Journées bibliques qui se tiennent à Leuven les 26, 27 et 28 août 1985.

AIBI, B – 5198 Denée (Anhée), Belgique.

● Centre Informatique et Bible, dirigé par Dom R.-F. Poswick : abbaye de Maredsous, B – 5198 Denée (Belgique). Tél. (32) 82.69.93.97.





ÉGLISES

COPTES DE PARIS

par Jean-Pierre Péroncel-hugoz

Récemment installés en France, artisans ou universitaires, des membres de la minorité chrétienne d'Egypte, ont amené avec eux leurs rites religieux inconnus et leur mode de vie oriental. Assez paradoxalement, ils s'intègrent facilement à la société française tout en cherchant à approfondir leur identité d'origine.

LA France n'a pas fini de découvrir les ethnies « étranges », au sens premier du terme, qui se sont acclimatées sur son sol ces dernières années. Il faut en général un événement médiatique pour découvrir qu'il y a douze mille Tamouls de Sri-Lanka ou des cohortes de dames galantes ghanéennes vivant dans un Paris parallèle.

Ceux qui ne font pas parler d'eux ne sont remarqués que par quelques esprits fureteurs. C'est le cas des coptes dont on est si ignorant dans l'Hexagone que, lors d'un jeu diffusé sur une radio libre de province, un auditeur répondit que c'était peut-être un... légume !

« Vous êtes quoi, tunisien ? algérien ? », demandait, curieuse, la ménagère parisienne au nouveau vendeur de salades sur le marché. *« Non, madame, je suis chrétien comme vous, je descends des pharaons et je suis égyptien ! »*, répondit le jeune homme au teint pain brûlé et aux cheveux crépus à sa cliente, qui en fut baba : *« Les pharaons, mais qu'est-ce qu'il raconte ? Ils n'étaient pas arabes ceux-là ! C'est à y perdre son latin ! »*

« Encore des intégristes ou bien une secte nouvelle ! », grommelait pour sa part, un bon chrétien conciliaire de Toulon en lisant l'annonce, par *« l'éparchie de France de l'Eglise d'Alexandrie »*, de la célébration, pour l'Assomption dans un ermitage provençal, de *« la divine liturgie copte de saint Basile par l'amba Marcos et l'amba Athanasios, évêques orthodoxes, suivie d'un pèlerinage en l'honneur de la Vierge et de la vénération des reliques de saint Marc »*, l'évangélisateur de l'Egypte.

L'œil de Pierre Loti

Minoritaires sur leur propre sol depuis les alentours de l'an mil, les coptes, descendant des anciens Egyptiens rejoints au septième siècle, dans la vallée du Nil, par des Arabes musulmans, ont peu à peu adopté la langue arabe et, débonnairement, laissé leurs mœurs s'islamiser. Mais, à travers leur religion, ces *« chrétiens archaïques »*, comme les appelait Pierre Loti en découvrant leur fidélité à l'Eglise des temps apostoliques, ont conservé confusément le souvenir de leur puissante identité originelle.

Sortis d'Egypte, où le poids de la société, surtout à l'heure du grand ressourcement islamique, ne laisse pas beaucoup de place à l'expression visible des différences, les coptes mettent les bouchées doubles, plaçant en exergue, quand ce n'est pas en médaille sur la poitrine, leurs ascendances « pharaoniques », leur antique égyptianité. Cette exacerbation, qui se veut compensatoire de la discrétion obligée au pays natal, se rencontre aussi bien chez l'universitaire collectionneur de diplômes que chez le fruitier illettré, une fois qu'ils ont émigré.

Avec eux, ils ont apporté aussi leurs prosternations, leurs cantiques et leurs cérémonies, qui, pour ne point venir de Constantinople, n'en ont pas moins un éclat byzantin aux yeux éblouis du catholique romain, habitué à des messes qui, pour être maintenant pompeusement nommées *« célébrations eucharistiques »*, ressemblent pourtant à des réunions syndicales coupées de chants de patronage.

La majorité des coptes, qui sont pauvres aussi bien en Egypte que parmi les quelques milliers d'entre eux installés aujourd'hui à Paris et à Marseille, ne tolèreraient à aucun prix que leurs prêtres et leurs évêques se dépouillent de leurs dorures, de leurs turbans et de leurs dalmatiques. Surtout quand le sanctuaire est toute grisaille humide, comme le morceau de souterrain de Saint-Sulpice généreusement mis à la disposition de l'Eglise copte-orthodoxe de France par sa sœur catholique française.

Cette sorte de catacombe en plein Paris se transforme chaque dimanche matin durant près de quatre heures – la durée de la liturgie copte ordinaire – en un morceau d'Orient pure soie, tout embué d'encens, avec ses diacres habillés comme des évêques, son prêtre vêtu comme un pape et son évêque comme Dieu le Père peut-être. Les diacres oublient qu'ils sont thésards ou coursiers de banque, le prêtre, Abouna Guirguiss – « notre Père Georges » – ne pense plus à ses recherches à l'Institut Pasteur, les fidèles ne se soucient plus de leur carte de séjour ou de leur permis de travail à renouveler.

Comme il se doit dans toute société orientale qui se respecte, les hommes sont d'un côté, les femmes de l'autre ; on se partage les enfants, nombreux, on fait longtemps la queue pour communier sous les deux espèces, on chante en copte et on prie en arabe, on processionne *in vitro* avec croix et bannières.

Sous un trottoir de Saint-Germain-des-Prés, c'est un village nilotique qui n'a pas encore la télévision et où la messe est la fête hebdomadaire ; c'est *Boris Godounov* en vrai, mais où le seul sang est celui du Christ, fait de la noire *abarka* (1) d'Egypte, c'est l'Eglise primitive remontée jusqu'à nous, et c'est surtout une foi heureuse, confiante, épanouie. Et odorante.

Vers midi, tout s'éteint, tout se dissipe. Chromos saints et mobilier sacré sont prestement renfournés dans des Samsonite qui connaissent par cœur le vol à bon marché Paris-Le Caire *via* Belgrade. On s'entasse à dix dans une Renault d'occase ou on dévale en groupe les escaliers du métro pour regagner Arcueil ou les Buttes-Chaumont.

« A dimanche prochain ! Ce sera une belle messe, Osiris épouse une Française. Vous savez, le jeune de Minieh qui travaille dans l'informatique à la Défense. Pour sûr, ce sera une belle cérémonie. Les prêtres vont se décarcasser, je ne vous dis que ça ! » Geste à l'appui. Mais alors, qu'est-ce que ça doit être ? Sans doute quelque chose comme un sacre. Le roi s'appellera Osiris, puisque l'Eglise copte n'a pas le mauvais ton de refuser les prénoms « païens ». C'est pour ne pas effaroucher ses lecteurs musulmans pointilleux qu'Osiris se faisait appeler Hamdi quand il était journaliste au Caire.

Osiris de Minieh. Minieh, si loin de Paris, si inconnue ici, cette bonne grosse ville de Moyenne-Egypte, loin des embarras du Caire et des touristes organisés de Louxor, cette cité trop pudique (mais honnête) que Michel Butor nous apprit naguère à aimer en y décelant le *« génie du lieu »* (2), entre deux cours de français donnés à ceux dont les enfants viennent aujourd'hui se recoptiser, se reégyptianiser chaque dimanche dans un sous-sol de Saint-Sulpice. ■

(1) Vin de messe.
(2) *Le Génie du lieu*, Grasset, 1958.



REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE D'ANDRÉ SERIO



La matinée du dimanche copte est quasi entièrement occupée par une messe interminable et splendide ponctuée de déambulations, d'aspersions, de méditations et de lectures. Le rythme lent et plaintif des cantiques exécutés presque sans instruments de musique, trouve son origine, dit-on, dans les chants des prêtres d'ancienne Egypte. Le pape Chenouda III, chef de l'Eglise copte, à qui l'on demandait s'il ne songeait pas à raccourcir et modifier la liturgie copte répondit : *« Jamais au grand jamais ! »*. Et les fidèles, en venant toujours nombreux aux offices, lui donnent apparemment raison.

RENCONTRE

SIDA : INFORMER SANS DÉFORMER

un entretien avec le docteur Willy Rozenbaum

Le docteur Willy Rozenbaum travaille à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris dans le service de parasitologie et des maladies tropicales du professeur Marc Gentilini. Spécialiste du SIDA, il donne ici le point de vue du clinicien. Cet entretien a été diffusé le 14 août par la radio CFM lors de l'émission « le Monde reçoit ».

« On assiste depuis plusieurs mois à une débauche d'articles et d'émissions de télévision consacrés au SIDA. L'ampleur de la maladie justifie-t-elle de telles campagnes d'information, et ces campagnes sont-elles à votre avis bien menées ?

— Il faut informer sur le SIDA, mais certainement pas de la manière dont on le fait actuellement, en mettant en avant tous les aspects effrayants, tous les aspects scandaleux, tous les aspects sordides de cette maladie. Il est nécessaire d'informer car le problème est réel, mais il ne justifie en aucune manière ni l'ampleur ni la manière dont on le traite, en en faisant une peste, avec tout ce qui est attaché à ce terme de peste : malédiction, frayeur, angoisse, fantasmatique. Cela est une erreur fondamentale.

— En quelques chiffres peut-on donner une idée de l'importance du mal ?

— 12 000 cas ou un peu plus ont été recensés aux Etats-Unis depuis 1981, année de l'identification de la maladie là-bas ; environ 1 200 cas en Europe, dont 400 à peu près en France, toujours depuis 1981 ; plusieurs centaines et peut-être même plus en Afrique ou dans les Antilles, où le recensement est plus difficile à faire, et puis une répartition dans l'ensemble du monde, sauf peut-être en Asie, où il semble que la maladie ne se soit pas beaucoup développée.

» De l'autre côté du rideau de fer, il n'y a, semble-t-il, que peu de cas. Donc, c'est une maladie qui prend de l'extension. Au début, elle voyait le nombre des malades doubler tous les six mois et maintenant tous les ans.

— Le SIDA est-il une nouvelle maladie ? Est-ce que la maladie existait avant 1981 ?

— C'est très, très difficile à dire. Ce qui est évident, c'est que l'ampleur qu'elle a prise est très récente. Il est possible que cette maladie ait existé avec une ampleur bien moindre en particulier en Afrique. On est certain qu'aux Etats-Unis elle ne devait pas exister. On a la même certitude pour le Danemark, où l'on dispose de registres qui nous servent de référence. En France, on ne peut pas le dire. On a retrouvé des cas qui étaient compatibles avec un diagnostic de SIDA en 1972. En Afrique, on peut penser qu'il y avait déjà quelques cas dans les années 70. Avant, on ne sait pas vraiment.

— Comment a-t-elle pu arriver sur le territoire des Etats-Unis dans ces conditions ? Question qui ouvre le dossier de la contagiosité de la maladie.

— Actuellement et compte tenu de la circulation qui existe entre les différents continents, je crois qu'il n'y a pas une région du monde qui est à l'abri d'une possibilité de contagion par un agent venu d'une autre région.

— Dans ce cas bien précis, l'agent est un virus.

— Maintenant, tout le monde le sait bien, l'agent est un virus bien identifié, et — un petit cocorico — d'abord en France, puis confirmé aux Etats-Unis par plusieurs équipes. Ce virus a des caractères un peu particuliers : c'est un rétro virus, c'est-à-dire qu'il se réplique à l'envers des virus habituels. On en connaissait très peu chez l'homme. Le premier rétro virus identifié chez l'homme l'a été en 1980.

» Ce rétro virus se transmet essentiellement par deux voies, on peut dire quasi exclusivement par deux voies : la voie sexuelle au moment des rapports sexuels — qu'ils soient d'ailleurs homosexuels ou non, car cette maladie a été très reliée aux homosexuels, mais elle peut aussi toucher les hétérosexuels, aujourd'hui on le sait très bien — et la voie du sang.

» Ces deux moyens de contamination représentent la majorité, la très grande majorité des cas de contamination.

— On a beaucoup parlé d'une troisième voie par l'intermédiaire de la salive.

— Alors là, je veux être tout à fait formel. Ce n'est pas parce que l'on retrouve un virus dans une humeur, en l'occurrence la salive, que pour autant il est contagieux. Il faut effectivement qu'un virus soit présent dans cette humeur mais que, en plus, il rencontre son récepteur. Un virus est quelque chose de très fragile. C'est un parasite qui vit très mal en dehors de son hôte, qu'il a besoin de rencontrer pour se reproduire.

» Il se trouve que le virus du SIDA a un hôte très particulier, exclusif. Il n'affecte que certains globules blancs très particuliers, les lymphocytes T. Pour l'infecter, il faut donc qu'il le rencontre. Il faudrait une circonstance où le virus contenu dans la salive puisse rencontrer ce fameux lymphocyte.

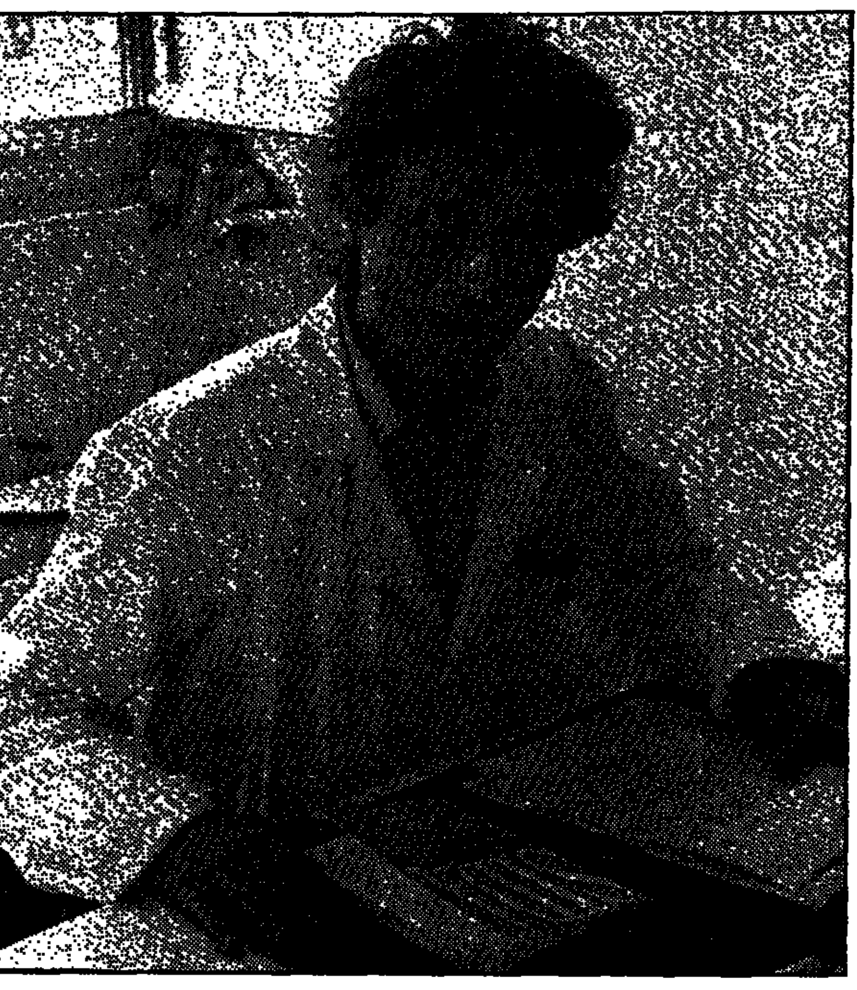
» Des enquêtes épidémiologiques ont été faites et montrent parfaitement bien qu'il n'y a aucune contamination chez des gens qui vivent au contact, y compris très étroit, avec des malades depuis de nombreuses années. On estime même aujourd'hui que des partenaires habituels qui ont eu des relations prolongées avec des malades atteints de SIDA ne portent des anticorps que dans 70 % des cas. Cela veut dire aussi qu'il y a 30 % des partenaires sexuels de malades qui n'ont même pas la trace du virus. Cela signifie que c'est une maladie peu contagieuse. Il n'y a eu aucun cas de contamination documenté dans l'entourage proche, familial des malades. Il n'y a eu aucun cas de transmission documenté dans le personnel médical, qu'il se soit occupé des malades ou même qu'il se soit piqué avec du matériel ayant servi aux malades.

— Cela veut dire que l'attitude de deux grandes compagnies aériennes australiennes qui interdisent aux patients atteints de SIDA de prendre leurs avions relève du fantasme ?

— C'est complètement absurde, il faut être très ferme là-dessus. A ce propos, je voudrais m'élever contre l'information qui laisse croire que le SIDA puisse être une maladie que l'on peut attraper comme cela, très facilement. Ce n'est pas si facile d'attraper le SIDA.

— Toutes les photos que l'on a vues dans la presse, avec des personnels hospitaliers déguisés dans des scaphandres, relèvent-elles aussi du fantasme ? Est-ce que dans votre hôpital vous mettez un scaphandre en entrant dans votre service ?

— Absolument pas. Nous avons un comportement totalement habituel avec les malades, et de toute façon il n'y a aucune raison théorique de prendre des mesures de précautions spécifiques vis-à-vis des malades. C'est un problème très général en infectiologie. Dans la dissémination d'une maladie, ce sont rarement les malades qui sont responsables, mais plutôt les porteurs asymptomatiques. Alors, si on devait mettre des scaphandres pour les malades, il n'y aurait aucune raison de ne pas se promener toute la journée avec un scaphandre, dans la rue, partout. Tout cela est totalement absurde. On a besoin de se faire peur et on se fait peur de cette manière-là. Je voudrais préciser que ces photos de scaphandres que l'on voit partout n'ont pas été prises dans un hôpital mais dans une prison où a eu lieu un mouvement de panique, alimenté d'ailleurs par les campagnes de presse. Mais je veux redire qu'il n'y a aucune explication scientifique à cela.


GAMMA

Le docteur Willy Rozenbaum.

— Est-ce que l'on peut dire que le SIDA est pour autant une maladie sexuellement transmissible comme la blennorragie ou la syphilis ?

— Absolument. Je crois qu'il ne faut pas non plus éluder cet aspect des choses. Aujourd'hui, le SIDA peut être considéré comme une maladie sexuellement transmissible. C'est quelque chose que l'on sait depuis dix ans : il y a de nombreux virus qui sont transmissibles par voie sexuelle. Celui de l'hépatite B, l'herpès, le cytomégalovirus et vraisemblablement d'autres que l'on n'a pas encore identifiés.

— La seule différence, c'est que le taux de mortalité est quand même plus élevé.

— Si l'on prend l'exemple de la blennorragie, c'est vrai. Cela dit, il y a quarante ans, avant l'invention de la pénicilline en 1945, les gens mouraient de la syphilis. On peut prendre aussi l'exemple de l'hépatite B et se poser très sérieusement la question de savoir si cette maladie, sexuellement transmissible donc, n'est pas responsable de plus de morts que ne l'est le SIDA.

» En France, on estime que le nombre annuel de morts par l'hépatite B est de 200 à 500. La transmission de cette maladie est telle qu'on estime qu'au moins pour la moitié elle l'est par voie sexuelle. Cela veut dire qu'au moins 100 personnes meurent de cette maladie après des rapports sexuels.

— Est-ce qu'il existe aujourd'hui un traitement préventif du SIDA ?

— Je crois qu'il faut d'abord préciser que le SIDA est la partie la plus grave de l'infection par le virus qu'on appelle LAV en France ou HTLV III aux Etats-Unis. La grande majorité des gens qui sont infectés par ce virus n'auront aucun symptôme, ou des symptômes mineurs. En fait, c'est une minorité qu'on estime à environ 3 à 7 % qui va faire cette forme grave de l'infection par le virus.

» Il y a deux façons de répondre à votre question. La première est de savoir ce qu'il faut faire pour ne pas se faire infecter par ce virus. Pour ce qui est du sang, un test est disponible depuis quelques mois et diffusé depuis quelques semaines en France.

— Il y a aussi le problème des toxicomanes.

— Je dirais à ce sujet d'une manière un peu lapidaire que je suis favorable à l'abolition de la mesure qui consiste à interdire la vente de seringues. Cette mesure n'a jamais empêché un toxicomane de se droguer, mais, en revanche, l'utilisation de la même seringue par plusieurs individus provoque chez le toxicomane toutes sortes de pathologies.

» Pour ce qui est de la transmission sexuelle — et là il faut rappeler que la maladie ne concerne pas seulement les homosexuels mais tous les individus qui ont des rapports multiples, — il faut dire qu'il suffit parfois d'un seul rapport pour permettre à la maladie de se développer.

» La prévention doit donc se poser dans le cadre général des maladies sexuellement transmissibles. En cas de rapports avec des anonymes, les risques augmentent. Dans ces cas-là, on peut recourir aux préservatifs, qui permettent dans la très grande majorité des cas de rompre les chaînes de transmission, que ce soit au niveau des microbes ou au niveau des virus.

» Il ne faut donc pas développer une prévention spécifique pour le SIDA, mais organiser une grande campagne sur les maladies sexuellement transmissibles. On en voit d'ailleurs le résultat aux Etats-Unis, où en deux ans on a assisté à une diminution de 50 % de la fréquence de ces maladies dans les endroits concernés par ces campagnes.

— Tout cela est ce qu'on appelle la prévention primaire de la maladie. Est-ce qu'il y a une prévention secondaire possible, une fois que l'on a été en contact avec le virus ? Que peut-on faire pour éviter l'apparition de la maladie ?

— Première chose : on pense qu'il n'est pas bon de se faire réinfecter. C'est-à-dire que les gens qui sont déjà positifs ne doivent pas permettre de redonner de la vigueur au virus par une deuxième infection.

» Deuxièmement, il faut savoir aujourd'hui si l'on peut contrôler le développement de ce virus. Des études sont faites sur des médicaments antiviraux.

— A ce propos, on entend souvent parler du HPA 23, qui est en train de devenir une sorte de mythe. Est-ce un médicament-miracle ?

— Bien entendu pas. Il a comme seul mérite d'être le premier médicament utilisé dans une stratégie de type antiviral. On a maintenant une expérience assez importante de ce médicament. Mais, depuis septembre 1984, d'autres produits avec des propriétés similaires ont été mis au point.

» Ces produits inhibent la réplication du virus, c'est-à-dire qu'ils empêchent le virus d'infecter de nouvelles cellules. Notre expérience de l'HPA 23 montre que ce médicament arrête le développement du virus, mais, avec les doses et les durées de traitement que nous avons un peu arbitrairement décidées, cette rémission est apparue transitoire.

» C'est-à-dire qu'après quelques jours, quelques semaines, ou quelques mois dans les cas favorables, après l'arrêt du traitement le virus recommence à se reproduire de nouveau. Il faut donc entreprendre une nouvelle cure. Aujourd'hui, avec de nouveaux protocoles, des doses différentes et des durées de traitement plus prolongées, nous espérons obtenir peut-être des résultats meilleurs.

— Est-ce qu'il existe des effets secondaires à l'utilisation de ces médicaments ?

— Tout médicament a des effets secondaires. C'est le cas du HPA 23. Il agit surtout sur les plaquettes du sang des patients atteints de SIDA. Mais cela est banal et en tout cas contrôlable.

— Est-ce que l'on a intérêt à traiter les malades le plus tôt possible ?

— On peut l'imaginer mais on n'a aucune preuve de cela. Je dois ajouter absolument quelque chose : ce traitement n'est fait actuellement que chez les gens qui sont malades ou dont on sait qu'ils ont des facteurs de mauvais pronostic et donc que la probabilité d'évolution de leur maladie vers un stade plus grave est importante.

» Nous ne pouvons pas pour des raisons éthiques pratiquer ce traitement sur des gens qui sont simplement infectés parce que nous savons que chez au moins 90 % de ces gens une maladie grave ne se développera jamais.

— Est-on en droit, comme on le dit, d'attendre la mise en œuvre prochaine d'un vaccin ?

— Je pense qu'on en entendra parler encore pendant de nombreuses années, malheureusement. On parle beaucoup du vaccin. Ma position est plutôt de penser qu'il y a un gros effort à faire sur le traitement. Il y a des raisons théoriques et pratiques de penser qu'il sera difficile de mettre au point un vaccin. Si l'on est optimiste, on aura peut-être un vaccin disponible dans cinq ans ; si on est raisonnable, dans dix ans, peut-être même plus tard.

— On va donc assister à un développement du nombre des malades atteints de SIDA... A-t-on à votre avis dégagé les crédits nécessaires en France pour prendre en charge les patients ?

— Si l'on se place sur le plan de l'administration, elle répond qu'il y a suffisamment d'hôpitaux, de lits, de consultations et de médecins en France pour s'occuper des malades.

» Si l'on se place sur le plan des malades, je crois que ce n'est pas tout à fait vrai, et tous ceux qui ont une certaine expérience de la maladie pourraient en témoigner. Compte tenu du fait que la maladie est récente, que sa connaissance est peu développée, y compris dans le milieu médical, il y a un problème d'ordre qualitatif.

— Faut-il mettre en place des services spécialisés ?

— Je ne sais pas s'il faut créer des services spécialisés, mais il faudrait créer au moins des structures dans chaque région, qui pourraient regrouper différentes spécialités et pourraient répondre de manière technique au problème avec un abord psychologique acceptable.

» Le public médical est au moins aussi sensible que le grand public aux campagnes de presse. Il y a un rejet très important des gens qui seraient concernés par ce problème du SIDA, y compris parfois dans le corps médical.

— Les pouvoirs publics ont-ils pris conscience de l'importance de ce problème ?

— Je crains que non. Il y a peu de personnes vraiment directement concernées, et pour moi, qui vis le rejet quotidien des malades, leur angoisse, il y a un problème qui est difficile à faire admettre aux administrations. »

Propos recueillis par
FRANCK NOUCHI.